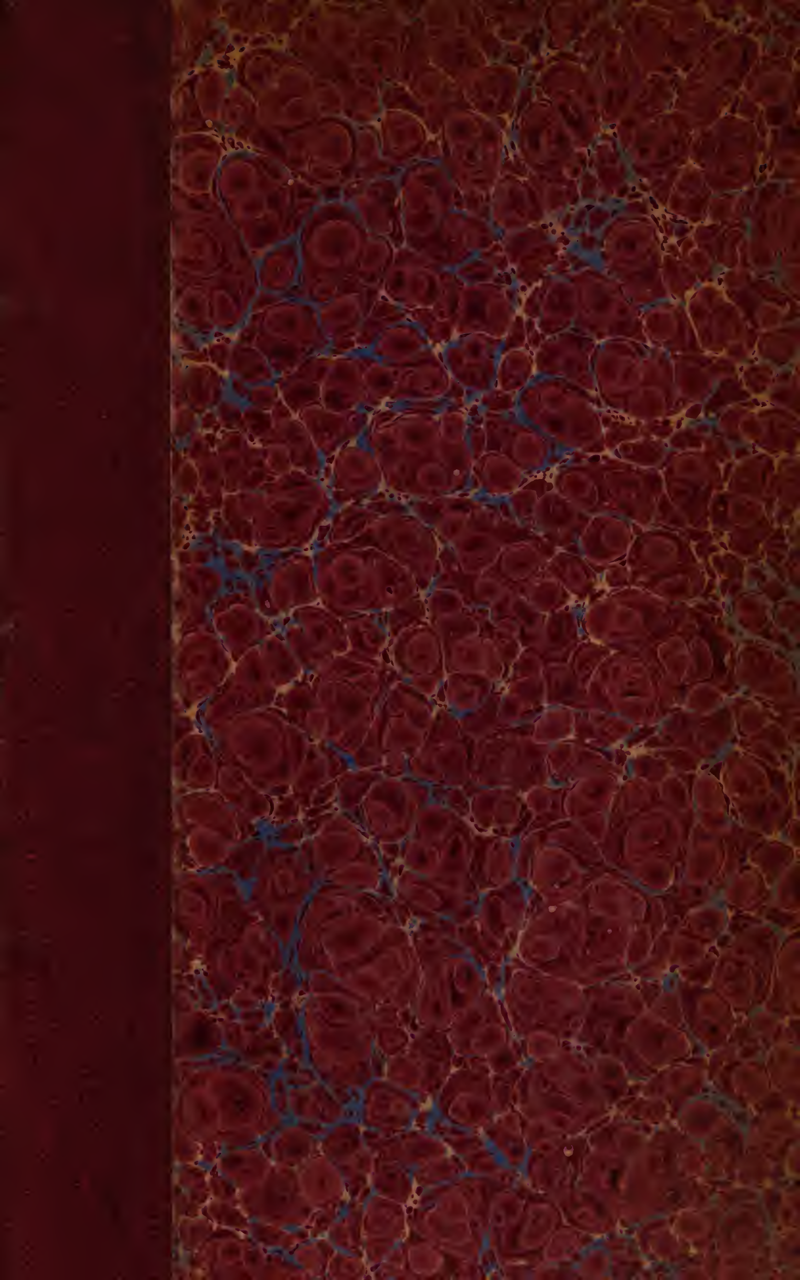


9165.c.35.

L'ITALIE

ET

LES ITALIENS

Digitized by Google

CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS

OUVRAGES

DE

CHARLES DE MAZADE

FORMAT GRAND IN-18

L'ITALIE MODERNE

RÉCITS DES GUERRES ET DES RÉVOLUTIONS ITALIENNES

Un volume

L'ESPAGNE MODERNE

Un volume (épuisé)

LA POLOGNE CONTEMPORAINE

RÉCITS ET PORTRAITS DE LA RÉVOLUTION POLONAISE

Un volume

CLICHY. — Impr. de Maurice LOIGNON et Cie, rue du Bac-d'Asnières, 12.

Digitized by Google

L'ITALIE

ET

LES ITALIENS

NOUVEAUX RÉCITS

DES GUERRES ET DES RÉVOLUTIONS ITALIENNES

PAR

CHARLES DE MAZADE

PARIS

MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1864

Tous droits réservés

BRITISH MUSEUM

AVANT-PROPOS

Les événements de notre temps se déroulent quelquefois avec une foudroyante rapidité; quelquefois aussi ils s'arrêtent et semblent rester sur place comme retenus par une force invisible. D'autres événements surviennent et partagent l'attention pour être bientôt éclipsés à leur tour. Du midi au nord, du nord au midi, c'est une énigme fuyante, mobile, qui se déplace à chaque instant et se multiplie en mille épisodes où, sous les formes les plus diverses, se débat l'émouvant problème de la destinée morale et politique des peuples. L'erreur, la plus singulière des erreurs, serait de séparer tous ces événements, de n'en pas saisir le lien, la solidarité intime à travers les diversités de situation ou de génie, de ne point voir qu'ils ne sont que les incidents d'une lutte, où, dans les épreuves, parfois dans d'effroyables malheurs, se ravive

Digitized by Google

et se fortifie l'instinct d'un droit nouveau. Ces pages qui se succèdent et qui touchent à quelques-unes des crises les plus vives du temps présent, ont, si je ne me trompe, à défaut d'autre mérite, celui de s'inspirer de cette intime connexité des choses, d'être animées de ce sentiment de sympathie qui porte les esprits sincères au secours des justes et légitimes revendications nationales, qui les attire invinciblement dans cette croisade où ils marchent sous l'entraînante bannière du droit.

L'Italie, objet de ces études nouvelles, qui ne sont que le complément ou la suite de précédents récits, l'Italie a été de nos jours, sous nos yeux et avec notre aide, une de ces nations qui se sont levées pour protester contre la fatalité des dominations illégitimes, pour conquérir la liberté, l'indépendance, et plus que toute autre elle a été heureuse, elle a réussi. Elle n'a pas éprouvé, quant à elle l'implacable misère des peuples qui se lèvent un jour dans un mouvement de désespoir héroïque et que l'abandon universel, coloré d'une sympathie vaine, laisse retomber sous le fléau de la force irritée et vengeresse. Elle a vaincu par la puissance du droit, par le déchaînement victorieux du sentiment national, par les armes, par la dextérité d'une politique audacieuse et souple reprenant et poussant plus loin l'œuvre des armes. Les premiers récits que je publiais il y a quelques années, conduisaient l'Italie au seuil de cette carrière que la France est venue ouvrir et élargir devant elle; ces études nouvelles que je

publie aujourd'hui la conduisent au moment où, rassemblée et fondue en une seule nation, elle n'a plus devant elle que Rome et Venise. Dans l'intervalle s'est accomplie cette prodigieuse transformation qui a été déclarée impossible, elle aussi, et qui n'a pas moins passé victorieuse à travers les contestations, les animosités, les dédains, les incrédulités.

Ceux qui en présence de tels événements, s'obstinent encore à ne voir dans tout ce qui s'est fait au delà des Alpes depuis cinq ans, que le produit d'un souffle corrupteur et éphémère de révolution, ceux-là se trompent étrangement. Ils se débattent dans le vide; comme tous ceux qui sont dupes de leurs illusions et qui se roidissent contre la puissance des choses, ils ne peuvent croire à la durée de ce qui les froisse et ils seraient bien embarrassés de recomposer le passé. Ils attendent sur le rivage, avec une sorte de fatalisme, que le fleuve remonte vers sa source, et pendant ce temps le fleuve suit son irrésistible cours. La destinée de l'Italie nouvelle s'accomplit; elle n'est point achevée sans doute tant qu'il reste Venise et Rome, ces deux dernières citadelles défendues, l'une par une force matérielle qui se tient toujours prête pour le suprême combat, l'autre par une force morale qui a son point d'appui un peu partout, — et même on peut dire dans une certaine mesure que ce qui est fait dépend de ce qui reste à faire; mais l'œuvre est déjà trop avancée, il y a trop de choses irrévocables, pour que la logique

qui conduit les événements rebrousse chemin. L'unité de l'Italie est désormais plus qu'un fait de précipitation et de violence; elle est écrite dans les actes de la diplomatie, dans les lois. Elle est née des résistances mêmes qu'on a opposées à une véritable indépendance sous une autre forme; elle se fortifie par la durée, par l'impossibilité croissante d'un retour au passé, elle est une puissance établie et reconnue. Ces nouveaux récits, en décrivant la révolution italienne dans quelques-uns de ses épisodes, dans son étrange enfantement, montrent, il me semble, comment cette unité qui n'était il y a peu d'années encore que le rêve de quelques esprits est devenue si promptement une réalité vivante.

Ce n'ést pas, tout bien considéré, qu'il n'y ait quelque changement dans l'opinion à l'égard de l'Italie; il y a peut-être un certain attiédissement. Sans nul doute ce que l'Italie représentait, il y a quelques années, elle le représente encore aujourd'hui. Les principes qui ont fait l'éclat et la force de ce mouvement n'ont pas perdu leur puissance sur les esprits. Les questions nées de la révolution italienne ne sont pas de celles qui laissent longtemps les passions au repos; on n'est pas libre de les congédier à volonté. La lutte renaîtra ardente et vivace demain comme elle était hier. Au fond cependant, pour l'heure présente, il y à visiblement ce que j'appellerai une suspension d'intérêt, comme un ralentissement de ce beau feu qui s'enflammait au spectacle du premier essor de

l'Italie renaissante. On ne se détache pas, on se préoccupe moins et on semble s'accoutumer à cette halte qui ne peut être pourtant qu'une halte entre deux combats. Enfin il est facile de remarquer parfois une certaine incohérence, un certain embarras. Si j'en voulais rechercher et préciser les causes, je dirais qu'elles tiennent, les unes à l'état de l'Europe, les autres à l'Italie elle-même et à la nature de l'œuvre qu'elle poursuit.

Que l'Italie, sans cesser d'être présente à tous les esprits réfléchis, ait son heure de délaissement apparent et soit un instant abandonnée à elle-même par l'opinion, c'est la plus simple conséquence des événements qui se succèdent et qui ne se passent pas tous entre les Alpes et le Phare. Si l'Italie a été longtemps le côté vulnérable de ce qu'on a nommé par un complaisant euphémisme l'ordre européen, elle n'était pas le seul point faible et douloureux; elle n'est pas seule au monde. D'autres peuples souffrent aussi dans leur indépendance mutilée et font d'héroïques appels à la justice; d'autres questions s'agitent. Un jour c'est la Pologne, un autre jour c'est le Danemark; demain ce sera l'Orient slave et chrétien, sans compter le nouveau monde où on fait un empire et où une société tout entière, qu'on croyait florissante, sombre dans une effroyable guerre civile. Nous avons vu en peu de temps passer ces spectacles devant nos yeux, une nation de héros se disputant à l'oppression sanglante, réduite à choisir entre le gibet, la mort du champ de ba-

taille et la déportation, cette autre mort obscure et lente; un peuple, petit de dimension, grand par le cœur et l'intrépidité, assailli à main armée par deux puissances qui se disent régulières pour avoir le droit d'accabler le faible en l'accusant d'être un perturbateur.

Alors l'Italie s'est momentanément effacée. L'attention s'est portée naturellement là où le sang coulait, là où se déroulaient ces drames offensants pour l'humanité et la civilisation, là enfin où apparaissait quelque nouvelle crise aiguë de la maladie européenne. C'était tout simple : vue dans ses rapports avec l'état de l'Europe, la question italienne n'était plus l'affaire pressante, dominante. Le drame s'est arrêté à Aspromonte il y a deux ans; il n'est pas fini, il est suspendu, et on s'est détourné.

Il y a d'ailleurs, même en dehors de ces tragiques diversions européennes qui sont survenues coup sur coup, une autre raison naturelle de ce délaissement apparent et relatif qui a semblé atteindre depuis quelque temps la question italienne : c'est qu'en effet, une phase toute nouvelle a commencé le jour où l'émancipation nationale a été accomplie. Jusque-là, l'Italie en était encore à ce moment de la vie d'un peuple où on ne songe pas aux difficultés, où tout procède d'un sentiment unique, d'une idée simple et virile, le sentiment de la patrie à conquérir, l'idée de l'indépendance à revendiquer. Elle vivait dans le feu de l'action; chaque jour

avait ses victoires inattendues, ses dramatiques péripéties, et l'opinion émue, entraînée, suivait ce travail ardent de rénovation ; elle s'intéressait passionnément à cette entreprise hardie dont elle se faisait la généreuse complice. C'était l'ère merveilleuse de l'aspiration et de la marche en avant; c'est aujourd'hui la période de la lutte contre des difficultés d'un autre ordre, et je ne parle pas même des complications d'intérêts qui se dévoilent, des hostilités politiques qui naissent, du déchirement des esprits en présence des questions qui restent à résoudre ; je parle surtout de ce travail obscur, pratique, épineux et souvent ingrat, qui commence le jour où un peuple reprend possession de lui-même.

Ce n'est pas tout de conquérir l'indépendance, il faut l'organiser; cette unité qui n'était la veille qu'une chimère, il faut la faire passer dans les lois, dans les mœurs, dans l'administration. Il faut sans plus de retard rassembler en un seul corps tous ces membres dispersés et faire briller l'image de la patrie au-dessus de toutes les discordances locales. Il faut pour cette jeune puissance qui vient de naître et qui a tant à faire encore, il faut une force militaire, des finances, du crédit, des relations, une justice commune, une instruction publique qui aille guérir les maux de la servitude. Alors commence cette période politique et toute pratique où les conquêtes ne se font plus à pas précipités, par les coups de théâtre d'invasions soudaines et d'annexions sponta-

nées, où le génie de l'organisation peut seul faire sortir une nation du chaos.

L'Italie en est là depuis quelques années, et c'est aujourd'hui vraiment qu'elle se recompose. Ce n'est point, certes, une œuvre sans grandeur, mais c'est une œuvre plus exclusivement italienne, qui ne touche que par certains côtés à la politique de l'Europe, et qui n'a plus comme aux premiers jours la simplicité saisissante du but, l'attrait provoquant de la lutte. Pour l'opinion accoutumée pendant quelque temps aux émotions et aux surprises, l'Italie est rentrée dans les conditions ordinaires, et c'est ce qui explique en partie cette disposition moins chaleureuse, moins active pour un pays qui naguère encore tenait sans cesse en éveil tous les instincts libéraux, fascinait les esprits du prodigieux spectacle de son avénement. On se passionne pour un peuple qui souffre et qui lutte ; l'ardeur et la fixité de la passion diminuent devant le succès.

Et puis, s'il était vrai qu'au fond, dans cette distraction de l'opinion à l'égard de l'Italie, il y eût quelque chose de plus, un mécompte, un froissement, comme une représaille involontaire de froideur, c'est que l'Italie elle-même, je le crains, s'y serait un peu exposée; elle expie peut-être l'indifférence qu'elle a montrée pour d'autres, et si ceux qui ont servi sa cause et défendu son droit, ne disent pas ce que tout le monde a pensé à un certain moment, qui donc le dira ? Soyons francs, l'Italie n'a pas été ce qu'elle

pouvait, ce qu'elle devait être dans ces événements douloureux dont le poids sinistre retombe aujourd'hui sur la conscience de l'Europe ; elle a été tiède pour la Pologne. Elle a réjoui ses ennemis et elle a embarrassé quelquefois ses amis par son attitude ; elle a infligé un véritable malaise aux instincts libéraux qui l'ont soutenue. — Eh quoi! direz-vous, l'Italie devait-elle prendre les armes et voler à travers l'espace au secours de l'insurrection polonaise? fallait-il qu'elle se jetât dans la guerre lorsque personne ne lui donnait l'exemple ? pouvait-elle oublier si vite que la Russie venait de la reconnaître diplomatiquement? — Non, certes, l'Italie n'avait pas à marcher en guerre et à se lancer, même pour la plus juste des causes, dans des témérités aventureuses qui n'auraient servi à rien ; mais il y a dans la sympathie un accent qui ne trompe pas; c'est cet accent qui a manqué au delà des Alpes.

Je sais bien qu'il y a eu des réunions populaires, des interpellations dans le parlement, d'éloquentes manifestations individuelles, même des souscriptions, sans compter des dépêches diplomatiques. Au fond, dans tout cela il n'y avait pas un sentiment bien vif, et ce n'est pas sans tristesse que je retrouvais dans les papiers anglais ces quelques mots de lord Napier, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, sur le rôle de la diplomatie italienne : « J'ai demandé au prince Gortschakof s'il a déjà répondu au gouvernement italien. Le vice-chancelier a répliqué que les observations orales du marquis Pepoli étaient faites

avec si peu d'insistance que c'est à peine s'il croyait devoir y prêter attention. » C'était au moins un malheur, il en faut convenir, qu'au moment où la Pologne se débattait sous l'étreinte sanglante, le gouvernement italien fût occupé à négocier et à signer tout amicalement un traité de commerce à Pétersbourg.

Les politiques italiens, qui assiégent Rome de leurs vœux au nom du principe de nationalité, ont laissé cette fois au pape l'honneur de rendre témoignage pour le droit et pour le malheur, et avec le pape l'Italien le plus ému pour la Pologne a été encore Garibaldi, l'héroïque vaincu d'Aspromonte, le patron éclopé de toutes les causes populaires, qui demandait un jour naïvement à un de ses amis de chercher ce qu'on pourrait bien faire pour l'insurrection polonaise. Garibaldi n'a rien fait, mais il a senti; le pape ne pouvait rien faire, mais je ne sais s'il est un spectacle plus émouvant que celui du vieux pontife au bord de la tombe, assis sur un trône qui sera peut-être emporté demain, et protestant contre l'iniquité persécutrice, s'écriant : « Non, je ne veux pas de ce sang sur mes mains ; je ne veux pas paraître devant le juge éternel en disant : malheur à moi parce que je me suis tu ! Le sang des faibles et des innocents crie vengeance contre ceux qui le répandent ! » J'ai le regret d'avouer que les Italiens, en général, se sont montrés beaucoup plus diplomates. Ils sont trop fins, trop habiles quelquefois, nos chers alliés d'outre-monts. Et cependant, à se montrer plus sympathiques, comme

c'était leur rôle naturel, ils avaient tant à gagner moralement et si peu à perdre !

Quand ils se seraient un peu brouillés avec la Russie, qu'avaient-ils donc à craindre ? Ils ne se sont pas sans doute fait l'illusion que parce que la Russie les a reconnus, elle serait pour eux un grand appui dans un désastre. Ils avaient tout à gagner à la victoire d'une cause pour laquelle ils pouvaient avouer leurs sympathies sans péril ; ils affaiblissaient au contraire l'autorité de leurs propres revendications en se retranchant dans l'indifférence, dans la tactique des ménagements opportuns, et lorsque, aujourd'hui encore, ils se tournent vers l'opinion pour lui prouver qu'il y a urgence à résoudre les questions de Venise et de Rome, ils restent exposés a ce qu'on leur réponde qu'il y à Vilna et à Varsovie des malheurs plus grands encore qu'on ne secourt pas, qu'il y a d'autres questions d'une urgence plus douloureuse dont on abandonne tristement la solution au temps.

Je ne m'arrêterai pas à ce prétexte dérisoire mis en avant par quelques Italiens pour expliquer leur réserve, que l'insurrection polonaise a été un soulèvement aristocratique et papiste. C'est un argument bon pour M. Proudhon, le nouveau pontife de la conservation et du droit de 1815. Les Italiens qui parlent ainsi semblent ne pas se douter qu'ils justifient, en les imitant, ces républicains de 1848 qui ne voulurent pas descendre en Italie, parce qu'il y avait un roi à la tête de la guerre de l'indépendance, et cette

politique n'a pas infiniment profité, si je ne me trompe, à la république de 1848. Quand les Italiens déduisent toutes les raisons qui peuvent les refroidir pour la Pologne, ils ne voient pas qu'ils ne font que répéter ce que disent tous ceux qui, parmi nous, cherchent sans cesse à refouler les sympathies de la France pour l'Italie elle-même. M. de Montalembert, dans sa récente brochure d'une éloquence si chaude et si émouvante sur *Le Pape et la Pologne*, va certes au delà de toute vérité et obéit à une passion d'esprit, lorsqu'il dit que les sympathies de l'Italie sont pour la Russie; mais ce que je reproche aux Italiens, c'est d'avoir donné ne fût-ce qu'une apparence de prétexte à de telles méprises.

Sans nul doute ce que l'Italie représentait hier, elle le représente encore aujourd'hui. Son droit est le même, la justice de ses revendications n'est pas moins impérieuse. Parce qu'elle se sera trompée, le pouvoir temporel n'en est pas plus solide à Rome et la domination de l'Autriche n'en est pas moins précaire dans la Vénétie; mais je le demande aux Italiens clairvoyants, croient-ils qu'aujourd'hui, après l'abandon de la Pologne, après la sanglante défaite du droit national sur la Vistule, leur propre cause soit plus avancée, qu'ils aient fait un pas vers Venise et vers Rome? Le contraire n'est-il pas plus vrai? n'a-t-on pas plutôt rétrogradé? Je garde pour ma part une pensée, c'est que si Cavour eût vécu, l'Italie eût pris une autre attitude dans les mêlées européennes où elle est

désormais appelée à figurer, et ce qui me confirme dans cette croyance, c'est que peu avant sa mort, le grand ministre italien se préoccupait déjà de ce mouvement de Varsovie qui commençait à peine et dont nul ne s'inquiétait autour de lui. Il en sentait la puissance, il en mesurait la portée, il entrevoyait le jour où sa patrie agrandie aurait peut-être un rôle dans des événements dont le signal viendrait du nord. Il n'eût pas agi plus légèrement que d'autres, il n'en avait guère l'habitude, il ne se serait pas jeté dans les aventures folles; mais il eût élargi l'âme et la politique de l'Italie aux proportions de sa destinée nouvelle.

Ce n'est pas sans chagrin que je parle ainsi d'un pays dont je n'ai pas été le dernier à saluer la renaissance, qui, à mon sens, a laissé fuir la plus belle occasion de confesser sa foi, dût cette démonstration être inutile, et je me dis, avec un secret orgueil, qu'il n'y a encore que la France dont le cœur est un foyer où se rejoignent toutes les causes justes. Pour elle seule l'Italie n'exclut pas la Pologne, la Pologne n'exclut pas l'Italie. Elle va d'instinct là où un droit foulé aux pieds se relève contre l'oppression, là où un peuple s'agite demandant justice, et par un privilége de sa nature, par une heureuse fatalité de sa situation dans le monde, ce qui est un sentiment chez elle est aussi un intérêt : elle est l'alliée ou la complice de tous les déshérités. C'est la loi de sa politique. C'est peut-être quelque-

fois sa faiblesse, c'est en même temps sa force, et s'il y a un souhait à former, c'est qu'à travers ses métamorphoses elle garde toujours cette séve généreuse et libérale qui est dans ses idées et qui passe quelquefois dans ses actions.

Après cela, je le sais bien, nous avons nous aussi nos grands politiques, nos sages qui ne demanderaient pas mieux que de corriger notre France de ces dangereuses impétuosités de cœur. Tout cela n'est à leurs yeux qu'excès d'imagination et lubies révolutionnaires. Il leur faut à tout prix une France sage comme eux, rangée, revenue des illusions, faisant des affaires, ouvrant des boulevards, ne regardant pas au delà de ses frontières et s'occupant le moins possible des autres. Ils ont une peur extrême, — ils le disent assez souvent, c'est leur dernier mot, — de ressembler à don Quichotte. Ils peuvent être tranquilles, ils n'ont rien du digne chevalier ; ils seraient plutôt des Sanchos, si n'était une prudhomie moins naïve et visant à la gravité.

Donc Sancho veut la paix. Il n'a qu'une crainte, c'est que la France ne soit trop forte et cela lui fait des ennemis. Désarmez un peu la France, ouvrez-lui, s'il le faut, une toute petite fenêtre, pour qu'elle puisse prendre l'air sur son parterre, elle sera l'ombilic du monde, elle égalera au moins l'île de Barataria; elle n'a plus d'envieux et nous touchons à la paix universelle! — Ne parlez pas à Sancho de la Pologne; qu'y a-t-il à faire pour la Pologne; elle est bien loin, et qui sait si elle n'a pas un peu tort de méconnaître la magnanimité de son bon Tsar, l'empereur

démocrate? Le sang coule à flots, il est vrai, le droit est audacieusement foulé aux pieds; Sancho essuie une larme, il a des sympathies pour le malheur, mais il se dit qu'après tout l'immolation d'un peuple ne touche pas directement à ses intérêts. — Qu'allez-vous lui parler de l'Italie? n'en a-t-on pas assez parlé? n'a-t-on pas déjà trop fait? Ces Italiens sont insatiables de vouloir Venise et Rome. Venise, cela dérange l'Autriche; Rome, cela dérange le concordat. — Et le Danemark, qu'en dites-vous? Sans doute le Danemark a raison et les Allemands n'ont pas tort. Que voulez-vous, le Danemark sera démembré, il l'a voulu, il a fait la guerre, il a osé défier la force, mais il aura la consolation d'être exécuté au nom du principe des nationalités. C'est là une victoire morale. — Et si, par hasard, en Orient, du côté du Danube, la crise suprême éclatait! Ah! pour le coup, c'est trop, Sancho est gouverneur dans son île, il veut jouir en paix de ses prospérités.

Sérieusement, nous les connaissons ces sages, ces grands politiques qui craignent tant de ressembler à don Quichotte, nous les avons vus à l'œuvre. Ils se remuaient, ils se liguaient avant la campagne d'Italie; il se faisaient forts d'empêcher la guerre, comme ils auraient empêché, s'ils avaient pu, la guerre d'Orient. Ils ne laissent point aujourd'hui cependant de célébrer sur le mode héroïque les grandeurs et la gloire de la France, et ils ne voient pas que si leur sagesse eût été écoutée, cette gloire dont ils

parlent chaque jour n'aurait pas existé et ils n'auraient pas l'agrément de faire leurs dithyrambes. Ils n'ont qu'une chance, ces fiers sages, c'est qu'on leur fournisse l'occasion de constater encore une fois la flexibilité de leur enthousiasme et de célébrer des grandeurs nouvelles qu'ils n'auront certes pas préparées, mais que nous tous alors nous serons accusés de méconnaître.

1er juillet 1864.

Digitized by Google

L'ITALIE ET LES ITALIENS

I

UN ITALIEN AU XIX° SIÈCLE.

— PELLEGRINO ROSSI. —

I

Une œuvre comme l'émancipation d'un peuple ne s'accomplit ni en un jour, ni par la main d'un homme, ni même le plus souvent dans la vie d'une génération. Longtemps avant de devenir une réalité victorieuse, elle n'est qu'une utopie dédaignée, une passion ou une idée voyageant à travers les esprits, fascinant les imaginations, réunissant sous un drapeau inavoué des légions obscures, qui se reconnaissent à quelque insaisissable mot d'ordre, ayant ses penseurs, ses théoriciens, ses soldats, comme aussi ses fanatiques, ses sectaires et ses factieux. Dans cette laborieuse et émouvante carrière, les fautes ne sont pas plus absentes que les malheurs, et l'imprévu des

choses se mêle aux préméditations les plus obstinées des ommes. Ce qu'est une œuvre de ce genre, lorsqu'elle éclate dans sa victoire, on le voit aujourd'hui au delà des Alpes, dans ce moment d'une résurrection plus qu'à demi accomplie; mais jusque-là que d'efforts trompés! que de tentatives et de combinaisons incessamment déjouées, incessamment reprises! que de destinées tranchées par le fer, chassées dans l'exil ou perdues dans les prisons! Et, pour tout dire, que d'aventures et de métamorphoses à travers lesquelles l'idée même d'un si grand mouvement semble se dégager par degré, sous la pression des obstacles, pour en venir à se réaliser dans ce qu'elle a de plus étendu et de plus imprévu! Ainsi a grandi cette Italie renaissante, dont les premières protestations éclataient dès 1815, et qui depuis n'a cessé de compter les années par les commotions intérieures, par les progrès du sentiment national, jusqu'à ce jour définitif que n'ont pu voir se lever tous ceux qui l'avaient préparé. Les événements contemporains laissent du moins cette généreuse et salutaire impression qu'un peuple obstiné dans son droit et résolu à vivre ne meurt pas, même sous la toute-puissance des ligues et des combinaisons ennemies.

Je ne sais si je me trompe, une des pensées les plus touchantes et en même temps les plus sérieusement politiques de cette Italie renouvelée, c'est, il me semble, de ne point oublier ceux qui l'ont honorée et servie sous une forme ou sous l'autre, de reconnaître les siens, si l'on me passe le mot. Elle a reconnu et adopté comme une renommée nationale ce sombre et émouvant génie le

pauvre Leopardi, en lui élevant un petit monument dans son lieu natal, à Recanati, le jour où le drapeau italien allait flotter dans les Marches. Elle a reconnu aussi, elle a tenu à reconnaître comme un des siens, ce publiciste, cet économiste, ce politique, dont la destinée avait été bien autrement agitée, qui avait épuisé toutes les vicissitudes, — insurgé et émigré des États-Romains en 1815, professeur et député en Suisse, pair de France et ambassadeur de la monarchie de 1830, et qui, avec une intelligence à la hauteur de toutes les conceptions, avait gardé toujours profondément marqué le sceau primitif du patriote, — Pellegrino Rossi, celui qui fut pour nous le comte Rossi, le plus français des Italiens et le plus italien des Français. Curieux type de banni supérieur, qui, au lieu de se ronger dans l'exil, se sauvait dans les honneurs partout où le conduisait sa fortune, servant encore son pays dans les patries nouvelles qu'il se faisait, assez habile pour revenir un jour en représentant d'une des premières puissances du monde auprès de ceux qui l'avaient proscrit, et assez heureux pour dévouer ses derniers moments, comme il avait dévoué sa jeunesse, à une pensée invariable d'indépendance nationale et de rénovation civile ; type plus curieux encore d'homme à la fois enthousiaste et froid, audacieux et sensé, passionné et ironiquement dédaigneux tenant par sa nature de la vigoureuse et souple race des politiques italiens, et le plus vraiment homme d'État de la Péninsule, avant que le comte de Cavour n'eût repris dans ses mains hardies tous les fils brouillés d'une révolution interrompue.

Un monument est élevé aujourd'hui à l'université de Bologne pour honorer Rossi. On a mieux fait : une somme, modique il est vrai, mais proportionnée aux difficultés du moment, est inscrite dans le budget italien pour publier tout ce qu'il a écrit, ses œuvres comme sa correspondance. Et quel est le mobile de cet hommage réfléchi rendu à celui qui commençait sa carrière par la proscription dès 1815, pour la finir comme ministre du pape sous le poignard d'un sectaire en 1848? M. Boncompagni me l'écrivait récemment : « Pendant le peu de temps que j'ai été dans la diplomatie, le rouge me montait au visage chaque fois que, parlant de l'indépendance et de la liberté de l'Italie, on me jetait à la face l'horrible souvenir de l'assassinat de Rossi. Dès lors je résolus de provoquer un acte public qui fît connaître à l'Europe que les libéraux italiens étaient du côté de la victime, et non du côté des assassins... » Rossi était en effet un précurseur dans l'ordre des révolutions contemporaines de l'Italie.

Cette unité, qui semble aujourd'hui sortir vivante du sein de la Péninsule, qui est le mot de ralliement d'un peuple, il l'avait entrevue et servie un jour de sa jeunesse, lorsqu'elle n'était que le rêve de quelques hommes rassemblés sous un drapeau d'aventure entre deux catastrophes européennes. Cette crise du pontificat temporel se débattant entre l'impossibilité de rester ce qu'il est et la difficulté de s'adapter à un ordre nouveau, il l'avait observée avec une inexorable sagacité dans un moment décisif, lorsque peut-être on eût pu encore la conjurer; il l'avait suivie sans illusion, et sans illusion aussi il

faisait la dernière tentative possible pour en suspendre le dénoûment. Son court ministère à Rome, en 1848, apparaît aujourd'hui à la lueur des événements comme le suprême effort d'un négociateur intelligent qui, jusqu'au bout, jusqu'à la mort, défend le terrain d'une transaction. Ces principes d'une civilisation libérale enfin que l'Italie aspire depuis si longtemps à s'approprier, il les avait développés dans ses ouvrages avec une éloquence toujours vive, souvent illuminée d'éclairs. Par tous les hasards de sa vie, par tous les instincts de sa nature, par son esprit, par ses opinions, Rossi est tout entier de cette révolution de liberté et d'indépendance qu'il eût voulu peut-être modérer quelquefois, qu'il pressentait certainement, et qu'il n'eût pas désavouée, je crois, dans ses résultats généraux et définitifs, s'il eût échappé à cette mort cruelle qu'il recevait d'un visage impassible et fier, s'il eût assez vécu pour voir comment les explosions nouvelles naissent inévitablement des réactions obstinées.

II

Tout se lie dans l'histoire d'un peuple, et ce qu'on voit aujourd'hui au delà des Alpes, ce qui s'est accompli par la main du Piémont, on le vit un instant rêvé, tenté, vaguement ébauché dans un épisode resté à demi obscur du commencement du siècle. A considérer en effet cette unité qui semble le dernier mot des métamorphoses italiennes,

à la considérer dans ce qu'elle a de réel et de politique, c'est une idée toute moderne, née de la révolution française, de l'empire et de l'organisation de 1815. Je ne veux point dire qu'elle procède uniquement de cette source, et qu'elle ne se complique d'une multitude de souvenirs et de traditions du passé; au fond, c'est surtout l'empire qui a travaillé, peut-être à son insu, pour l'unité actuelle en brisant les vieux cadres de la vie traditionnelle et locale, en renouvelant la face de la péninsule, en semant partout le même goût d'un ordre nouveau et les mêmes institutions civiles, en suscitant un sentiment national agrandi qui pénétrait peu dans les masses il est vrai, mais qui gagnait déjà les têtes intelligentes, et, chose curieuse, l'empire disparaissant tout à coup, cette idée d'unité faisait instantanément son apparition. A ce moment même, au milieu de ces restaurations mal assises, lorsque Napoléon était encore à l'île d'Elbe et que tout était incertain en Europe, quelques hommes liés par le sentiment d'un malaise commun, enflammés par les événements prodigieux du temps, s'agitaient à Milan, à Bologne, à Turin, à Gênes, pour refaire de l'Italie une nation indépendante de toutes les dominations, de celle de la France qui s'en allait aussi bien que de celle de l'Autriche qu'on voyait venir. Et quel prince choisissaient-ils pour réaliser leur dessein? Napoléon lui-même d'abord, à qui ils offraient la couronne d'empereur des Romains et de roi d'Italie « par la grâce de Dieu et la volonté du peuple. »

Ce n'étaient pas des séides d'un homme cherchant à

relever un despotisme, c'étaient des généraux, des magistrats, des hommes d'élite des diverses parties de la péninsule, libéraux d'intelligence, patriotes de cœur, qui rêvaient peut-être, mais qui voulaient faire une Italie unie de nationalité, libre par ses institutions, impériale sans esprit de conquête, ayant son centre et sa capitale à Rome, sauf à se mettre, comme aujourd'hui, à la recherche de conditions nouvelles pour la papauté. Ils prenaient leurs garanties et avaient fait une constitution. Un parlement devait se réunir alternativement à Rome, à Milan et à Naples. Un comité d'exécution se tenait à Turin, puis à Gênes, pour être plus près de l'île d'Elbe, où le projet n'était point inconnu. Napoléon écoutait ce songe qui ne lui était pas venu dans la prospérité, qui devait lui revenir plus tard dans son exil, de Sainte-Hélène, et il répondait en s'exaltant lui-même, en sondant cet horizon d'une destinée nouvelle qu'on ouvrait devant lui.

« J'ai été grand sur le trône de France, disait-il, principalement par la force des armes et par mon influence sur l'Europe entière ; mais le caractère distinctif de mon règne était toujours la gloire des conquêtes. A Rome, ce sera une autre gloire aussi éclatante que la première, mais plus durable et plus utile... Je ferai des peuples épars de l'Italie une seule nation, je leur donnerai l'unité de mœurs qui leur manque, et ce sera l'entreprise la plus difficile que j'aie tentée jusqu'ici. J'ouvrirai des routes et des canaux, je multiplierai les communications ; de nouveaux et vastes débouchés s'ouvriront aux industries renaissantes, tandis que l'agriculture montrera la prodigieuse

fécondité du sol italien. Je donnerai à l'Italie des lois faites pour les Italiens... Naples, Venise, La Spezzia deviendront d'immenses chantiers de construction navale et dans peu d'années l'Italie aura une marine imposante. Je ferai de Rome un port de mer. Dans vingt ans, l'Italie aura une population de trente millions d'habitants, et sera la plus puissante nation de l'Europe. Plus de guerre, plus de conquête ; j'aurai néanmoins une armée brave et nombreuse sur le drapeau de laquelle je ferai écrire le mot : *Malheur à qui le touche!* et personne n'osera. Après avoir été César en France, je serai Camille à Rome ; l'étranger cessera de fouler de son pied le Capitole et n'y retournera plus. Sous mon règne, la majesté antique du peuple-roi s'unira à la civilisation de mon premier Empire, et Rome égalera Paris en conservant intacte la grandeur de ses souvenirs... »

Ainsi parlait Napoléon vers le mois d'octobre 1814 aux Italiens qui le pressaient de descendre sur les côtes de la Péninsule en lui promettant peut-être ce qu'ils n'auraient pu tenir, un soulèvement universel. Ce n'est pas Napoléon pourtant qui tentait cette entreprise plus que douteuse de refaire en ce moment de l'Italie une nation.

Ce rôle échut à un autre soldat couronné, tête faible et vaine, à Murat, qui, plein de perplexités, branlant déjà sur son trône, infidèle à l'Autriche, avec laquelle il s'était allié, après avoir été infidèle à Napoléon, allait se jeter dans la mêlée pour se faire roi d'Italie, lorsqu'il n'était plus bien sûr de rester roi de Naples. De là, cette curieuse entreprise des premiers mois de 1815, qui coïncidait avec

le retour foudroyant de l'empereur en France, et qui commençait un peu, à vrai dire, comme on a vu plus récemment commencer l'invasion de l'Ombrie et des Marches par le Piémont. Murat faisait une querelle au pape Pie VII, à peine restauré, parce qu'il recevait des déserteurs, des fugitifs, parce que les États pontificaux étaient un foyer d'hostilité, et faute de la satisfaction qu'il demandait, il s'avançait à la tête d'une armée de quarante mille hommes, appelant tous les Italiens aux armes, levant brusquement le drapeau de l'indépendance nationale, de l'unité de l'Italie. Le pape avait à peine le temps de fuir, craignant d'être pris et conduit à Gaëte, et le grand duc de Toscane s'enfuyait aussi à l'approche de Murat, qui en peu de jours se trouvait, sans combat, maître des Marches, de l'Ombrie, de la Romagne, annexant au *nouveau royaume* toutes ces provinces, qu'il occupait jusqu'à Bologne. Là, commençait la difficulté en face des Autrichiens.

La pensée de cette aventureuse entreprise éclate tout entière dans une proclamation datée de Pesaro, expression survivante d'un mouvement prématuré. « L'heure est venue où doivent s'accomplir les destins de l'Italie, disait cette proclamation ; la Providence vous appelle enfin à être une nation indépendante. Que des Alpes au détroit de Sicile on n'entende qu'un seul cri : l'indépendance de l'Italie! J'en appelle à vous, braves et malheureux Italiens de Milan, de Bologne, de Turin, de Venise, de Brescia, de Modène, de Reggio et de tant d'autres contrées opprimées... Serrez-vous dans une étroite union, et qu'un gouvernement de votre choix, une représentation vérita-

blement nationale, une constitution digne du siècle et de vous, garantissent votre liberté, votre prospérité intérieure, aussitôt que votre courage aura garanti votre indépendance! »

Un des acteurs les plus intelligents et les plus hardis dans cette crise de nationalité, dans cette aventure si l'on veut, fut Pellegrino Rossi. Il était jeune encore, il avait à peine vingt-huit ans. Il était né en 1787, à Carrare, où avec quelque chance, il pouvait aspirer à redevenir un jour, dans cette Italie bien ordonnée de 1815, le sujet du duc de Modène, si la fortune n'en eût autrement disposé en le jetant dès son adolescence sur de plus vastes théâtres. Une instruction variée et forte, fécondant des germes heureux, avait fait de lui un jeune homme à l'imagination souple, à l'esprit fin et vif, à la raison nette et ferme. Il avait suivi les cours supérieurs à Pise, puis à l'université de Bologne, et c'est là, à Bologne, ville alors française, qu'il s'était fixé, devenant successivement avocat, professeur de jurisprudence dans cette université où il a aujourd'hui un monument, — assez connu déjà pour avoir une clientèle brillante, recherché pour l'éclat de son savoir et de son esprit, et imposant par ce visage aux traits dantesques et amaigris qui lui faisait donner dans le peuple le nom familier de *l'avocat pâle, — l'avocatino pallido*. Il avait fait un voyage en Suisse, à Genève, en 1813, et lorsqu'il revenait à Bologne, il se trouvait avec l'Italie tout entière dans une situation étrangement aggravée en peu de temps.

L'Empire s'écroulait avec fracas, la domination française

disparaissait de la Péninsule, et la domination autrichienne approchait ; les nouveaux maîtres allaient camper à Bologne. Rossi était-il du complot à demi libéral, à demi impérial, qui cherchait alors un levier en Italie ? Il ne l'avouait pas, il niait même toute intelligence avec le roi de Naples; il n'était pas moins l'un des premiers gagnés à la cause pour laquelle Murat jouait sa couronne et sa vie, et c'était lui qui lançait ces proclamations véhémentes où retentissaient les mots d'indépendance de l'Italie et d'unité nationale. Représentant du nouveau gouvernement, avec le titre de commissaire civil, dans les provinces entre le Tronto et le Pô, le *chevalier* Rossi mettait la main à l'œuvre, dès le 4 avril 1815, par un brûlant appel à tous les Italiens. La fortune semblait d'abord sourire à cette étrange entreprise. Bologne, la ville populeuse et cultivée, faisait fête au roi *libérateur* devant lequel les Autrichiens s'éclipsaient un instant. Les Napolitains allaient à Florence, à Parme, à Modène, et arrivaient jusqu'au Pô, jusqu'aux confins de l'état pontifical.

Au lieu d'aller jusqu'aux Alpes, il fallut bientôt pourtant battre en retraite devant les Autrichiens reprenant l'offensive au nord, tandis qu'au midi lord Bentinck assaillait les États napolitains eux-mêmes au nom de l'Angleterre. Le flot menaçait de se replier de toutes parts sur l'armée *libératrice* en submergeant cet essai de résurrection italienne. Le dénoûment eut lieu à Tolentino ; ce fut le Castelfidardo du temps, et il ne tourna pas au profit de l'indépendance et de l'unité. Murat n'avait plus qu'à regagner précipitamment Naples pour perdre bientôt la couronne

et la vie, et avec lui disparassait aussi le jeune commissaire civil des provinces *réunies*, celui qui, peu auparavant, était encore un avocat brillant de Bologne, et qui désormais n'était plus qu'un proscrit.

Ce rêve avait duré moins de deux mois; il avait commencé le 22 mars 1815, il s'évanouissait aux premiers jours de mai. Comme il arrive dans toutes les défaites, les vaincus se renvoyaient la responsabilité du désastre. Ce n'était pas, il est vrai, une campagne brillamment conduite; l'inexpérience et les divisions des généraux napolitains n'étaient pas cependant les seules causes ni même les plus sérieuses d'une si prompte catastrophe. Cette tantative d'affranchissement national n'aurait eu quelques chances que si elle eût trouvé tout au moins dans le pays un appui énergique, une sympathie active, et les Italiens avaient à offrir à cette armée, qui s'avançait en libératrice, plus de vers sonores et d'acclamations que de soldats et de moyens de vaincre. Murat avait beau multiplier les honneurs et les emplois, et s'efforcer de gagner des clients à sa cause; il excitait des défiances, et ceux qui étaient peut-être en secret ses partisans attendaient une bataille pour se prononcer. A cette époque encore d'ailleurs, ces mots d'indépendance et d'unité ne disaient rien aux masses indifférentes et craintives; ils ne parlaient qu'à l'esprit de quelques membres de l'aristocratie, d'une partie de la bourgeoisie, des lettrés, des hommes d'université.

Dernière et puissante raison enfin : cette revendication d'indépendance pour l'Italie se liait étroitement à une question européenne bien autrement grave. Pour qu'une

telle entreprise pût réussir en face d'une coalition formidablement armée, il eût fallu que Waterloo fût une victoire, et si Waterloo eût été une victoire, c'est Napoléon peut-être qui eût soufflé sur ce rêve d'unité. C'était une aventure folle, et si l'on veut, chimérique, d'un succès impossible; elle est pourtant l'ébauche d'un mouvement prématuré, destiné à grandir, à s'étendre par la faute même de ses adversaires, en partant cette fois non du midi, mais du nord, en se personnifiant non dans un roi de la veille, mais dans un prince du plus vieux sang royal; elle ne montre pas moins ce qu'était cette idée éclatant tout à coup au lendemain de l'Empire et allant tenter des hommes comme Rossi, qui sont en réalité le premier noyau du libéralisme italien, et ont été les premiers proscrits pour lui.

Ce qui poussait ces hommes, ce n'était pas l'amour ou le regret de la domination française, comme on les en accusait violemment. Ils avaient souffert plus d'une fois en voyant la France régner en souveraine au delà des Alpes, déchiqueter les plus belles contrées de la Péninsule en départements, et faire de Rome, l'ancienne maîtresse du monde, de Florence, le brillant foyer du génie italien, de simples préfectures françaises; mais ils redoutaient bien plus encore l'Autriche, qui était aussi pour eux l'étranger, l'absolutisme, sans la compensation d'un régime civil bienfaisant, et ils avaient cru à la possibilité de faire surgir une Italie nouvelle dans le vide momentané laissé entre deux dominations. Rossi vaincu le disait dans une défense peu connue des hommes de notre temps

hors de l'Italie, dans un *mémoire* qu'il datait de Genthod en Suisse, et où il ne racontait pas seulement cette aventure, où il se peignait déjà tout entier. « Si c'est un crime, disait-il, d'aimer son pays, de désirer qu'il redevienne grand et heureux, je dispense mes accusateurs de chercher des preuves contre moi ; je m'avoue coupable, et je tiendrais pour une injure d'être déclaré innocent. » Rossi, tout jacobin et *carbonaro* qu'il fût représenté, n'eut jamais rien du révolutionnaire et du factieux ; c'était essentiellement un homme moderne, un libéral sensé et éclairé en même temps qu'un patriote.

Le spectacle de la révolution française, l'Empire dans ses prospérités, puis dans son déclin, le renouvellement de la Péninsule par les principes de 1789, tant d'événements prodigieux et précipités avaient vivement parlé à son intelligence et développé en lui ce sentiment de la vie moderne, qui peut être en défaut quelquefois, et sans lequel nul désormais n'agira sur son siècle. « J'ai appris de bonne heure, disait-il, à distinguer le libéralisme des idées de la subversion de toute règle de droit et de morale, la liberté civile, qui peut être obtenue sous différentes formes de gouvernement, et plus sûrement peut-être dans une bonne monarchie, de la licence qui est trop souvent le cortége des fauteurs de systèmes républicains, l'instruction du peuple des prétentions anarchiques et violentes, la superstition de la religion, l'honnête homme enfin et le citoyen éclairé du démagogue... »

Une chose curieuse dans ce *mémoire* du 14 juillet 1815, dans cette apologie d'un vaincu, c'est cette faculté de sarcasme et de dédain, cette verve d'ironie sans illusion

qui fut toujours un trait du caractère de Rossi, sans être jamais un signe de découragement dans cette âme à la fois passionnée et désabusée. Il veut bien s'avouer vaincu, et il le fait de bonne grâce; mais il se relève en même temps avec un mélange de bonne humeur et de fierté méprisante devant ceux qui l'accusent encore dans sa défaite. « Il faut convenir, dit-il, que notre règne a été court, tellement court que tous ceux qui ont été offensés de la vue de notre élévation pourraient nous pardonnner l'impertinence que nous avons eue de nous laisser mettre au-dessus d'eux en faveur de la brièveté de l'insulte... Si ceux qui nous jugent, moi et les compagnons de mon infortune, d'après l'issue des événements, rentraient pour un instant en eux-mêmes, ils conviendraient de bonne foi que, si l'armée napolitaine eût passé le Taro, de fous et de misérables, nous devenions pour eux des hommes assez sages; si elle eût passé le Pô, nous étions des hommes de quelque valeur; si elle eût passé l'Adige, nous devenions de grands hommes; si enfin l'Italie tout entière s'était mise en mouvement et si on eût touché les Alpes, nous étions des héros par ce simple accident que, Bologne étant plus près du Rubicon que de la Dora, nous avions été les premiers magistrats choisis... » Rossi n'était pour le moment ni un héros ni un grand homme, mais un vaincu, et il se réfugiait en Suisse après une courte apparition à Milan, où il se liait avec tous les patriotes du temps, où, se trouvant un soir dans un salon et entendant parler librement devant une voyageuse anglaise qui prenait des notes, il disait à ses amis après le départ de l'é-

trangère : « Savez vous ce que vous avez fait ce soir? vous avez fait un livre. » Et le livre parut en effet, non sans compromettre quelques-uns de ceux qu'il mettait en scène.

III

C'était la fin de tout un ordre de choses et le commencement d'une époque nouvelle inaugurée par les traités de 1815 et par les restaurations absolutistes de la péninsule. C'était surtout pour une multitude d'Italiens le commencement de ces émigrations que chaque mouvement, chaque convulsion a grossies, jusqu'à ce qu'il y ait eu enfin presque une nation de bannis. Rossi, un des plus éminents de ces émigrés, acceptait cette dure condition de proscrit en homme fait pour se mesurer avec la mauvaise fortune et capable de se servir de l'exil même pour s'élever, pour revenir plus tard en Italie avec le double ascendant d'un caractère public et d'une renommée universelle. Il avait laissé depuis 1813 de sérieuses amitiés en Suisse; le reflet hospitalier et littéraire de Genève l'attirait, et c'était là, en effet, la première étape de cette étrange carrière d'un banni appelé à être successivement Suisse, Français, publiciste écouté, professeur recherché, membre des conseils de deux nations, presque ministre, avant de redevenir Italien, — sans cesser d'être ce qu'il avait été dès le premier jour, patriote et libéral. Qu'on songe un instant à ce que représentent d'événements et de métamorphoses ces deux dates de 1815 et de 1848! Elles

représentent pour Rossi un effort patient et obstiné où il était servi sans doute par une vive et forte intelligence, mais où il eut aussi besoin plus d'une fois d'une habileté singulière.

Un des côtés les plus curieux de la vie de Rossi, c'est cette lutte permanente de l'habileté souple et impassible contre des difficultés toujours nouvelles, et il avait fini, je pense, par s'aguerrir au point d'aimer ces difficultés, de les rechercher. Catholique de race, suspect d'attachement aux idées françaises pour son rôle dans le dernier mouvement italien, il avait assurément plus d'un préjugé à dissiper, plus d'un obstacle à vaincre à Genève, ville protestante aux traditions rigides, et où il y avait une réaction naturelle après 1815 contre l'influence française. L'avocat de Bologne, le commissaire civil de Murat, se transformait d'abord en poëte et faisait passer dans la langue italienne les chants passionnés de Byron : *Parisina, le Corsaire, le Giaour*; mais ce n'était là qu'une diversion d'esprit, une fantaisie d'imagination. Rossi, se voyant appelé à vivre longtemps peut-être en Suisse et se sentant fait pour d'autres travaux, se mettait à étudier plus profondément les lois, les mœurs, les coutumes, le gouvernement du pays; il se familiarisait avec les langues en usage dans les divers cantons suisses, apprenait l'allemand, perfectionnait ses connaissances dans la littérature française, et, rassemblant sous sa main tous les éléments d'étude, il se retirait dans une petite maison auprès de la ville, se livrant à un travail obstiné, ne quittant sa solitude que pour aller à Genève se reposer dans la société

de quelques hommes éminents qui l'encourageaient de leur amitié. Rossi attendit trois ans, et en 1819, se sentant assez fort, il ouvrait un cours de jurisprudence.

Ce n'était pas une petite difficulté pour un étranger d'entreprendre un enseignement libéral en face d'un gouvernement comme celui de Genève, alors fortement imbu d'opinions rétrogrades. Rossi tenta cette lutte et réussit avec éclat. Les hommes se pressaient à ses leçons; les femmes elles-mêmes étaient séduites par une parole qui donnait à la science un attrait singulier ; il n'y eut pas jusqu'aux magistrats de la cité qui, émus des succès du proscrit, ne voulussent assister à une de ses conférences, et ils subissaient l'ascendant du talent, si bien qu'étranger, catholique, libéral, Rossi était nommé professeur de droit romain à l'académie de Genève, s'imposant par un rare mélange de hardiesse et d'habileté insinuante, autant que par l'autorité de la science, à l'intolérance religieuse et politique de la petite république. Ce n'était pour Rossi que le premier pas dans cette carrière nouvelle. Il réussit à l'académie de Genève plus encore que dans son premier cours, et en 1820 on lui offrait le droit de cité. Peu après il s'attachait d'un lien plus intime à sa nouvelle patrie; il se mariait avec une jeune Genevoise de foi protestante, et, gagnant chaque jour dans l'opinion, il était bientôt élu député au conseil de la république. Trois fois de suite ce mandat fut renouvelé.

C'est alors que Rossi devenait réellement un homme important à Genève : il était la personnification la plus

brillante du parti modéré qui se formait. Avec autant de sagesse que de persistance, il soutenait et popularisait les réformes les plus utiles; il faisait pénétrer l'esprit libéral dans l'État sans rien heurter, en gagnant au contraire l'affectueuse confiance de ses collègues. C'est dans ces années fécondes, de 1820 à 1830, qu'il multipliait ses leçons et ses travaux sur la jurisprudence, sur l'économie politique, publiant à Paris son *Traité de droit pénal*, travaillant activement avec Sismondi, Bellot, Dumont, à un journal scientifique; mais ce journal, œuvre de quelques libéraux, fut l'objet des remontrances de quelques puissances européennes au *vorort*, et il dut cesser de paraître avant de devenir un embarras pour la Suisse. Rossi s'était fait dans ces dix années une position réellement exceptionnelle. Sans être matériellement au pouvoir, il était la lumière et le guide de cette petite république. Il réalisait ce phénomène curieux d'un exilé devenant le premier comme orateur, comme jurisconsulte, comme conseil, dans un pays où brillait pourtant à cette époque un groupe d'hommes supérieurs, et sa renommée s'étendait au delà de Genève. Rossi n'avait rien à envier lorsque la révolution de 1830 arrivait, remuant l'Europe et ouvrant pour cet Italien genevois des perspectives nouvelles.

C'est un privilége de nos révolutions, heureuses ou malheureuses, d'avoir ce caractère d'universalité qui en fait pour tous les peuples une affaire commune. La révolution de 1830, indépendamment de sa signification intérieure, avait ce caractère général et éclatant d'une victoire sur l'esprit de 1815; elle devenait naturellement une es-

pérance et un encouragement partout où cet ordre de choses créé à Vienne pesait de tout son poids sur un sentiment national ou sur un instinct de libéralisme, et c'est ainsi qu'elle retentissait en Italie et en Belgique, en Allemagne et en Pologne comme dans la Suisse elle-même, où les partis prenaient pour champ de bataille le pacte fédéral de 1815, œuvre surannée qui faisait de la Suisse moins une nation qu'un assemblage de petites républiques organisées dans l'immobilité. Tout-puissant dans les cantons les plus populeux, les plus éclairés de la Suisse, le libéralisme exalté, le radicalisme, demandait impérieusement, par toutes les voies révolutionnaires, la révision du pacte fédéral, tandis que l'esprit de résistance se retranchait dans les petits cantons pleins d'un attachement superstitieux pour toutes les traditions locales, livrés aux influences aristocratiques et religieuses, et ligués dès ce moment dans une sorte de *Sonderbund*. La lutte était près d'éclater; elle eût peut-être éclaté dès lors, si Genève, inspirée par les hommes les plus éminents, ne fût intervenue en médiatrice, et ce fut Rossi qui reçut la mission d'aller représenter à la grande diète de Lucerne cette pensée de conciliation. Rossi, comme Italien, aimait trop peu les traités de 1815 pour les aimer beaucoup comme Suisse, et il avait trop le sentiment de son temps pour n'être pas au fond avec ceux qui demandaient la réforme d'une constitution fédérale merveilleusement combinée pour neutraliser tout progrès, devenue le retranchement de l'esprit de réaction. Rossi proposa et fit adopter le principe de la révision du pacte de 1815; il

fut l'un des membres, l'autorité prépondérante, en quelque façon même l'interprète naturel de la commission choisie pour cette révision.

La question était de démêler d'une main sûre et hardie ce qu'il y avait de juste, de pratique dans les prétentions des deux partis opposés. De là cet essai de transaction qui a gardé dans l'histoire contemporaine de la Suisse le nom de *pacte Rossi*, traité de paix combiné avec une habileté singulière, malheureusement impuissant, et repoussé de tous les partis parce qu'il était trop libéral pour les uns, trop conservateur pour les autres, mais qui, s'il eût été accepté alors, eût peut-être étouffé dans le germe la guerre du *Sonderbund* et eût du moins organisé un libéralisme modérateur entre les passions extrêmes qui devaient un jour ensanglanter la Suisse pour la même cause. Rossi eut quelque chagrin de voir son *pacte* rejeté, et il était d'autant plus porté à sentir cette déception qu'il se trouvait en ce moment atteint dans sa santé et dans sa fortune, travaillant au milieu d'anxiétés cruelles, écrivant un jour à ses amis : « Mes yeux sont malades, ma santé est triste, espérons encore pourtant; » une autre fois : « La barque fait eau de toutes parts. »

L'œuvre de transaction avait échoué, il est vrai; le négociateur avait réussi plus que l'œuvre : il avait montré ce qu'il était, ce qu'il pouvait comme politique, ce qu'il avait de fécondité d'expédients et de vues.

Digitized by Google

IV

C'est alors, vers 1833, que deux hommes élevés au pouvoir en France par la révolution de juillet, et qui avaient connu ou pressenti cet esprit supérieur, M. de Broglie et M. Guizot, eurent l'idée d'attirer Rossi en lui offrant une scène plus vaste, une patrie nouvelle et des positions faites pour le tenter. Rossi était d'abord nommé comme successeur de J.-B. Say à une chaire d'économie politique à Paris. Ce n'est pas tout encore : il était bientôt appelé par une faveur singulière à fonder l'enseignement du droit constitutionnel en France, et ici, dans cette fortune soudaine, recommençaient pour l'émigré de Carrare ces difficultés qu'il avait connues en Suisse dans les premiers temps, qui se rencontrent plus d'une fois devant tout proscrit errant et changeant de patrie. Arrivant de Genève, qu'il n'avait pas quittée sans regret, étranger, réfugié, connu de loin pour un talent et des travaux où quelques esprits démêlaient seuls encore l'homme éminent, Rossi avait à dissiper des défiances et à justifier ces choix exceptionnels dont il était l'objet. Il avait à n'être pas longtemps un embarras, selon le mot du roi Louis-Philippe. Élevé à la chaire d'économie politique du Collége de France, il ne tardait pas à s'imposer par l'autorité de sa science, par la netteté et l'originalité de sa parole; mais quand il ouvrait son cours de droit constitutionnel, il se trouvait en face d'une turbulence d'école sous

laquelle se cachaient mal peut-être des mécontentements, des jalousies de rivaux évincés ou de collègues froissés. Trois fois il recommençait son cours et trois fois il était arrêté par un tumulte systématique. Il ne laissait pas d'être un peu étonné au premier abord et semblait ne pas comprendre le sens de cette hostilité violente de la jeunesse contre un réfugié, un libéral, chargé d'un enseignement libéral; il ne se décourageait pas cependant; il opposait à tout une impassibilité obstinée, la vigoureuse souplesse d'un esprit accoutumé à se jouer des obstacles, la puissance de cette nature étrange où la passion se cachait sous la froideur extérieure et sous le dédain.

Engagé dans cette lutte contre des préventions hostiles, Rossi était de force à les désarmer et à les vaincre, et c'est ainsi que dans cette patrie nouvelle qu'il avait acceptée, il arrivait en peu d'années à être pair de France, membre de l'Institut, doyen de cette faculté de droit où il n'était entré qu'avec peine comme professeur. Je ne parle pas même de ce qu'il était comme publiciste, de ces ingénieuses et fortes études d'histoire ou de politique contemporaine dont la *Revue des Deux Mondes* a gardé le reflet. C'était en tout un Français qui avait fait son chemin : destinée assurément étrange d'un homme condamné par une fatalité première à recommencer deux ou trois fois sa carrière, et reussissant toujours, révélant dans toutes les positions la supériorité naturelle d'un esprit fait pour tout comprendre, pour tout entreprendre, surtout les choses difficiles où il fallait de l'habileté, et ap-

pelé à grandir un jour encore plus par sa mort que par toutes les fortunes de sa vie !

Français ou Suisse, Rossi a été dans notre temps et dans son passage à travers des patries différentes un des types les plus curieux de ces émigrés italiens qui allaient autrefois porter leur intelligence, leur activité et souvent leurs passions hors de leur contrée natale. Ce n'est pas seulement dans l'Église qu'ils se réfugiaient et qu'ils trouvaient une fortune nouvelle : il y en a eu dans tous les États, surtout en France, les uns proscrits réellement, les autres fugitifs volontaires poussés par l'esprit d'aventure, attirés par l'espoir des honneurs. C'étaient des politiques, des soldats, des prélats qui arrivaient quelquefois, par la faveur ou par leur habileté, à gouverner un pays. Ces émigrés d'autrefois n'avaient pas ou ne pouvaient avoir que sous une forme toute différente le sentiment que l'émigré moderne porte avec lui partout, ce sentiment de la patrie perdue qui est une sorte de nostalgie secrète même dans le succès et au sein des avantages d'une position élevée. En France comme en Suisse, Rossi, devenu un personnage engagé dans les luttes de la politique, était resté profondément Italien d'âme et de cœur, d'esprit et de caractère. Avec sa froideur dédaigneuse, il suivait d'un œil ardent, aussi ardent que sagace, tout ce qui se passait au delà des Alpes, n'étant pas trop porté à espérer sans doute, s'abstenant des rêves, proportionnant ses vœux aux circonstances, mais, ne cessant de chercher dans le mouvement des choses en Europe la possibilité d'un avenir moins sombre pour la Péninsule, parlant de l'Italie en

juge inexorablement clairvoyant, comme aussi en homme chez qui le patriote survit à travers toutes les transformations.

Dès 1832, sous le coup de la révolution de juillet, qui travaillait à se modérer à l'extérieur comme à l'intérieur, Rossi écrivait à M. Guizot cette lettre pleine de feu et de pressentiments qui peint l'homme et la situation : « Vous pensiez à moi, et vous ne vous trompiez pas en pensant que c'était de l'Italie que je m'occupais; c'est ma pensée, ma pensée de tous les jours; elle le sera tant que j'aurai un souffle de vie... Vous me demandez quels sont mes rêves et mes espérances raisonnables. Laissons les rêves de côté, tout le monde en fait; y croire, c'est autre chose... Qu'est-ce que j'espère? J'espère qu'on est bien convaincu que la révolution, dans le sens d'une profonde incompatibilité entre le *système actuel* du gouvernement romain et la population, a pénétré jusque dans les entrailles du pays. Toute opinion contraire serait une pure illusion. Qu'on évacue demain en laissant les choses à peu près comme elles sont, et on le verra après demain; mais la chose ne se bornera plus au territoire des Légations et des Marches... Si on vous dit qu'en Italie il peut naître des faits qui ne seraient pas bien liés, qui n'amèneraient pas un résultat heureux, vous pouvez le croire, c'est peut-être la vérité; mais si on vous dit que des faits il ne peut plus en éclater, qu'il n'y a pas ou qu'il n'y a plus d'éléments, qu'il n'y existe pas de matières auxquelles il suffit qu'un homme, le jour qu'il voudra, approche une mèche pour exciter un embrasement quelconque, utile, pernicieux,

durable, passager, partiel, général, mais toujours embarrassant, n'en croyez rien... Si je vous avais dit, à côté de l'exemple de la Belgique, que j'espérais voir les Marches et les Légations former un pays se gouvernant par lui-même sous la *suzeraineté* du pape et en lui payant un tribut annuel garanti par la France, l'Angleterre et l'Autriche, qu'y aurait-il là de si étrange? Ce serait peut-être le seul moyen raisonnable de faire cesser un état de chose qui peut devenir de jour en jour plus sérieux et plus dangereux... » Une fois devenu Français, Rossi ne changeait pas de sentiments, il restait toujours Italien, et lorsqu'en 1844, après vingt-huit ans d'exil, il remettait pour la première fois le pied au delà des Alpes, lorsqu'il allait à Rome et était reçu par le pape Grégoire XVI lui-même, il devait, je pense, éprouver autre chose que le vain orgueil de l'homme revenant auprès de ceux qui l'ont proscrit, sous la protection du nom d'un grand pays; il devait sentir revivre en lui le vieil instinct de la patrie natale.

N'y a-t-il pas d'ailleurs une coïncidence curieuse dans ce retour de l'émigré carrarais au delà des Alpes au moment où apparaissaient déjà tous les signes d'une résurrection morale qui devait le séduire, où les espérances italiennes semblaient se réveiller, excitées à la fois et dirigées par les écrits de Balbo, de Gioberti, de Massimo d'Azeglio? Rossi ne redoutait pas les choses difficiles, disais-je, et assurément une des plus difficiles qu'il ait tentées dans sa vie fut de reparaître presque aussitôt en Italie et à Rome, non plus seulement en simple voyageur,

mais comme envoyé extraordinaire d'abord, puis comme ambassadeur, dans les circonstances les plus délicates, à un moment où la question des jésuites s'agitait de nouveau en France. Qu'on le remarque bien, en effet : son passé, sa qualité d'émigré, ses opinions, ses livres mis à l'*index*, son mariage même avec une protestante, tout lui était obstacle, et non-seulement il avait à vaincre les répugnances, les ombrages qu'il excitait par lui même, mais il avait encore à négocier la chose la plus épineuse, à obtenir du saint-siége le sacrifice le plus pénible, la dispersion des maisons françaises de jésuites.

Ce fut d'abord une grande émotion à Rome, et on se demandait même s'il fallait recevoir ce carbonaro transformé en ambassadeur. On s'excitait à lui préparer des froissements, des impossibilités, à le tenir exilé du monde romain, et au besoin à résister aux prétentions démesurées dont il ne pouvait manquer d'être le déplaisant interprète. Rossi, en véritable Italien, connaissait son terrain, et du premier coup il fut un grand diplomate, — il ne fit rien « ... Quant aux choses, disait-il dans une lettre du 8 mai 1845, voici mon plan : je fais tout juste le contraire de ce que tout le monde s'attendait à me voir faire. Tout le monde croyait que j'arriverais, armé de toutes pièces, pour exiger je ne sais combien de concessions et mettre l'épée dans les reins au gouvernement pontifical. Comme il était facile de le penser, on s'était cuirassé pour résister, et les ennemis de la France se réjouissaient dans leurs conciliabules des échecs que nous allions essuyer. Je n'ai rien demandé, je n'ai rien dit, je n'ai rien fait. Je

n'ai pas même cherché dans mes entretiens officiels à faire naître l'occasion d'aborder certaines matières. Ce silence, cette inaction apparente a surpris d'abord et troublé ensuite... » Puis, lorsque des interpellations parlementaires contre les jésuites s'élevaient en France, lorsque la réaction d'irréligion semblait en progrès, et qu'on s'en plaignait à Rome, Rossi répondait tranquillement que ce n'était pas pourtant une chose surprenante, qu'il fallait s'y attendre, qu'on ne savait pas ce que c'était que l'opinion, et que c'était à l'Église après tout de juger s'il était bon de laisser la religion elle-même compromise pour le jésuitisme, qui n'était qu'une forme sans laquelle le catholicisme avait existé autrefois.

Rossi fit si bien qu'en peu de temps des négociations dont il ne paraissait pas même prendre l'initiative, amenaient le saint-siége à plier devant une nécessité du temps, à sanctionner la dispersion des jésuites français. Rossi mettait au reste toute son habileté à ménager la dignité du pape, et il avait presque gagné l'affectueuse confiance de Grégoire XVI ; il avait surtout vu s'évanouir bien des préventions ennemies, lorsque le vieux pontife mourut, laissant après lui une situation toute nouvelle, où l'émigré ambassadeur, plus maître de lui et de la position, apparaissait bientôt dans ce double caractère qui souriait à son ambition : celui de représentant de la France auprès de l'Italie, et jusqu'à un certain point de représentant de l'Italie auprès de la France. C'était en 1846, à ce moment où du conclave du 17 juin sortait un nouveau pape dont l'avénement fut une

acclamation et un signal de réveil pour la péninsule tout entière.

V

Je ne sais si rien dans l'histoire ressemble à cette inauguration, à cet exorde merveilleux du pontificat de Pie IX, au contraste émouvant et tragique de ces premiers instants et de tout ce qui a suivi, de tout ce qui continue encore. L'Italie respira et se sentit délivrée d'un poids oppressif. Elle eut instinctivement confiance, et du nom du nouveau pontife elle fit le mot d'ordre de sa résurrection. Il semblait qu'on vît tout à coup se personnifier et marcher l'idée patriotique et libérale qui depuis quelques années germait dans les esprits. Ces premiers moments où s'agitaient déjà les destinées de la Péninsule, et sous plus d'un rapport les destinées de l'Europe, ressemblent à un rêve, et cependant ils sont une saisissante réalité. Au début, je dirais presque à l'aurore de ce règne, tout reprend vie et animation. Sentiment national renaissant, ardeurs politiques, passions de réformes, tout se mêle, et au-dessus de ce mouvement, qui envahit par degrés tous les États italiens, apparaît la figure d'un pape évidemment simple et bon, d'une nature lente, il est vrai, mais ouverte à tous les instincts généreux, ayant le goût et la crainte de la popularité, doué d'un âme religieuse, sacerdotale, mystique, et paraissant se rendre de bonne grâce aux nécessités d'un temps nouveau, les reconnaissant du

moins, — un pape enfin entreprenant par entraînement de cœur et par besoin de plaire, autant que par réflexion, l'œuvre la plus immense que puisse tenter un homme.

Laissez passer un peu de temps, ce pape exalté dans une acclamation part pour l'exil et ne rentre à Rome, dans ses États, que pour être gardé par des armées étrangères, pour sentir s'affaisser sous lui un gouvernement qu'il a vainement essayé de réformer, qui s'en va désormais par lambeaux. Quel est donc le secret de cette irrémédiable décadence de la souveraineté temporelle du pontificat, et comment s'est corrompue une situation qui sembla réunir un jour la double garantie de la bonne volonté du prince et de la confiance du peuple ? Une des erreurs les plus singulières de ceux qui s'étonnent des extrémités où se débat aujourd'hui la papauté temporelle, et qui se révoltent contre la force des choses, c'est de ne voir dans les événements actuels qu'une immense ingratitude populaire, un déchaînement violent et éphémère, une crise accidentelle. Tout est factice à leurs yeux dans ce mouvement. Libertés, réformes, satisfactions patriotiques, la garde civique et le gouvernement constitutionnel lui-même, le pape avait tout accordé et accordait tout, et le pouvoir temporel périt aujourd'hui moins sous le poids de sa propre impuissance que sous le coup d'une révolution improvisée, servie par une connivence de la France. Rien n'était à craindre, le mal est venu de la guerre d'Italie.

Il se peut, en effet, que la guerre d'Italie ait hâté le dénoûment; elle n'a fait cependant que mettre à nu une

situation qu'elle ne créait pas. Le mal date de bien plus loin, et c'est justement au sein de cette illusion universelle des premiers temps du pontificat de Pie IX qu'ont été irréparablement compromises les questions qui s'agitent aujourd'hui. Depuis, le pouvoir temporel s'est relevé, il a été soutenu, étayé, en réalité il n'a plus vécu d'une vie complète, normale, indépendante, et c'est ici que Rossi est un témoin décisif, lumineux, voyant tout et montrant avec une netteté merveilleuse comment ce pouvoir s'est perdu lui-même avant d'être menacé de disparaître dans une révolution nationale.

Nul plus que Rossi n'avait senti la gravité de l'élection pontificale de 1846. Il n'y mettait nulle finesse; il disait simplement et résolûment partout que la France n'avait point de choix à dicter, que c'était avant tout une question pour l'Église, dont les intérêts temporels et peut-être les intérêts spirituels eux-mêmes étaient engagés; il cherchait à répandre cette conviction que l'occasion était unique, qu'on pouvait tout sauver ou tout perdre. Et dès ses premiers entretiens avec Pie IX, comme le nouveau pape, plein d'ailleurs d'intentions généreuses et élu par une sorte d'inspiration, lui disait que tout irait bien, mais qu'il fallait un peu de temps pour voir, pour examiner, il répondait aussitôt : « Rien de plus naturel et de plus juste. Loin de s'en plaindre, on doit y voir une garantie. Votre Sainteté, d'ailleurs, sait mieux que personne ce que vaut en politique l'opportunité, et si j'osais émettre cette idée en présence du saint-père, j'ajouterais que lorsque certains faits sont réellement généraux, permanents et

sans tendances immorales, il faut bien y reconnaître un décret de la Providence. — Oui, elle les veut, ou du moins elle les permet, » disait le pape avec un gracieux sourire. C'était la même pensée; seulement le pape et l'ambassadeur l'entendaient-ils de même et en tiraient-ils les mêmes conséquences pour l'avenir comme pour le présent? Avaient-ils un sentiment également vif, également net, de l'irrésistible puissance des choses? L'un comprenait qu'il fallait se hâter de mettre la main à l'œuvre, que tous les instants étaient précieux dans une situation où tout était à faire; l'autre avait la bonne volonté sans se rendre bien compte de ce qu'on attendait de lui.

C'est alors que commençait ce prodigieux malentendu, voilé d'acclamations et de fêtes, mais profond, plein de dramatiques péripéties, entre un peuple qni voulait absolument son pape réformateur et national et un pape qui, au lieu de diriger le mouvement, se laissait entraîner par lui. En quelques mois, tout avait changé par ce seul fait d'une pensée indécise et molle s'abandonnant au centre d'un mouvement qui grandissait chaque jour, qui se compliquait en se prolongeant. Rossi se faisait de cette sitution, de ces incertitudes et de ses périls, une idée dont l'expression éclaire tout, jusqu'aux événements actuels.

« 28 juillet 1847.

» ... Je ne me charge pas, écrivait-il, de décider si le pape se rendit bien compte de toutes les conséquences de

ce magnifique exorde de son pontificat. Ce qui est certain, c'est que l'amnistie fut sa pensée propre, immédiate, un acte absolument spontané. Le matin même de son exaltation, dans la chapelle de l'élection, lorsque le pape, inondé de larmes, recevait encore les premiers hommages et les premières félicitations, le cardinal Ferretti, son ami de cœur, son confident intime, m'assura qu'on aurait sous peu de jours une amnistie générale, et si elle ne fut publiée qu'un mois plus tard, s'il fallut même prier le pape de ne pas retarder davantage l'accomplissement d'une promesse désormais publique, il faut l'attribuer à cette lenteur qui lui est naturelle en toutes choses.

» Le public ne fut pas lent à juger l'amnistie. Dans ce fait éclatant et spontané, il vit une réponse décisive aux deux questions qu'il se faisait. L'amnistie lui parut à la fois une condamnation formelle du système grégorien et une revendication d'indépendance. Les uns en conclurent qu'ils auraient un pape réformateur; les autres, plus hardis et devançant le temps, espérèrent un pape activement *italien*. Au même moment commencèrent pour le pape les difficultés de la situation.

» Que Votre Excellence me permette d'exprimer toute ma pensée. Le parti national en Italie ne s'est pas seulement étendu, il s'est profondément modifié. En 1815 et même en 1820 et en 1821, il n'était encore qu'un parti qu'on pourrait appeler philosophique, une imitation de 1789, conçue par les classes lettrées et une partie de la noblesse. Il n'était guère national dans le sens propre du mot... Je crois qu'il en est autrement aujourd'hui. A côté

de ce parti impuissant qui est surtout représenté par les émigrés, il s'est formé dans le pays un parti national moins impatient, mais actif et irrité, qui, soit conviction, soit calcul, au lieu de fronder l'Église, l'honore et en recherche l'appui. Sans doute le haut clergé et le clergé qu'on appelle jésuitique, et qui est assez nombreux, lui est toujours hostile, mais tout le reste des gens d'Église se place et tend à se placer daus ses rangs. On se tromperait en croyant que les Ventura, les Lorini les Mazzani, les Gavazzi et autres ecclésisatiques, qui prêchent ouvertement la liberté et l'*italianité*, considérées dans leur rapport avec le catholicisme, ne sont que des accidents, des excentricités individuelles. Ils sont par leurs doctrines un symptôme et par leurs paroles une révélation, précoce sans doute, exagérée peut-être, mais vraie au fond, du travail qui se fait dans les consciences, au sein et avec l'aide de l'Église.

» J'ai voulu voir de mes yeux, entendre de mes oreilles, ce qui se passait à Sant'Andrea della Valle lorsque le père Ventura y a récité une oraison funèbre d'O'Connell, qu'il a dû diviser en deux séances, tellement il avait avec une grande hardiesse de pensée et d'expression, développé sa double thèse, à savoir que la religion a besoin de liberté pour prospérer et que la liberté grandit et se fortifie par la religion. Quel concours de toutes les classes! Que leur attention était persévérante et émue! On ne pouvait surprendre un sourire ni le moindre indice d'ironie sur les figures si mobiles, si expressives de ces hommes d'ailleurs si enclins à la moquerie et à l'épigramme.

» Dans les écrits (il en pleut aujourd'hui) les plus hardis, les plus violents, il n'y a pas un mot contre l'Église; les jésuites seuls sont attaqués. La distinction est donc faite dans le langage comme dans les sentiments. Pour signaler un ecclésiastique qu'on soupçonne d'aimer les abus et de s'appuyer sur l'Autriche, on le qualifie de jésuite. Tous ceux qui échappent à cet anathème sont rangés sans détour dans le parti national. Je laisse à considérer l'impulsion qu'ont donnée à ce parti et aux membres du clergé qui étaient enclins à le seconder, l'avénement de Pie IX et la publication toute spontanée de l'amnistie.

» Cela fait, ce me semble, une situation toute nouvelle et digne d'attention. Les faits ont prouvé que le parti réformateur et le parti national tournaient en effet également leurs regards vers le pape. Le premier, plein de confiance et ne doutant nullement de lui, le priait ouvertement de mettre fin aux abus et d'octroyer à ses sujets un gouvernement raisonnable; le second, en ne se dissimulant pas la gravité de ses projets, lui faisait sentir avec plus de ménagement et de secret combien il lui serait glorieux de se mettre à la tête d'une confédération ou ligue italienne, combien la voix du pontife serait puissante sur les princes et les peuples pour l'organiser en Italie et la faire accepter par l'Europe, car je dois ajouter en passant et pour tout dire que la pensée nationale en Italie, est revenue aujourd'hui à la forme fédérative. Les unitaires y sont rares, surtout hors du parti que j'ai appelé philosophique et qui n'a pas d'influence. Les fédéralistes, au lieu

de songer abstraitement aux avantages d'une unité telle que notre admirable unité française, considèrent une ligue comme la seule forme qui soit compatible avec les conditions de l'Italie, et qui puisse être acceptée sans trop de répugnance par l'Europe (1).

» Dans cette situation, que devait faire le gouvernement de Pie IX? Deux choses, ce me semble, également, nécessaires, et qu'il fallait faire nettement, résolûment, promptement :

» 1° Donner dans les États pontificaux satisfaction au parti réformateur, une satisfaction large et loyale, qui en aurait fait sur-le-champ un parti conservateur nombreux, éclairé et dévoué, et nullement enclin à se mêler aux partis aventureux et téméraires qui, dans leur

(1) J'ai sous les yeux l'ébauche de cette dépêche, qui en résume bien d'autres, tracée d'un trait rapide, en phrases brusques et à peine achevées quelquefois, de la main même de Rossi, et il est curieux de voir sur ce point particulier sa pensée dans son premier jet, avant qu'elle n'ait passé par la rédaction officielle : « Je dois ajouter pour tout dire, écrit-il, que la forme que prend maintenant en Italie la pensée nationale me paraît la forme fédérative. C'est sous cette forme qu'elle a été présentée au pape. *Certes il n'y a rien là de bien séduisant à mes yeux.* J'ai connu la Suisse... et j'adore notre unité française; mais en fait je crois que les unitaires sont peu nombreux et peu influents en Italie. *Peut-être* aussi les fédéralistes ont-ils raison en ce sens que leur pensée serait la plus facile à réaliser aujourd'hui et celle que la France et les autres puissances accepteraient avec moins de répugnance... » Celui qui écrit ainsi dans la liberté de sa pensée ne me paraît pas le partisan bien enthousiaste d'une confédération, il l'accepte comme un fait le plus aisément réalisable, non comme le dernier mot. Au fond, c'est l'unitaire qui perce et reconnaît une nécessité.

ardeur, tentent des luttes prématurées et rêvent des victoires impossibles.

» 2° Éclairer et contenir le parti national en lui faisant comprendre que l'impatience pouvait le perdre, et que le seul moyen honnête et efficace de travailler au progrès de ses idées était de se borner aujourd'hui à demander par les voies légales la réforme des abus dans chaque État italien, à y répandre l'instruction et l'aisance, à le rappeler à l'activité, à l'industrie, à y organiser, comme dans les États du pape, un parti conservateur éclairé, intelligent, progressif; faire sentir que le pape rendait à la cause italienne un immense service, par cela seul que, chef de l'Église, il donnait dans ses États l'exemple de larges et loyales réformes, que le surplus, que l'avenir il fallait le laisser à la Providence.

» Ce double travail me paraissait *facile au pape*, dont on n'attendait que des réformes modérées et désormais pratiquées dans presque tous les États européens, constitutionnels ou non, au pape, qui peut s'adresser avec autorité même aux consciences dans ses États et hors de ses États par des voies dont ne dispose pas un prince laïque, — *honnête en soi et utile à l'Italie*, qui, plus développée sans doute qu'elle ne l'était il y a vingt-cinq ans, n'est pas en état cependant de tenter de grandes et périlleuses aventures. Elle a devant elle deux voies, dont l'une, couverte de piéges et d'écueils, borde un abîme, dont l'autre, longue il est vrai, mais facile, paraît conduire infailliblement au but. Qu'importe s'il n'est pas atteint de notre vivant?

3

» Parlons sans détours : ou je me trompe fort, ou d'année en année la situation de l'Italie deviendra plus forte vis-à-vis de l'Autriche, tandis que celle de l'Autriche s'affaiblira relativement, et de tout ce que gagnera l'Italie en bons gouvernements, en instruction, en aisance, en sentiments nationaux, et de tout ce qui paraît se développer en Allemagne de contraire à la politique autrichienne. Un mouvement italien serait en ce moment un service rendu à l'Autriche, qui pourrait encore, à moins que la France et l'Angleterre ne voulussent l'en empêcher au prix d'une guerre générale, étouffer violemment le progrès qu'elle est condamnée à respecter, qu'elle ne peut en aucune façon arrêter, tant qu'il s'opère successsivement, régulièrement, avec le concours des pouvoirs établis, sur l'exemple du chef de l'Église et à l'aide d'une partie du clergé. Dans dix ans, dans vingt ans, je n'en sais rien, il n'y aura pas dans les États italiens un homme, une femme (c'est par les femmes que le clergé influe même sur les hommes de faible croyance), un fonctionnaire, un magistrat, un moine, un soldat qui ne soit avant tout *national*. Comment en douter en voyant les conquêtes que le principe de la nationalité a faites dans la Péninsule depuis trente ans malgré la toute-puissance autrichienne, l'opposition des pontifes, la réaction de 1822, les fameux congrès, les efforts de la congrégation, etc. ? Pourquoi ne pas se confier aux influences incessantes et certaines de la France, de sa tribune, de sa presse, de ses idées, aux influences non moins efficaces, et dans une certaine classe plus efficaces encore, du nouveau pontife et de ses réformes,

et à l'action que l'Autriche peut sans doute soupçonner, mais qu'elle ne peut arrêter même dans ses possessions, des prêtres, moines, confesseurs catholiques et nationaux? Il y a là un travail qui est loin d'être mûr; mais en troubler la maturité serait une vraie démence.

» Maintenant que devait faire le pape dans ses États pour satisfaire le parti réformateur?

» Au premier moment, la répression énergique des abus les plus criants aurait déjà été regardée comme un immense bienfait; les discussions politiques n'avaient pas encore pris naissance et n'agitaient pas les esprits. Le moment était précieux à saisir; il fallait donc :

» 1° Renvoyer d'une main ferme et résolue tous les fonctionnaires et employés haïs, décriés, dont la présence aux affaires publiques soulevait le cœur des populations irritées. Disons-le : l'espoir de faire marcher le nouveau pontificat, le pontificat de l'amnistie, avec les vieux instruments, à l'aide de ces hommes qui, par leur méfaits ou leur ineptie, avaient provoqué les révoltes, et poursuivi, persécuté, torturé, condamné les révoltés aujourd'hui amnistiés, n'était pas une pensée d'homme d'État...

» 2° Créer et organiser un véritable ministère, un conseil. « Que Votre Sainteté (me permettais-je de dire au
» pape) commence par le commencement. Pour agir avec
» efficacité, il faut un bon instrument. Cet intrument ne
» eût être un seul homme avec des commis. Le cabinet
» doit avoir un chef, mais pas un maître; le maître est le
» souverain. Aujourd'hui il faut que le public sache que

» vos affaires sont librement discutées par des hommes » éclairés et égaux en droits. » Si cette mesure n'avait pas souffert de retard, le public l'aurait acceptée avec reconnaissance, lors même que tous les ministres eussent été ecclésiastiques. Il aurait suffi de placer des laïques au second plan dans les directions générales.

» 3° Placer à côté du conseil des ministres, pour l'aider dans la préparation des lois, dans l'élaboration du budget, dans les questions de conflit administratif, un conseil d'État, consulte ou congrégation (peu importait le nom).

» 4° Réformer et vivifier la congrégation de révision existante, en faire une véritable cour des comptes, et publier ses rapports annuels.

» 5° Établir l'uniformité dans l'administration des provinces. Aujourd'hui les unes ont des cardinaux légats, les autres de simples délégats. A Rome, un cardinal est un prince, dans les provinces, un pacha. Si c'est une faveur de l'avoir pour gouverneur, toutes doivent en jouir; si c'est une charge et un péril, toutes doivent en être exemptes.

» 6° Améliorer et vivifier, dans les provinces surtout, au moyen d'un système électif sincère, et fonder dans la ville de Rome le régime municipal. L'édit du 5 juillet 1831 est insuffisant, et encore a-t-il été, comme toute chose, faussé dans la pratique.

» 7° Les conseils provinciaux institués en 1831, il faut également les améliorer. Aujourd'hui on ne daigne pas même y intervenir, ainsi que me le disait le cardinal Bafondi de ceux de sa légation.

» 8° J'arrive aux points plus essentiels encore, aux besoins les plus urgents, je veux parler de la justice... Il y a tout à faire, et avant tout il faut établir ces maximes : séparation complète du pouvoir judiciaire et du pouvoir administratif, suppression de toute juridiction ecclésiastique, du moins pour tout ce qui ne concerne pas l'Église et les ministres.

» 9° Refonte complète des lois civiles et criminelles.

» 10° Nouvelle organisation judiciaire, procédure orale et publique pour toutes les affaires criminelles...

» ... C'est là, à mon avis, ce qui était dès l'abord nécessaire et suffisant. Ce qui a manqué c'est la résolution, l'énergie, peut-être aussi les lumières et l'expérience des affaires...

» Notre rôle à nous était délicat... Intervenir directement, impérativement, nous ne le pouvions pas, et, ce me semble, nous ne le devions pas... Nous n'avons cependant manqué à rien de ce que nous imposaient une amitié et un intérêt sincères. Une fois, dix fois, vingt fois, l'ambassadeur du roi, et avec le secrétaire d'État, et avec les autres membres du cabinet, et avec toutes les personnes influentes, et avec le saint-père lui-même, tout en y mettant la mesure et les ménagements que la situation nous commandait, l'ambassadeur du roi a insisté sur la nécessité d'organiser fortement un gouvernement réel, de faire promptement les concessions que le saint-père voulait faire, sur les dangers du retard, sur les périls de la situation... Qu'avons-nous obtenu? — On a, je crois, nettement accompli la première partie de mon programme. Les

suggestions du parti national ont été repoussées, et je crois qu'on lui a fait suffisamment sentir la vérité sur la situation et son aveuir; mais dans le gouvernement du pays, pour l'apaisement du parti réformateur, tout a été tâtonnement et lenteur. On a nommé force commissions, tout touché, tout ébranlé, sans rien fonder. Comme je le disais au pape : « Le gouvernement pontical a perdu » l'autorité traditionnelle d'un vieux gouvernement sans » acquérir la vigueur d'un gouvernement nouveau. »

» C'était pour moi comme pour tous les amis du saint-siége le supplice de Tantale, d'autant plus cruel que rien ne me paraissait plus facile que l'accomplissement de l'œuvre désirée. On a gaspillé une situation unique. Jamais prince ne s'est trouvé plus maître de toutes choses que Pie IX dans les huit premiers mois de son pontificat. Tout ce qu'il aurait fait aurait été accueilli avec enthousiasme. C'est pour cela que je disais : « Fixez donc les limites que » vous voulez; mais, au nom de Dieu, fixez-les et exécutez » sans retard votre pensée... »

VI

Tout s'enchaîne ici. C'est là en réalité le point de départ d'une situation irréparablement perdue dans son germe, et on n'aurait, ce me semble, qu'à presser cet exposé pour voir, à ces traits de lumière, se dérouler tout un ordre de choses, — l'Italie mise en mouvement par l'exaltation d'un pontife, le sentiment national grandissant d'abord avec Pie IX, puis sans lui et contre lui,

un travail de réformes mal conduit, mal dirigé, allant glisser de faiblesse en faiblesse dans une révolution pour revenir à une immobilité désormais impossible, la papauté en un mot compromise par ce qui aurait dû la sauver. Tout était tâtonnement, disait Rossi ; chaque jour l'œuvre était à recommencer. Les secrétaires d'État se succédaient, Ferretti après Gizzi. Les édits, les *motu proprio* se multipliaient confus, tardifs et impuissants. Ce qu'on faisait attendre par inertie, on l'accordait sous la pression d'une manifestation populaire : tantôt un conseil des ministres ou la consulte, tantôt la réforme des codes ou la garde civique, et chaque nouveau pas dans cette voie aggravait le péril. L'attente agrandissait les prétentions et les espérances. Et qu'en résultait-il ? C'est qu'en peu de temps, sous l'apparence d'un règne triomphal, avec un pape aimant le bien, mais l'aimant d'un amour irrésolu et stérile, environné d'une popularité inouïe, mais toute personnelle, c'était le pouvoir temporel lui-même qui périssait, qui s'en allait au courant des choses.

Rossi ne s'y méprenait pas ; il suivait d'un regard perçant et assuré ce mouvement singulier, s'animant lui-même au feu de ces luttes, s'intéressant à tout, tirant hardiment les conséquences des actes qu'il voyait s'accomplir et qu'il n'eût pas osé conseiller quelquefois, parce qu'il en sentait la portée, aimant le pape, mais réduit à croire à son cœur plus qu'à son intelligence politique, et mesurant l'abîme qui s'ouvrait. Après avoir cru à la possibilité de tout faire grandement et librement, il en venait à redire chaque jour : « Ce qui était possible il y a quelque temps ne l'est

plus maintenant,... la position n'est plus entière,... il faut agrandir le programme. »

Le jour où l'on créait la garde civique, Rossi écrivait : « Cette concession, à laquelle personne ne songeait il y a huit mois, et qui est à mes yeux plus considérable que toutes celles qu'on désirait alors et dont on se serait contenté, n'est qu'une conséquence forcée de toutes ces lenteurs que nous n'avons cessé de représenter comme dangereuses. Je me trompe peut-être; mais c'est là, ce me semble, l'institution qui, si elle se développe et prend racine dans le pays, ouvrira nécessairement aux laïques une large porte dans le gouvernement. Lorsque le pays laïque aura senti toute la puissance de son intervention dans une partie aussi essentielle que la force nationale, il sera difficile de lui persuader qu'il doit demeurer étranger à tout le reste. Le gouvernement pontifical se trouvera ainsi avoir fait ce qu'il ne voulait pas faire, ou, pour mieux dire, le contraire de ce qu'il voulait faire. Au surplus ce n'est pas à nous, je crois, de nous en affliger (8 juillet 1847). »

Le jour où une fête populaire promise par le pape pour l'anniversaire de l'amnistie menaçait de mettre Rome en feu et trouvait le gouvernement annulé, la secrétairerie d'État en interrègne, la police absente, la force publique flottante et ne sachant plus où était le devoir, Rossi disait au cardinal Gizzi : « Songez bien que c'est ainsi que les pouvoirs périssent et que les catastrophes s'annoncent. » Et il écrivait le lendemain au gouvernement français : « J'espère que ce mot de révolution est encore

trop gros pour la situation, et que nous ne serons pas forcés de nous en servir. Cependant j'ai cru devoir m'en servir hier *ad terrorem*. Je me rendis à la secrétairerie d'État. Je trouvai monseigneur Corboli assez ému ; je lui dis sans détour que je ne voulais pas revenir sur le passé, que je ne voulais pas rechercher s'il n'eût pas été facile de prévenir ce qui arrive, qu'alors on avait devant soi des mois, qu'on n'avait plus que des jours, des heures peut-être, que la révolution était commencée, qu'il ne s'agissait plus de la prévenir, mais de la gouverner, de la circonscrire; que si on y apportait les mêmes lenteurs, de bénigne qu'elle était, elle s'envenimerait bientôt; qu'ils devaient se persuader qu'en fait de révolutions nous en savions plus qu'eux, qu'ils devaient croire à des experts qui étaient en même temps leurs amis sincères et désintéressés; qu'il fallait absolument faire sans le moindre délai deux choses : réaliser les promesses et fonder un gouvernement réel et solide... — Il entra pleinement dans ces idées, et m'indiqua comme la mesure la plus urgente et la plus décisive l'appel des délégués des provinces. — Soit, lui dis-je, je crois en effet la mesure fort bonne, si elle est bien conduite, s'il y a en même temps un gouvernement actif qui sache rallier les forces du pays; mais, encore une fois la perte d'un moment peut être irréparable. »

Et le jour enfin où ces délégués des provinces se réunissaient à Rome, où la consulte, le cardinal Antonelli en tête, se rendait avec un appareil extraordinaire au Vatican pour entendre une allocution inquiète et agitée de Pie IX, Rossi, témoin de cette scène, disait en sortant

à un de ses amis ce mot qui résumait tout un travail de décomposition : « Vous voyez cela? Nous venons d'assister aux funérailles du pouvoir temporel des prêtres conduites par un cardinal avec l'absoute d'un pape! »

Ainsi se déroulait cette situation à Rome et en Italie, hier encore pleine de promesses et d'espérances, aujourd'hui compromise, passant d'un adoucissement désirable du régime ecclésiastique à une dépossession temporelle de l'église, arrivant enfin, à travers la consulte, les manifestations patriotiques et la garde civique, à une véritable excitation nationale et au gouvernement constitutionnel. C'était toujours le même problème, mais aggravé de tous les périls que faisait naître une question de nationalité devenue la passion des esprits et de la difficulté d'organiser un régime constitutionnel dans les États-Romains.

Le caractère des mouvements italiens, ce caractère à la fois patriotique et libéral, éclatait partout, à Turin et à Naples comme à Florence et à Rome. Rossi sondait cette situation avec une indépendante clairvoyance, ayant, comme représentant de la politique française, à contenir l'esprit italien, à décourager l'instinct d'aventure, et en même temps ne dissimulant rien de la gravité croissante des événements dans les États pontificaux. Ce qu'il en pensait, il le disait dans une lettre des premiers mois d'une année qui allait voir tous ces problèmes se résoudre en une lutte redoutable.

« 17 février 1848.

» L'ordre matériel et le calme extérieur continuent dans les États pontificaux ; mais ce serait une illusion de

croire que les esprits ne sont pas agités et profondément troublés par la longue attente, par les événements de Naples et de Piémont, et par les efforts incessants du parti radical, puissamment secondé par cette fraction ardente du parti national qui, sans partager ses principes sociaux et politiques, n'est pas moins impatiente de vider la question de nationalité. C'est sur ce terrain que se joignent aux radicaux des hommes qui en seraient à cent lieues par leurs doctrines et leur position sociale. C'est là aussi la vraie, l'unique cause de leur colère et de leurs violentes déclamations contre le gouvernement du roi. Ils ne lui reprochent pas, comme les radicaux, son éloignement pour les bouleversements révolutionnaires dans l'intérieur des États. Comme lui, ils préfèrent les réformes accomplies pacifiquement par l'accord du souverain et du peuple, fussent-elles moins larges que celles que pourrait amener une révolution; mais ils ne lui pardonnent pas son amour de la paix, son respect pour les traités à l'endroit de la question austro-italienne. Ils sentent avec colère que le *veto* de la France leur est un puissant obstacle, même borné à l'inaction, à un refus de concours. Quand ils nous accusent d'être les alliés dévoués de l'Autriche, de ne rien faire, de ne prendre aucune précaution pour empêcher l'Autriche de les envahir, de les opprimer, de travailler à réorganiser contre eux une sainte-alliance, ils ne disent pas exactement ce qu'ils pensent. C'est une manière de se plaindre d'une amitié qui leur paraît froide et dédaigneuse, parce qu'elle ne va pas jusqu'à leur offrir cent mille hommes...

» La presse libre italienne, lue et comprise de tout le monde, va maintenant déborder sur la péninsule comme un torrent ; la question nationale sera son thème de prédilection, et sur ce thème, quels que soient ses écarts, elle ne trouvera ni un gouvernement pour la contenir ni un juge pour la réprimer. Dans cette situation si tendue, il est impossible de ne pas craindre un de ces accidents, une de ces collisions qui peuvent devenir très-graves, sans que personne, sans qu'aucun gouvernement du moins, l'ait voulu de propos délibéré... C'est aux frontières du Piémont et des États du pape que pourrait surtout avoir lieu un choc qui mettrait en feu l'Italie entière... En attendant, la commission nommée par le pape est chargée de proposer les institutions propres à concilier les devoirs du pontificat avec les nécessités des temps modernes, continue ses travaux. J'espère qu'on a enfin compris que la patience du public n'a plus que des bornes fort étroites... La nécessité d'un gouvernement représentatif, constitutionnel, peu importe le nom qu'on lui donnera, est désormais reconnue ici par tout le monde. Quelqu'un se montrait avec moi surpris de l'adhésion que donnaient à cette idée même les hommes qui y paraissaient tout récemment encore le plus opposés. « Ils n'ont pas changé, répondis-je ; c'est toujours le même « sentiment : ils avaient *peur* de la constitution, aujour- « d'hui ils ont *peur* de ceux qui veulent une constitution. » Bref, le gouvernement temporel des États pontificaux ne peut pas ne pas devenir un gouvernement moderne, un gouvernement de publicité et de discussion.

» Cette profonde transformation peut s'opérer de deux

manières, soit en appliquant nos formes au gouvernement de l'État par l'Église, soit en détachant de l'Église le gouvernement purement, strictement temporel, et en le sécularisant. Un certain nombre de laïques pourraient être associés aux ecclésiastiques dans le premier cas, comme des ecclésiastiques pourraient l'être dans le second. Cette association modifierait le principe sans l'annuler. Dans le premier cas, ce serait toujours l'Église qui gouvernerait et administrerait l'État; dans le second, l'administration temporelle serait laïque, et l'Église ne se retrouverait *jure proprio* qu'au sommet, dans la personne du souverain; l'Église serait le roi, mais elle ne serait que le roi. L'empereur Napoléon était roi d'Italie; sans doute il n'oubliait jamais, même en sanctionnant les lois italiennes, qu'il était avant tout empereur des Français; sans doute il pouvait consulter ses conseillers de France : toujours est-il que le gouvernement et l'administration du royaume étaient réservés presque exclusivement aux Italiens.

» C'est dans la voie du premier système qu'avaient marché les réformes de Pie IX jusqu'aux derniers événements de Naples, du Piémont, de la Toscane. Faut-il persévérer dans la même voie aujourd'hui qu'un gouvernement de publicité et de discussion est devenu d'un commun aveu nécessaire? Au premier aperçu on peut croire que des ecclésiastiques n'hésiteront pas à se décider pour l'affirmative. Il y a longtemps que j'entends parler par des gens d'Église, par des théologiens, du collége des cardinaux se constituant en chambre haute. C'est là le couronnement du système. On pourrait s'arrêter à cette donnée pour

l'apprécier et la juger;... mais j'ose à peine continuer... Peut-on se représenter sans terreur l'Église descendant dans l'arène politique et s'y livrant à tout le feu de la bataille, aux attaques, aux violences, aux intrigues, aux passions de parti, se divisant en majorité et opposition, travaillant à renverser le cabinet pontifical, à le remplacer malgré le pape ?... L'Église mise tous les matins sur la sellette par les journaux pour son administration temporelle, livrée aux ridicules, aux outrages? Et ce même corps devrait en même temps représenter ce qu'il y a de plus vénérable et de plus sacré aux yeux de deux cent millions de catholiques! Et, couvert de la poussière, quelquefois de la boue de l'arène politique et mondaine, il espérerait que ses décisions théologiques seraient reçues par le monde catholique, par tous les épiscopats le front par terre!...

» Ces considérations prennent à mes yeux une force extrême, appliquées au sacré collége. Le collége des électeurs et des éligibles à la papauté, les administrateurs de l'État pendant le règne, les souverains dans les interrègnes transformés en chambre politique,... grand Dieu! Et s'il arrive un choc entre les deux Chambres et que les colléges électoraux s'obstinent, que fera le roi de Rome? Nommera-t-il tout à coup vingt cardinaux pour changer une majorité? vingt électeurs du pape! vingt éligibles à la papauté! Cette Chambre tout ecclésiastique aux prises avec une Chambre populaire laïque, au lieu de le faire cesser, ne ferait que rendre plus violent l'antagonisme des deux castes. Le pape meurt; le conclave se forme. C'est l'assemblée politique qui endosse un autre costum

et va donner un pape à la chrétienté. Que répondra-t-elle au monde catholique qui lui crierait : « C'est un roi de » Rome que la majorité a nommé, un homme de sa couleur » politique, dans des vues et des intérêts politiques, et nul- » lement un pape en vue des intérêts sacrés de la religion » et de l'Église? » Excellent moyen pour ruiner le pontificat et préparer un schisme! Quel serait le rôle des cardinaux étrangers dans cette combinaison? Que deviendrait le sacré collége dans l'interrègne? Serait-il à la fois souverain et chambre haute?

» L'autre système ne me paraît pas soulever de graves objections. Tout consiste à nettement délimiter le champ des affaires temporelles. Il y a sans doute là des difficultés de détail à cause des matières mixtes,... et c'est à propos de ces matières que je disais qu'il faudrait faire pencher un peu la balance en faveur de la papauté. Les laïques devraient se montrer faciles, et je suis convaincu qu'aujourd'hui encore ils sont disposés à l'être. Une fois le champ des affaires temporelles déterminé, on peut sans inconvénient lui appliquer telle forme de gouvernement qu'on voudra. Votre Excellence sait mieux que moi que pendant des siècles les papes ne se sont pas mêlés des affaires à Rome, et ils étaient cependant les maîtres du monde plus qu'ils ne le sont de nos jours et qu'ils ne le seront jamais. L'Église gagnera en dignité et en influence morale plus qu'elle ne perdrait en pouvoir temporel, et rien n'empêchera d'ailleurs ceux des ecclésiastiques qui se sentent une vocation politique de la suivre comme individus. »

VII

La révolution italienne, dans sa marche agitée jusqu'en 1848, a compté bien des hommes qui l'ont servie par l'action ou par l'esprit; à côté d'eux était un observateur, un juge, un conseiller, cet émigré ambassadeur, et nul n'a saisi plus distinctement que lui dès la première heure la puissance de ce mouvement, nul ne l'a vu avec plus de clarté, nul ne l'a décrit d'un trait plus net et plus sympathique. Rossi est à cette époque comme une personnification de l'alliance de la France et de l'Italie, — d'une France libérale, modérée, pacifique, allant jusqu'à la garantie d'un développement régulier dans la limite des traités, mais n'allant pas au delà, et d'une Italie s'essayant déjà à la vie, agitée, enivrée peut-être du sentiment de sa force morale. Dirai-je toute ma pensée? L'ambassadeur, je crois, allait bien plus loin que la politique qu'il représentait. Ce n'est pas qu'il ne remplît fidèlement son devoir. « J'attendrai vos instructions avec une entière soumission d'esprit, » disait-il. Et, en effet, il ne manquait pas à son rôle : il conseillait, il modérait, il décourageait même parfois; mais en même temps il était au fond plus Italien que cette politique. Il frémissait lui-même de cette exaspération des âmes qu'il était forcé de rappeler au respect des traités; il entrevoyait un ordre de choses où un choc décisif éclaterait, qu'il vînt de l'Autriche ou de l'Italie, et où la France aurait un rôle plus actif. Il voyait

surtout ce qu'on voyait peut-être moins que lui, que dans un pays comme l'Italie, où l'absolutisme vivait par la domination étrangère, travailler à un mouvement libéral, c'était préparer un mouvement d'indépendance, que la liberté elle-même conduisait à une revendication de nationalité. « Sans doute, disait-il, les réformes contribueront à développer le sentiment d'indépendance. Qu'y faire? A moins qu'on ne prétende exterminer l'Italie et en faire une terre d'ilotes, il faut bien se résigner à ce qu'un avenir plus ou moins lointain recèle. »

A mesure que les événements se développaient, Rossi comprenait et sentait plus vivement la puissance d'un réveil national et libéral qui remuait en lui une vieille fibre. Sans doute il était modéré, et il voulait la paix, parce qu'il croyait que la paix et la modération étaient les plus sûrs auxiliaires de l'Italie; au fond, dans le secret de sa pensée, le but était marqué : c'était l'indépendance nationale, et c'est là que le patriote perçait sous l'ambassadeur, si bien que, lorsque la révolution de février éclatait en France, imprimant à l'Europe et à la Péninsule une commotion électrique, mettant le feu à tant d'éléments inflammables, Rossi n'avait vraiment rien à faire pour redevenir, pour rester Italien. La révolution de 1848, en le dépouillant de son titre, en le dégageant de tous ses liens avec la France, le rendait à une patrie dont il était occupé depuis deux ans à compter les mystérieuses et vibrantes pulsations.

Ce fut peut-être un coup de foudre sans être une surprise pour Rossi. Ce mouvement qu'il avait vu naître en

Italie, dont il avait signalé les progrès jour par jour, qu'il eût voulu sans doute plus mesuré et plus lent, mais qui avait été déjà prodigieusement précipité, selon ses expressions « par l'aveugle obstination du roi de Naples, par la mollesse du gouvernement toscan, par les lenteurs et les tergiversations de Rome, » ce mouvement éclatait maintenant dans une crise de transition, dans un moment où rien n'était encore organisé au delà des Alpes, et sous le coup d'une révolution qui, en le favorisant, pouvait aussi l'altérer profondément. En peu de jours, l'insurrection, victorieuse à Milan et à Venise, rejetait l'Autriche dans un camp sur l'Adige. Le Piémont, entraîné et conduit par Charles-Albert, portait en Lombardie le drapeau de l'indépendance. La Toscane ne pouvait refuser ses soldats, l'Italie entière envoyait ses volontaires, et le roi de Naples lui-même était réduit à céder à une passion irrésistible.

Ce qu'il y avait de prématuré et de périlleux dans cette explosion italienne qui suivait de si près la révolution de février ne pouvait échapper à l'esprit de Rossi; mais l'occasion était unique, plus inattendue et plus belle qu'on ne pouvait la désirer : l'ardeur d'une nationalité renaissante suppléait à la force, à l'organisation militaire, et le vieux patriote se retrouvait tout entier en présence de cette émouvante résurrection d'un peuple. Fixé à Rome, où il n'était plus rien qu'un Italien partageant les émotions, les espérances, les anxiétés de tous les Italiens, Rossi restait toujours un inspirateur plein de feu, un conseiller net et prompt auquel on s'adressait dans les heures de crise. Pour le moment, son regard était tourné

vers la Lombardie, où il envoyait un de ses fils combattre pour l'indépendance. Il écrivait aussi, dans le printemps de 1848, trois essais, trois fragments qui n'ont pas vu le jour, et auxquels il donnait le nom de *Lettres d'un dilettante de la politique sur l'Allemagne, la France et l'Italie.*

Chose étrange, cet homme qui affectait l'impassibilité et la froideur, qui était d'une nature dédaigneuse et avait le sentiment du vide des choses, qui se gardait des illusions comme d'un péril, cet homme avait des mouvements de passion et des élans de poëte quand il parlait de son pays. « Vous souvenez-vous, disait-il en commençant ses *Lettres sur l'Italie*, adressées à une femme anglaise, vous souvenez-vous des vers de votre poëte sur le cadavre de la Grèce? Eh bien, pour vous, pour moi, pour quiconque a l'amour de la poésie, de la science, de la civilisation, la Grèce et l'Italie sont deux sœurs diverses d'âge, égales de beauté et de gloire. Elles étaient mortes l'une et l'autre; mais depuis que la première est presque ressuscitée, vous ne pouviez me réciter ces beaux vers sans que notre pensée se tournât douloureusement sur celle qui gisait encore, toujours belle, mais inanimée et froide. Dieu béni! nous avons donc vu ce sein se gonfler de nouveau du souffle de la vie, ses joues se colorer et ce bras se lever. Et la première action a été un combat, une victoire, un prodige! Vous femme, vous en avez pleuré d'admiration et de joie; moi homme, en rira qui voudra, j'en ai pleuré comme vous. »

Ces *lettres* n'étaient pas cependant l'œuvre d'un poëte; elles étaient l'œuvre d'un politique qui avait l'œil fixé sur

les événements. La pensée de Rossi, c'était de retracer dans sa vérité la situation extraordinaire de la péninsule, de dégager l'idée nationale et libérale, de mettre les Italiens en garde contre les divisions, les discordes, les utopies révolutionnaires, et de concentrer leurs efforts dans l'entreprise unique de l'indépendance. « Tout est aujourd'hui sous la tente de Charles-Albert, disait-il; rattacher à la couronne du roi la Lombardie, la Vénétie, Parme et Modène, créer ainsi un fort royaume défenseur des frontières de l'Italie, bouclier contre les agressions autrichiennes, vaste et solide base des opérations militaires que l'indépendance nationale réclame, en cela, et en cela seulement, je vois aujourd'hui le salut de l'Italie septentrionale, la sûreté de l'Italie centrale. Être désunis, divisés de tendances, de but, en face de l'ennemi, est une folie. C'est une vérité malheureusement trop vraie: le canon autrichien l'a mise en pleine lumière à Vicence... »

Que faisait la papauté, et que devait-elle faire dans cette crise? Rossi résumait l'histoire de ces quelques mois en peu de mots. « Deux partis disait-il, s'offraient au pape : l'intervention pacifique et la guerre. Grands et glorieux partis, simples et clairs l'un et l'autre! le premier, qui était plus d'un pape, le second plus d'un roi italien. De ces deux partis, qui, pour être efficaces, devaient être adoptés franchement, sans tergiversation, et appuyés de la menace de recourir au second si le premier était infructueux, ni l'un ni l'autre ne fut résolûment choisi. La guerre déplaisait : elle ne fut ni déclarée ni empêchée. Le pays fit un peu de guerre, le pape

fit la paix. L'intervention, vous la connaissez : une lettre, une exhortation tardive, insuffisante, peut-être même inopportune. » Rossi peignait d'un trait plus vif et plus coloré la situation du pape un jour où on le consultait sur ce qu'il y aurait à faire, sur la participation des États-Romains à la guerre. « Le mouvement national ressemble à une épée : ou Pie IX prendra résolûment cette épée dans sa main, ou la révolution s'en emparera pour la tourner contre lui. » Le pape ne prit pas cette épée, il fit l'encyclique du 29 avril, pour la désavouer bientôt en apparence en subissant un ministère démocratique, et la papauté se trouva un peu plus compromise vis-à-vis de l'Italie, flottante au milieu d'un mouvement national qu'on lui faisait un crime de trahir, engagée dans un travail de réorganisation constitutionnelle qui restait en suspens, qu'on l'accusait de ne pas vouloir sincèrement.

C'est alors, après six mois de doutes et d'incertitudes, que Rossi devenait comme une ressource suprême pour la papauté en détresse. Jusque-là, il avait écrit, conseillé, inspiré ; il n'avait point été appelé à un rôle actif. Il avait été nommé député sur plusieurs points de la péninsule, notamment à Carrare, sa ville natale, qui l'envoyait au parlement toscan; il n'avait point accepté. C'était un Italien qui hésitait sur le choix d'une patrie locale et qui restait en quelque sorte à la disposition des événements, lorsque le pape levait tous ses doutes en lui demandant de prendre le ministère à Rome. Rossi peignait lui-même sa situation d'esprit dans une lettre qu'il écrivait à un de ses amis à la veille de cette entrée au pouvoir : « Il faut

un corps de fer, disait-il, pour ne pas tomber malade dans ce malheureux temps, et je comprends que l'ami Giordani ait pris le chemin de l'autre monde. Je ne le plains pas, lui, mais nous... J'étais résolu et je le suis encore à rester dans ma patrie. Les malheurs de l'Italie ne me font pas changer d'avis, ils me confirment au contraire dans mon dessein; mais je ne suis pas moins résolu à ne point redevenir un sujet modenais et à ne point vouloir habiter une terre soumise aux baïonnettes autrichiennes. J'ai quitté pour cela l'Italie il y a trente ans; j'ai accepté le sort du proscrit. A mon âge, on ne recommence pas ce jeu. Je veux redevenir Italien, non émigré... Le pape a levé tous mes doutes. Sa Sainteté a daigné pour la seconde fois faire appel à mon concours pour la formation d'un ministère... J'ai adhéré aux désirs de Sa Sainteté. Je reste Italien, mais à Rome, et avec l'espérance que mon concours ne sera pas inutile à l'Italie et à ses institutions nouvelles... Je sais quelle difficile entreprise j'accepte; je sais que je trouverai des obstacles et des empêchements là où je devrais trouver encouragement et secours. Je ferai néanmoins ce que je pourrai pour satisfaire ma conscience d'homme, de citoyen et d'Italien, laissant, comme j'ai toujours fait, les misérables et les fous s'agiter et clabauder à leur aise. » L'entreprise n'était ni facile ni sans péril, en effet, à ce moment où Rossi acceptait résolûment le ministère, aux premiers jours de septembre.

VIII

Qu'on se représente ce qu'était devenue la situation de l'Italie : les premières victoires de la guerre de l'indépendance s'étaient changées en désastres ; l'armée piémontaise, battue, décomposée, avait été réduite à accepter un pénible armistice avec les Autrichiens, et l'esprit révolutionnaire, exalté par les défaites, s'agitait partout, excepté à Naples, où la réaction avait triomphé ; la papauté, réduite à subir un ministère démocratique, n'était pas moins suspecte et haïe pour son abandon de la cause nationale, pour ses secrètes hostilités contre les institutions libérales. Il s'agissait de reprendre une de ces transactions dont Rossi avait eu la pensée au commencement du pontificat de Pie IX. Il s'agissait de tenter encore une fois, quoique dans des conditions bien aggravées, de raffermir la papauté en la réconciliant avec l'Italie et en lui donnant la force nouvelle d'un régime libéral régulièrement organisé. C'était une pensée faite pour enflammer un esprit tel que Rossi. Malheureusement il avait tous les obstacles à vaincre. Il trouvait devant lui des ennemis de toute sorte, les uns violents, exaspérés, rêvant des agitations indéfinies, pleins de haine contre celui qui venait tenir tête à la révolution ; les autres partisans du vieux régime pontifical et redoutant un réformateur modéré, habile et résolu, bien plus qu'un révolutionnaire. Rétro-

grades et factieux sentaient un maître et lui vouaient une haine peut être-égale.

Ce n'était pas tout encore. L'obstacle venait même du dehors, et la république française faisait presque une querelle à Pie IX de l'avénement de Rossi au pouvoir. L'ambassadeur de France à Rome reçut un jour cette singulière dépêche : « Si l'on persistait dans ce dessein, vous feriez connaître au gouvernement pontifical que nous serions aussi surpris que mécontents, que nous ne pourrions voir là qu'une façon d'agir tout à fait contraire, non-seulement aux relations amicales qui doivent exister entre la France et le saint-siége, mais encore aux égards ordinaires que les gouvernements se doivent entre eux, et que si la cour de Rome répondait de la sorte aux témoignages de bienveillance dont nous lui donnons des preuves, nous n'aurions plus nous-mêmes qu'à régler notre conduite en conséquence. » Le pape ne tint compte des avis de cette république qui avait une si brillante politique en Italie, et Rossi fut ministre à Rome.

Il avait, disais-je, à reconcilier la papauté avec le sentiment national, et il ne désespérait pas d'y réussir en reprenant cette idée d'une confédération qui avait été depuis un an si souvent agitée. Il avait lui-même écrit, il est vrai, dans une lettre *sur l'Italie*, pendant l'été de 1848 : « La ligue est tardive comme remède, et comme organisation elle est prématurée; » mais alors il n'y avait qu'une question, celle de la guerre. Maintenant les hostilités étaient suspendues, il y avait même une médiation européenne, et une ligue de tous les États de la Péninsule ap-

paraissait à Rossi non-seulement comme la combinaison la plus propre à sauver l'idée du mouvement national, mais encore comme un moyen de relever l'ascendant de la papauté en Italie. Il sentait surtout que c'était la seule forme sous laquelle le pape pût entrer dans une guerre d'indépendance le jour où elle éclaterait de nouveau. Il essaya de faire prévaloir cette idée, et il trouva dans le Piémont une résistance invincible, qu'il ne fit qu'accroître peut-être par une polémique agressive et mordante.

Il restait le domaine de la politique intérieure, et ici le nouveau ministre de Pie IX se mettait à l'œuvre avec une indomptable vigueur. Il avait appelé auprès de lui un vieux patriote, le général Zucchi, et lui-même il se chargeait de l'administration et des finances. Il voulait avoir une force publique qui assurât un peu d'ordre et lui permît de réaliser sa pensée, qui était de réorganiser l'État tout entier, de restaurer le crédit et les finances, même en imposant des contributions au clergé, de créer un régime légal, d'ouvrir à tous les intérêts des voies nouvelles. Il pensait arriver ainsi, avec une œuvre à demi accomplie, devant le parlement qui devait s'ouvrir à Rome le 15 novembre.

Deux mois de ministère avaient fait sentir partout une main aussi ferme que sûre. Malheureusement, dans la situation brûlante et désordonnée de l'Italie, cette audace tranquille et impérieuse d'un homme tenant seul tête à la révolution ne pouvait qu'attirer sur lui toutes les haines. Rossi pouvait compter peut-être, dans les provinces encore plus qu'à Rome, sur l'appui peu actif de bien des hommes paisibles qui n'aspiraient qu'à un régime légal; mais en

même temps il exaspérait réellement par sa supériorité, par sa vigueur comme par ses dédains, tous les partis qu'il froissait, de telle sorte qu'il se trouvait bientôt entre les révolutionnaires qui le poursuivaient d'une haine furieuse, qui le dévouaient déjà à la mort, et les rétrogrades, les amis du pape, qui auraient dû le soutenir, mais qui le livraient à la fureur de ses ennemis. L'exaspération était telle et déchaînée à ce point que plusieurs jours avant l'ouverture du parlement les desseins les plus sinistres ne se cachaient même plus. La pensée d'un crime était dans l'air et troublait tous les esprits. Rossi soupçonnait bien qu'il se tramait quelque chose contre lui, mais il se fiait à la force publique, qu'il croyait fidèle.

Le matin du jour où le parlement s'ouvrait, il reçut de toutes parts des avertissements ; on le prévenait qu'il devait être assassiné, et il répondait avec dédain : « Ils n'oseront. » Avant de se rendre aux Chambres, il alla auprès du pape, qui était lui-même agité de pressentiments pénibles, et qui lui fit part de tous les bruits sinistres répandus dans Rome. Rossi répondit par un sourire et partit avec confiance. Lorsqu'il arriva au palais législatif, il fut reçu dans un certain désordre ; on l'entoura, et au moment où il gravissait l'escalier qui conduisait à la Chambre, il sentit une main qui se posait sur son épaule ; il voulut se tourner, lançant un regard hautain, et aussitôt un coup de stylet le frappait à la gorge. La mort était presque instantanée. On sait maintenant ce que firent ces députés réunis dans une Chambre au seuil de laquelle on venait d'égorger le premier ministre du pape : ils ne firent

rien, ils se turent, et « pas une voix, dit un des plus remarquables Italiens de nos jours, M. Farini, pas une voix ne s'éleva pour demander pardon à Dieu et aux hommes d'un si grand forfait ! ! » C'est là ce que Balbo appelait justement un des crimes de 1848. C'était un poignard aiguisé par les passions révolutionnaires qui avait frappé Rossi, qui avait atteint en lui le plus grand, peut-être le seul obstacle vivant à la révolution ; mais il faut dire aussi que les rétrogrades romains, les partisans du vieux régime pontifical restèrent indifférents : ils se sentirent délivrés, et c'est ainsi qu'entre ces passions extrêmes se dénouait dans le sang la dernière tentative possible pour concilier la papauté temporelle avec l'Italie et l'esprit moderne.

Vivant, Rossi eût été débordé sans doute par la révolution d'abord, puis par la réaction ; mort, il a laissé après lui un doute qui s'élève naturellement aujourd'hui. Qu'eût-il fait, qu'eût-il pensé au milieu des événements qui ont emporté l'Italie depuis quelques années ? Ce doute, il me semble, s'éclaire déjà d'un seul fait. Les révolutionnaires l'ont tué, la réaction, redevenue bientôt puissante dans les États-Romains, l'a oubliée : elle a effacé jusqu'aux plus légères traces de son œuvre, et l'Italie nouvelle se montre affectueuse pour sa mémoire ; mais le secret de ce qu'il eût fait sans doute, de ce qu'il eût pensé, est bien plus encore dans toute sa vie, dans les tendances de son esprit, dans le libre et hardi mouvement de ses opinions. Ce qu'il eût pensé en présence d'une lutte nouvelle de l'Italie contre l'ordre de 1815, d'une victoire de l'esprit de nationalité, il l'écrivait en 1848. « Le congrès de Vienne,

disait-il, ne voulut tenir aucun compte du saint et immortel principe de la nationalité ; il méconnut, méprisa tout, foula tout aux pieds : l'histoire, la géographie, la langue, les mœurs, les usages, les traditions, il ordonna aux Italiens d'être des Autrichiens, aux Belges de se confondre avec des Hollandais... Et ces sages croyaient faire une œuvre solide et durable ! Ils ne prenaient pas la peine de songer que les peuples offensés seraient toujours provoqués aux nouveautés. Et les hommes d'État ont donc aussi leurs chimères et leurs romans ! » Celui qui pensait ainsi n'eût point hésité sans doute, le moment venu, à sceller l'alliance de la France et de l'Italie, et il eût cru servir encore ses deux patries, sa patrie d'adoption aussi bien que son ancienne patrie.

Ce problème du pouvoir temporel de la papauté, qui est venu de nouveau s'imposer, n'était pas fait pour le surprendre ; il l'avait sondé plus d'une fois. Avant de le retrouver dans des crises toutes contemporaines, il l'avait vu dans l'histoire, et en parlant un jour des tentatives de Napoléon il l'avait abordé avec une netteté vive et tranchante. « On pouvait, disait-il, s'en tenir au concordat, et s'en remettre pour le reste à l'action lente, mais certaine, du temps et de l'exemple. Entourée de gouvernements nouveaux, de nouvelles institutions, de peuples imbus de nouvelles doctrines sociales et politiques, réduite à l'impossibilité d'empêcher l'entrée de ces doctrines dans ses États, que pouvait Rome ? Le pouvoir temporel serait un jour tombé de ses faibles mains, sans effort, sans combat, comme cela est arrivé hier, comme cela arrivera demain,

si demain l'étranger lui retire son appui... Livrée à elle-même, à ses propres forces, aux chances des choses humaines comme royauté, honorée, respectée, vénérée comme suprême pontificat, Rome aurait enfin compris que si la religion, le catholicisme, la papauté sont choses saintes, indestructibles, les conquêtes progressives de l'humanité ne le sont pas moins... L'autre parti possible peut-être, mais plus dangereux, était de proclamer hautement comme principe la destruction du pouvoir temporel du pape, d'en retracer les inconvénients et les abus, d'en appeler à l'opinion des peuples, de leur faire sentir que les ennemis de leur émancipation n'étaient point les vicaires du Christ, mais les princes temporels de Rome, que c'était comme principauté que Rome avait déserté la cause de la liberté pour celle du privilége, celle de l'intelligence pour le pouvoir, et mis au service de toutes les oligarchies l'inquisition et l'*index*. Dans ce système, il fallait avant tout éviter toute discussion religieuse, entourer la religion, les institutions, les ministres d'un respect profond et sincère... Il fallait réunir le royaume d'Italie à Rome, ou bien permettre à l'État du pape de se donner un gouvernement national... »

Celui qui pensait ainsi avait évidemment l'esprit préparé à tout. Sur ces deux points, la question de nationalité et l'existence temporelle de la papauté en Italie, quels sont donc les faits qui auraient pu surprendre, déconcerter cet esprit hardi ou le rencontrer comme ennemi? L'unité même de l'Italie, telle qu'elle tend à se réaliser, avait été sa première pensée en 1815. L'irrésistible essor

4.

du sentiment national, il l'avait entrevu et suivi; la nécessité pour le pontificat temporel de se transformer par le libéralisme, il l'avait rendue palpable par une pressante éloquence en apercevant au bout la possibilité d'une transformation plus complète qui ramènerait la papauté à n'être désormais qu'une grande institution religieuse et morale. Comme politique, il pouvait admettre des alternatives, accepter des faits et se dévouer même pour tenter une suprême réconciliation; comme publiciste, il allait jusqu'au bout de ses idées, et s'il y a une logique dans l'esprit des hommes, il est évident que le patriote, le libéral de 1848, désavoué bientôt par la réaction qui a suivi, eût été naturellement rejeté dans le courant d'idées et d'événements que nous avons vu se dérouler.

Rossi disait un jour avant 1848 : « La papauté est la dernière grandeur vivante de l'Italie. » En allant au-devant des assassins qu'il bravait, il disait encore : « Qu'importe? la cause du pape est la cause de Dieu; » mais ces mots brillants ou héroïques n'excluaient dans sa pensée ni le droit de l'Italie, ni la cause de toutes les idées modernes, et le jour où le poignard du sectaire l'arrêtait au seuil du parlement romain, il recevait la mort, l'esprit plein de pitié et de dédain pour ceux qui le tuaient aussi bien que pour ceux qui lui avaient suscité des obstacles, l'âme pleine de la pensée de la patrie.

II

L'ITALIE APRÈS VILLAFRANCA.

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉVOLUTION ITALIENNE ET LE SAINT-SIÉGE

I

La guerre d'Italie, en finissant par un de ces coups de foudre de diplomatie personnelle entre souverains qui déconcertent toutes les conjectures et que les événements eux-mêmes ne font pas prévoir, cette guerre, on l'a vu assez depuis, laissait une œuvre immense à l'Europe, à la péninsule, à la diplomatie, aux gouvernements, à l'imprévu, à l'opinion, cette grande, cette mobile et éternelle complice de tout ce qui se prépare, se tente ou s'accomplit. Le jour où, non loin d'un champ de bataille encore chaud de tant de sang généreux, deux empereurs émus de ces hécatombes humaines se rencontraient dans une petite ville du Mincio et improvisaient la paix, on crut un moment que tout allait finir, et il est certain que

la face des choses changeait singulièrement en apparence par cette subite réconciliation de la France et de l'Autriche. Rien n'était fini cependant : on faisait tout au plus une halte entre le violent conflit de la veille et les combinaisons inconnues du lendemain. Cette trêve de Villafranc trouvait l'Europe indécise, mécontente de tout le monde et d'elle-même pour le rôle qu'elle avait joué, la France presque aussi étonnée de la paix qu'elle l'avait été de la guerre et mêlant à sa vaillante confiance une légère incrédulité, l'Italie déçue, amèrement déçue et comme arrêtée un moment dans le vol de ses espérances.

Au fond, la question italienne restait entière avec ses complications et ses énigmes, si ce n'est qu'elle était transportée du Tessin sur le Mincio, partout même où l'esprit d'indépendance si puissamment excité se trouvait aux prises avec des souverainetés compromises ou déjà passées à l'état d'ombres errantes, de telle sorte que la paix de Villafranca, qui était une fin à quelques égards, était aussi un commencement sous d'autres rapports, — le commencement confus et mystérieux d'une situation dont nul ne pouvait préciser le caractère, la portée et les suites. C'était un appel à l'avenir; l'avenir a répondu plus vite et d'une façon plus foudroyante qu'on ne l'eut pensé peut-être.

Qu'on ne s'y méprenne pas, en effet : ce qui s'est passé sous nos yeux au delà des Alpes, depuis ce moment est un des plus grands et des plus rares spectacles de l'histoire, spectacle surprenant non-seulement par cette succession de péripéties aux couleurs éclatantes et bizarres, mais

encore par la nature singulière et émouvante des événements, par le caractère des problèmes qui s'agitent, par la lutte d'idées, d'intérêts, de principes, qui est au fond de ce drame si méthodiquement désordonné. Vu du haut de l'intérêt général et européen, c'est la chute de tout un côté de cet édifice branlant de 1815, construit bien évidemment, il y a près d'un demi-siècle, dans un esprit d'hostilité envers la France, souvent ébréché par les uns ou les autres, plus souvent mal réparé ou violemment étayé et définitivement démantelé dans sa partie la plus vulnérable : si bien que ce qu'on nomme encore le droit public n'est plus réellement aujourd'hui qu'un certain état de possession couvert du bénéfice du temps, un certain équilibre de défiances ou de forces qui se respectent par respect pour la paix plutôt que pour les traités. Au point de vue italien, c'est la résurrection d'une nationalité qui se fait jour à travers les fissures de ce droit public disjoint. C'est l'effort d'un peuple qui n'a même pas un nom dans les œuvres de la diplomatie, et qui veut cesser de s'appeler le Lombard-Vénitien, le Modenais, le royaume de Sardaigne ou la Toscane, pour conquérir son vrai nom d'Italie; d'un peuple qui poursuit imperturbablement la plus étrange des entreprises avec un mélange d'audace et d'habileté, jouant sa fortune avec un emportement de passion qui n'exclut pas le calcul, téméraire si le succès est à ce prix, souple et fin s'il le faut, grand politique en même temps que grand agitateur, passant à travers les obstacles ou saisissant l'occasion aux cheveux sans s'arrêter un instant, prenant alertement son rôle de

Digitized by Google

trouble-fête des vieilles combinaisons, et faisant payer cher aujourd'hui à l'Europe tout un passé de dominations et d'interventions.

D'où viennent ces événements que nul n'eût osé prévoir il y a quelques années à peine? Du plus profond de l'histoire assurément; ils sont le résultat d'une multitude d'éléments traditionnels qui viennent se résoudre dans une mêlée définitive. Par les conditions dans lesquelles ils s'accomplissent, par les mobiles qui les dirigent, ils ont cependant un caractère essentiellement moderne qui les relie à tout ce qui s'agite en Europe. Où vont-ils aujourd'hui? Le but semble marqué, la route est ouverte; c'est le dernier pas, le plus difficile peut-être, qui reste à franchir. C'est entre ce passé et cet avenir encore inconnu que le mouvement des choses a jeté la dernière guerre et la paix qui l'a suivie comme le nœud de l'histoire contemporaine de l'Italie. Tout ne part pas de là, mais dès ce moment tout prend une allure nouvelle et plus décisive. La guerre des grandes puissances finit, la France s'arrête d'elle-même, la diplomatie européenne attend son heure qui ne vient pas, et l'Italie met la main à sa destinée.

Le monde change si vite de face, les choses contemporaines se précipitent avec une telle fureur que cette paix de Villafranca, qui venait si soudainement marquer la limite de l'action armée de la France, disparaît aujourd'hui derrière un amas d'événements ou de commentaires passionnés et contradictoires. En réalité, cet acte à demi énigmatique sorti de l'entrevue de deux sonverains avait un double sens : il contenait un arrangement direct, pré-

cis entre la France et l'Autriche au prix de la cession d'une province conquise, et en même temps il traçait en traits généraux le programme d'une organisation nouvelle de la péninsule sous la sauvegarde d'un principe qui était l'esprit même de la paix, qui en résumait la vraie signification morale : c'était le principe de non-intervention reconnu en présence des insurrections déjà victorieuses et organisées à Florence, à Modène, à Parme, à Bologne. L'importance de cette paix était assurément bien moins dans la cession de la Lombardie, si riche que fût ce premier fruit de la guerre, moins encore dans les combinaisons qu'elle consacrait ou qu'elle proposait que dans cette condition mystérieuse qui bannissait désormais l'intervention de la force des affaires italiennes.

Si les préliminaires de Villafranca restaient muets sur ce grave supplément de la paix, ce n'était point par oubli : on l'a su depuis, c'était uniquement par une nécessité momentanée de situation, pour faire honneur à une convenance de l'empereur François-Joseph, qui voulait réserver toutes les chances possibles à la restauration des ducs, et qui observait qu'une déclaration aussi solennelle équivaudrait à un encouragement de résistance donné aux Italiens. Le principe n'en était pas moins admis ; Il avait pour lui la force des choses, l'acceptation à peu près résignée de l'Autriche, l'attitude expectante et passive de l'Europe, les démonstrations diplomatiques de l'Angleterre, la volonté nette et résolue de la France, manifestée, à partir de Villafranca, à toutes les heures, tous toutes les formes et partout, à Rome comme à

Vienne et à Paris, à tel point que selon le témoignage de lord Cowley, dans une dépêche du 18 novembre 1859, l'empereur Napoléon déclarait au prince de Metternich, à Compiègne, que si les Autrichiens passaient le Pô pour aller à Florence ou à Modène, c'était la guerre avec la France.

Or ce principe de non intervention, ainsi affirmé à la face du monde, c'était la liberté laissée aux Italiens, c'était la péninsule maîtresse de sa destinée. A la lumière de cette stipulation, dégagée par degrés de ses obscurités, et dont nul ne pouvait prévoir encore l'élastique et redoutable puissance, les préliminaires de Villafranca prennent un sens entièrement nouveau. Interrogé dans son esprit, dans son essence, dans son rapport avec le principe qui le complétait et le pénétrait en quelque sorte, ce traité, à vrai dire, n'était synallagmatique que sur un point, en ce sens que les concessions de gouvernement libéral et national promises par l'Autriche à la vénétie se liaient étroitement à la restauration des princes dépossédés et à l'organisation de la fédération italienne ébauchée à Villafranca. Quant à la cession de la Lombardie, par la forme que le cabine de Vienne lui-même avait tenu à lui donner, elle restait irrévocable, indépendante de toute éventualité, et placée désormais sous la garantie de la France, unique cessionnaire vis-à-vis de l'Autriche. C'était le prix de la guerre demeurant au bout de notre épée, et certainement couvert par elle si l'on essayait d'y toucher.

Ainsi, la Lombardie placée sous le séquestre tutélaire de la France, la Vénétie restant à la couronne d'Autriche et pouvant se rattacher éventuellement à une confédération,

l'Italie conviée à cette organisation fédérative, à la restauration des anciens pouvoirs, mais libre aussi de se prononcer et garantie contre toute pression de la force, c'était là vraiment la situation au lendemain de Villafranca : situation étrange, merveilleuse, où les Italiens, assurés dans tous les cas du minimum de leurs espérances, se trouvaient en quelque sorte sommés par leur fortune de choisir entre une réalisation incomplète, peut-être précaire, de leur rêve immortel et l'entraînement du patriotisme, enflammé à l'idée de marcher au but par un autre chemin. C'est alors que l'Italie, revenue d'un moment de surprise, se lève avec une fermeté nouvelle et se jette dans cette carrière qui commence par l'annexion des duchés, de la Toscane, de la Romagne, pour finir par la réunion de la Sicile, de Naples, des Marches et de l'Ombrie. C'est en un mot l'unité de l'Italie, — moins Venise, où est l'Autriche, moins Rome, où est provisoirement la France, — s'accomplissant à l'abri du principe de non-intervention. Il y a trente ans, des révolutions éclataient à la fois à Modène, à Bologne, à Pérouse ; elles n'eurent qu'une vie éphémère. D'où vient la différence entre ces événements d'autrefois et les événements d'aujourd'hui ? M. de Metternich le dit en quelques paroles de ses instructions à un de ses agents : « Ces révolutions se seraient infailliblement consolidées, et en auraient entraîné d'autres, si l'empereur s'était laissé arrêter par le principe absurde de non-intervention. Notre action prompte et énergique les a pulvérisées. Mais on s'abuserait étrangement, si l'on se rassurait sur une tranquillité apparente

de l'Italie qui n'est due qu'aux forces imposantes que l'Autriche y a portées. » C'était dire franchement sous quel régime on tenait l'Italie, et c'était en même temps annoncer d'avance ce qui arriverait le jour où le principe de non-intervention prévaudrait.

Une des plus graves sources d'erreurs et de jugements légers, c'est d'observer souvent les affaires d'Italie à tous les points de vue, hormis au point de vue italien : vieille habitude des politiques accoutumées à voir dans la Péninsule l'arène privilégiée d'une multitude d'intérêts étrangers. Il nous faut à tout prix ce système parcellaire de petits États, un équilibre de maisons régnantes, de succursales de nos dynasties et de notre influence. La tradition le veut! C'est ce régime qui disparaît aujourd'hui pour faire place à un peuple qui veut vivre, avec qui nous avons noué l'amitié des armes, que nous pouvons suivre avec une confiance inégale, mais dont nous ne pouvons au fond désavouer les aspirations sans nous désavouer nous-mêmes dans notre sang et dans tout ce que nous sommes. Que ce qui s'accomplit au delà des Alpes soit en effet une révolution, une des plus grandes et des plus étranges révolutions, c'est ce qui n'est point douteux. Ce qui la caractérise seulement, c'est que, loin d'être, comme on l'a dit quelquefois, l'œuvre d'une passion essentiellement perturbatrice, elle est l'expression du travail continu, progressif et tout-puissant du sentiment qui fait les émancipations légitimes, le sentiment de l'indépendance nationale.

Il y a longtemps déjà que cette révolution est en mar-

che. On n'a pas assez vu que depuis un demi-siècle tout procède du sentiment national au delà des Alpes, que c'est là réellement la clef des mouvements, des violences mystérieuses, des évolutions en apparence contradictoires des Italiens. Lorsque Rossi, qui avait quitté l'Italie comme exilé en 1815, revenait à Rome en 1845 comme ambassadeur de la France, il n'hésitait point à le dire, avec un étonnement mêlé d'une vieille joie patriotique, au gouvernement qui l'envoyait. « Le sentiment national, écrivait-il, a pris depuis trente ans un tel essor en Italie, que moi-même, qui croyais connaître ce pays, j'en ai éprouvé de la surprise... Dans dix ans, dans vingt ans, il n'y aura pas dans les États italiens un homme, une femme, un fonctionnaire, un magistrat, un moine, un soldat, qui ne soit avant tout national. »

Ces dix ans de trêve que Rossi laissait entrevoir dans le secret de ses hardis et vifs entretiens diplomatiques, ces dix ans sont passés, et la lumière de ces paroles prophétiques est venue rejaillir sur les événements actuels. L'unité italienne elle-même, qu'on ne s'y trompe pas, l'unité telle qu'on l'a vu sortir tout armée du sein de la Péninsule, n'est que le dernier mot de ce travail toujours actif, quoique parfois invisible, et rigoureusement on pourrait dire que la première, la plus énergique et la plus efficace promotrice de cette idée, depuis quinze ans surtout, a été l'Autriche par la nature et l'étendue de sa domination. Des Alpes au Phare, à Florence ou à Bologne, à Modène ou à Parme, qui rencontraient les Italiens au détour de toutes leurs espérances, au bout de chacun de

leurs vœux les plus simples? L'Autriche toujours mettant le sceau de son omnipotence sur de petites et craintives souverainetés en guerre avec leurs populations.

Ainsi s'est développé et a grandi l'instinct de solidarité entre Italiens de tous les États, Toscans ou Romagnols, Napolitains ou Lombards; les uns et les autres ont senti qu'à travers des démarcations factices de territoires tout était commun entre eux, que leur faiblesse et leur asservissement venaient d'un morcellement arbitraire, qu'il n'y avait pour eux à espérer de réformes intérieures vraies, sûres et durables, que par la solution de la première de toutes les questions, celle de l'indépendance; que la souveraine nécessité, en un mot, était dans l'union pour opposer le faisceau de toutes les forces et de toutes les résistances à un même danger : de sorte que, par le fait, c'est l'Autriche qui a contribué bien plus que M. Mazzini à répandre, à populariser cette idée de fusion, et à préparer les esprits en les accoutumant à mettre au-dessus d'une petite nationalité locale sans garantie la grande et commune nationalité.

Je ne veux point revenir sur une vieille histoire qui plus que jamais, je l'espère, est de l'histoire; je ne veux que la montrer dans son rapport avec l'explosion de ce sentiment unitaire qu'on a cru l'œuvre d'un artifice soudain et violent, et qui n'est que l'irrésistible conséquence de tout un ordre de faits. En réalité, l'unité de la domination étrangère, présente partout à la fois, a provoqué l'unité du sentiment national. On ne l'a pas caché : « L'idée de l'union, a dit un jour M. Ricasoli, est une manifesta-

tion contre l'Autriche. » Et voilà comment ce qui n'était qu'une utopie, et qui serait resté peut-être une utopie sans l'excès de la domination autrichienne, est devenu une conception réfléchie, une passion disciplinée, qui a éclaté justement à l'heure où l'on offrait au sentiment national italien une combinaison qu'il avait déjà dépassée dans ces dix ans d'épreuves! C'est la raison générale et supérieure de ce qui est arrivé après Villafranca.

L'unité n'était point sans doute la forme nécessaire de l'idée nationale italienne. Il y a des moments où une fédération a été possible et a pu être la combinaison la plus réalisable, la plus pratique en même temps que la plus conforme aux traditions de la Péninsule. Elle eût été possible il y a dix ans, elle l'était peut-être encore avant la guerre de 1859 lorsqu'on n'avait pas touché au droit public, lorsque aucune rupture trop ostensible et irréparable n'avait éclaté. Au moment de la paix de Villafranca, tout avait changé de face; l'irréparable avait déjà commencé à Florence, à Modène, à Parme et à Bologne. Il faut se mettre au point de vue de l'Italie pour comprendre comment de cette paix qui était assurément un sérieux progrès, et qui offrait le cadre d'une nationalité renaissante, les Italiens ont décliné avec autant de déférence apparente que de fermeté réelle, les dispositions organiques pour se saisir uniquement du principe qui leur laissait la liberté de tenter une plus grande aventure.

Quelle était, en effet, cette paix pour eux? Elle laissait l'Italie fortifiée, il est vrai, d'une province reconquise, mais avec une frontière béante et sans défense sur le

Mincio, l'Autriche diminuée sans nul doute, mais opposant toujours le front redoutable de ses forteresses, et dominant, par les postes avancés qu'elle retenait avec calcul sur la rive droite du Pô, le centre de l'Italie. Qu'on le remarque bien, dans ces conditions le problème était moins résolu que déplacé, et la liberté laissée aux Italiens, c'était la certitude de l'annexion, parce que là était la force. L'Autriche disait qu'elle pouvait renoncer à une province qu'elle avait perdue, mais qu'elle ne pouvait livrer les droits de ses alliés au delà des Alpes; elle n'avait qu'un seul moyen de servir la cause des princes déchus ses alliés : c'eût été, sinon de se retirer entièrement de l'Italie, du moins de placer un archiduc à peu près indépendant à Venise, comme le proposait ce *petit papier* qui circula un jour dans le parlement de Londres, et qui venait, non de l'Angleterre ou de la Prusse, mais de la France. Par là, les restaurations retrouvaient encore des chances, la fédération elle-même redevenait possible.

J'ajouterai que, par ce sacrifice intelligent et opportun, l'Autriche n'eût pas seulement sauvé les intérêts des ducs ses alliés, elle eût épargné à la papauté la plus dangereuse épreuve, et ceux des catholiques qui, après avoir été le plus opposés à la guerre, se réjouissaient si fort de la paix de Villafranca pour le saint-siége, parce que cette paix, disaient-ils, laissait une puissance conservatrice en Italie, ceux-là jugeaient les événements avec plus de passion entêtée que de clairvoyance. De toutes les fractions de l'opinion, la plus intéressée à la libération complète de l'Italie, c'est-à-dire à l'exclusion définitive de l'Au-

triche, était assurément l'opinion catholique, car cette libération simplifiait singulièrement la situation du saint-siége au delà des Alpes; elle mettait fin surtout à cette solidarité d'esprit et de politique qui rend la papauté toujours suspecte comme pouvoir national. On ne l'a pas vu, et on s'est réjoui trop vite après Villafranca.

La présence de l'Autriche dans la Vénétie, en laissant debout la question de l'indépendance, était pour les Italiens la démonstration saisissante de la nécessité de l'union, de l'impossibilité des restaurations, et, s'il faut le dire, elle tuait dans le germe cette fédération à laquelle elle semblait se lier. La nature des choses était ici plus forte que la bonne volonté des négociateurs et même que le désir de la France. Que pouvait être effectivement une fédération sous ces auspices? Sans Venise, elle n'était qu'une mutilation de la nationalité italienne; elle était impossible, à moins d'être une combinaison de guerre pour recommencer bientôt le combat de l'indépendance, ce que n'admettait pas la politique déclarée du saint-siége. Avec Venise, c'était la possibilité d'une domination nouvelle et en quelque sorte légale de l'Autriche pesant sur l'Italie du poids direct de sa puissance, de sa situation en Europe, et du poids indirect de son influence sur des principautés feudataires, sur des souverainetés inquiètes, jalouses, d'autant plus portées à se serrer autour de leur protecteur impérial qu'elles venaient d'échapper avec lui à une plus imminente catastrophe. En un mot, c'était toujours la terrible alternative : l'Italie autrichienne ou l'Italie italienne jusqu'à l'Adriatique.

Lorsque les Italiens, ne prenant conseil que d'eux-mêmes et sous l'inspiration de leur responsabilité, s'engageaient dans un mouvement si contraire en apparence à la paix de Villafranca, ils n'obéissaient donc pas à un futile caprice ou a l'enivrement d'une passion de secte; ils cédaient à un sentiment profond et calculé de leur situation, outre qu'ils saisissaient une occasion telle qu'il n'en fut jamais, telle que jamais la fortune n'en pourrait accorder dans l'avenir. La question n'était pas pour eux de se lier à une fédération où d'inévitables incompatibilités n'engendreraient que faiblesse; il s'agissait avant tout de rassembler le plus de forces possible en présence de l'Autriche retranchée derrière ses lignes du Mincio et du Pô, de constituer ce *royaume fort* qui a été le mot d'ordre des premières annexions, en attendant que le royaume *unique* devînt le mot d'ordre d'une étape nouvelle.

Ce n'est pas même l'enthousiasme, si l'on veut, qui a scellé l'alliance avec le Piémont : c'est l'esprit politique, c'est la réflexion. De là le caractère de cette politique italienne que rien n'a pu décourager dès que la liberté lui était laissée, et qui a marché pas à pas à son but tantôt par l'intrépide sang-froid de quelques hommes, tantôt par la foudroyante audace de Garibaldi. Par une combinaison mystérieuse et imprévue, cette unité vers laquelle l'Italie s'est précipitée, c'est l'Autriche, je le montrais tout à l'heure, qui l'a lentement, obscurément préparée; c'est la paix de Villafranca qui en provoquait l'explosion méthodique, non plus par la voie des perturbations démagogiques, mais par la voie d'agrégations successives à

une monarchie qui avait l'avantage de lui offrir un cadre d'organisation, un drapeau, en même temps qu'elle avait pour elle le prestige des traditions, le lustre de l'esprit militaire, l'attrait des institutions libérales, la loyauté de son roi, l'habileté de ses hommes d'État.

Et maintenant, dans cette carrière où le nord et le midi de l'Italie se rejoignent subitement, que la révolution italienne passe par-dessus des souverainetés reconnues et des frontières visibles à l'œil des congrès; que le Piémont surtout, dans les extrémités dernières de sa politique, ait fait souffrir le droit public, le sentiment des procédés et des convenances diplomatiques, ni M. de Cavour, qui fut la tête délibérante et inventive de cette révolution, ni Garibaldi, qui en a été le feu incompressible, ni le roi Victor-Emmanuel, qui en est le représentant couronné, n'ont songé à le nier, je pense. Que des puissances régulières aient voulu dégager leur responsabilité par des protestations ou par le rappel de leurs ambassadeurs, rien n'était plus simple; c'est ce que la France elle-même faisait lorsqu'elle voulut marquer son dissentiment avec la politique piémontaise en donnant à son armée l'ordre de se replier de la Lombardie au moment où l'annexion de la Toscane s'accomplissait, de même que plus tard elle a rappelé son ministre de Turin, lorsque l'invasion des Marches et de l'Ombrie s'est accomplie.

Dans une situation irrégulière, tout est irrégulier, je le veux. Il y a dans ces événements étranges toutefois un caractère exceptionnel et supérieur qu'on ne peut méconnaître à travers la brusquerie des actes que l'esprit diplo-

matique désavoue par respect pour les règles établies. N'est-ce point une vrai puérilité d'appeler sans cesse le Piémont un étranger pour l'Italie, d'assimiler ses interventions aux interventions de l'Autriche, de les représenter comme le déchaînement violent d'une ambition de conquête allant à l'assaut des indépendances légitimes? Il y a dans ce qui se passe au delà des Alpes une révolution de nationalité rapprochant des hommes qui parlent une même langue, qui vivent d'une même vie, sont doués du même génie et aspirent à une indépendance commune; il peut y avoir tout au plus une guerre civile : il n'y a entre Italiens ni étrangers, ni guerre étrangère, ni conquête. Ce qu'on nomme l'agression usurpatrice du Piémont n'est point l'irruption conquérante dans le domaine d'un autre peuple; c'est, selon le mot expressif du roi Charles-Albert dans une émouvante proclamation de 1848, « le secours que le frère doit au frère. » Et s'il est des droits particuliers de souveraineté pour leur malheur atteints dans la mêlée, ils sont du moins limités, on en conviendra, par cet autre droit supérieur d'un peuple agité de la passion de vivre. Ce n'est pas la première fois que des événements ont pu être contraires au droit public sans être essentiellement contraires à la justice.

II

Un des caractères de cette terrible question italienne c'est d'avoir été partout à la fois et de s'être concentrée, surtout au dernier moment, sous une plus saisissante,

forme à Rome et à Naples. A Naples, c'est un royaume qui disparaît; dans les États pontificaux, c'est plus qu'un royaume, c'est l'existence temporelle d'une autorité enracinée dans la conscience du monde catholique qui s'affaisse, et je n'ignore pas que Rome, malheureusement plus que Venise peut-être encore, c'est la difficulté de l'Italie.

S'il n'y avait dans cette crise qu'une série de faits accomplis par la force et par la violence, ce serait assurément un déshonneur de l'opinion de s'asservir à cette brutale puissance. Comment se fait-il cependant que devant un mouvement qui bouleverse en apparence tous les droits et toutes les conditions de l'ordre politique existant, qui supprime des souverainetés, où le destin temporel de la papauté elle-même est en jeu, comment se fait-il, dis-je, que devant ce mouvement l'Europe s'arrête étonnée et inerte, se bornant à de vaines protestations; que l'opinion se laisse entraîner; que beaucoup de catholiques eux-mêmes refusent de mettre les intérêts de leur foi dans une lutte à outrance contre la logique des choses, et qu'enfin il fût au moins très-difficile, sinon impossible, de ressusciter un congrès de Laybach pour signifier à l'Italie qu'elle a tort de vouloir être l'Italie? C'est qu'il faut évidemment que cette révolution ait une autre puissance, une autre légitimité que celle du fait accompli, que de si étranges événements aient une bien autre cause que le hasard d'une commotion soudaine provoquée par une ambition intéressée et que, dans cette crise, il n'y ait d'imprévu que l'heure où elle a éclaté et la manière dont elle a marché au dénoûment.

Je parle avant tout de Rome. Et d'abord, ne dirait-on pas quelquefois que c'est la dernière guerre, œuvre de la France et du Piémont, qui a créé pour le saint-siége la situation compromise où il se débat, que jusqu'à ce moment la papauté vivait dans la plénitude et l'intégrité de son indépendance politique? Il n'en était point ainsi malheureusement. S'il était, au contraire, un fait accrédité dans l'opinion universelle, devenu presque banal, c'est que le domaine temporel du saint-siége n'avait d'autre garantie que la présence d'une force étrangère, et que si nous quittions Rome, le pape n'avait pas un jour de pouvoir assuré devant lui. La cour romaine en était elle-même pleinement pénétrée. Lorsqu'à la veille de la guerre Pie IX, dans l'espoir touchant et vain de détourner un conflit dont il redoutait les perspectives, demandait à la France et à l'Autriche de retirer leurs soldats et disait avec une sincérité émue : « Je ne puis, moi, le représentant de Dieu sur la terre, l'apôtre de la paix, je ne puis être une cause de désordre. Mieux vaut courir tous les dangers, toutes les incertitudes que d'être un prétexte de désaccord entre les puissances européennes; » lorsque Pie IX parlait ainsi et prenait cette résolution désespérée, il n'ignorait pas que c'était renoncer à toute chance humaine et s'abandonner à la Providence.

La sécurité pontificale, c'était la présence des Français à Rome et des Autrichiens à Bologne, et cette double occupation, en même temps qu'elle révélait le désordre invétéré des États de l'Église, était aussi l'attestation toujours visible d'une indépendance plus nominale que réelle, su-

bordonnée, fort ménagée par la France à Rome, il est vrai, mais durement effacée par l'Autriche dans les Légations. Quelle était cette indépendance du saint-siége là où les autorités autrichiennes concentraient en leurs mains tous les pouvoirs civils et militaires, jugeaient, condamnaient, s'attribuaient même le droit le plus inhérent à la souveraineté, le droit de grâce, transporté de Rome au camp de Vérone?

Il y a une autre fait à préciser et à dégager de toute équivoque. Par quelle circonstance immédiate cette situation, difficile sans doute, soutenue à grand'peine, mais enfin matériellement préservée, s'effondrait-elle tout à coup à un moment donné et dégénérait-elle en rupture ouverte entre le saint-siége et les populations? Il n'y a qu'une cause, c'est le départ des Autrichiens de Bologne le 12 juin 1859, entre Magenta et Solferino. Dès le commencement de la guerre, — c'est un point à noter, — la France et l'Autriche s'étaient interdit d'augmenter ou de réduire leurs forces d'occupation, de rallier aux armées actives leurs soldats laissés dans les États pontificaux et de faire de leurs positions le point de départ de toute action offensive, c'est-à-dire que sur ce territoire neutralisé les deux puissances neutralisaient en quelque sorte leurs forces dans l'intérêt supérieur du saint-siége. Des engagements de cette nature étaient assurément de ceux qui garantissaient les Autrichiens contre toute surprise et limitaient d'avance les opérations d'un corps d'armée engagé en Toscane. Que serait-il arrivé si les impériaux n'avaient pas quitté subitement Ancône et Bologne? Je

ne veux pas dire que la question des États-Romains eût été plus facile à résoudre, elle serait du moins restée intacte, on n'aurait pas vu cette irréparable éclipse de l'autorité pontificale dans le vide laissé par l'armée autrichienne, et il eût été plus aisé à l'Europe d'exercer son intervention pour maintenir un pouvoir existant que pour réduire des populations désespérément hostiles.

La vérité est que l'Autriche agissait avec le pape comme elle agissait en ce moment avec le duc de Modène, qui demandait vainement protection au nom de ses traités; elle se disait que l'essentiel pour elle était de rassembler toutes ses forces sur le Mincio pour frapper un grand coup, que si elle était victorieuse, elle refaisait les affaires des souverainetés liées à sa fortune, et si elle était battue, elle n'était pas tenue de s'inquiéter des autres, fût-ce du saint-père, plus que d'elle-même. C'était là la vraie raison de sa retraite des Légations, bien plus que la crainte de démonstrations militaires contre lesquelles son corps d'occupation était garanti par la parole de la France. « Nous reconquerrons tout..., tout cela s'arrangera plus tard, » disait M. de Rechberg aux ministres des ducs de Modène et de Parme, qui murmuraient tristement tout bas que « c'était bien la peine de se lier par des traités. » Pour ce qui est des États-Romains, on n'a songé que plus tard à se couvrir de l'interprétation rétrospective d'une phrase d'un rapport militaire (1).

(1) Rapport du prince Napoléon, commandant le 5e corps d'armée. La présence du 5e corps en Toscane était présentée dans ce

Au fond, le pape n'a pas hésité à reconnaître plusieurs fois ce que le départ des Autrichiens de Bologne avait de peu conforme aux engagements pris avec lui, et dès le premier moment il en exprimait sa surprise. Ces faits absolvent la France de toute provocation immédiate et laissent apparaître dans ce qu'elle a d'essentiel et de permanent une situation que la guerre n'a point créée, bien qu'elle ait été aggravée par la guerre, qui tient avant tout aux conditions d'un régime intérieur assez compromis pour être à la merci du hasard et des circonstances. Si la condition des États-Romains n'avait point ce caractère de désastreuse insécurité, pourquoi l'avoir tant dit? pourquoi l'avoir prouvé par tant d'interventions de la force? Si elle ne reposait réellement que sur l'artifice et sur l'appui étranger, pourquoi s'étonner de ce qui n'est que la plus simple conséquence d'une accumulation d'impossibilités?

Là est la question : elle est tout entière dans cette fatale alternative où vit depuis longtemps la papauté temporelle, placée entre la nécessité d'une transformation qu'elle redoute et le danger de devenir inévitablement un obstacle, d'engager la plus périlleuse des luttes avec l'es-

rapport comme ayant déterminé le départ des Autrichiens de Bologne. C'était une méprise évidente en présence des engagements de la France qui couvraient les Autrichiens dans les légations et ceux-ci quittaient Bologne le 12 juin bien moins par crainte d'une attaque que pour se concentrer et livrer avec toutes leurs forces la bataille de Solferino le 24 juin. Ce motif ressort de la situation même.

prit de progrès civil et l'esprit de nationalité grandissant à la fois en Europe et en Italie.

Ce n'est pas d'hier que ce problème pèse sur le monde; il a sa racine dans tous les événements de ce siècle, dans l'histoire même de la papauté. Quand on considère de près cette histoire, que voit-on? La papauté dans son existence temporelle n'a point été toujours réellement ce que nous l'avons vue. Il y eut des temps où ces possessions, ces villes qui ont formé le domaine du saint-siége, où ces possessions, dis-je, reçues en don, perdues, regagnées et soumises à toutes les variations de la politique, étaient des États à peu près libres, à demi indépendants sous la suzeraineté du pontife de Rome. Bologne, Ferrare, Ravenne, Pérouse, avaient leurs capitulations, leur organisation politique et civile, leurs magistrats, leurs priviléges, leurs franchises. Lorsqu'on dit que la papauté temporelle est ancienne, rien n'est plus certain; ce qui est relativement nouveau, c'est le gouvernement ecclésiastique, s'étendant directement à tous les États-Romains et s'infiltrant dans toute la vie intérieure du pays. Ce gouvernement a une date précise et des constitutions qui l'ont fondé, en attendant que la pratique le perfectionnât.

En apparence, c'était une réforme constitutionnelle, puisque par la bulle d'Eugène IV, qui lie encore le souverain pontife, le pape ne pouvait plus rien faire politiquement sans le consentement du sacré collége, devenu le sénat conservateur de l'organisation nouvelle. Par le fait, c'était une transformation totale de la papauté temporelle par la subordination de tous les intérêts civils à la puis-

sance sacerdotale. Un des caractères de ce gouvernement, c'est que le pape, absolu extérieurement, vis-à-vis des peuples, ne l'était point du tout vis-à-vis de l'Église, à laquelle il livrait la souveraineté, qu'il associait à son pouvoir politique, et qui envahissait tout désormais, les dignités, les fonctions, l'administration publique.

III

C'est alors que se forme ce vaste système où tout se mêle, les intérêts spirituels et les intérêts temporels, qui est concentré à Rome, mais qui n'a que son centre à Rome, qui embrasse le monde catholique tout entier. Qu'est-il arrivé? L'esprit de progrès a grandi de toutes parts, la vie civile d'une partie de l'Europe s'est sécularisée, les souverainetés ecclésiastiques ont disparu partout, une multitude d'intérêts ont cessé d'affluer à Rome, et cette puissante hiérarchie, organisée pour gouverner le monde, est restée immobile, confuse, retombant de tout son poids sur les États-Romains, sur ces États trop petits pour être une garantie réelle d'indépendance politique, trop grands pour être administrés comme un couvent, même libre, comme un patrimoine d'Église. Je ne veux pas dire que ce gouvernement fût dur et insupportable aux populations; il avait la douceur des pouvoirs qui trouvent dans l'habitude de l'infaillibilité le moyen de tempérer les ennuis d'une loi fixe par un accommodant arbitraire; il n'était qu'insuffisant. A la lumière de la

révolution française, après le passage de tant de nouveautés terrestres qui remuaient le monde, l'Italie, les États mêmes de l'Église, il était plus insuffisant encore lorsqu'il renaissait tout entier, et, de plus, il devenait oppressif par le simple contraste de la résurrection d'un pouvoir vieilli en présence d'une multitude d'instincts ou d'intérêts nouveaux. Le père Lacordaire a dit le mot : c'était « un gouvernement d'ancien régime, » compliqué seulement de centralisation moderne et d'infaillibilité spirituelle, vivant d'un reste d'impulsion épuisée, et étranger en quelque sorte à un monde si prodigieusement transformé. « Que voulez-vous, disait en souriant un prélat de notre temps à quelqu'un qui lui proposait des mesures d'économie administrative et financière dictées par la plus simple science, que voulez-vous, tous vos économistes sont à l'index? »

Ce n'était pas seulement un pouvoir d'ancien régime; c'était un gouvernement réunissant tous ces abus d'origine, tous ces inconvénients auxquels on a cherché mille remèdes qui ont fini par se résumer dans un seul mot : sécularisation. « Est-ce la guerre à l'habit? » a dit quelquefois le cardinal Antonelli, quand on le pressait trop vivement et qu'on plaidait devant lui la cause laïque. Ce n'est point la guerre à l'habit, ce qui serait aussi puéril qu'odieux; la question n'est pas même comme on a pu le croire d'abord dans la proportion des ecclésiastiques et des laïques appelés à conduire les affaires des Etats-Romains : elle est dans l'esprit qui règne et gouverne, dans cette confusion du spirituel et du temporel qui est

devenue l'essence du gouvernement pontifical, et qui a été également désastreuse pour la religion et pour l'ordre civil.

De là cette situation où les armes spirituelles deviennent des instruments politiques et où les moyens administratifs à leur tour vont au secours de la puissance disciplinaire de l'Église, où, pour être électeur municipal, il faut une attestation de bonne conduite religieuse, et où les devoirs de piété sont une affaire de police, — où l'infidélité d'un serviteur, en éveillant l'attention du saint-office, peut attirer un châtiment au maître pour quelque infraction aux lois du jeûne, et où il est arrivé qu'on allait faire quelques jours de pénitence dans un couvent pour l'émission d'une pensée douteuse sur un point d'histoire. Cette autorité pontificale, avec sa double nature, peut être livrée à de singulières luttes intérieures. Le prince peut être conduit à une pensée de réforme économique, mais il est arrêté au premier pas par une multitude de priviléges dont le pontife est le gardien, ou par cette tradition d'immobilité que le pape n'est pas libre de secouer. Ce n'est même, dit-on, que par une fiction subtile, par une sorte de transaction périodiquement renouvelée entre le chef spirituel et le prince, que les biens ecclésiastiques sont imposés, par exception, sans que le principe soit engagé. Le souverain politique, dans son intérêt temporel, peut reconnaître la nécessité de coordonner l'administration de la justice, de composer les tribunaux de plusieurs juges, de créer des cours d'appel dans les provinces, mais aussitôt cette organisation est neutralisée et amoin-

drie par les tribunaux des diocèses, dont la juridiction s'étend à toutes les questions de propriété ecclésiastique, de bienfaisance, de legs pieux, de conscience, de discipline des mœurs, — que les évêques composent comme ils veulent, d'un ou de plusieurs juges, et qui ne reconnaissent de tribunaux d'appel qu'à Rome, parce qu'ils ne relèvent que du pontife, de sorte que les essais timides ne font qu'ajouter à l'incohérence et la mettre en lumière.

Ce qu'il y a de dangereux dans cette confusion est venu, à un moment suprême et à la veille des plus solennelles épreuves, éclater dans un fait qui eût passé peut-être inaperçu en d'autres temps, et auquel la marche des choses donnait le caractère d'une révélation : c'est cette triste aventure de ce petit Juif de Bologne, enlevé par le saint-office sur la déclaration d'un baptême clandestin donné par une servante qui était elle-même un enfant, envoyé à Rome et désormais soustrait à la puissance paternelle. Il y a vingt ans, un cas semblable se présenta, où l'enfant toutefois était sous la protection de la France; on se sauva par une subtilité, en remettant le petit Juif au chargé d'affaires français, qui prenait l'engagement de le faire élever dans la religion catholique, bien que le cardinal-secrétaire d'État ne pût ignorer que rien n'était plus incompatible avec notre législation. Dans l'affaire du jeune Mortara, il semblait que tout concourût à rendre plus sensible le choc entre l'inflexibilité de la loi ecclésiastique et les droits les plus simples, les plus naturels de la famille.

J'ai entendu raconter en Italie qu'à cette époque, le

représentant d'une des premières puissances de l'Europe s'était rendu au Vatican pour supplier le pape d'arrêter cette affaire, lui montrant le danger du retentissement pour la religion diffamée et calomniée, défendant le droit paternel. Pie IX écoutait ému, les larmes dans les yeux. Il sentait la vérité de tout ce qu'on lui disait, il sentait ce qu'il y avait de douloureux pour la famille, il ne méconnaissait pas le danger du bruit et des commentaires ennemis; mais en même temps il était lié par le devoir du prêtre. L'enfant devenu chrétien ne pouvait être rendu au Juif, et, montrant un crucifix, le saint-père ajoutait avec un accent de sincérité qui désarmait : « Celui-là me le défend! » C'était le résumé saisissant et malheureux de cette confusion venant aboutir aux perplexités touchantes du plus pieux des pontifes, qui trouvait en quelque sorte un piége de plus dans les scrupules d'une conscience pure.

C'est à cette situation que répondait le mot de sécularisation; c'était un urgent appel à une distinction salutaire entre les nécessités d'ordre civil et la sphère de l'action religieuse. Rossi, qu'on a fait parler quelquefois, disait, en, effet un mot où passait son âme, justement frappée du rôle éclatant du pontificat : « La papauté est la dernière grandeur vivante de l'Italie ! » Il parlait ainsi; mais ce qu'on n'ajoute pas, c'est qu'il y avait un complément à sa pensée : « Le gouvernement temporel des États pontificaux, reprenait-il, ne peut pas ne pas devenir un gouvernement moderne. » Et lorsque d'un œil hardi et sûr il voyait ces juridictions qui confondaient tout, qui

brouillaient tout, cette législation incohérente, composée de droit romain, de droit canon, de *motu proprio* des papes, de décisions des secrétaires d'État, la justice lente et embarrassée des tribunaux les plus renommés eux-mêmes et les plus dignes de leur renommée, tels que la Rote ; lorsqu'il voyait tout cela, il écrivait, on l'a vu, avec une conviction aussi ferme qu'attristée : « Hélas ! il faudrait un livre pour indiquer seulement à Votre Excellence tous les vices de la justice romaine. Qu'elle daigne en croire la connaissance particulière que je dois avoir de ces matières par les études de toute ma vie. Il faut la hache dans ce bois ! sans cela, jamais un rayon de vérité et de justice (il n'est point question ici de politique) ne pourra y pénétrer. »

C'est ainsi que la papauté temporelle, en restant un pouvoir d'ancien régime imbu de l'esprit d'Église, s'est fait une situation usée, minée de toutes parts, vivant uniquement par la force étrangère, de plus en plus isolée au sein de populations ambitieuses de vie civile et tenues à l'écart de leurs propres affaires, progressivement désaffectionnées.

Un autre malheur du gouvernement pontifical, c'est qu'en étant déjà en guerre avec l'esprit de progrès civil, et peut-être par la logique d'une invincible solidarité, il s'est trouvé aussi en hostilité avec le sentiment national grandissant en Italie. L'appui de l'ennemi commun a été sa ressource, son piége et sa fatalité : non pas que la papauté, placée au centre du monde catholique et considérant d'un œil égal toutes les puissances, ait eu de parti

pris la pensée de se lier exceptionnellement aux maîtres du nord de l'Italie ; la cour de Rome ne se livre à personne, elle n'agit que par des considérations qui lui sont propres, et même, comme elle est d'avis au fond que lorsque des gouvernements étrangers la soutiennent, ils ne font que leur devoir ou n'agissent que dans leurs intérêts, elle se dispense facilement de toute reconnaissance. Avec une foi en ses destinées qui est son honneur, mais qui ressemble presque à du fatalisme, elle n'accepte les secours humains, de quelque côté qu'ils viennent, que comme des moyens indifférents dont se sert la Providence pour la garantir dans la tempête.

C'est l'attitude naturelle de la papauté : elle se sert de la France et de l'Autriche, et ne les sert pas. Il n'est pas moins certain que le poids d'une politique embarrassée a fait pencher la cour de Rome vers l'Autriche à mesure que les éléments d'incandescence se sont développés en Italie au souffle de l'esprit de nationalité et de l'esprit de progrès intérieur. Les armées impériales sont devenues une ressource permanente que l'Autriche, en habile tacticienne, ne pouvait refuser, et qu'elle a quelquefois imposée. Le pape s'est alors effacé sous l'empereur dans les provinces occupées ; les chefs impériaux ont été les maîtres omnipotents servilement obéis : situation périlleuse qui a fini par énerver chez les populations le respect des autorités pontificales, et chez ces autorités elles-mêmes le sentiment de la dignité, de la responsabilité et de l'indépendance de leur gouvernement, au point qu'on a vu des légats négocier, comme chose naturelle, l'incorporation

dans l'armée autrichienne de tous les suspects de Bologne, et ils se lamentaient des refus hautains du maréchal Radetzky.

La nécessité pour l'Autriche de faire face aux manifestations croissantes de l'esprit national et la nécessité pour le saint-siége de se prémunir contre les mouvements intérieurs ont créé cette solidarité, qui, en se dégageant des détails vulgaires, trouvait son expression dans le concordat de 1855. Jusque-là ce n'étaient que des occupations, des interventions, des anomalies transitoires après tout. Le concordat était la manifestation d'une politique. Le saint-siége ne voyait pas qu'il cédait à l'occasion perfide d'un trop facile succès, qu'il était vraiment trop victorieux dans tout ce qu'il obtenait pour l'Église de l'empereur François-Joseph. On sait aujourd'hui ce que le concordat a été en Italie : l'empereur l'a signé, les autorités autrichiennes ne l'ont pas exécuté ; on n'en a tenu compte, et lorsque les évêques de la Vénétie demandaient au saint-siége ce qu'ils devaient faire, la cour de Rome était réduite à leur répondre : « Fermez les yeux en considération des avantages qu'il y a lieu d'espérer. » Les résultats n'ont pas été plus heureux en Allemagne, et qui sait même si l'empereur François-Joseph ne sera pas prochainement conduit à demander à Rome la réforme de l'œuvre de 1855 ?

Religieusement, voilà ce qu'a produit le concordat; politiquement les Italiens y ont vu un acte de complicité avec la domination impériale, une provocation pour le sentiment national, une déclaration d'incompatibilité entre

la papauté temporelle et l'existence de l'Italie indépendante. Il n'est pas même jusqu'à ce caractère cosmopolite revendiqué avec trop d'affectation peut-être dans ces derniers temps pour la papauté, qui n'ait été une occasion de guerre, un danger de plus ; car si c'est le droit et le devoir du père des fidèles d'être le père pour tous les pays, de proclamer sa neutralité dans les luttes humaines, c'est assurément une chimère de prétendre persuader à trois millions d'Italiens qu'ils doivent rester neutres dans une guerre de nationalité et d'indépendance. En un mot, ce n'est qu'une autre face de cette situation périlleuse et extrême que s'est faite le saint-siége par une politique au moins malheureuse, en multipliant les froissements pour l'esprit national aussi bien que pour l'esprit de progrès civil.

Ce n'est pas que plus d'une fois la nécessité d'échapper à la fatalité de ces luttes mortelles n'ait été entrevue et démontrée à Rome comme en Europe. L'histoire de ces quarante années est une longue tradition d'efforts, de conseils, d'avertissements et en quelque sorte de sommations des événements ou de trêves successives. Il y a eu, j'ose le dire, en Europe, un désir ardent de sauver la royauté temporelle de Rome . il s'est formé tout un parti fait pour rallier les esprits prévoyants et généreux et s'offrant à une papauté rajeunie, — le parti des réformes; mais c'est ici surtout qu'on voit comment, à côté des influences salutaires et quelquefois des velléités des pontifes eux-mêmes, il y a une politique insaisissable, mystérieuse, qui oppose à tout le poids de son immobilité, neutralise tout et survit à tout.

C'est au lendemain même de 1815 que cette lutte commence. La cour de Rome se personnifiait alors en deux hommes, le pape Pie VII et le cardinal Consalvi, qui avaient vu face à face trop d'événements et avaient eu trop à traiter avec les révolutions de ce monde pour ne point sentir la nécessité d'adapter un peu l'administration romaine à un temps nouveau. Les souffrances avaient moins aigri qu'éclairé Pie VII. Consalvi, l'illustre ami de la duchesse de Devonshire et du prince-régent d'Angleterre, était un esprit ferme, actif, libre de préjugés vulgaires. L'un et l'autre se mirent à l'œuvre, et ils firent le *motu proprio* du 6 juillet 1816, qui renouvelait l'administration, les municipalités, les impôts, la justice criminelle, qui promettait un code civil, mettait des conseils locaux à côté des délégats des provinces, et réduisait les prélats à être moins de petits souverains irresponsables que des fonctionnaires. C'est peut-être l'heure la plus favorable qu'il y ait eu pour le saint-siége dans ce siècle, car alors les concessions étaient libres, spontanées; l'inquiétude dans les populations n'était pas la révolte. Qu'arriva-t-il cependant? Pie VII était à peine mort que l'œuvre à peine essayée disparaissait; Consalvi tombait en disgrâce; la politique romaine devenait une réaction aveugle avec Léon XII, tenace ennemi de toute nouveauté civile, partisan absolu du vieux régime pontifical, et c'est là réellement que la question se noue, dans cette résurrection de tous les abus, dans les obscures et inflexibles compressions du cardinal Rivarola à Bologne. A dater de ce moment, le trouble envahit les Légations.

La révolution de 1830 survient, imprimant au monde un ébranlement qui se fait sentir en Italie. La Romagne se soulève, et n'est domptée que par l'intervention autrichienne. C'est l'Europe alors qui arrive, qui prend le droit de conseil, et qui trace le plan d'une pacification des États-Romains par le *memorandum* du 10 mai 1831, résumé des conditions éternellement reproduites : admissibilité des laïques aux fonctions publiques, réorganisation de la justice, conseils locaux électifs, consulte administrative. Le nouveau pape, Grégoire XVI, n'a garde de heurter de front la diplomatie européenne; il la laisse s'agiter, délibérer, rédiger un programme dont le secrétaire d'Etat, le cardinal Bernetti, se moque parfaitement au fond. La cour de Rome publie même un semblant d'édit. Et puis, — et puis, ce n'est pas moi qui parle, c'est un apologiste de la papauté, l'auteur de *l'Eglise romaine en face de la Révolution* qui le dit, « le pape consentit, les garanties furent acquises au peuple... Le peuple restait juge de l'exécution, il l'attend encore très-patiemment... » En 1845, nouvelle insurrection dans la Romagne, insurrection éphémère, il est vrai, mais significative, dont il n'est resté qu'un manifeste d'une modération qu'on trouverait étrange aujourd'hui, qui ne mettait nullement en doute la souveraineté temporelle du saint-siége, et un livre de M. d'Azeglio, — les *Casi di Romagna*, — qui a été une des flammes où s'est allumé le mouvement de 1846.

Le règne de Pie IX s'ouvre, on le sait, comme une éclatante aurore. Cette fois du moins, la réconciliation de la papauté temporelle et des populations semble scellée :

Bientôt cependant l'indécision d'un gouvernement tiraillé par toutes les influences laisse une issue à la révolution; le progrès de l'esprit révolutionnaire, accéléré par une conflagration universelle, jette le pape hors de Rome, ensanglantée par le meurtre de Rossi, et quand la tempête s'apaise, quand le souverain pontife revient de Gaëte, ramené par une intervention nouvelle de la force étrangère, que reste-t-il? Pas même les réformes librement consenties en 1847; il reste le *motu proprio* de 1850, mutilé ou restreint dans son application. Le principe de l'élection dans les conseils locaux, si mitigé qu'il soit, est éludé et ajourné indéfiniment. La consulte des finances est réduite à une si étrange nullité, qu'en 1860, le président, le cardinal Savelli, ayant voulu rappeler, sous la forme la plus inoffensive, ce qui manquait au contrôle des comptes et le dangereux développement de certaines dépenses, il était soudainement révoqué, et recevait l'ordre de ne plus se présenter devant le pape.

Une fois encore dans cette période nouvelle l'Europe intervient diplomatiquement comme en 1831; elle signale ce qu'il y a d'irrégulier et d'inquiétant dans une situation où tout est contrainte, qui ne repose que sur une double occupation permanente. Un peu pénibles peut-être pour la susceptibilité de la cour de Rome, les discussions du congrès de Paris, en 1856, n'étaient pas moins un suprême appel au saint-siége, à sa libre initiative, et comme une attestation nouvelle d'un péril que le temps ne fait par malheur qu'envenimer. Je ne parle pas même d'une dernière tentative dont le gouvernement français eut l'idée en 1857, parce que

les propositions conçues par lui et communiquées à l'Autriche revinrent de Vienne dans un tel état que les accepter ainsi modifiées, c'était mettre la main à une œuvre inutile, et que transmettre seul les propositions premières à Rome, c'était aller certainement au-devant d'une défaite.

Ainsi, manifestations européennes et agitations intérieures sont suivies du même résultat, et ne font qu'attester une situation progressivement aggravée. Et si M. l'évêque d'Orléans, dans son livre sur *la Souveraineté pontificale*, demande avec étonnement : « Pourquoi y a-t-il donc encore une question romaine? » c'est son étonnement qui est fait pour inspirer la surprise. Il y a une question romaine, parce qu'elle n'a jamais été résolue, parce que le problème d'une souveraineté politique ne se résout pas par l'appui d'une force étrangère, parce que la restauration de 1849 n'était pas une solution; c'était une trêve. Il y a une question romaine, parce que dans les États de l'Église il y a toujours une population qui aspire à s'émanciper dans sa vie civile, à se rattacher au faisceau de la nationalité commune.

C'est l'artifice du Piémont révolutionnaire, dit-on; ce n'est pas cependant le Piémont qui soufflait la révolution dans la Romagne en 1831 et en 1845, et le Piémont était en pleine efflorescence d'absolutisme lorsque Rossi écrivait à M. Guizot en 1832 : « J'espère qu'on est bien convaincu que la révolution dans le sens d'une profonde incompatibilité entre le système actuel du gouvernement romain et la population a pénétré jusque dans les entrailles du pays... Qu'on évacue demain, en laissant les choses à peu près

comme elles sont, et on le verra après-demain. » Le cardinal Antonelli a pu dire sans doute par nécessité de situation, par représaille d'interprétation diplomatique, que le vrai peuple n'avait eu aucune part dans les derniers mouvements de la Romagne, que tout était l'œuvre d'une minorité violente forte de l'appui étranger. Au fond, les membres du gouvernement romain parlent bien autrement dans leurs confidences, et il n'y a que peu d'années qu'un légat de Ravenne écrivait, traçant la situation politique et morale du pays : « S'il ne s'agissait de faits permanents défiant toute espèce de doute, on pourrait être taxé d'exagération; mais les intelligences infinies qui s'étendent du patriciat au garçon de la plus obscure boutique, unis, au mepris du gouvernement, par leurs relations, leurs intérêts et leur bourse, la contrebande organisée en vraie puissance armée, les assassinats journaliers du petit nombre de fonctionnaires fidèles, l'esprit croissant de transaction avec les novateurs chez beaucoup d'employés municipaux, et même chez bon nombre de membres du sacerdoce, tout concourt à prouver une corruption politique générale. Ajoutez à ceci l'orgueil des habitants de cette province, qui, s'estimant eux et leur pays plus qu'ils ne sont, ne peuvent supporter d'obéir à ce qu'ils appellent le gouvernement des prêtres, et vous verrez combien il est nécessaire d'aviser promptement à des remèdes efficaces. »

Ce qu'il y a de curieux, c'est que, de remèdes, le légat n'en voyait pas; la génération présente était à ses yeux une *génération perdue*. Et voilà comment il y a toujours

une question romaine, que l'expédient temporaire des occupations a pu tenir en suspens sans la résoudre.

IV

Un des faits remarquables de ce travail de séparation croissante entre le gouvernement pontifical et l'Italie, c'est sans nul doute cette guerre semi-religieuse, semi-politique, qui a malheureusement divisé pendant dix ans le Piémont et le saint-siége. Est-il vrai cependant, comme l'a dit M. l'évêque d'Orléans, qu'il y ait eu de la part du Piémont une combinaison suivie d'ambition astucieuse, une préméditation intéressée d'hostilité, — que le cabinet de Turin, en un mot, ait voulu à dessein entretenir ces querellés religieuses pour monter plus aisément à l'assaut des droits temporels du pape? En réalité, ces différends étaient en germe dans la position même que prenait le Piémont dès 1848, en se faisant le soldat des instincts nationaux, en restant, même après Novare, le représentant de l'esprit libéral de l'Italie.

Il n'y avait point évidemment d'hostilité systématique contre la souveraineté temporelle du saint-siége, ni même contre les autres souverainetés indépendantes de l'Italie, lorsque Gioberti, alors premier ministre de Charles-Albert, et mû par un instinct politique qui ne fut pas compris, offrait de détourner momentanément l'armée piémontaise de l'Autriche pour l'employer au rétablissement des princes dépossédés au centre de la Péninsule. « Partez prompte-

ment de Rome et allez à Gaëte, écrivait-il à un de ses agents; si vous voyez le saint-père assurez-le que le gouvernement piémontais est fermement résolu à maintenir et à défendre par tous ses efforts la cause de l'ordre et de la monarchie constitutionnelle. Assurez-le que le pape et ses légitimes droits constitutionnels ne peuvent avoir un défenseur plus énergique et plus loyal que nous. Une intervention étrangère quelconque pourrait nuire à la dignité du saint-siége et de la religion en entraînant de grands maux pour l'Italie. L'intervention du Piémont au contraire n'aurait aucun de ces inconvénients. Offrez donc au saint-père toutes les forces piémontaises... » M. de Falloux a levé depuis un coin du voile en révélant la part qu'il avait eue dans l'éviction du Piémont des affaires de Rome à cette époque (1). Je ne puis dire qu'un mot, c'est que si la pensée de Gioberti se fût réalisée, bien des difficultés eussent été évitées, même pour la France, qui sait bien comment on entre à Rome, mais qui ne sait pas encore comment on en sort; d'un autre côté, restaurateur du pape, réorganisateur de l'Italie, contenu par l'instinct d'autonomie qui vivait encore, peut-être le Piémont eût-il été conduit à un rôle très-différent.

Quant aux difficultés d'un ordre religieux nées bientôt du mouvement même des choses, je ne voudrais pas me perdre dans les détails. Qu'on se représente seulement le Piémont au moment où il se transformait en État libé-

(1) *Antécédents et conséquences de la situation actuelle*, par M. A. de Falloux, in-8°, 1860.

ral; le Piémont arrivait à une nouvelle vie politique, hérissé en quelque sorte de juridictions exceptionnelles. Dans l'île de Sardaigne, tous les intérêts étaient paralysés par un système de dîmes ecclésiastiques inégales, confuses et d'autant plus onéreuses qu'elles étaient livrées à des fermiers. L'organisation religieuse ne laissait pas elle-même d'avoir des côtés par lesquels elle touchait à l'organisation civile, et qui étaient au moins une anomalie. Le Piémont, État de cinq millions d'âmes, sept fois moins grand que la France, avait quarante et un diocèses; la petite île de Sardaigne seule en comptait douze, et de ces diocèses, un avait six paroisses, un certain nombre ne dépassaient pas trente. Quelques évêques avaient plus de 100,000 francs de revenu, d'autres avaient moins de 10,000 francs. Une partie du clergé était largement dotée, l'autre vivait dans le dénûment; plus de six cents communautés religieuses existaient en outre avec des propriétés considérables, et quelquefois on ne comptait dans les maisons d'un même ordre que deux ou trois religieux. Il y avait, au dire des autorités les plus respectées, des ordres « d'où l'esprit de vie s'était retiré. »

Évidemment le Piémont, en élevant ses institutions par la liberté et en faisant pénétrer l'esprit moderne dans son organisation, ne pouvait éluder la pensée d'accomplir quelques réformes utiles à l'Église elle-même. Qu'a-t-il fait cependant? A quoi a-t-il touché pendant dix ans? Il n'y a eu réellement que deux mesures législatives sérieuses : l'une abolissant la juridiction ecclésiastique, comme toutes les autres juridictions spéciales qui étaient tombées

par la promulgation du *statut*, — l'autre supprimant un certain nombre de communautés religieuses, affectant leurs propriétés au bien commun de l'Église, sous une administration entièrement distincte de l'État, et assurant le sort des religieux appartenant aux ordres supprimés : c'est ce qu'on a nommé la loi des couvents. C'était, dit-on, le devoir du Piémont de s'entendre avec Rome, de ne rien faire sans le concours du saint-siége. J'admettrai bien que dans ces négociations difficiles, transmises de main en main, le Piémont a pu montrer quelquefois une certaine pétulance ; qu'on observe cependant qu'il se trouvait dès l'origine en présence d'une proposition de concordat qui, au prix de certaines reformes à demi acceptées à Rome, lui imposait un affranchissement à peu près complet de l'Église vis à vis de l'État, et que d'un autre côté, quelque désir qu'il eût de s'accorder avec le saint-siége, il ne pouvait abandonner le droit souverain qu'à la puissance civile de réformer ce qui est du domaine civil.

Il faut être juste, surtout en étant sévère. M. l'évêque d'Orléans fait peser sur le gouvernement piémontais ces accusations de spoliation de l'Église, *d'incamération* des biens ecclésiastiques ; et cependant M. de Cavour, au plus fort de cette lutte, s'était prononcé avec une netteté presque imprévue contre des mesures de ce genre et en faveur du principe des propriétés religieuses. « L'*incamération* des biens ecclésiastiques, disait-il un jour dans le parlement, nous ferait un clergé ou entièrement hostile, ou entièrement servile ce qui serait également funeste à la liberté et à la religion. Je désire que la question soit discutée;

alors je pourrai exposer nettement les motifs pour lesquels tant que je vivrai, et comme ministre et comme député je resterai fidèle à cette opinion... Je le répète, quelles que soient les conséquences de mes paroles, je combattrai cette mesure aujourd'hui et toujours... »

Et, de fait, la loi des couvents n'avait nullement le caractère d'une atteinte au principe de la propriété religieuse. — M. l'évêque d'Orléans fait un texte de récriminations d'une loi sur le mariage civil, et cette loi, présentée en effet, n'avait qu'un malheur : elle n'organisait pas sérieusement le mariage civil, elle était retirée, comme l'avoue M. Dupanloup lui-même, et peu avant les derniers événements, M. de Cavour déclarait encore qu'il quitterait le pouvoir plutôt que de présenter de nouveau une loi semblable ; car M. de Cavour, s'il faut le dire, n'était nullement persuadé que le Piémont sentît le besoin d'une loi sur le mariage civil. L'auteur de la *souveraineté pontificale* parle « d'ordres charitables supprimés, » et ces ordres aussi bien que ceux qui se consacrent à la prédication, à l'enseignement, et bien d'autres ont précisément été maintenus.

Je n'ignore pas que dans le feu de ces luttes religieuses quelques prélats ont été victimes d'un excès d'ardeur, et de ce nombre est l'archevêque de Turin, Mgr Fransoni. Malheureusement on ne peut oublier à Turin ce qui rendit inévitable l'exil de Mgr Fransoni, le refus des sacrements et de la sépulture religieuse fait au comte Santa-Rosa, qui avait coopéré comme ministre à l'abolition des juridictions ecclésiastiques. Il ne suffisait pas que le

comte Santa-Rosa déclarât qu'il n'avait pas cru manquer aux lois de la religion, et qu'il désirait mourir comme il avait vécu dans la communion catholique, soumettant son jugement à celui de l'Église; il fallait qu'il fît publiquement abdication de sa conscience. Pour moi, j'ai entendu d'une bouche aujourd'hui close, elle aussi, le navrant récit des derniers moments de cet homme connu de tous comme un homme de bien, comme un homme religieux, et qui demandait avec angoisse le secours du prêtre. Je ne souhaite pas à M. l'évêque d'Orléans d'avoir jamais à contrister un mourant qui lui demanderait son secours, à le placer entre sa conscience et la forme impérieuse d'une rétractation qui jetterait le déshonneur sur sa vie publique, ou plutôt je sais ce qu'il ferait, et si Mgr Fransoni l'eût fait, il n'eût pas quitté Turin.

On raconte que le roi Victor-Emmanuel revenant de Paris, en 1856, s'arrêta en Savoie, et fut reçu par l'archevêque de Chambéry qui ne put s'abstenir de lui parler des affaires religieuses, et lui dit : « Votre Majesté a vu en France le bel exemple de l'union intime des autorités et du clergé, et nous espérons qu'elle saura doter son royaume de ce grand bienfait en mettant un terme aux persécutions dont l'Église est l'objet de la part du gouvernement. » M. l'archevêque de Chambéry n'a pu qu'être satisfait depuis cette époque, puisqu'il a été appelé à jouir de ces bienfaits dont il parlait. Quant au roi Victor-Emmanuel, il a fait en Piémont assurément beaucoup moins que ce qui existe en France et de tous les princes qui peuvent se

laisser aller à persécuter l'Église, il est sans contredit le moins fait pour ce rôle.

Ce n'était pas un persécuteur violent, ce roi qui, voyant un jour un de ses généraux partir pour la Crimée, en 1855, lui disait avec une bonne humeur mêlée de tristesse : « Vous êtes heureux, vous, général, vous allez combattre des soldats; moi je reste ici aux prises avec quelques moines. » Non, ce n'est pas un nuage d'impiété systématique et d'hostilité savamment calculée qui s'est interposé pendant dix ans entre le Piémont et le saint-siége.

Ce qui est plus vrai, c'est que si le Piémont a manqué parfois à quelques procédés, la cour de Rome, à son tour, a ajourné, a élevé des difficultés de négociation; elle n'a pas cru assez à une transformation définitive, à la durée du régime constitutionnel à Turin; elle avait de la peine à se résigner et a trop attendu un retour possible. Ce qui s'est élevé enfin entre le saint-siége et le Piémont, c'est le concordat autrichien, qui liait le souverain pontife relativement à l'Italie, et rendait désormais à peu près impossible toute transaction avec le gouvernement piémontais.

V

C'est ainsi que le saint-siége arrivait au moment de la guerre, surpris par les événements dans des conditions trop visiblement compromises, placé aux yeux de l'Europe dans cette position diminuée que crée toujours une protection indéfinie, en mauvaise intelligence avec le Piémont

et l'Italie. Le malheur de cette situation, c'est que la cour de Rome, au fond ne pouvait qu'incliner de ses vœux vers l'Autriche, et si on le lui eût demandé, le pape, dans sa sincérité, n'eût pas craint peut-être d'avouer ce que bien d'autres autour de lui ne cachaient pas. La victoire de l'Autriche, c'était la prolongation de ce qui existait; la victoire de la France et du Piémont, c'était le commencement de l'inconnu. Aussi suivait-on à Rome les événements avec une singulière anxiété, sans se dissimuler ce qu'il y avait de périlleux dans une neutralité bientôt laissée à découvert par l'Autriche elle-même, — et lorsque la paix de Villafranca retentissait en Europe, la première impression était celle d'un grand soulagement. Seulement quelle serait cette paix, qui avait à concilier le principe de non-intervention et l'intégrité des États de l'Église, déjà entamée par la séparation de la Romagne accomplie le 12 juin, la nature universelle du pouvoir pontifical et une fédération inspirée de l'idée de nationalité, les traditions politiques du saint-siége et les réformes intérieures dont la nécessité était proclamée? Ici commence une phase diplomatique où les événements se précipitent à travers les délibérations impuissantes, et qui est comme le résumé précipité de toutes les impossibilités, de toutes les contradictions accumulées dans les États-Romains.

Prendre hardiment conseil des circonstances nouvelles, entrer sans hésitation dans la confédération nationale de l'Italie, accepter résolûment cette pensée de réforme intérieure qu'on ne pouvait éluder, c'était là peut-être l'unique condition possible d'une pacification ou d'une tran-

saction, et c'était l'esprit des premières ouvertures faites par la France, sous l'impression même de Villafranca. — la France, on le sait, proposait la présidence honoraire de l'Italie confédérée pour le souverain pontife, une administration séparée pour la Romagne, un ensemble de réformes pour tous les États de l'Église. C'était au mois d'août 1859. Dès le premier instant, la cour de Rome ne dissimulait nullement l'insurmontable répugnance que lui inspiraient quelques-unes de ces propositions. Elle repoussait d'une manière absolue la pensée d'une administration séparée dans les Romagnes, et le pape ne cachait pas qu'il aimait mieux perdre une partie de ses États par la force des choses, en protestant et en réservant l'avenir, qu'être complice de ce qu'il considérait comme un démembrement déguisé.

La confédération italienne n'inspirait pas moins de craintes à la cour de Rome, et la présidence honoraire qui lui était offerte la troublait plus qu'elle ne la flattait. Il faut bien se dire que l'idée d'une fédération n'a jamais été sérieusement admise à Rome que dans le sens très-restreint d'une certaine union d'intérêts de commerce et d'industrie. Pie IX et le cardinal Antonelli ne faisaient, au reste, que répéter ce qu'ils ont dit plus d'une fois en allant droit au point délicat : « Si la confédération réclamait un jour notre concours pour repousser les Autrichiens, nous ne pourrions le donner. Le pape ne peut faire la guerre que pour défendre sa personne ou le territoire de l'Église. » La cour de Rome acceptait plus aisément les réformes intérieures qui lui étaient proposées. Ces réformes elles-

mêmes pourtant, elle les acceptait avec une visible méfiance, sans y voir une nécessité réelle, sans croire à un résultat, et au moment décisif lorsque le *motu proprio* était déjà préparé, elle s'arrêtait tout à coup et se rejetait dans cette politique d'évasion qui a peut-être été quelquefois la force défensive, mais qui a été plus souvent le piége du gouvernement pontifical.

On a dit, et lord Cowley lui-même a écrit dans une dépêche, que le souverain pontife, en se montrant prêt à accomplir les réformes, avait demandé une garantie de l'intégrité de ses États, que la France n'avait pas cru pouvoir lui donner, et qu'alors les négociations avaient été suspendues. En réalité, la France n'avait pu refuser ce qu'on ne lui avait pas demandé; la cour de Rome n'avait accepté les réformes qu'en se réservant le choix du moment où elle les promulguerait, et ce moment était subordonné à ses yeux à la récupération de la Romagne, qui ne pouvait s'accomplir manifestement que par les armes, c'est-à-dire par l'abandon du principe de non-intervention, au lendemain d'une guerre entreprise pour faire prévaloir ce principe, de sorte qu'on tournait vraiment dans un cercle vicieux. Dans l'esprit de la France, les réformes étaient un moyen puissant de pacification; dans l'esprit du saint-siége, elles étaient le prix de la soumission d'une province rebelle, et dès lors il est clair qu'une négociation n'avait plus d'issue.

A quoi tenait cette politique évasive dans laquelle se réfugiait de plus en plus le gouvernement pontifical? Je ne veux pas dire qu'il n'y eût un certain sentiment de

dignité. D'autres raisons aussi malheureusement contribuaient à encourager la cour de Rome à la résistance, en entretenant ses illusions. D'abord le concours de l'Autriche manquait absolument à la France, malgré l'accord que les préliminaires de Villafranca semblaient avoir prévu entre les deux puissances dans les négociations qui devaient s'ouvrir avec le saint-siége. Nul n'ignorait à Rome que le ministre autrichien, M. Bach, restait à peu près indifférent, ou ne sortait de sa réserve que pour pousser le cabinet du Vatican à la résistance. Pas plus que le cardinal Antonelli, il ne croyait à la vertu des réformes, et peut-être même inclinait-il vers cette politique qui consiste à attendre le bien de l'excès du mal. C'était en outre un moment où tout s'agitait à Rome. Pressée entre la France, qui lui demandait des réformes, et l'Autriche, qui l'en dissuadait sans pouvoir lui offrir un secours effectif, la cour romaine cherchait un appui dans d'autres États catholiques ; elle attachait de très-près à sa cause la Bavière, l'Espagne ; elle nouait des intelligences avec les autres princes italiens dépossédés, ou encore en possession du pouvoir. De Naples à Rome, on s'excitait à résister ; les rapports étaient si intimes que plus d'une démarche du saint-siége était connue d'avance à Naples. Enfin l'émotion même qu'une crise de cette nature était faite pour éveiller dans le monde catholique, dans l'épiscopat français, prenait une expression qui, en arrivant à Rome, devenait un signe peut-être exagéré des dispositions réelles de l'opinion publique en France.

Et voyant cela, croyant trop aisément que tout conspi-

rait pour lui, le saint-siége attendait. Que résultait-il de ce système de temporisation qui durait depuis plus de trois mois? Le souverain pontife faisait comme les autres princes dépossédés de l'Italie, qui, au lieu d'aller dès le premier instant au-devant de l'opinion, de la désarmer par leurs concessions opportunes, semblaient tergiverser, et pendant ce temps les manifestations se succédaient et prenaient un caractère plus éclatant; l'Italie s'engageait de plus en plus dans son mouvement d'unité, et la scission devenait irréparable pour le pontife comme pour les ducs. Ce qui n'était, au mois d'août 1859, qu'une révolution encore incertaine et mal organisée devenait au mois de décembre un gouvernement appuyé sur des assemblées, défendu par une armée, et dès que le principe de non-intervention était maintenu, la diplomatie était assurément impuissante à ramener la Romagne soumise sous l'autorité du saint-siége.

On ne voyait pas à Rome que rien ne répondait mieux peut-être aux vœux secrets du Piémont; que dans une situation comme celle de l'Italie les impossibilités croissaient d'heure en heure, et que c'était tout perdre que de prétendre ne rien céder, en se réfugiant dans une politique d'ajournement, en laissant s'accomplir, s'organiser et durer une séparation bien autrement grave que n'eût été une administration distincte spontanément accordée à la Romagne. On ne voyait pas, de plus, que c'était accepter une part de responsabilité dans l'inexécution des plans de Villafranca, uniquement fondés sur la réconciliation des pouvoirs et des populations. Aussi, lorsqu'il devenait trop

visible que ces engagements tombaient d'eux-mêmes, par l'attitude des princes aussi bien que par les manifestations des assemblées de l'Italie centrale en faveur de la réunion au Piémont, ce n'était plus seulement une administration séparée de la Romagne qui répondait à cette phase nouvelle, c'était une semi-indépendance sous la forme d'un vicariat exercé par le Piémont.

Ce fut, on le sait, la combinaison indiquée par la France, proposée directement au saint-père par le roi Victor-Emmanuel. Quelle était la valeur de cette idée ? C'était simplement un moyen de sauver le principe de l'intégrité des droits temporels du saint-siége, en le conciliant avec le vœu des populations, avec une Italie indépendante et pacifiée, et en détournant de nouveaux déchirements par la garantie du reste des États pontificaux. Et ici, je ferai remarquer que cette idée, quelque forme qu'elle affecte, de quelque nom qu'on la nomme, administration séparée ou vicariat, n'avait rien de nouveau. Elle se mêle à l'histoire, elle exprime la nature des rapports qui ont existé longtemps entre la Romagne et le saint-siége ; Rossi la reproduisait il y a trente ans, et même lorsqu'il était ambassadeur à Rome en 1846, il n'entrevoyait d'autre solution des embarras du gouvernement pontifical que quelque arrangement qui ferait de la Romagne ce qu'était sous l'Empire le royaume d'Italie, dépendant de l'empereur, mais ayant une organisation, des lois, une armée, des administrateurs italiens.

Ce n'était donc pas absolument une nouveauté ; le vicariat cependant, on ne peut le nier, était plus que l'admi-

nistration séparée du mois de juillet, parce que tout avait changé, et ce vicariat tempéré d'annexion, ou cette annexion déguisée sous un vicariat, affectait d'autant plus péniblement la cour de Rome, que c'était le moment où on avait retrouvé quelque espoir, où on croyait à une certaine possibilité ou à une certaine efficacité d'appui de la part de quelques États, Naples, l'Espagne, la Bavière. Rien ne le prouve mieux qu'une pensée du cardinal Antonelli fort connue à Rome à cette époque. Il ne demandait plus à la France et à l'Autriche une intervention qu'elles ne voulaient ou ne pouvaient accorder; il demandait que tout ce qui était étranger se retirât de la Romagne, que le pape fût laissé seul en face des populations, et qu'il eût le droit de faire appel aux autres puissances catholiques.

Le cardinal Antonelli ne remarquait pas qu'il ne changeait guère la question, que la difficulté était d'abord d'expulser de la Romagne tout ce qu'il appelait étranger, et que si, par des raisons diverses, la France et l'Autriche s'abstenaient d'intervenir, ce n'était pas pour livrer les provinces italiennes aux Napolitains, aux Bavarois ou aux Espagnols. En un mot, pour la cour de Rome, tout se résumait dans ce programme : soumission de la province rebelle, rétablissement de l'autorité pontificale; puis on verrait quelles réformes pourraient être réalisées. C'est l'annexion pure et simple de la Romagne au Piémont qui s'accomplissait peu après par une manifestation plus décisive du suffrage populaire, comme pour répondre à l'encyclique du 19 janvier 1860, qui était la promulgation de la politique pontificale.

C'était, on le voit, la seconde tentative qui échouait; ce n'était pas la dernière qui devait se briser contre les mêmes obstacles. Lorsque le congrès qui devait se réunir au commencement de 1860 n'était plus qu'un souvenir avant d'avoir été une réalité, lorsque les annexions étaient accomplies, en présence d'une situation dont la gravité ne pouvait que s'accroître par l'incertitude, il y eut, un effort nouveau. On proposait à Rome la réunion d'une conférence où un protocole eût été signé. La Romagne eût été passée sous silence, mais la garantie offerte déjà au souverain pontife pour le reste de ses États eût pris une valeur efficace; les puissances catholiques se seraient engagées à fournir des troupes au saint-siége et lui auraient assuré un tribut inscrit sur les grands-livres de la dette publique. La fortune de ces propositions ne fut pas plus heureuse que celle des précédentes.

On objectait à Rome, que si l'omission du nom de la Romagne impliquait une adhésion quelconque aux événements accomplis, il n'y avait point lieu à une conférence, et que si ces événements étaient réprouvés, les puissances devaient constater leur volonté de rendre au souverain pontife les provinces qu'il n'avait plus. A l'offre de contingents militaires on substituait la demande du droit direct d'enrôlement dans les États catholiques; et, quant au tribut, la cour de Rome le refusait sous la forme d'une rente inscrite, elle n'acceptait qu'une compensation des anciens droits canoniques perçus sur les bénéfices vacants. Ceci se passait au mois d'avril 1860. On ne pouvait être plus loin de s'entendre,

et ces négociations, obstinément infructueuses, ont laissé aux événements une liberté dont ils ont largement usé.

VI

D'où procède cette résistance opposée sans cesse par la cour de Rome dans ces phases successives de la crise qu'elle traverse ? Elle n'est que l'expression d'une pensée fixe, invariable et traditionnelle, si bien que ce qu'on dit aujourd'hui, le cardinal Bernetti le disait il y a trente ans, et toutes les fois que l'Europe éclairée, voyant le péril grandir dans les États-Romains, a voulu aider au moins à chercher un remède, elle a rencontré les mêmes réponses. Cette pensée, c'est que le saint-siége est ce qu'il est, et que dans son gouvernement intérieur comme dans son existence territoriale, il ne peut renoncer à une parcelle quelconque de son intégrité. Une réforme civile est un démembrement comme la séparation de la Romagne; une limite est une atteinte à son droit.

Il y a mieux, il ne peut y avoir sérieusement une loi dans les États-Romains; c'est le pontife qui est la loi vivante, le pontife nécessairement complété par beaucoup d'autres autorités, et c'est ce qui explique comment ce que le saint-siége a paru quelquefois accorder en principe est si souvent annulé dans la pratique. Je n'ajouterai qu'un mot : c'est que de cette politique, qui n'est qu'une fidélité exagérée et désastreuse à des traditions qui n'ont rien d'obligatoire religieusement, il résulte cette situation

étrange où les deux opinions les plus extrêmes se rencontrent merveilleusement. — La puissance pontificale est absolue et indivisible dans sa double essence, disent les uns ; ce que vous nous demandez quand vous nous parlez de réformes est une diminution de cette puissance : nous n'avons pas le droit d'y consentir. Nous pouvons essayer, si vous nous pressez trop ; mais il n'en résultera rien de bon. Ce que nous pouvons accorder à l'esprit moderne ne lui suffira pas, et ce qu'il nous demande est incompatible avec les droits sacrés du pontificat. — En effet, disent les autres, le pape ne peut accorder ce qu'on lui demande sans abdiquer ; la papauté temporelle est incompatible avec toutes les conditions de la civilisation moderne, et voilà pourquoi il faut la supprimer. — C'est entre ces deux opinions que se sont trouvés serrés ceux qui ont cru un moment à la possibilité, à l'efficacité d'un système de réformes, qui ont pensé que dans la civilisation moderne il n'y a rien d'incompatible avec la papauté. Et pendant ce temps ce qui n'était la veille qu'une affaire de réformes devient un démembrement partiel le lendemain ; ce qui n'était qu'un démembrement partiel devient une dépossession presque totale, — qui ne laisse intact que le vieux patrimoine de saint Pierre, grâce encore à la protection de nos armes. N'est-ce point l'histoire de la papauté contemporaine ?

Lutte étrange et émouvante, que le caractère même du pontife en qui elle se personnifie rend peut-être plus émouvante encore. On a cru quelquefois tout expliquer en attribuant au cardinal Antonelli la politique suivie par la

cour de Rome depuis quelques années. Souple, intelligent et habile, le cardinal Antonelli représente certainement cette politique et la soutient avec sang-froid; mais c'est une illusion de croire qu'il est tout et qu'il fait tout. Il eût disparu quand on l'a demandé peut-être, rien n'eût été changé. Au fond, la résistance vient de toute une politique et du pape lui-même, de Pie IX, — non par une obstination vulgaire, mais, par ce qu'il considère comme le devoir du pontife. Ce n'est pas manquer de respect au caractère sacré du saint-père de dire qu'il représente merveilleusement un de ces princes sur la tête desquels viennent se résoudre ces luttes qu'ils n'ont pas provoquées, dont ils sont innocents, et qu'ils aggravent peut-être quelquefois par la consciencieuse ingénuité qu'ils portent dans des situations exceptionnelles.

Ami du bien, désireux d'améliorations, mais lié par le devoir du prêtre, tel qu'il l'a reçu et tel qu'il se croit tenu de le transmettre, il porte en lui toutes les agitations, toutes les anxiétés, tous les combats qui naissent de cette double condition : prompt au découragement comme à la confiance, facilement accessible à l'émotion, et prêt à accepter toutes les épreuves. Ce n'est pas avec son esprit qu'il voit ce qu'il doit faire, c'est avec son âme pieuse et pure, et les crises mêmes de sa vie ont développé en lui une ardeur religieuse qui va aisément jusqu'au mysticisme, une susceptibilité intérieure toujours portée à s'alarmer. C'est par une obligation de pontificat qu'il s'est engagé dans la lutte, et il la soutient avec l'honnête ardeur d'une nature faite pour la méditation et la prière plus que pour

l'action, — d'une nature qui se repent de la popularité qu'elle a aimée par une résistance dont elle souffre.

Mais 1846! direz-vous; Pie IX n'arrivait-il pas au trône les mains pleines de réformes et de promesses? — Tout souriait, en effet, à ce règne; seulement il y eut à cette époque, au sein de l'illusion universelle, un singulier malentendu qui ne s'est dissipé que dans les désastres. Ce que l'opinion voyait, c'était un pape libéral, réformateur, régénérateur de la nation italienne, et Pie IX lui-même ne croyait-il pas naïvement être ce pape? Au fond, c'était un prêtre religieux et sincère, qui voulait le bien, mais dans la limite de son caractère de prêtre, sans songer à aller au delà de ce que la tradition du pontificat lui permettait, et c'est peut-être parce qu'il a été sans le savoir le promoteur de ce mouvement d'autrefois qu'il se croit aujourd'hui dans une obligation plus étroite d'opposer à tout les scrupules d'une âme sévère avec elle-même, — représentant aux deux bouts de sa vie les complications, les impossibilités d'une situation dont il est à la fois l'image vivante et la victime.

Le tout est de savoir aujourd'hui ce qu'il y a dans cette situation qui domine Pie IX plus que Pie IX ne la domine, et qui est réellement la crise de la papauté. Quand je vois toutes ces interprétations des événements qui se succèdent, ces luttes, ces polémiques ardentes suscitées autour des périls du saint-siége, je me demande où est le moyen, le palliatif, l'expédient découvert par ceux qui accusent l'Italie, la France, l'Europe des malheurs de la politique romaine, ce qu'on aurait pu faire pour détour-

ner ces malheurs, et ce qu'on pourrait faire pour les réparer. — Rien n'est plus simple, diront ceux qui tranchent souverainement; il n'y a qu'un moyen : avant les démembrements, il fallait les empêcher; après qu'ils sont accomplis, il faut les réparer. C'est le devoir de l'Europe d'aller au secours du droit qu'elle laisse opprimer; c'est le devoir du monde catholique de défendre, de rétablir le saint-siége dans l'intégrité de sa puissance temporelle. — Soit, rien n'est plus facile, en effet! Les armées européennes reprendront le chemin de Bologne et iront camper à Ancône; elles l'ont fait il y a trente ans, elles l'ont fait en 1849, elles le feront encore. Et puis, il ne suffira pas de restaurer l'autorité pontificale dans ces provinces; il faudra l'y soutenir, renouer cette série ininterrompue d'interventions et d'occupations permanentes, contenir des populations dont on a reconnu les griefs en leur imposant un gouvernement dont on est loin d'approuver la politique. Et puis enfin on sera arrivé à cette conséquence étrange et assez imprévue de créer au sein de l'Europe un pouvoir exceptionnel, pour qui la loi des choses humaines semble suspendue en quelque sorte, libre de décliner les conseils, de suivre le système qu'il voudra, et irresponsable parce qu'il sera soutenu contre les dangers de sa politique!

Ne voit-on pas ce qu'il y a de périlleux à mettre un intérêt catholique dans l'existence d'un État de trois millions d'hommes mécontents, froissés dans leur vie civile et comprimés par raison d'État religieuse et européenne? C'est justement la situation que Machiavel peignait de son

temps avec ironie quand il disait : « Les principats ecclésiastiques sont les plus sûrs et les plus heureux; ceux-ci ont des États et ne les défendent pas, ils ont des sujets et ne les gouvernent pas, et les États, pour n'être pas défendus, ne leur sont pas enlevés, et les sujets, pour n'être pas gouvernés, ne s'en soucient et n'y pensent et ne peuvent être aliénés... » Qu'on me permette de le dire, ce n'est point ici une question religieuse. Dans l'ordre des croyances catholiques, Dieu a fait la puissance religieuse du souverain pontife, la politique a fait le pouvoir temporel des papes; mais ni la religion, régulatrice des âmes et des croyances, ni la politique, régulatrice des destinées humaines, n'ont assuré un privilége d'inviolabilité et d'immutabilité à une forme de gouvernement, à un système. Et là est cependant la question : elle est dans cette confusion d'idées sur laquelle repose depuis si longtemps l'existence des États-Romains, et qui a mis en péril l'indépendance temporelle du saint-siége pour faire vivre une politique.

La verité est que la cour de Rome s'est trompée et a peut-être été trompée sur le temps où elle vivait, sur les conditions mêmes dans lesquelles elle peut gouverner les âmes, sur le degré d'appui qu'elle pouvait rencontrer. Elle a cru trop aisément qu'elle pouvait opposer à tout cette politique de patience, d'immobilité et d'évasion par laquelle d'autres fois elle a triomphé de tant d'obstacles et survécu à tant d'épreuves. Elle aurait eu raison d'une violence d'ambition, d'une irruption révolutionnaire qui l'eût un moment submergée : elle n'a pas vu qu'il y avait

un bien autre danger à opposer sans cesse l'invariable impassibilité du *non possumus* à des désirs d'émancipation civile et nationale qui, eux aussi, étaient légitimes après tout. Lorsque le pape Pie VII était brusquement assailli à Rome, enlevé, emprisonné, traîné de Savone à Fontainebleau, il n'était pas seulement le pape violenté : il était dans ses humiliations comme l'image visible et touchante de beaucoup d'autres droits qui souffraient en Europe, et cette épreuve fortifiait la papauté même plus qu'elle ne l'affaiblissait. Il n'en est plus ainsi lorsque, devant le pontife et autour de lui, c'est une nationalité qui se relève, qui cherche à s'organiser. Alors le droit historique, traditionnel, régulier du prince des États-Romains est balancé par cet autre droit vivant et tout-puissant de l'Italie.

La cour de Rome ne s'est pas moins trompée sur la nature de l'appui qu'elle devait trouver en France. L'émotion, la sympathie, l'intérêt ardent et profond sont pour le chef de la religion, pour la situation douloureuse de Pie IX, non pour la politique romaine. La raison en est bien simple, c'est que ce qui se passe à Rome n'est que le dernier mot d'un mouvement qui a envahi la France depuis plus d'un demi-siècle, et qui l'a transformée. Cette séparation de la puissance spirituelle et de la puissance temporelle, qui est le caractère des événements actuels, elle existe pour nous, elle est notre loi, et, de plus, c'est par cette séparation même que la paix s'est rétablie entre la société civile et l'Église ; c'est sous l'influence de cette séparation que les idées religieuses ont retrouvé par degrés, depuis le commencement de ce siècle, un ascendant croissant, et

elle n'est même peut-être pas étrangère à la spontanéité, à la vivacité des manifestations qui ont pu se produire en faveur de la papauté. Et voilà pourquoi les interventions de la France sont nécessairement limitées à ce qui intéresse l'indépendance réelle du saint-siége, le prestige moral de sa situation, sans pouvoir devenir une arme contre les aspirations civiles et nationales de l'Italie.

Certes rien n'est plus saisissant et plus instructif que le spectacle de ce mouvement où toutes les politiques, toutes les puissances morales, toutes les passions sont aux prises, dont l'Italie est le centre enflammé, et qui reste encore une énigme tenant l'Europe dans une attente inquiète... Qu'arrivera-t-il de cette situation faite à la papauté et à l'Italie? Dans cette multitude de péripéties qui remplissent ces dernières années et qui se déroulent à travers la Péninsule, il y a un fait supérieur et distinct : c'est qu'à plus d'un moment le saint-siége aurait pu échapper aux extrémités qui sont venues successivement l'assaillir. Je ne parle plus même du temps où la papauté, en accomplissant spontanément des réformes, aurait pu conserver l'intégrité de ses possessions et vivre en paix avec l'Italie marchant vers un affranchissement légitime; mais, lorsque la Romagne était déjà à demi détachée, la cour de Rome aurait pu sauver son existence temporelle en acceptant cette combinaison d'une administration séparée qui n'avait rien d'inconciliable avec l'autorité pontificale et qui engageait moralement la France dans une expérience proposée par elle. Le vicariat des Légations conféré au Piémont avait un caractère plus grave sans doute;

mais c'était un moyen d'arrêter les événements, de lier le Piémont lui-même, qui contractait l'obligation de reconnaître la souveraineté politique du saint-siége, de défendre son indépendance, même par les armes, de payer un tribut à la cour de Rome. Enfin, lorsque l'annexion de la Romagne au Piémont était définitivement et absolument accomplie, les propositions du mois d'avril 1860, sans impliquer une sanction des faits réalisés, préservaient du moins le reste des États pontificaux, et assuraient au saint-siége l'appui régulier, permanent, des puissances catholiques. — Ce n'était pas une solution, observera-t-on. Ce n'était pas une solution, en effet, pas plus que la double occupation de Rome et de Bologne par la France et par l'Autriche n'était une solution; mais c'était une combinaison préservatrice, destinée à détourner le péril ou à le limiter, et qu'on le remarque, à l'insuccès de chacune de ces tentatives correspond un pas nouveau vers la catastrophe.

C'est là qu'on en est venu. Désormais il y a évidemment en Italie des choses qui sont tombées lorsqu'elles auraient pu vivre, et qui, une fois tombées ne se relèveront pas; il y a ce qui est du domaine de l'irréparable. L'Autriche reprendrait son ascendant par la puissance des armes, retrouverait sa domination tout entière et relèverait les souverainetés d'hier, que rien ne serait changé au fond. Tous ces membres palpitants de l'Italie chercheraient encore à se rejoindre; l'ère des conspirations et des agitations mystérieuses recommencerait, jusqu'à l'heure où se réveillerait plus invincible le mouvement qui, depuis trente ans, à chaque explosion, est allé en croissant. Mais

en même temps, au moment où nous sommes, les Italiens ne peuvent méconnaître qu'ils sont en face d'un problème d'où dépend peut-être l'issue de cette révolution à travers laquelle surgit une nationalité ; ils ne peuvent oublier qu'il a un point où ce qu'il y a de national dans le mouvement qui s'accomplit vient se heurter contre un intérêt puissant de religion, qu'il y a une question dont ils ne disposent pas seuls, qui appartient à l'univers catholique : c'est cette question que la France a gardée jusqu'ici à Rome et dont elle a sauvegardé le caractère universel.

Les Italiens ne peuvent oublier que la papauté, elle aussi, est une grandeur pour l'Italie, et s'ils veulent voir cesser l'occupation de Rome, ils n'ont qu'un moyen : c'est de faire que la France n'ait plus rien à garder, de mettre hors de péril ce qu'il y a d'universel dans ce redoutable problème en assurant l'indépendance réelle du saint-siége vis-à-vis du monde catholique. Je n'ignore pas que les transactions ne sont point devenues faciles, surtout dans ces derniers temps, et cependant, s'il y a une solution, elle n'est que là, dans un effort suprême pour faire vivre ensemble deux choses qui répondent à des sympathies où à des intérêts divers de l'Europe et du monde.

III

L'ITALIE APRÈS VILLAFRANCA

DEUXIÈME PARTIE

LE ROI FRANÇOIS II ET LA RÉVOLUTION DE NAPLES

I

Un des plus frappants caractères de cette révolution où l'Italie s'est précipitée, c'est que tout se lie invinciblement, tout procède de la même pensée, tout court au même but. Une fois déchaîné par la guerre, le mouvement s'accélère par la paix elle-même : maître de la Lombardie par la victoire et avec l'aide de la France, il se détourne et s'étend avec une brusquerie imprévue, s'arrête à peine à Florence et à Bologne comme pour se reconnaître et mesurer ses forces, va tournoyer bientôt autour de Rome enveloppée et isolée, s'élance enfin jusqu'en Sicile et à Naples avant de se replier encore une fois vers le nord, où il se trouve en face des lignes muettes et sombres de l'Autriche attendant un nouveau choc,

l'épée tendue, dans son camp retranché entre le Mincio et l'Adige. Le vieil instinct local, autrefois si vivace et si profond au delà des Alpes, cet instinct remué et transformé par les événements, semble se noyer en quelque sorte dans le sentiment plus vaste de la patrie italienne, et ce qu'on fait pour combattre ce mouvement ou pour le déjouer ne réussit qu'à l'enflammer en perdant l'un après l'autre les pouvoirs effarés qui cherchent leur sécurité dans la résistance. Ainsi vont s'effaçant ces autonomies qui ont eu leur raison d'être, qui ont été florissantes, dont le dernier souffle peut créer des troubles, des embarras, mais qui, sous leur forme la plus récente du moins, ont cessé d'être une force vivifiante et organique. Nulle part peut-être plus qu'à Naples cette lutte entre les traditions d'indépendance locale et le sentiment nouveau de l'unité n'apparaît dans ce qu'elle a de dramatique et de saisissant.

Quand les duchés du nord abdiquent leur autonomie pour partager la fortune du Piémont et former une puissance italienne, ce ne sont, à tout prendre, que des souverainetés exiguës et précaires qui s'éclipsent à Florence comme à Modène, qui ne font même que se détacher d'un système d'unité par la domination ou l'influence étrangère pour se rattacher à l'unité par le sentiment national. Dans les États de l'Église, le problème est surtout d'un ordre religieux. Politiquement, par le caractère des populations, par les mœurs, par les intérêts, par les souvenirs, par la position géographique elle-même, la Romagne se relie au groupe du nord, et elle s'y relie si bien que la présence de l'Autriche dans la Vénétie et sur le Pô, après

Villafranca, faisait en quelque sorte une nécessité de l'annexion de Bologne, ne fût-ce que pour fermer aux Autrichiens la route du centre et du midi de l'Italie. Dans les Marches mêmes et dans l'Ombrie, à Ancône et à Pérouse, un intérêt de catholicisme combat pour le pape bien plus qu'un intérêt politique comme difficulté d'assimilation. C'est vraiment à Naples que la question se complique et se noue, et qu'elle rencontre sa souveraine épreuve, car ici l'idée envahissante et victorieuse de l'unité se trouve en face d'une autonomie réelle qui aurait pu vivre, si tout ne se fût acharné à la ruiner.

Ce n'est plus ici un petit duché qui disparaît : c'est un royaume de neuf millions d'hommes attaqué de front par l'idée unitaire, le plus grand royaume italien absorbé comme une province; un État ayant tout pour lui, la grâce merveilleuse du climat, la fertilité naturelle, la force de la position, une armée nombreuse, des côtes assez étendues pour avoir la plus belle marine, une population intelligente et vive, et jusqu'à ce degré de rivalité vis-à-vis du nord qui aurait pu devenir utile à la péninsule en ne se tournant pas contre les aspirations de progrès civil et d'émancipation nationale, désormais irrésistibles au delà des Alpes. Cette dynastie elle-même, aujourd'hui réduite à une si cruelle extrémité, se confond dans son origine avec ce premier moment de l'histoire moderne où, après les oisives et corruptrices vice-royautés espagnoles, après une éphémère domination autrichienne, le royaume des Deux-Siciles arrive à l'indépendance politique il y a un peu plus d'un siècle. Com-

ment donc toutes ces conditions réunies de force et de duré se trouvent-elles subitement impuissantes?

C'est que si par sa position cette contrée napolitaine est la partie de l'Italie la moins sensible aux blessures de la domination étrangère, aux irritations du sentiment national, et par suite la moins propre à prendre l'initiative du mouvement, elle subit inévitablement le contre-coup des révolutions qui agitent le reste de la Péninsule. On ne peut imaginer le midi de l'Italie immobile, inerte ou ennemi, tandis que le nord se lève pour la patrie commune. La divergence seule engendre l'hostilité, l'hostilité appelle le choc, et le nord déborde sur le midi. A Naples comme ailleurs, ce qui s'est passé au delà des Alpes n'est pas le coup de fortune d'une révolution improvisée : c'est la suite d'un ordre de complications par malheur successivement aggravées; c'est le dénoûment d'une situation où la nature avait mis le pouvoir de vivre et de durer, où la politique a mis la fatalité des catastrophes.

Je n'irai pas dire que de cette étreinte soudaine du nord et du midi il ne puisse surgir pour l'Italie de singuliers embarras d'assimilation et d'organisation, et que cette épreuve n'eût pu être évitée ou ajournée. C'est ma pensée, au contraire, que bien des choses récemment accomplies au delà des Alpes auraient pu être évitées à la condition qu'on eût voulu la première, l'essentielle, la seule inévitable, l'affranchissement national et l'exclusion de l'étranger. Je voudrais dire seulement comment l'orage s'est amassé à Naples et comment à chaque période de cette crise, à mesure qu'elle a grandi, on a fait tout juste

ce qu'il fallait pour l'irriter, en ne faisant jamais ou en faisant toujours tardivement ce qui aurait pu la détourner. Cette révolution, telle qu'on l'a vue se dérouler depuis quelque temps à Naples, cette grande décomposition, pour lui laisser son nom, n'est point, en effet, l'œuvre d'un jour; c'est le legs fatal d'une politique qui a trouvé surtout sa souveraine expression dans le règne de Ferdinand II, et qui est venue peser de tout son poids sur un jeune prince dont la seule faute ou le malheur a été peut-être de ne pas puiser dans les événements le conseil et la hardiesse d'une politique nouvelle.

II

Qu'on se représente un instant ce qu'était, à la veille encore des plus récentes révolutions, ce beau et grand royaume, qui aurait pu être le plus beau royaume de la Péninsule, et que le système le plus étrange s'obstinait à retrancher non-seulement de la vie italienne, mais même de la vie civilisée de l'Europe de ce siècle. Avec des lois suffisantes et qui pouvaient passer pour les meilleures de l'Italie, avec une population intelligente et qui n'était nullement ennemie à l'origine, les Deux-Siciles étaient un pays uniquement livré à un gouvernement de police qui avait fini par corrompre et ceux qui en étaient les instruments et ceux qui en étaient les victimes. C'est là, en effet, le caractère du dernier régime napolitain : la police était tout. Elle avait pris tellement racine dans le pays, elle

enlaçait si bien toutes les institutions, elle pénétrait si profondément dans toutes les habitudes de la vie civile, qu'elle était devenue une puissance égale à l'inquisition d'autrefois, gouvernant et dominant la royauté elle-même.

Elle avait mis quarante ans pour arriver à cette omnipotence qui avait toujours attiré et dérouté tous les observateurs; elle avait sa charte, — la seule qui ait été vraie à Naples, — dans un règlement du 22 janvier 1817. En apparence, par ce règlement elle n'était que l'auxiliaire de la justice et des lois, en réalité elle était tout, elle disposait souverainement de la liberté et des intérêts d'un peuple de neuf millions d'hommes. Sans doute la loi voulait que nul prévenu ne pût être gardé plus de vingt-quatre heures sans être remis aux tribunaux ; mais, par une exception devenue bientôt une règle, la police était autorisée à retenir toute personne arrêtée jusqu'à ce qu'elle eût procédé à une instruction complète, et, dans tous les cas, à ne remettre un prévenu aux tribunaux, fût-ce pour une irrégularité de passe-port, que sur un ordre du directeur de la police, qui lui-même ne relevait que du roi. Pour évincer les tribunaux, une décision souveraine pouvait prononcer une libération sans jugement, de telle sorte que, libre dans ses allures, la police pouvait procéder à l'aise contre tout le monde, annulant les juridictions légales, inviolable comme le roi, avec qui elle partageait la souveraineté et de qui elle se couvrait, fort indulgente souvent avec les bandits et les meurtriers ordinaires, mais inflexible et bravant tout dès que la politique était en jeu, et jetant pêle-mêle avec des forçats les hommes les plus hon-

nêtes, qui n'avaient commis d'autre crime que d'être de la *secte*, comme on disait, en d'autres termes, d'être libéraux.

Notez bien ceci, qu'au moment de la mort du roi Ferdinand II il y avait dans le royaume, sous le nom d'*attendibili*, cent quatre-vingt mille suspects inscrits sur les registres de la police, exclus de la vie civile et des professions libérales, internés dans leurs provinces, ne pouvant se mouvoir sans une autorisation spéciale et toujours soumis à une rigoureuse surveillance. Il y avait dans les prisons de Naples une multitude de personnes retenues depuis plusieurs années sans jugement, sans apparence d'instruction, quelques-unes sur le simple soupçon d'avoir connu le régicide Agesilas Milano soit dans son village, soit à son régiment. Quarante captifs attendaient depuis trois ans à Santa-Maria-Apparente qu'on voulut bien leur dire de quoi ils étaient accusés. C'est ainsi que s'est formée cette situation indéfinissable où un système outré créait non la sécurité assurément, mais le silence et la crainte, et sous le voile de ce silence entretenait l'avilissement dans les masses, la désaffection dans les classes intelligentes et actives, l'humeur dégoûtée et frondeuse dans la noblesse déshéritée de toute vie politique, la servilité chez les uns, la haine chez les autres, la confusion et l'anarchie partout, une anarchie latente et passive.

Le mot de cet ordre de choses était la défiance, — défiance du pouvoir à l'égard du pays, défiance profonde et invétérée du pays à l'égard du pouvoir, au point qu'on finissait par ne plus croire même aux concessions, et ce mot explique bien des événements, bien des défections et

des abandons. Il explique surtout cet état singulier où, sans être en position de prendre une initiative sous le dur et ombrageux régime qui le contenait, sans avoir peut-être une idée distincte de ce qu'il désirait, le royaume de Naples était cependant inévitablement livré à la contagion des mouvements italiens par l'accumulation des griefs, par le besoin du changement, par cette défiance qui, à travers la police, avait fini par se concentrer sur la dynastie elle-même.

Cette situation intérieure, que le dernier roi de Naples s'était faite, se liait sous plus d'un rapport à sa politique extérieure. Ferdinand II ne poursuivait pas seulement le libéralisme, il traitait en ennemi tout élan de patriotisme italien et il ne se contentait pas de séquestrer Naples de l'Italie, il se mettait en guerre avec l'Europe. Il en était venu à cette extrémité singulière, qu'il était réduit à redoubler de compression intérieure pour faire illusion à l'Europe par une paix factice, et qu'il était obligé de tenir tête à l'Europe pour garder aux yeux de son peuple l'apparence et le prestige d'une position intacte. Ce fut là, plus qu'on ne l'a cru, l'explication de sa résistance à l'Europe et de son attitude en face de la rupture avec la France et l'Angleterre, lorsque les deux puissances après le congrès de 1856 essayèrent inutilement de faire sentir à Naples le poids d'une influence modératrice ; et une fois engagé dans cette voie, Ferdinand II ne savait plus comment en sortir : de telle façon qu'après trente ans de règne, aux approches de sa mort, ce prince superbe se voyait assailli de tous les périls à la fois, et il ne se dé-

tournait des fermentations intérieures de son royaume que pour se retrouver en présence d'une Europe qui se détachait de lui, dont les démonstrations diplomatiques étaient un encouragement pour ses ennemis.

Nul ne sentait mieux que le roi de Naples la gravité de cette situation; il la jugeait avec cette netteté, cette vigueur d'esprit et cette clairvoyance qui se mêlaient parfois chez lui à tous les entraînements de l'absolutisme. S'il résistait à la France et à l'Angleterre, ce n'était pas seulement par fierté royale, bien qu'il pût y avoir de cette fierté dans son attitude : c'était surtout par calcul, parce qu'il sentait que, s'il cédait au dehors, tout s'effondrait sous lui à l'intérieur, de même que c'était par calcul qu'il cherchait plus qu'on ne l'a dit tous les moyens de sortir de cet isolement, fût-ce en s'adressant directement à la France. « Je connais ma position, disait-il un jour à un Napolitain dévoué et intelligent qu'il voulait charger d'une mission délicate, — elle est très-grave ; je ne me fais point d'illusion. L'Autriche m'a encouragé à la résistance, puis elle m'a abandonné; la Russie ne peut rien que parler, et elle l'a fait. Rome, qui m'a tant détourné des concessions, me laisserait bientôt dans l'embarras, et d'ailleurs elle a bien assez à faire elle-même. La Prusse voudrait glisser une médiation pour en recueillir l'honneur et s'en faire un titre auprès des puissances. L'Angleterre, qui a provoqué la rupture, la rejette aujourd'hui sur la France, et en attendant l'état actuel est une source constante de dangers, réchauffe tous les ferments de révolution. Les conspirateurs et les traîtres m'entourent, je les connais,

e les vois, et je sais que la crainte seule les arrête.

» Voilà ce qu'on ne sait pas, et ce que je voudrais qu'on sût, sans plus écrire; on a trop écrit sur tout cela, et c'est ce qui a tout gâté. Je voudrais donc qu'on connût bien en France, où l'on ne désire pas ma chute, les deux périls imminents entre lesquels je me débats. D'une part, mon isolement fait tout l'espoir de mes ennemis et multiplie les complots; de l'autre, un seul acte de faiblesse me perd sans retour. Si tous ceux qui conspirent contre moi avaient osé, il y a longtemps qu'ils auraient réussi à me renverser. Ma fermeté seule les contient, et mon isolement entretient leurs intrigues. Ils n'agissent pas parce qu'ils craignent ma répression, ils conspirent parce qu'ils espèrent quelque complication. Le jour où ils verront que j'ai baissé le front, ils lèveront le masque, et tout sera dit. Voilà le motif, le seul motif de ma résistance. Crois-tu donc que ce soit pour ma satisfaction ou par un sentiment de vengeance personnel que je retiens Poërio et Settembrini? J'ai tout fait pour qu'ils dissent un mot; j'ai gagné de leurs amis pour les décider; ils ne consentiront à rien, soutenus par la France et l'Angleterre... »

Ainsi parlait Ferdinand II quelques mois à peine avant sa mort, avouant en secret ses faiblesses avec une familière franchise, et gardant au dehors une contenance presque superbe dont on ne démêlait pas le jeu. Le roi Ferdinand voyait clair assurément dans ses affaires; il ne remarquait pas seulement que ces périls, cet état violent et contraint qu'il dépeignait, cette impossibilité des concessions dont il se faisait un bouclier vis-à-vis de l'Eu-

8.

rope et de la France, cette condition d'un royaume où une étincelle pouvait tout enflammer, c'était lui qui les avait créés, et qu'au jour de sa mort, qui était proche, il allait laisser à son successeur l'accablant héritage d'une situation à demi perdue au milieu d'une crise nouvelle de la Péninsule, de la politique européenne tout entière. Et voilà comment le 22 mai 1859 le roi François II montait au trône de Naples au bruit des premiers chocs et des premières commotions qui agitaient déjà le nord de l'Italie.

III

Un changement de règne, c'était du moins une trève laissée au royaume de Naples et à la dynastie, dont les destinées jusque-là se confondaient malheureusement trop avec un système à outrance. Les difficultés n'étaient pas moins grandes peut-être au fond, mais elles cessaient de se compliquer de ce qu'y ajoutait l'embarrassante personnalité d'un prince accoutumé à tout manier d'une main de despote, trop engagé d'amour-propre et de passion pour reculer, dédaigneux d'ailleurs de toute réforme, — et une politique nouvelle était possible avec un jeune souverain de vingt-trois ans que rien ne liait au passé.

Cette mort soudaine de Ferdinand II devenait ainsi, à vrai dire, comme une dernière faveur de la fortune qui permettait tout, sans que les concessions eussent l'air d'une capitulation de la royauté devant les révolutions intérieures, ou d'un acte de subordination à des conseils

étrangers, et c'est là, en effet, ce que vit l'opinion universelle dans l'avénement de François II. Le nouveau roi de Naples avait tout pour lui, la jeunesse, l'absence de toute complicité dans le dur et inflexible régime de son père, le sang qu'il avait reçu de sa mère et qui le rattachait à la populaire maison de Savoie, les circonstances, qui étaient de nature à inspirer la pensée et à favoriser le succès d'une libérale initiative, la possibilité en un mot de rentrer simplement et facilement en paix avec son pays, avec l'Italie, avec l'Europe. En réalité, ce règne s'ouvrait donc dans les conditions les plus favorables, justement parce que le règne précédent lui laissait, en compensation des difficultés inhérentes à une compression prolongée, toutes les facilités et toutes les occasions de popularité.

Dès le premier moment, en effet, les Napolitains, sans céder absolument peut-être à un sentiment de confiance trop souvent trompé, attendaient du moins du nouveau roi ce qu'ils avaient perdu l'espoir d'obtenir de Ferdinand II. Il y avait dans les opinions une sorte de suspension d'hostilités en présence de l'inconnu. L'idée de l'éviction de la dynastie, qui avait fait de redoutables progrès sous le dernier roi, s'éclipsait dans la perspective d'un changement favorable, et la pensée d'une fusion de l'autonomie napolitaine dans la grande unité de l'Italie n'était encore assurément que dans quelques têtes exaltées. Il n'eût fallu qu'un mot pour rallier et satisfaire cette population impressionnable et ardente, aussi prompte à se reprendre à l'espoir qu'à se rejeter dans la desaffection et

dans l'hostilité. Ce n'est pas tout : une circonstance merveilleuse et imprévue venait se prêter à ce rapprochement de la royauté et du peuple napolitain. Les soldats suisses n'étaient point aimés ; on voyait en eux l'instrument étranger d'une compression impitoyable. Presque au lendemain de l'avénement de François II, une mutinerie dans un des régiments au service de Naples faisait une nécessité d'un licenciement qui, accompli de bonne grâce, spontanément, surtout sans arrière-pensée, pouvait être considéré comme un gage de sincérité libérale par la population, comme un acte de confiance par l'armée nationale.

Au dehors, tout semblait aussi s'aplanir devant la jeune royauté. La rupture diplomatique avec la France et l'Angleterre, qui avait été une des épines de la fin du règne de Ferdinand II, cessait par la mort même du dernier roi, Les représentants des deux puissances revenaient immédiatement à Naples sans conditions, sans réveiller une vieille querelle qui n'avait conduit à rien, qui était devenue peut-être un embarras pour tout le monde. Il y avait sans doute des divergences entre les deux politiques qui allaient faire leur paix avec un nouveau roi, et à cette époque l'Angleterre n'en était pas au point où on l'a vue depuis. Le nouvel ambassadeur britannique, M. Elliot, avait pour instruction de travailler de tout son pouvoir à maintenir Naples dans l'isolement, dans la neutralité et dans une ligne de politique ressemblant à un antagonisme vis-à-vis de la politique de la France et du Piémont en Italie L'Angleterre songeait à cette époque, au mois de

mai 1859, à se créer à Naples un levier contre la France.

Cette neutralité, sous laquelle on se réservait de glisser un peu d'hostilité, n'était pas, on le comprend, la pensée de la France, qui, sans attacher moins de prix à l'autonomie napolitaine, était naturellement plus disposée à attirer le nouveau roi dans les affaires d'Italie ; mais entre les deux puissances il y avait un accord tacite pour exercer une influence libérale, pour appuyer, pour seconder François II dans l'œuvre réparatrice qui semblait la mission de son règne. Le Piémont lui-même, le Piémont, qui avait aussi sa querelle avec Ferdinand II pour un bâtiment capturé sur les côtes de Naples, ne songeait nullement à cette époque à créer des embarras au jeune roi, et il était sincère, car il était intéressé en ce moment à la bonne amitié avec Naples. Il ne pouvait encore entrevoir cette étrange fortune de l'annexion du midi de l'Italie ; il songeait bien plutôt à prévenir par sa politique les événements qui ont fini par provoquer son intervention.

La politique du Piémont était simple, naturelle et tracée par les circonstances. Dès la mort de Ferdinand II, le cabinet de Turin chargeait le comte de Salmour d'une mission extraordinaire à Naples. C'était un acte de courtoisie qui couvrait un acte politique, une proposition nette et directe d'alliance. Il y avait dans les instructions particulières de M. de Cavour une sympathie visible pour le jeune roi, un ménagement extrême et même un soin jaloux de défendre le Piémont de toute pensée ambitieuse, d'aller au-devant des susceptibilités napolitaines.

« Parmi les obstacles que vous rencontrerez pour faire prévaloir ce système d'alliance, disait M. de Cavour, il en est un sur lequel je crois devoir appeler particulièrement votre attention : c'est un préjugé mal dissimulé contre la prétendue ambition de la maison de Savoie. C'est une vieille accusation fomentée par l'Autriche dans une pensée facile à comprendre, et qui trouve encore aisément accueil auprès de quelques hommes d'État napolitains. A le bien prendre, ce reproche tourne à la louange de la politique de Sa Majesté et de ses prédécesseurs. La maison de Savoie a, depuis plusieurs siècles, assumé la noble mission de défendre la liberté de l'Italie contre la prédominance et les usurpations étrangères. Depuis 1814. l'antagonisme entre le Piémont et l'Autriche, est devenu plus visible, parce que les traités de Paris et de Vienne troublaient l'équilibre italien en donnant à l'Autriche en Italie, une prépondérance inconciliable avec l'indépendance des autres États. Depuis ce jour, la lutte, tantôt secrète, tantôt ostensible, n'a plus été interrompue, et si le dénoûment de cette lutte est un agrandissement des États de Sa Majesté, cela dérivera de la nécessité des choses, du consentement des peuples, non de desseins préconçus ; mais la formation d'un État puissant dans la vallée du Pô ne doit point exciter la jalousie du royaume des Deux-Siciles. Avec celui-ci, nous avons toujours souhaité la concorde et l'union. Ce fut par une juste considération que le cabinet de Turin, dans le congrès de Paris, ne joignit pas sa voix aux voix accusatrices qui s'élevèrent contre le régime de Ferdinand II, et c'est par la

même raison que récemment, dans le mémorandum du 1er mars, il s'est tu sur la condition intérieure du royaume, afin d'éviter de nouvelles causes de dissidence et de froissement, afin de ne pas mettre de plus grands empêchements à une union peu espérée en ce moment, il est vrai, mais toujours désirée dans l'intérêt commun des deux dynasties. Je ne doute pas que ces réflexions n'aient de l'efficacité sur l'esprit de François II et de ses conseillers.

» L'intervention de la France dans nos affaires sera peut-être un autre sujet de soupçon. Sur ce point, vous répéterez ce que l'empereur Napoléon III a solennellement déclaré en face de l'Europe, c'est-à-dire qu'aucune vue de conquête ou d'ambition dynastique ne guide ses armes. Vous ajouterez que les conditions de l'Europe d'ailleurs ne permettraient pas une domination française directe en Italie. Vous ferez observer que, dans tous les cas, le meilleur moyen de prévenir un semblable danger, s'il existait (ce qui n'est pas), serait l'union des conseils et des armes de toute la nation et l'alliance des deux grands royaumes de la Péninsule; mais comme ces considérations pourraient n'être pas suffisantes, vous laisserez comprendre que le gouvernement du roi est disposé à donner de son côté toutes les garanties qui peuvent être raisonnablement désirées. Aussi, dans le cas où on proposerait une alliance offensive et défensive avec garantie réciproque de l'intégrité des États des parties contractantes, vous ne vous montrerez pas éloigné d'y consentir, vous réservant seulement d'en référer à votre gouvernement

pour les instructions pratiques qui seraient nécessaires (1)... »

Le Piémont, en d'autres termes, offrait au roi de Naples, le 29 mai 1859, jour où le comte de Salmour recevait ces instructions, en ce moment unique où toutes les situations étaient encore intactes, ce que François II lui-même proposait au Piémont un an plus tard, lorsqu'il n'était déjà plus temps. J'ajouterai que, par la modération de ses conseils sur la politique intérieure, le cabinet de Turin traitait Naples comme un royaume qu'il voulait aider sérieusement à vivre, non comme un État dont il voulait précipiter la ruine. Il ne conseillait pas une résurrection hâtive du régime constitutionnel, un appel immédiat à des hommes d'un libéralisme trop vif. « Pour aujourd'hui, disait-il, les conseillers de la couronne pourraient être choisis parmi les hommes dévoués à la monarchie et qui l'ont déjà servie, mais sans être trop compromis dans les excès de la réaction. » Le Piémont disait ce que l'Europe entière pensait, ce que l'Angleterre et la France conseillaient elles-mêmes. S'il y avait donc des difficultés à Naples, il n'y avait rien d'insurmontable avec un point d'appui possible dans l'opinion habilement ralliée, avec tous les moyens de popularité et de raffermissement, avec le concours de toutes les sympathies extérieures. Seulement, à cette aube d'un règne naissant au milieu des frémissements de l'Italie enflammée par la

(1) Dépêche particulière de M. de Cavour au comte de Salmour, en date du 29 mai 1859.

guerre, il fallait se hâter, devancer l'imprévu, par une résolution prévoyante et hardie.

Ce fut l'irrésolution qui l'emporta, et dès lors la destinée de ce règne de dix-huit mois se nouait dans les secrètes incertitudes d'un prince timide, inexpérimenté, mal conseillé et plus mal servi. Un sentiment semblait dominer François II, c'était la réserve, et sous cette réserve il avait une certaine défiance des choses, une crainte presque superstitieuse de toucher à tout ce qu'avait fait son père. Jeté dans des circonstances prodigieusement graves où l'instinct de ses intérêts et la lumière des événements le pressaient de céder à l'esprit de son temps, il était d'un autre côté, enlacé et retenu par la cour survivante de Ferdinand II, foyer de réaction où dominait absolument l'influence de la reine mère, princesse autrichienne de cœur et de passion comme de sang, atteinte et aigrie toute à la fois par son malheur de veuve et par la crise qui menaçait l'Autriche en Italie. Tout ce qui était dans l'intimité de la cour servait cette influence, même le confesseur du roi, Mgr Gallo, prêtre plus fanatique que clairvoyant, qui rappelait sans cesse au jeune souverain que c'était pour lui un devoir religieux d'obéir à la reine veuve, devenue l'unique dépositaire des pensées et des instructions suprêmes de son père. Une princesse dont on ne peut rien dire aujourd'hui, si ce n'est qu'elle a fatalement contribué à la perte de la royauté napolitaine pour des intérêts qui n'avaient rien de national, quelques gentilshommes accoutumés à tout voir dans l'étiquette de cour, quelques secrétaires et quelques prêtres nourris

d'absolutisme et de servilité, c'était là le pouvoir réel dominant le roi lui-même, annulant la plus timide velléité d'action, uniquement occupé à maintenir l'autorité des traditions du dernier règne.

Il n'y avait de changé à Naples que le nom du roi. Rien ne le prouvait mieux que les décrets d'amnistie par lesquels François II inaugurait son avénement. C'étaient des actes de clémence plus apparents que sérieux, qui effaçaient de la liste des suspects, des *attendibili*, ceux qui y avaient été inscrits, mais en maintenant la liste elle-même, qui au premier coup d'œil multipliaient les grâces mais en excluant des catégories nombreuses de condamnés politiques, notamment toute l'émigration napolitaine, même ceux que Ferdinand II avait si étrangement graciés en les déportant en Amérique. Tels qu'ils étaient d'ailleurs, ces décrets n'avaient rien de sincère ; des circulaires secrètes en détruisaient tout l'effet, et le lendemain comme la veille les persécutions s'exerçaient contre les suspects. Le gouvernement napolitain le niait, et on lui citait les noms des victimes. A Cosenza, quelques pauvres diables étaient conduits en prison, rasés et exilés pour avoir porté une barbe séditieuse à l'italienne. Bref, c'était une amnistie chimérique tant que la régularité de l'administration et les garanties de justice restaient absentes.

Bientôt à Naples même, le 29 septembre 1859, la police s'abattait sur quelques personnages considérables : le marquis Bella, le marquis d'Afflitto, le duc Giordano, M. Ferrigni, M. Vacca, un capitaine de marine, M. Cape-

célatro, un prêtre, M. Leopoldo Perez, et les jetait en prison pour les déporter sur le rocher de l'Ustica. Les détenus furent relâchés quelques jours plus tard, il est vrai, sur les pressantes remontrances de la diplomatie ; un déplorable effet n'était pas moins produit. C'était toujours le même système, que le roi François II ne suivait pas par choix sans doute, mais qu'il subissait, qu'il se laissait imposer, et qu'il finissait par s'accoutumer à considérer comme une nécessité, si bien que lorsqu'on lui rappelait quarante prisonniers qui attendaient depuis quatre ans un jugement à Santa-Maria Apparente, il répondait assez naïvement : « Que voulez-vous ? ils ne sont privés que de la liberté ; si on les met en jugement, ils courent risque de la vie. » C'était une pensée humaine peut-être, mais qui se traduisait par un acte d'administration fort équivoque.

IV

Ce commencement de règne devenait ainsi une déception dans l'ordre intérieur. Les traditions de Ferdinand II étaient plus fortes que tous les conseils, et par sa politique extérieure la nouvelle royauté napolitaine ne se mettait pas moins en contradiction avec une des plus pressantes nécessités du moment, avec un de ses plus évidents intérêts, dirai-je. Par un merveilleux à-propos, François II était assurément le prince le mieux placé pour ouvrir son esprit à quelques-unes des idées qui

agitaient l'Italie, pour répondre à l'appel que lui adressait le Piémont, puisqu'il n'avait rien d'autrichien, puisque sa mère avait mis dans ses veines du sang de Savoie.

C'était une parenté naturelle qui semblait conduire à un heureux rapprochement politique. Il n'est pas moins vrai que soit sous la pression de la reine mère et de la cour, soit sous la pression de cette rivalité, de cette jalousie d'importance dont Ferdinand II avait fait une tradition pour la politique napolitaine, soit par un secret effroi de prince absolu en présence de ces mouvements de nationalité où surgissait le sentiment populaire, François II se montrait peu Italien. Dès son avénement, il se hâtait de signifier à l'Italie une froide neutralité. L'opinion publique à Naples vibrait au bruit des premières victoires des armées alliées en Lombardie, et le jeune roi, sans soupçonner peut-être la gravité de ses paroles, disait à M. de Kisselef, qui venait le complimenter au nom de l'empereur Alexandre de Russie : « Pour moi, je ne sais pas ce que c'est que l'indépendance italienne ; en fait d'indépendance, je ne connais que l'indépendance napolitaine. »

Le sentiment dominant chez François II était une défiance mêlée d'irritation à l'égard du Piémont, dont il voyait ou croyait voir la main partout, dans les moindres mouvements de l'opinion. Si un libelle circulait à Naples, c'était le Piémont qui était coupable, et le roi lui-même insistait pour qu'on adressât « une note forte et vive » au chargé d'affaires de Sardaigne. On ne pouvait se dissimuler, dans l'intimité de la cour napolitaine, que la

guerre c'était un agrandissement probable du Piémont, et un agrandissement du Piémont, selon la mesure qu'il prendrait, c'était une diminution de Naples, qui pouvait passer au second rang en Italie. De là une inquiétude presque fébrile qui se traduisait quelquefois en puérilités, qui ne faisait que s'accroître lorsque survenait la paix de Villafranca, et à sa suite cette politique d'annexion volontaire qui envahissait l'Italie du nord, qui donnait au Piémont plus de provinces que la guerre ne lui en avait donné.

Alors, la cour de Naples retombait plus que jamais dans ses incertitudes et ses anxiétés, passant d'une résolution à l'autre, hostile et déroutée, craignant tout, et ne faisant rien pour échapper à la puissance des événements. Au milieu des transformations qui s'accomplissaient en Italie, elle redoutait bien plus encore qu'elle ne désirait la réunion d'un congrès ; elle ne se sentait nullement rassurée par cette perspective d'une délibération de l'Europe, où la politique napolitaine serait nécessairement mise en cause. Aussi, accueillait-elle d'abord cette idée avec peu d'empressement, et même en l'acceptant elle subtilisait ; elle voulait être appelée comme État européen, non comme État italien, imaginant se mettre ainsi hors du débat et éluder l'inévitable connexion des affaires napolitaines et des affaires du reste de l'Italie. Sa première pensée avait été d'envoyer au congrès deux ministres sans portefeuille, M. Winspeare et M. Carascosa, et on donnait de ce choix une raison singulière : c'est que les deux ministres « avaient déjà l'habitude de ne rien faire et de ne rien dire. » C'était là la vraie pensée : annuler

les plénipotentiaires en se réservant une attitude de résistance passive et de protestation.

La cour de Naples, et ce fut son malheur, ne croyait point à la durée de ce qui se faisait en Italie, parce qu'elle la redoutait; elle n'avait qu'une médiocre confiance en ce congrès européen où, en présence des dépossessions accomplies déjà dans la Péninsule, le principe de non-intervention serait proclamé et maintenu par la France et par l'Angleterre; elle attendait, ne voulant souscrire à rien, et lorsque, du côté de la France, lui venait le conseil sensé, prévoyant et pressant de se rapprocher du Piémont, elle se rejetait dans les subterfuges, se livrant à des représailles amères contre la politique piémontaise et se nourrissant de plus en plus de ses défiances. Au fond, on se débattait dans le vide, ou plutôt, sous ce tumulte de craintes et de velléités contradictoires, une pensée, une passion s'agitait à mesure que les circonstances prenaient plus de gravité. Il y eut un moment, à la fin de 1859 et aux premiers jours de 1860, où Naples était le centre d'une ligue nouée entre Vienne, le cardinal Antonelli, la veuve de Ferdinand II et le roi François. Un échange incessant de correspondances existait entre l'archiduchesse Sophie et la reine-mère de Naples. Le nonce du pape, Mrg Gianelli, était l'un des plus fougueux instigateurs de la résistance. L'ambassadeur d'Espagne, M. Bermudez de Castro, était aussi initié à cette politique, qui consistait à se préparer pour le printemps, à nouer une alliance entre l'empereur d'Autriche et le

roi de Naples, et à pousser à la guerre, jouant le tout pour le tout.

Ce fut la pensée de la première concentration d'un corps d'armée dans les Abruzzes, sous le général Pianelli, à la fin de 1859. C'est aussi sous l'influence de cette préoccupation qu'au lieu d'accepter comme un bienfait le licenciement nécessaire des Suisses, on cherchait à rallier les fidèles, et on allait recruter de nouveaux soldats étrangers en Bavière, en Autriche. Chaque mois, des détachements étaient expédiés de Trieste à Naples.

Je ne veux pas dire que les nouveautés qui surgissaient partout en Italie ne fussent de nature à remplir d'anxiété un prince jeune, religieux, élevé dans le respect des traditions, que le roi de Naples n'eût quelque raison de se préoccuper de l'avenir, et même qu'il n'eût le droit, comme souverain indépendant, de choisir ses alliés; seulement on aurait pu lui dire, au sujet du rôle qu'il prétendait donner à son royaume en Italie, ce que M. Elliot lui rappelait au sujet de sa politique intérieure : « J'ai représenté au roi, écrivait le ministre anglais à lord John Russell, que des concessions faites aux demandes modérées du pays pourraient lui ramener la tranquillité à l'intérieur et la sympathie de l'étranger, tandis que si Sa Majesté était résolue à refouler les sentiments dominants par des mesures violentes, elle avait à calculer la force dont elle disposait, à peser mûrement le risque qu'elle courait avant d'adopter une politique qui, si elle échouait, devait amener des résultats dont il était impos-

sible de prévoir la portée, et pourrait la priver de toute chance de secours ou de sympathie de l'étranger. »

Ému quelquefois, mais retombant toujours sous le joug des conseils qui le dominaient, François II ne voyait pas que refuser tout aux plus simples vœux du pays, c'était aggraver d'une déception amère une situation déjà impossible sous Ferdinand II; que prétendre se renfermer dans une politique d'isolement ennemi, c'était provoquer l'esprit italien à se tourner vers Naples; que, n'eût-il pas cru à la sincérité du Piémont, il eût été encore habile de le lier, tandis que décliner ses avances c'était lui laisser la liberté de ses allures; enfin que, perdre du temps lorsque les mois et les jours étaient des années, c'était sans profit et sans gloire dévorer en germe tout un règne.

V

Il y avait à cette époque à Naples un homme qui aurait pu exercer l'influence la plus favorable, qui fit un instant illusion, et sur lequel on comptait presque pour relever la politique napolitaine à la hauteur d'un rôle nouveau : c'était le général Carlo Filangieri, prince de Satriano, appelé peu après l'avénement de François II au poste de premier ministre. Par l'éclat de son passé militaire, qui datait de l'Empire, par la vivacité intelligente de son caractère et de son esprit, par des traditions qui le rattachaient à la France, le général Filangieri semblait l'homme de la situation : c'était le nom le plus connu en Europe, c'était le personnage qu'on poussait en quelque sorte au

pouvoir depuis longtemps, dès qu'on avait à demander un changement de politique à Ferdinand II. Malheureusement le prince de Satriano était vieux, léger, désireux de bien-être et de luxe avant tout; il commençait par se faire payer quatorze mille ducats pour un arriéré de pensions; il était lié d'ailleurs, par plus d'un service d'argent, au dernier roi et à sa famille, et si son esprit sentait la nécessité impérieuse des réformes, s'il avait du goût pour un certain rôle à demi libéral aux yeux de l'Europe, il n'était pas homme à risquer dans des luttes de cour cette position nouvelle qu'il venait de conquérir.

La politique du premier ministre napolitain était un jeu singulier d'équilibre; il passait sa vie à rechercher l'appui de la diplomatie, à laquelle il faisait des promesses qu'il ne tenait jamais, et à proposer au roi des plans de gouvernement qui n'étaient pas acceptés : puis, quand il était dans l'embarras, il se retirait à Sorrento ou à Pozzuoli, affectant le découragement, gémissant sur le fatal aveuglement d'une cour réactionnaire et sur sa propre impuissance. « Après tout, disait-il alors, vingt années d'un bon gouvernement ne suffiraient pas pour effacer les dix dernières années d'un règne déplorable, et quand on a soixante-treize ans, il faudrait songer peut-être à autre chose qu'à entreprendre cette tâche. » Ce n'est pas l'intelligence qui manquait au prince de Satriano, c'est le caractère, et ici François II voyait se tourner contre lui un des plus tristes résultats de la politique de son père, la servilité des conseillers. « Il en sera ce qu'il plaira au roi! » c'était là l'opinion habituelle des

ministres de Ferdinand II. Filangieri était bien homme à comprendre la nécessité d'un changement de régime, même à paraître donner sa démission ; par habitude de dépendance et par désir de pouvoir, il n'était pas homme à pousser son rôle jusqu'au bout.

La première fois que le prince de Satriano joua cette comédie de démission, c'était dès le mois de juillet 1859, à la suite d'une lettre où il proposait au roi un programme de gouvernement, qu'il appelait lui-même un *ballon d'essai*. Ce ballon d'essai, c'était simplement l'exécution des lois, la suppression de l'arbitraire de la police et des scandaleuses exactions administratives, la justice régulière pour tous, une neutralité franche, loyale à l'extérieur, avec l'intention de prendre parti dans le sens des intérêts du pays. Le roi s'émut au premier instant, versa des larmes devant le duc de Taormina, fils du premier ministre, ne fit rien, et le prince de Satriano resta au pouvoir sans son programme, ne pouvant même obtenir le remplacement d'un fonctionnaire. Bientôt après, le général Filangieri, ayant à entretenir les illusions de la diplotie, imaginait mieux encore : il préparait un projet de constitution qu'il communiquait au ministre de France, Le projet fut fort encouragé, comme on pense. Malheureusement quelques jours plus tard, lorsqu'on demandait au premier ministre napolitain des nouvelles de son œuvre, tout était changé, le général Filangieri avait réfléchi, il ne voulait pas aller au-devant d'une disgrâce. Quel était donc le secret de ces tergiversations et de ces mobilités? Pendant ce temps, un aide de camp de l'empereur des

Français, le général Roguet, était arrivé à Naples, et saisissant cette occasion, Filangieri eût voulu que le projet de constitution lui fût remis par le ministre de France et par le général Roguet comme venant de l'empereur, de telle sorte qu'il pût se couvrir de cette autorité devant le roi. On ne tomba pas dans le piége, et la constitution alla rejoindre le programme de gouvernement du mois de juillet.

Au fond, cette politique était une ruse perpétuelle. Le prince de Satriano jouait un double jeu aussi périlleux pour lui-même que pour son pays et pour son souverain, cherchant à se soutenir à la cour par l'influence de la diplomatie européenne et opposant à la diplomatie la résistance du roi. Il amusait tout le monde, et il finissait par ne plus tromper personne, arrivant au bout de cette comédie avec une ambition déjouée et un crédit perdu. Il avait éclairé la diplomatie sur sa valeur réelle, sur sa consistance politique, et la cour, de son côté, ne lui pardonnait pas les plus timides velléités libérales, les plus insignifiantes tentatives de réformes, même accompagnées de la plus souple obéissance. La reine mère surtout n'avait que de l'antipathie pour lui. Le général Filangieri, avec plus d'autorité morale et plus de vigueur de conseil, aurait pu, sans nul doute, conduire victorieusement son pays dans cette crise redoutable, et peut-être sauver la couronne de François II · il n'avait été qu'une décoration dont on couvrait le commencement du règne, et lorsqu'il n'avait plus qu'à tomber du pouvoir, où il était remplacé par le prince Cassaro, la situation du royaume de Naples était la même.

Cette situation, c'était en réalité ce qui existait sous Ferdinand II avec la tenace énergie et l'expérience du dernier roi de moins, avec les excitations causées par les mouvements de l'Italie de plus, avec ce trouble profond né d'une déception croissante de l'opinion. Quelques mois à peine s'étaient écoulés, en effet : où en était le gouvernement napolitain? Il se trouvait réduit plus que jamais à multiplier les mesures les plus rigoureuses, à épuiser tous les moyens d'une répression arbitraire. Un simple soupçon suffisait pour attirer la main de la police, et c'est ainsi que dans les premiers jours de mars 1860 le prince Torella, le marquis Bella, le prince Camporeale, le duc Proto, le marquis Vulcano et bien d'autres encore étaient subitement arrêtés, ou n'échappaient à la police que par la fuite. Le ministre des affaires étrangères du roi François II, M. Carafa, ne faisait au reste nulle difficultés d'avouer à M. Elliot qu'on n'avait point de preuves contre les *coupables*, qu'on ne les mettrait point en jugement, mais qu'on sévirait contre eux sans recourir à la justice, parce que le gouvernement avait la conviction de leur culpabilité.

Ce n'était pas, il est vrai, sans de vives anxiétés intérieures que François II se laissait entraîner dans cette voie. « Croyez-le bien, disait-il, le roi de Naples n'est pas l'homme le plus heureux du monde; il faut le plaindre, sa situation est bien difficile. Le roi de Naples a dû se décider à comprimer, il faut faire son devoir conformément aux lois. » Et si l'on objectait que c'était là justement la question, se conformer aux lois violées tous les

jours par la police; si l'on ajoutait qu'un système plus doux, plus équitable, serait sans doute plus efficace, le roi répondait qu'il fallait « commencer par comprimer, par faire respecter l'autorité. » Quant aux réformes, on verrait après ce qu'il y aurait à faire : François II restait dans le vague; on entrevoyait seulement que, s'il avait à choisir entre des systèmes d'élections, il préférerait le suffrage universel au suffrage restreint, qu'il considérait comme trop favorable à la *secte*, c'est-à-dire aux libéraux.

Au point de vue extérieur et italien, à ce moment où toutes les perspectives de congrès s'étaient évanouies et où les annexions de la Romagne, de la Toscane, étaient définitivement accomplies, le souverain napolitain en était venu à des idées singulières, et qui ne laissaient pas d'être chimériques. « Je ne puis être indifférent à ce qui agrandit le Piémont révolutionnaire, disait-il, et en ce qui me concerne je ne me prêterai en rien à une autonomie toscane avec un prince de Savoie; ce serait la même chose. » Quant à la Romagne, le roi ne conseillerait jamais au pape d'accepter le Piémont comme vicaire. Il eût préféré un vicariat délégué au grand-duc de Toscane, ce qui indiquait, à vrai dire, la restauration du grand-duc, et à défaut du vicariat toscan il mettait en avant l'idée d'un vicariat napolitain. — Mais comment combiner les réformes nécessaires dans la Romagne avec le système politique suivi dans le royaume? — Ces réformes coïncideraient avec celles qui seraient réalisées à Naples même. — Et quelles seraient ces réformes? quand s'accompliraient-elles? — Ici on retombait dans le vague et

dans le cercle vicieux où tournait la politique napolitaine, ballottée entre le danger d'une inaction mortelle et l'évidente répugnance à entrer dans la seule voie qui lui fût ouverte. J'ajouterai qu'à ce moment même le Piémont faisait au gouvernement napolitain une proposition nouvelle d'accord et d'action commune.

Dès le mois de janvier 1860, le marquis de Villamarina était arrivé à Naples comme ministre du roi Victor-Emmanuel, et il était chargé de donner les assurances les plus complètes d'amitié, de travailler de tout son pouvoir à dissiper les défiances et à rapprocher les deux pays. Trois mois après, avant que les événements, un instant suspendus, eussent repris une allure plus grave et plus décisive, le cabinet de Turin faisait offrir aux Napolitains d'aller eux-mêmes en avant et d'entrer dans les Marches, à la condition que l'annexion de la Romagne serait reconnue, ou qu'on obtiendrait l'accession du saint-siége à l'occupation d'Ancône par les Sardes. En un mot, le Piémont offrait de marcher avec Naples et de nouer une sérieuse intelligence, pourvu qu'on voulût s'y prêter. Le roi François était trop engagé dans une politique absolument contraire pour accéder à des combinaisons qui eussent peut-être tout changé en Italie, et qui, dans tous les cas, eussent arrêté sans doute le débordement du nord vers le midi. La cour de Naples était tout entière à ses défiances, à l'amertume de ses irritations, et se retranchait de plus en plus dans une immobilité hostile à mesure que l'esprit italien s'enflammait par le succès même de ses premières entreprises.

Que résultait-il de ce système suivi par la cour napolitaine dans sa politique intérieure et dans ses relations avec l'Italie, avec le Piémont? C'est que tout empirait rapidement. Le trouble et la peur poussaient aux vexations, qui multipliaient à leur tour le mécontentement et les irritations. Tout ce qu'on faisait pour arrêter la contagion des idées qui envahissaient l'Italie n'avait d'autre résultat que de la rendre plus active et plus efficace. L'aristocratie napolitaine, poursuivie et traquée par la police, se laissait aller à une mauvaise humeur qu'elle ne cachait plus; la bourgeoisie de Naples était profondément irritée, et chose plus grave, chose nouvelle à Naples, le peuple lui-même commençait à s'ébranler, à demi gagné par ce mouvement de désaffection. L'armée se sentait humiliée de voir des Bavarois et des Autrichiens succéder aux Suisses dans les préférences de la cour. La marine était bien plus atteinte encore dans son esprit de fidélité. « Mon malheureux pays, disait un capitaine de vaisseau, n'a plus de moyen de sortir de l'affreux régime qui l'opprime que par une révolution. »

L'idée de la perte inévitable de la dynastie faisait de redoutables progrès, au point que deux des oncles du roi, le comte d'Aquila et le comte de Syracuse, étaient eux-mêmes dans cette conspiration de l'impatience et du mécontentement. Vainement la France et l'Angleterre, par les conseils incessants de leurs représentants, avaient essayé de raviver le sentiment du péril dans cette cour indécise et obstinée; elles se trouvaient en face d'un pouvoir insaisissable qui éludait les conseils, sauf à de-

mander plus tard des garanties impossibles contre l'orage qu'il amassait lui-même. Cette situation éclatait partout à Naples; elle se révélait dans les excitations de l'opinion, dans l'insurrection, qui, une fois de plus, se réveillait en ce moment en Sicile, et jusque dans des incidents que l'imagination publique saisissait avec malignité : témoin une scène curieuse qui se passait un jour au palais, et que l'un des témoins, le prince Ischitella, allait raconter immédiatement au cercle de la noblesse

C'était au lendemain des arrestations du mois de mars 1860. Le ministre de France, M. Brenier, autorisé par le roi à se présenter toutes les fois qu'il le jugerait convenable, se rendait au palais pour demander l'élargissement d'un homme estimé et assurément peu dangereux, qui était l'avocat de la légation. Sa présence ne parut pas faire une agréable impression. L'un des gentilshommes, le marquis Imperiali, lui dit avec embarras que Sa Majesté n'était point là. On chercha François II de tous les côtés dans le palais; le roi était tantôt chez la reine mère, tantôt chez le comte de Trapani, tantôt enfin aux écuries. Chaque fois que le marquis Imperiali reparaissait après ses infructueuses recherches, M. Brenier, qui n'avait pas tardé à démêler le jeu, avait le soin de demander : « Faut-il attendre? » Il attendit plus d'une heure, voulant aller jusqu'au bout, causant librement et tranquillement de guerre avec le prince Ischitella, de marine avec le général Sabatelli, lorsque le marquis Imperiali revint définitivement, assez consterné, en disant qu'on ne retrouvait pas le roi. Le ministre de France regarda fixement le

gentilhomme de cour et lui dit en souriant : « Alors c'est que le roi est perdu. — Il n'est qu'égaré dans le palais, répondit-on. — Prenez garde, reprit M. Brenier, il y a des mots dangereux qui conduisent en prison; on y met pour moins que cela. » Et il se retira. — Ainsi trouble ou violences du pouvoir, irritations et incohérence des opinions, malaise universel mêlé d'aspirations indéfinies, incertitudes d'une armée défiante d'elle-même et de la cause qu'elle servait, antipathie irréconciliable des Siciliens, déjà en insurrection, c'est là qu'on en était à Naples au mois d'avril 1860; il y avait tous les éléments réunis d'une révolution, moins la hardiesse ou peut-être la possibilité d'une initiative émanant de la nation elle-même.

VI

C'est alors que sur ce foyer d'éléments incandescents l'étincelle vient tomber. C'est alors, quand les annexions du nord sont définitivement accomplies, quand entre le Piémont et Naples il n'y a plus que les Marches, quand tout ce que l'Europe a prodigué de conseils est épuisé, quand l'insurrection sicilienne semble un signe d'intelligence allant tenter l'esprit d'unité, qu'un homme se lève du sein d'une petite île de la Méditerranée : Garibaldi apparaît comme le messager des colères italiennes contre le régime dominant dans les Deux-Siciles.

Chef étrange par l'indépendance de sa vie et de son caractère, façonné à toutes les formes de l'action, patriote

de cœur fougueux, de tête faible et de mœurs simples, très-brouillé avec la diplomatie et popularisé par un dévouement passionné à la cause italienne, couvert d'ailleurs du lustre récent de sa campagne d'audacieux partisan en Lombardie, Garibaldi était l'homme le mieux placé pour se jeter en avant, ou, pour mieux dire, seul il pouvait entreprendre cette expédition dans le midi de l'Italie, parce que seul il pouvait entraîner à sa suite un nombre suffisant de volontaires enflammés de son feu, animés de son esprit. Et, le dirai-je? seul il pouvait jeter ce défi à la diplomatie embarrassée de l'Europe, tenter cette diversion, sans attirer sur lui une orage de répression instantanée, parce que dans l'extrémité même de son audace et de son indépendance, par son attachement aussi singulier que sincère au roi Victor-Emmanuel, il représente l'unité italienne dans ce qu'elle a de moins incompatible avec l'ordre général, avec la monarchie.

Dans la nuit du 5 mai 1860, Garibaldi, sorti depuis peu de son île de Caprera, s'embarquait à Quarto, près de Gênes, avec quelques-uns de ses compagnons de guerre, Bixio, un Génois fougeux et prêt à toutes les entreprises; Sirtori, un Lombard du siége de Venise en 1848; un Sicilien, La Masa; Turr, un Hongrois brillant, et enfin un millier d'hommes rassemblés à la hâte. On avait mis la main par surprise sur deux bateaux à vapeur d'une compagnie particulière. Il y avait parmi ces hommes des Brescians, des Bergamasques, des Milanais, cent soixante-dix-neuf étudiants de l'université de Pavie, des Toscans, des émigrés napolitains et siciliens, beaucoup d'aventu-

riers sans doute, mais aussi des jeunes hommes des plus hautes familles de l'Italie, tous formant une armée bariolée, aux types divers, à l'uniforme populaire et bizarre, aux allures pittoresquement martiales, n'ayant d'autre lien de discipline que le fanatisme pour son chef, et portant sur son drapeau ces simples mots : « Italie et Victor-Emmanuel! »

Où allaient-ils ainsi? On ne le savait encore. L'Europe avait les yeux fixés sur la Méditerranée, lorsque peu après, le 11 mai, la petite expédition partie de Quarto, se frayant un passage à travers les croisières napolitaines, allait débarquer dans un petit port de la côte de Sicile, à Marsala. Les forces navales du roi de Naples arrivèrent tout juste à temps pour assister au débarquement et pour capturer un des bâtiments de l'insurrection voyageuse, lorsque déjà Garibaldi était à terre avec les siens.

Ce fut un coup de foudre à Naples, quoiqu'on s'y attendît un peu, et pour se consoler on commença par accuser un vaisseau anglais d'avoir favorisé ou protégé le débarquement en gênant le tir d'une frégate du roi, puis on finit par tout rejeter sur le Piémont qui avait laissé s'organiser et partir l'expédition. Il est certain que le Piémont n'avait pas employé la force pour retenir les volontaires au port et pour les disperser. Ostensiblement du moins, en se servant des lois dont il disposait, heureux peut-être de n'en pas avoir de plus sévères en présence de l'opinion, qui s'enflammait pour cette hardie tentative, il avait fait ce qu'il avait pu, et ce qu'il avait fait même n'avait servi qu'à irriter Garibaldi sans le retenir. Pour les esprits po-

litiques du nouveau royaume du nord, se jeter dans cette aventure du midi c'était tout précipiter, dénaturer ou compromettre la libération de l'Italie qui pouvait s'accomplir plus lentement, par la force des choses. Bien d'autres, qui ne pouvaient s'empêcher d'être émus de la hardiesse de Garibaldi, considéraient son entreprise comme prodigieusement chimérique, et croyaient impossible que l'expédition n'allât pas se heurter contre quelque vaisseau napolitain qui coulerait à fond les frêles bâtiments des volontaires. Ayant à sauver sa position en Europe sans trop braver les ardentes excitations d'une opinion qui était sa force en même temps que son danger, le gouvernement piémontais n'avait pu rien faire, mais il sauvait sa responsabilité en désavouant diplomatiquement Garibaldi.

Un fait était publiquement constaté, c'est que l'audacieux chef de volontaires avait gardé son dessein secret, qu'il n'avait voulu en rien dire au roi, de peur d'être retenu comme il l'avait été déjà, à la fin de 1859, lorsqu'il voulait se précipiter sur les Marches. Il le disait lui-même dans une lettre particulière : « Je fus sur le point de m'en ouvrir au roi... J'ai cru prudent de n'en rien faire. Il m'aurait détourné, et je n'aurais pu résister à un ordre de ce roi unique et parfait... » Ainsi Garibaldi acceptait seul la responsabilité de son entreprise, il la revendiquait même dans la pensée secrète d'y puiser une liberté plus entière de mouvements pour l'avenir. Il partait sans autre mandat que celui qu'il croyait trouver dans une impulsion de patriotisme et dans l'appel de l'insurrection sicilienne, et au moment de s'embarquer il écrivait au roi

une lettre qui n'était point sans noblesse : « Je sais que je m'embarque dans une entreprise dangereuse ; mais je mets ma confiance en Dieu ainsi que dans le courage et le dévouement de mes compagnons. Notre cri de guerre sera toujours *Vive l'unité de l'Italie! vive Victor-Emmanuel!...* Si nous échouons, j'espère que l'Italie et l'Europe libérale n'oublieront pas que cette entreprise a été décidée par des motifs purs de tout égoïsme et entièrement patriotiques. Si nous réussissons, je serai fier d'orner la couronne de Votre Majesté de ce nouveau joyau, à la condition toutefois que Votre Majesté s'opposera à ce que ses conseillers cèdent cette province à l'étranger, ainsi qu'on a fait pour ma ville natale. »

Ainsi s'éloignait cet homme lançant au départ un trait à M. de Cavour et laissant à quelques complices entreprenants et passionnés comme lui, tels que le docteur Bertani, le soin de lui envoyer de nouveaux volontaires et des secours, s'il ne disparaissait pas dans la Méditerranée.

Une fois à Marsala, Garibaldi trouvait un sol merveilleusement préparé pour une révolution. En quelques jours, il s'étendait dans l'île ralliant à lui les bandes de paysans insurgés, déconcertant les mouvements des chefs de l'armée royale, battant le 15 mai les forces napolitaines à Calatafimi, poussant jusqu'à Palerme où il entrait le 27, là soutenant un combat de trois jours à l'aide des Palermitains soulevés pour lui, bravant un bombardement aussi meurtrier qu'inutile, qui accablait la population sans la soumettre, et finissant par réduire les généraux du roi à une demande d'armistice bientôt suivie d'une

capitulation, si bien que dans ce court espace de temps Garibaldi était maître d'une des villes principales, et l'armée royale, désorganisée, humiliée, mécontente de ses chefs, qu'elle accusait de trahison, n'occupait plus que quelques points défensifs dans l'île.

Que se passait-il cependant à Naples? Le débarquement de Garibaldi suscitait d'abord une singulière émotion dans le gouvernement, car la présence des volontaires portant en Sicile le drapeau de l'unité de l'Italie introduisait dans les affaires napolitaines un élément redoutable, bien plus redoutable par son caractère moral que par la force numérique de cette poignée d'hommes conduits par un chef aventureux. On essayait au premier moment d'envoyer en Sicile, avec des promesses tardives, un nouveau lieutenant du roi, le général Lanza, qui arrivait bien à propos pour être battu comme tous les autres officiers royaux. Le gouvernement napolitain d'ailleurs usait d'un stratagème dont il fit plus d'une fois sa ressource. Il dissimulait les progrès de l'insurrection, ne parlait que des avantages des généraux napolitains, et il faut le dire, le roi était de bonne foi, car il ne pouvait croire encore à la réalité d'un danger mortel, sachant qu'il avait en Sicile une armée de plus de trente mille hommes.

A mesure que la marche de Garibaldi se dessinait cependant et que les volontaires, grossis des bandes de paysans siciliens, s'approchaient de Palerme, l'anxiété et le trouble redoublaient à Naples, et alors, le 30 mai, au moment même où s'ouvraient en Sicile les premières négociations d'armistice, le ministre des affaires étran-

gères de François II, M. Carafa, convoquait le corps diplomatique. M. Carafa offrait des concessions de la part du roi, si l'Europe voulait donner des garanties. Une délibération engagée dans ces termes ne pouvait aller bien loin, car aucun des diplomates présents n'avait les pouvoirs nécessaires pour entrer dans une négociation de cette nature. On demandait tout au moins que les consuls étrangers à Palerme fussent autorisés à intervenir comme médiateurs entre les combattants, et cette proposition n'eut pas une plus heureuse fortune. M. Carafa ne se découragea pas néanmoins, et sans paraître se souvenir de ce qui s'était passé quelques heures auparavant, il communiquait le soir un projet de note aux divers gouvernements de l'Europe, pour leur demander d'autoriser leurs représentants « à déclarer solennellement et officiellement, *comme l'avaient fait les ministres de France et d'Angleterre*, ne vouloir admettre aucun changement dynastique ni aucune atteinte à l'intégrité du royaume, » assertion qui fut immédiatement rectifiée par les ministres de France et d'Angleterre. M. Elliot dit notamment qu'il avait des vœux à offrir au roi de Naples et pas de garanties. C'est ce qu'on pourrait appeler le premier acte de la révolution des Deux-Siciles.

VII

Tout avait changé rapidement. En ce moment, Garibaldi n'était plus déjà un flibustier; il était entré à Pa-

lerme, il avait un gouvernement, il recevait chaque jour de nouveaux soldats du nord de l'Italie : c'était un pouvoir avec lequel on se trouvait réduit à traiter, et sous sa dictature la Sicile était à demi indépendante. Le bruit de ces événements retentissait sur la terre ferme, et le frémissement qu'il excitait était comme un avant-coureur de commotions nouvelles; il préparait déjà les esprits à une révolution plus étendue. L'inutilité de la tentative qu'on venait de faire auprès du corps diplomatique laissait le gouvernement napolitain dans un dangereux isolement. Recommencer dans ces circonstances le bombardement de Palerme pour reconquérir une ville en ruines ou pour attester encore son impuissance n'était guère possible. C'est ce qui arrachait au roi François II un consentement pénible, d'abord à l'armistice négocié entre ses généraux et Garibaldi, et quelques jours plus tard à une retraite complète de son armée, qui défendait inutilement la ville. C'est aussi sous la pression de cet ensemble de choses que le roi avait l'idée d'une démarche qui n'était par malheur que l'acte d'un prince toujours flottant entre les répressions impuissantes et les concessions tardives. Dès les premiers jours de juin 1860, François II, se décidait à s'adresser directement à l'empereur des Français et à lui demander sa médiation. Ce fut un diplomate intelligent et actif, M. de Martino, qui fut chargé de se rendre à Paris pour remplir cette mission délicate.

Mais quels seraient les sacrifices jugés nécessaires? quelles seraient les conditions essentielles de cette médiation pacifique? — Il n'était pas difficile d'en prévoir

quelques unes : des concessions de liberté intérieure, une alliance italienne avec le Piémont, une organisation nouvelle de la Sicile, qui consacrerait dans une certaine mesure la semi-indépendance de fait qui existait. Le roi ne s'y méprenait pas et se débattait encore. Il ne cachait pas la répugnance que lui inspirait une alliance avec le Piémont. « Pourquoi, disait-il, m'imposer ce pacte? Je n'ai pas refusé d'entrer dans une confédération, bien entendu sans qu'il soit question de Venise qui ne me regarde pas, et c'est là toujours la difficulté. Je ne veux pas faire la guerre pour la Vénétie; le Piémont voudrait m'y entraîner, et je ne me compromettrai pas pour favoriser son ambition. Je suis et veux rester en paix avec l'Autriche. »

Quand on parlait de la Sicile le roi répondait : « La Sicile n'est pas perdue ; nous avons encore Messine, Augusta, Syracuse. Messine peut servir à tout reprendre... Si on donne une organisation distincte à la Sicile avec une constitution à part, c'est dans peu de temps la séparation complète; c'est l'annexion au Piémont ou l'indépendance favorisée par l'Angleterre, et je ne pense pas que ce soit l'avis de la France... » François II ne disait pas le vrai de la difficulté au sujet de l'institution d'une vice-royauté en Sicile : c'est qu'on ne savait quel prince choisir... Les oncles du roi, le comte d'Aquila et le comte de Syracuse, étaient écartés et on ne se souciait pas de nommer le frère même de François II, le comte de Trani.

Si enfin l'on cherchait à savoir ce que ferait le gouvernement napolitain dans le cas d'hostilités nouvelles, si Messine serait bombardée comme Palerme, le roi répondait

non sans anxiété : « Sans aucun doute, on bombardera, c'est le sort des villes qui se révoltent. Je sais ce qu'il y a d'affreux. Plutôt que de recommencer à Palerme, j'ai subi l'humiliation de traiter avec Garibaldi : cela est affreux ; mais je me suis résigné à faire le sacrifice de ma dignité. Mes troupes se retirent de Palerme. Quant à Messine, je n'ordonne rien, je laisse les généraux libres. Personnellement je sais ce qu'il y a de douloureux ; comme roi cependant j'ai des devoirs à remplir... » Ainsi le jeune roi abordait les questions, sentait le péril, et reculait en paraissant faire un pas.

Au fond, François II était vivement impressionné par tout ce qui l'entourait. Il semblait dès ce moment ne plus tenir à un pouvoir qui cesserait de reposer sur la tradition, et ne remplir son devoir de souverain que par une sorte de cas de conscience ; il était préparé aux catastrophes, et il disait un jour à M. Carafa : « Il y a tant de souverains qui se promènent aujourd'hui en Europe, j'irai leur tenir compagnie. » Une scène singulière révélait vers ce moment d'une façon plus vive les agitations intérieures de ce jeune souverain. Le prince Volkonski, ministre de Russie, venait d'arriver à Naples ; il fut reçu en audience royale, et François II allant vers lui, lui dit brusquement : « Eh bien, prince, vous venez ici pour assister à nos funérailles. Du reste, si cela continue ainsi nous aurons bientôt à rendre le dernier devoir à la Russie. » Le prince Volkonski, un peu surpris, répondit qu'il ne savait s'il y aurait des catastrophes à Naples, mais que la Russie, quant à elle, était fort bien portante. Le roi François

vivait dans ces alternatives, tantôt parlant de sa chute avec une sorte de dégagement ou avec amertume, tantôt se reprenant à l'espoir, et alors paraissant disposé à tenter un effort suprême de défense par une concentration de ses forces à Messine, en Sicile, à Gaëte, sur le continent, attendant toujours de la tentative de médiation qu'il venait de faire un résultat qui, bien que prévu par lui, le troublait singulièrement.

Cette médiation, au surplus, offrait des difficultés ou des inconvénients de plus d'une sorte : elle venait tardivement d'abord; elle introduisait dans les rapports entre le souverain des Deux-Siciles et son peuple ou l'Italie la puissance d'une volonté étrangère, dont l'intervention serait nécessairement dépourvue de toute sanction matérielle, et risquait fort d'être illusoire, si elle n'était qu'un conseil, un acte de bon office; elle laissait trop voir la pensée d'attirer la France dans une action isolée, distincte de celle de l'Angleterre, dont elle ne voulait pas se séparer en ce moment, et enfin elle faisait perdre un temps précieux, pendant lequel tout s'aggravait en Sicile, où Garibaldi se préparait à pousser plus loin sa conquête, — à Naples, où l'idée d'une révolution prochaine faisait chaque jour des progrès. Telle qu'elle était pourtant, cette médiation devenait un signe de la puissance des choses; elle indiquait la seule voie où la royauté napolitaine pût désormais trouver quelque chance, puisqu'elle sentait éclater dans ses mains tous les moyens de résistance intérieure, puisqu'elle ne pouvait compter sur un appui décisif des puissances européennes, pas même sur l'appui

de la Russie, qui faisait savoir au roi qu'elle le soutiendrait moralement, mais sans nulle coopération matérielle.

Dès lors, en présence du flot montant, avec la seule spontanéité que lui laissassent les événements, celle de la résignation, François II se décidait à faire de lui-même un pas de plus sans avoir à subir une médiation. Le 25 juin 1860, Naples se réveillait en apprenant tout à coup qu'une constitution était accordée, qu'un accord serait négocié avec le roi de Sardaigne, que les couleurs italiennes devenaient les couleurs du drapeau napolitain, que la Sicile aurait des institutions représentatives, avec un prince pour vice-roi, et que la direction des affaires était confiée à M. Antonio Spinelli, homme d'un libéralisme modéré, mais sincère, qui avait été en 1848 l'un des premiers ministres constitutonnels de Ferdinand II. C'était toute une révolution accomplie sous l'influence du retour de M. de Martino, qui revenait de Paris, sinon avec la médiation qu'il était aller chercher, du moins avec la vive impression de la gravité des conjonctures.

Seulement cette révolution était-elle désormais de nature à ramener l'opinion, à redresser une situation égarée dans toutes les impossibilités? Chose curieuse, l'acte souverain du 25 juin fut d'abord reçu avec froideur à Naples, et ce qui donne une idée des habitudes formées par un long despotisme, on y voyait un leurre, presque une provocation ou un piége. On n'y croyait pas, non-seulement dans la population tourbillonnante de la ville, mais même parmi les hommes éclairés, si bien que M. Spinelli avait quelque peine à former un ministère où entraient le prince

Torella, le marquis de La Greca, M. de Martino, un des hommes les plus actifs du moment, M. Giovanni Manna, économiste intelligent et habile, qui acceptaient le pouvoir avec plus de zèle et de dévouement que de foi au succès. Un avocat de Naples, qui allait être le tribun du nouveau régime, M. Liborio Romano, fut préfet de police avant de devenir le ministre de l'intérieur chargé des funérailles de la dynastie, François II subissait, avec toutes les fatalités que lui avait laissées son père, cette fatalité de défiance qui depuis tant d'années faisait, peu à peu, de tous les esprits libéraux des ennemis de la maison royale, et qu'il n'avait pas essayé de vaincre à son avénement.

Si la constitution de 1848, à laquelle on revenait de si loin, et l'alliance avec le Piémont eussent inauguré le règne, cette politique, personnifiée en un jeune prince, eût changé sans doute la destinée du midi de l'Italie; en ce moment, le régime constitutionnel, né dans les transes d'une crise redoutable, apparaissait comme une œuvre de nécessité que François II subissait en roi qui est le jouet des événements, qui, reprenant un jour ou l'autre sa liberté, reprendrait aussi ses promesses. Une presse naissante n'usait de sa liberté nouvelle que pour mieux dévoiler l'immense incohérence laissée par trente ans de compression ruineuse, pour mettre à nu tout à coup une situation où il n'y avait que des absolutistes irrités, déçus, toujours prêts à tenter quelque réaction, et des libéraux qui désormais tournaient leurs regards d'un autre côté, vers Victor-Emmanuel ou Garibaldi, qui étaient presque ouvertement annexionistes.

Ce qu'il y avait de possible encore d'ailleurs dans un raffermissement de la dynastie par le régime constitutionnel tenait visiblement et uniquement à une circonstance, à cette alliance avec le Piémont qui était une des des promesses de l'acte du 25 juin. Un des membres du nouveau cabinet, M. Manna, et un diplomate napolitain fils d'un ancien ministre, M. Winspeare, eurent la mission de se rendre aussitôt à Turin pour négocier l'alliance. C'était une tentative extrême dans laquelle le gouvernement napolitain était appuyé non-seulement par les cours de l'Europe du nord, telles que la Russie et la Prusse, mais encore et surtout par la France et l'Angleterre elles-mêmes. Qu'avaient à proposer les plénipotentiaires du roi de Naples? A ne consulter que ce qui était ostensible, M. Manna et M. Winspeare recevaient des instructions qui les autorisaient à former une ligue entre les deux couronnes pour garantir la Péninsule contre toute attaque ou influence étrangère, et à négocier des conventions qui établiraient une union commerciale, l'uniformité des monnaies, qui relieraient les systèmes de postes et de chemins de fer, et s'étendraient en un mot à tout ce qui pourrait resserrer les liens des deux royaumes. Pour la Sicile, un parlement serait élu d'après la vieille constitution de 1812, *en dehors de toute pression armée,* afin que le pays pût décider de son organisation, qui garantirait à l'île une existence politique séparée de Naples, sous la même couronne, avec la vice-royauté d'un prince.

En présence de la situation de l'Italie et de tous les problèmes qu'elle soulevait, si les instructions des plénipo-

tentiaires napolitains se fussent arrêtées là, ce n'était pas même la peine d'aller à Turin; mais M. Manna et Winspeare avaient des instructions secrètes qui touchaient au vif des choses et dont ils étaient autorisés à se servir à mesure que les circonstances l'exigeraient. Ils pouvaient admettre le principe de la transformation de la ligue en alliance offensive, ce qui impliquait la guerre pour Venise. Le roi François II avait fini par accéder à cette condition, irrité et offensé qu'il était de la conduite de l'Autriche et de l'abandon où elle le laissait après l'avoir tant poussé à résister; il ne reculait plus devant cette perspective d'une guerre où il retrouverait l'honneur des armes qu'il croyait perdu à Palerme. L'annexion de la Toscane et des duchés pouvait être aussi reconnue par les plénipotentiaires. Quant aux États de l'Église, une combinaison pourrait être proposée : le Piémont garderait les Légations comme vicaire du saint-siége, le roi de Naples prendrait le vicariat des Marches et de l'Ombrie. Malheureusement multiplier les discussions à l'heure où le péril pressait, se réfugier dans les distinctions entre ce qu'on offrait publiquement et les propositions secrètes qu'on se proposait de dérouler peu à peu, au lieu d'aller simplement et directement au but, c'était encore perdre du temps, et dans l'intervalle Garibaldi, après avoir un moment suspendu sa marche, reprenait son élan, battait à Milazzo un des plus vaillants et des plus fidèles serviteurs de François II, le colonel Bosco, arrivait à Messine, s'emparant de la ville et ne laissant que la citadelle au pouvoir des troupes royales, si bien que, maître de la Sicile, il se

trouvait dès lors face à face avec le continent napolitain.

Je ne dis pas qu'on ne fût sincère à Naples dans cette politique d'alliance italienne dont M. Manna et M. Winspeare portaient la pensée à Turin; on l'était certainement, puisqu'on n'avait pas d'autre moyen de se sauver, et c'est d'un autre côté un amer reproche qu'on a fait au Piémont de n'avoir pas aidé le régime constitutionnel napolitain à vivre, de ne s'être pas prêté avec plus de zèle à une combinaison qui était une victoire pour sa politique, qui faisait entrer les affaires de l'Italie dans une voie où l'Europe alarmée et la Péninsule elle-même, entraînée dans les aventures, pouvaient trouver le gage d'un avenir moins incertain. Le Piémont aurait pu dire cependant que cette alliance, à laquelle on se rattachait tardivement comme à un expédient suprême dans une effroyable crise, il l'avait offerte en principe un an auparavant, lorsqu'elle pouvait raffermir à jamais la royauté napolitaine; qu'il l'avait offerte encore au mois d'avril, presque dans les mêmes termes, avec les mêmes combinaisons; qu'en la repoussant alors, on n'avait fait que susciter les dangers dont on avait à se défendre, et que ce qu'on lui offrait en ce moment, c'était de s'affaiblir lui-même sans fortifier peut-être le nouveau régime napolitain, de faire violence à l'opinion, qui suivait avec une émotion visible et ardente l'entreprise de Garibaldi, de s'engager sans sécurité avec une politique dont il avait éprouvé les tergiversations et les doutes, et qui pouvait n'être encore qu'une politique de circonstance tant qu'elle ne s'appuyait pas sur un parlement national.

Le Piémont ne repoussait pas les propositions napolitaines : il avait trop à compter avec les conseils de l'Europe, de la Russie, de l'Angleterre, de la France surtout, qui tenait à sauver Naples de cette crise; mais il attendait et il faisait attendre à son tour, prenant le facile prétexte de ne rien précipiter avant la réunion du parlement napolitain.

VIII

Le mot du problème, à vrai dire, n'était en ce moment ni a Naples ni à Turin; il était en Sicile avec Garibaldi, l'indomptable chef du mouvement, une tête qui n'était pas facile à conduire. Là, en effet, au sein même de cette victoire merveilleuse, s'agitait une lutte singulière, ardente, qui naissait de la profondeur du mouvement italien, qui s'était fait jour au départ de l'expédition de Sicile, et qui prenait une intensité nouvelle en partageant et en passionnant tous les esprits en Italie : c'était la lutte entre ce qu'on pourrait appeler l'idée politique, l'idée modératrice, et le parti exalté de l'action, toujours prêt à se jeter en avant. Aux yeux des politiques qui puisaient leurs inspirations à Turin, et dont M. de Cavour fut longtemps le guide heureux et habile, la première nécessité était d'assurer les victoires italiennes à mesure qu'elles se succédaient. Puisque la Sicile était conquise, il fallait se hâter de prononcer l'annexion, de la régulariser, puis ne rien précipiter, suivre les circonstances, ménager les susceptibilités européennes, et se garder d'aller au-devant

de quelque gros orage diplomatique. Un des plus actifs émigrés siciliens de 1848, rallié à la politique de M. de Cavour, mêlé comme l'un des chefs de la *Société nationale*, à tous les mouvements récents de l'Italie, M. La Farina, se chargea ou fut chargé d'aller à Palermo essayer de faire prévaloir l'idée de l'annexion immédiat , et il ne laissait pas de trouver de l'écho dans la population.

Aux yeux du parti de l'action, au contraire, annexer immédiatement la Sicile, c'était abdiquer, se subordonner à Turin, et, après ce premier pas décisif qu'on venait de faire, rester les mains liées en face de Naples et des autres États de l'Italie où il y avait encore à porter l'idée de l'unité nationale. De là des conflits de vues et d'influences au sein desquels Garibaldi s'agitait singulièrement, tantôt ramené par la raison, par un sentiment supérieur de patriotisme, à la nécessité de combiner sa marche avec Turin, tantôt entraîné par son tempérament vers tous les auxiliaires exaltés qui l'entouraient, qui se servaient de lui encore plus qu'ils ne le servaient, et qui ne cessaient d'exciter ses ressentiments contre M. de Cavour.

Héros par le cœur et enfant terrible par l'esprit politique, Garibaldi vivait dans des tiraillements perpétuels, multipliant les pro-dictateurs, changeant ses ministres, proclamant le statut sarde et faisant embarquer violemment M. La Farina, qui était trop prompt pour l'annexion, — adressant des appels enthousiastes à ses soldats et aux dames palermitaines, gouvernant à la diable et se relevant par la fascination d'une nature ardente et sincère, échappant tour à tour par sa droiture à ceux qui

cherchaient à surprendre ses instincts, par une saillie impétueuse à ceux qui auraient voulu le retenir, — fort balloté comme on voit, mais invariable dans la pensée d'aller en avant sans se laisser lier par aucune considération de politique régulière et de diplomatie.

Le dictateur le disait lui-même au corps municipal de Palerme, qui allait lui demander l'annexion immédiate. « Je pourrais, appuyé sur la manifestation des communes, par un acte dictatorial, proclamer l'union, répondait-il; mais entendons-nous bien : je suis venu combattre pour l'Italie, non pour la Sicile seule, et si l'Italie n'est pas tout entière réunie et libre, jamais la cause d'aucune de ses parties ne sera assurée. Relier toutes ces parties séparées, les mettre en état de composer l'Italie une et libre, est l'objet de mon entreprise... Si nous accomplissons aujourd'hui l'annexion de la Sicile seule, les ordres devraient venir d'ailleurs; alors il faudrait que j'abandonnasse mon œuvre et que je me retirasse... » Et Garibaldi ne voulait pas se retirer encore; il dévoilait, au contraire, son but fixe et prochain en concentrant successivement ses forces autour de Messine, à la pointe du Phare, à quelques milles du continent de Naples.

Placé entre les nécessités diplomatiques de sa position en Europe et les entraînements de Garibaldi, qui portait dans son camp la fortune de la cause italienne, le Piémont ne pouvait que garder pour le moment une expectative qui devenait délicate. — Le devoir du Piémont était simple, dira-t-on; il n'avait qu'à livrer Garibaldi à lui-même, à signer le pacte avec Naples et à aider le roi

François II, transformé en souverain constitutionnel, à sortir victorieux de la crise où il était plongé. Régulièrement, diplomatiquement, il se peut qu'il en fût ainsi; moralement, c'était abdiquer toute une politique et tenter de faire rétrograder le courant d'une révolution qu'un sentiment exalté de nationalité rendait irrésistible; c'était infirmer virtuellement le droit qui avait fait l'annexion de la Toscane, de la Romagne et des duchés, et le Piémont n'eût prêté une force factice et sans doute peu durable au roi de Naples qu'en affaiblissant sa propre position.

Le cabinet de Turin fit ce qu'il put en essayant au moins de retenir Garibaldi en Sicile; il chercha à empêcher l'enrôlement de nouveaux volontaires, à suspendre leur départ, et le roi Victor-Emmanuel lui-même écrivit à l'audacieux partisan pour le détourner de pousser plus loin son expédition. « Vous savez, général, lui disait-il, que lorsque vous êtes parti pour l'expédition de Sicile, vous n'avez pas eu mon approbation; maintenant je me décide à vous donner un avis dans les graves conjonctures actuelles, connaissant la sincérité de vos sentiments envers moi. Pour faire cesser la guerre entre Italiens et Italiens, je vous conseille de renoncer à l'idée de passer avec vos valeureuses troupes sur le continent napolitain, pourvu que le roi de Naples s'engage à évacuer toute l'île et à laisser les Siciliens libres de délibérer et de disposer de leurs destinées. Pesez mon conseil, général, et vous verrez qu'il est utile à la patrie. » Cette évacuation complète de la Sicile n'avait rien d'incompatible avec les dis-

positions du gouvernement napolitain lui-même, qui la proposait par une note de M. de Martino, pour obtenir une trêve et en réservant la question.

Ce n'était nullement l'affaire de Garibaldi, qui répondit au roi Victor-Emmanuel, le 26 juillet, de Milazzo : « Sire, Votre Majesté sait de quel respect et de quel attachement je suis pénétré pour sa personne et combien je désire lui obéir; mais Votre Majesté doit bien comprendre dans quel embarras me placerait aujourd'hui une attitude passive en face de la population du continent napolitain que je suis obligé de contenir depuis si longtemps, et à qui j'ai promis un appui immédiat. L'Italie me demanderait compte de mon inaction, et il en résulterait un mal immense. Au terme de ma mission, je déposerai aux pieds de Votre Majesté l'autorité que les circonstances m'ont conférée, et je serai bien heureux de lui obéir. » Ce fut la réponse exacte.

Au fond Garibaldi était entraîné par son instinct, et il était poussé par d'autres motifs, dont l'un était l'état de son armée, campée près du Phare et retenue dans l'inaction depuis son entrée à Messine ; armée étrange vraiment, qui s'était élevée en moins de trois mois à près de vingt-cinq mille hommes et où tous les éléments se trouvaient réunis. Il y avait près de quinze mille Italiens du Nord, Piémontais, Romagnols, Florentins, accourus successivement à l'appel du chef des chasseurs des Alpes de la guerre de la Lombardie. Les Siciliens recrutés non sans peine étaient au nombre de six ou sept mille. On comptait aussi des Français, des Anglais, des Hongrois, des Polo-

nais. Je n'ajouterai pas qu'il y avait même des forçats, à qui on offrait l'occasion de se régénérer en servant l'indépendance, disait-on, et qui formaient une légion conduite avec une implacable sévérité par le colonel anglais Dune. L'organisation militaire était très-irrégulière, la discipline fort relâchée, la liberté universelle, l'uniforme très-varié. Le type dominant était la chemise rouge, et les plus élégants y joignaient un foulard de soie aux couleurs éclatantes retombant sur le dos comme une sorte de dolman. C'était une imitation du chef, qui portait ce costume.

Tenir cette armée, capable d'élan un jour d'action, mais incohérente et aux allures hasardeuses, la tenir au repos, livrée à elle-même, c'était éteindre l'ardeur qui était son ressort et préparer une dissolution prochaine. De plus, il fallait faire vivre cette armée, la payer, et Garibaldi était à bout de ressources. Il y eut des jours où il n'avait plus que quelques milliers de francs à sa disposition. Tout le poussait donc en avant, et l'esprit de son armée, excitée aux aventures, et les necessités matérielles de sa position, et surtout ce feu inextinguible de passion italienne qui faisait de lui le héros bizarre, violent, mais sincère de cette étrange odyssée. Il le disait ni plus ni moins vers ce moment dans une conversation avec un officier napolitain, le général Clary, qui était à Messine : « Voici mon programme irrévocable : point de trêve, aller à Naples, puis à Rome, puis à Venise. » Et il ajoutait avec la naïve jactance d'un homme qui ne doute de rien : « Puis enfin reprendre Nice à la France ! » Effec-

tivement le programme était complet. Quelle était la force de Garibaldi, je ne dis pas pour aller jusqu'au bout de son programme, mais du moins pour faire du chemin encore? Il avait la force d'une résolution nette en face de l'incertitude universelle, il avait la foudroyante intensité d'un boulet de canon qui n'a pas atteint son but et qu'aucun obstacle n'a amorti ou détourné sur sa route.

Lorsque le plénipotentiaire du roi François II à Turin, M. Manna, connut la lettre de Garibaldi à Victor-Emmanuel, il se hâta de demander à Naples qu'on opposât des manifestations publiques, des adresses des municipalités, la réunion prompte du parlement, à ce que disait le chef des volontaires, de l'appel qui lui serait adressé par le royaume. On était occupé de bien autre chose à Naples : on désespérait en voyant le péril grandir, les chances d'un accord avec le Piémont s'évanouir, les impossibilités s'accumuler, et depuis un mois le ministère vivait dans la plus étrange incohérence entre les mouvements désordonnés d'un premier instant de liberté et les tentatives réactionnaires. Le 15 juillet, des soldats de la garde royale et de l'infanterie de marine se réunissaient à la place du Carmine, et de là, le sabre au poing, se répandaient dans la ville, sur les quais, dans la rue de Tolède, se livrant à toute sorte d'excès soldatesques, forçant tout le monde à crier : « Vive le roi! à bas la constitution! » Des officiers de la flotte française qui étaient à terre furent eux-mêmes assaillis, sommés de se joindre à cette étrange manifestation, et je n'ai pas besoin de dire quelle fut leur

réponse. D'un autre côté, les annexionistes, et ils étaient nombreux, ne se dissimulaient plus; on appelait publiquement Garibaldi et Victor-Emmanuel. Les émigrés qui commençaient à rentrer, ne faisaient que précipiter ce mouvement d'opinion.

La difficulté pour le ministère était de vivre, de gouverner, de donner une apparence sérieuse à ce régime constitutionnel naissant; il ne vécut pas, il ne gouverna pas : il passa à travers des crises, il se renouvela un instant par le passage d'un des hommes populaires de la situation, M. Liborio Romano, au ministère de l'intérieur, du général Pianelli au ministère de la guerre, et il agit dans le vide, avec des vues divergentes, un zèle mal employé, un dévouement qui était tiède chez les uns, impuissant chez les autres. Et lorsque les crises ministérielles se succédaient, on en venait à dire dans un journal nouveau, avec une hardiesse qui allait au fond des choses : « Pourquoi des crises de cabinet? pourquoi des ministres nouveaux plutôt que ceux d'hier? Des directeurs suffisent pour maintenir provisoirement le peu d'ordre qui existe et attendre le dénoûment du drame qui se joue. »

Le roi François II était singulièrement agité; il voyait tout tourner contre lui, ses résistances et ses concessions. A demi dépouillé du pouvoir, il défendait pourtant encore à demi le peu qui lui en restait, pensant avoir gagné beaucoup quand il n'accordait à quelques-uns de ses ministres par lesquels il se croyait trahi que la moitié de ce qu'ils demandaient. Il se défiait du mouvement dont il avait sous les yeux le spectacle redoutable; il avait certes

raison, et cette défiance, trop visible, donnait des armes nouvelles contre une sincérité qui n'avait qu'un malheur, celui d'être tardive. Le jeune roi n'était relevé que par un sentiment de devoir assez fier et attristé qui l'animait sans lui inspirer des résolutions bien précises. « Si je n'étais pas roi, disait-il, si je n'étais pas responsable de ma couronne vis-à-vis de mon peuple, vis-à-vis de ma famille, il y a longtemps que François aurait déposé le triste fardeau qui pèse sur lui. »

C'était le moment où l'un des oncles du roi, le comte de Syracuse, ne trouvait rien de mieux à proposer à François II que d'abdiquer en faveur de Victor-Emmanuel, et un signe plus caractéristique encore, plus triste du temps, c'est que tous ceux qui avaient vécu de la royauté, qui l'avaient servie, trompée et perdue, s'en allaient fuyant ce pouvoir en détresse. Incohérence et entraînements hostiles de l'opinion, abandon croissant autour du roi, sentiment universel d'une ruine imminente, attitude menaçante de Garibaldi, impossibilité de l'alliance avec le Piémont, c'était là ce qui annonçait une phase nouvelle dans le mouvement imprimé au midi de l'Italie, et, ce qu'il y a de plus curieux, c'est que depuis un mois Garibaldi se préparait à envahir le royaume, depuis un mois il amassait ses forces au Phare, rassemblait des barques de transport, — et il put franchir le détroit sans être inquiété par la marine napolitaine !

X

Ce fut le 8 août 1860 que commença le passage et que les bandes campées en Sicile abordèrent les côtes de la Calabre, le major Missori en tête. En quelques jours, vingt-cinq mille hommes purent passer, retrouvant leur ardeur en reprenant leur élan. Un vaisseau de la flotte royale arriva à temps dans le détroit pour lancer quelques boulets contre le dernier navire de l'expédition, qui venait de jeter ses hommes à terre, comme à Marsala. La lutte était désormais engagée sur le continent. Si l'égarement n'avait pas été dans les conseils napolitains, assurément une défense n'était pas impossible encore avec une armée nombreuse, raffermie par la présence du roi et conduite à la rencontre de cette étrange invasion ; mais il eût fallu une décision prompte et hardie, qui eût tout à la fois contraint le chef des volontaires à mesurer sa marche, intimidé les hostilités intérieures et rassuré à demi tous ceux qui auraient voulu s'attacher à ce dernier essai de régime constitutionnel avec la dynastie régnante.

Rien de semblable n'existait à Naples, où la présence de Garibaldi sur le sol du royaume ne faisait qu'enflammer les passions et plonger le gouvernement dans toutes les incertitudes. On s'épuisait en délibérations sans rien faire, changeant chaque jour de plan de défense, jetant sur toutes les routes des troupes harassées par des marches confuses, découragées par la défiance. Le ministère

proposait un instant de prendre résolûment la dictature pendant la crise. Le roi hésita, il était agité de singuliers scrupules : il craignait, disait-il, de paraître supprimer indirectement la constitution. Au fond, il craignait, s'il allait se mettre à la tête de l'armée dans de telles conditions, de laisser trop de pouvoir à des ministres qu'il soupçonnait de trahison, et, pendant ce temps, Garibaldi s'avançait à grands pas.

Huit jours après son débarquement, il était maître de Reggio, après avoir livré bataille et avoir forcé la garnison à se rendre; il mettait successivement la main sur toutes les places fortes de la côte, et l'armée royale disséminée semblait faire le vide devant lui, ou fondait par les capitulations et les défections, tandis que les insurrections, éclatant sur ses pas, s'organisaient partout, proclamaient Victor-Emmanuel et le statut sarde. Le télégraphe lui-même, ce messager ailé et fiévreux de toutes les catastrophes, fut suborné et gagné à la cause de l'invasion par un Anglais ingénieux ; il trompa le gouvernement, et fit la révolution en disant qu'elle était faite. Ce n'était plus une campagne, c'était une marche fantastique, un mouvement désordonné qui ne trouvait sa force que dans le mystère, dans une sorte de merveilleux, dans l'ineptie de la résistance et dans la complicité universelle d'un peuple résigné à se laisser conquérir.

Vingt jours après qu'il avait mis le pied sur le continent, Garibaldi était à Salerne seul, précédant son armée, plus roi déjà que le roi lui-même, et chose étrange, à l'approche de l'insaisissable et puissant ennemi, ce dont on se

préoccupait à Naples, ce n'était pas de combattre, c'était d'épargner à la bonne et riante ville les ennuis et les sombres perspectives d'une lutte sanglante dont elle serait le prix. Une dernière fois M. de Martino convoqua le corps diplomatique pour lui proposer la neutralisation de Naples sous la protection des escadres étrangères; on était au 27 août. Le ministre de Sardaigne, M. de Villamarina, devait mettre toute son influence à obtenir l'assentiment de Garibaldi lui-même. Les ministres de Prusse et d'Autriche, après avoir accepté, retirèrent leur adhésion.

C'était la dernière tentative pour engager la responsabilité de l'Europe dans la défense du royaume; elle ne réussit pas, et dès ce moment, seul, abandonné par tous ceux qui l'avaient servi, voyant les défections se multiplier autour de lui, se trouvant en face d'une population qui ne lui demandait que de se retirer, soit par entraînement d'imagination vers Garibaldi, soit pour échapper aux anxiétés d'un combat sanglant, le roi ne songea plus qu'à quitter Naples, avec la pensée de rassembler les troupes fidèles, surtout les régiments étrangers, de transporter sa défense entre le Volturne et le Garigliano, et de se réfugier à Gaëte. François II n'abdiquait pas en faveur de Victor-Emmanuel, comme le lui proposait singulièrement son oncle, le comte de Syracuse; mais il s'en allait, et il ne voyait pas que la retraite en ce moment était un autre genre d'abdication; que quitter Naples, c'était en réalité livrer la couronne et le royaume, laisser les opinions, les intérêts et les passions

s'engager contre lui, la révolution s'organiser, l'unité italienne enlacer le pays, et que même réussît-il à prolonger sa défense à Gaëte, à illustrer d'un dernier reflet de virilité mélancolique un règne expirant, il ne changerait pas une destinée à demi accomplie.

Le départ du 6 septembre avait bien, au reste, tous les caractères amers et tristes d'une décomposition de pouvoir. Le jeune roi était assailli de démissions et d'abandons. Le bruit s'était répandu qu'il avait voulu envoyer la flotte à Trieste, c'est-à-dire la remettre entre les mains de l'Autriche, et parmi les officiers de sa marine il n'en trouva aucun qui voulût le transporter à Gaëte; il fut réduit à se servir du plus petit bâtiment de l'escadre, en s'engageant encore à ne point retenir le navire. François II ne se vit entouré à Naples, dans ce dernier moment, que de quelques militaires fidèles et de quelques-uns de ses ministres, tels que le président du conseil, M. Spinelli, et M. de Martino : « Quelle leçon pour les rois! disait le jeune prince avec un accent de généreuse tristesse en montrant M. Spinelli; mon père l'a tenu en prison pendant deux années, et durant douze ans l'a soumis à une étroite surveillance, et cependant c'est lui qui a été mon plus honnête conseiller; c'est lui, quand je n'ai plus auprès de moi aucun de nos anciens amis, qui apporte les dernières consolations à mon malheur! » Et c'est ainsi que la royauté napolitaine, relevée à la dernière heure par une simple et émouvante noblesse, s'éclipsait devant un homme dont la présence seule précipitait le dénoûment d'une révolution.

On a besoin de se dire quelquefois que c'est hier, en plein monde contemporain, que ces événements se passaient, qu'un homme s'échappait d'une île de la Méditerrannée, seul, mettant contre lui toutes les puissances régulières, les lois, le droit public, les traditions européennes, n'ayant d'autre mobile et d'autre force qu'une idée patriotique exaltée servie par une confiante audace, courant à coup sûr plus de risque d'être coulé à fond que de réussir, abordant néanmoins en Sicile, et en trois mois faisant passer sous nos yeux tous ces étranges spectacles, — des armées désorganisées par des bandes d'aventure, un peuple soulevé, une royauté séculaire en fuite, le drapeau de l'unité de l'Italie planté sur un royaume de neuf millions d'hommes, un prodigieux attentat enfin qui devient l'avénement d'une nation! — C'étaient là les choses qui se trouvaient accomplies et qui apparaissaient le 7 septembre, le jour où Garibaldi entrait à Naples au milieu des drapeaux à la croix de Savoie, des écharpes tricolores, des cris, des chants et de toutes les exubérances d'une multitude méridionale.

Ce n'était pas tout cependant d'avoir fait une si rapide conquête et de traîner à sa suite cette armée bizarre où Siciliens, Calabrais, Toscans, Romagnols, se mêlaient aux Hongrois, aux Polonais, aux Anglais, où l'on parlait toutes les langues, et qui allait un moment remplir Naples de ses costumes aux mille couleurs ou de ses haillons pittoresques. Là, au contraire, commençait la difficulté, non-seulement parce que avec cette armée d'aventure il y avait à marcher de nouveau contre une armée réduite à ses élé-

ments les plus sérieux, enfermée dans les lignes stratégiques du Volturne et du Garigliano et appuyée sur la forteresse de Gaëte, mais encore parce que cette conquête, il y avait à l'organiser; il y avait à mettre un peu d'ordre dans une situation qui était l'anarchie même, où tous les partis s'agitaient à la fois, les annexionistes, les partisans attristés d'une autonomie napolitaine sous le régime constitutionnel, les absolutistes qui attendaient l'heure de la confusion pour en profiter, Mazzini et tous ses sectaires accourus à la suite de la révolution. Les annexionistes purs demandaient l'union immédiate au Piémont, parce qu'ils y voyaient un élément d'ordre, la garantie la plus prompte et la plus efficace contre le retour de la dynastie fugitive. Ceux qui connaissaient le faible de Garibaldi l'entretenaient dans l'idée de ne prononcer l'annexion, pour Naples comme pour la Sicile, que quand on serait allé à Rome et à Venise. Mazzini soufflait partout son implacable passion, cachant sa pensée sous le voile d'un ajournement indéfini de l'union au royaume du Nord. La masse ne savait pas trop peut-être ce dont il s'agissait; elle avait trouvé son héros, qui l'avait subjuguée par son énergique et débonnaire nature, et elle se passionnait pour Garibaldi, dont elle faisait son dieu après saint Janvier.

Malheureusement, si Garibaldi était l'homme de la marche aventureuse et de l'audace imperturbable, il était aussi l'homme le moins propre à se reconnaître et à trouver une direction politique dans ce moment décisif où il disposait de presque tout un royaume en décompo-

sition. Le dictateur des Deux-Siciles, puisque c'était désormais son titre, passait sa vie à concilier ses instincts divers, modéré avec les modérés, révolutionnaire avec les révolutionnaires, nommant un ministère où entraient des hommes qui offraient de sérieuses garanties d'intelligence, M. Conforti, un des plus éloquents avocats de Naples, — M. Scialoia, un économiste qui s'était distingué à Turin ; appelant du nord de l'Italie, pour lui confier la pro-dictature, un de ses amis, un homme d'un patriotisme éprouvé dans les persécutions, le marquis Georges Pallavicino ; — puis, d'un autre côté, se livrant entièrement à M. Bertani, qui était accouru de Gênes, et qui était à Naples pour Garibaldi ce que M. Crispi avait été en Sicile, un lien avec Mazzini ; signant d'ailleurs des deux mains des décrets sans s'inquiéter des résultats, donnant raison à tout le monde, travaillant enfin, avec l'esprit le plus ingénument impropre aux affaires, à la confusion universelle.

Aussi en peu de jours, l'anarchie avait envahi toutes les régions du pouvoir et de l'administration. Dans les provinces surtout, le désordre était immense. Il y avait des gouverneurs aux pouvoirs illimités, des pro-dictateurs qui s'élisaient eux-mêmes et qui bouleversaient tout, abolissant les impôts, changeant les lois, proclamant, l'un le statut sarde, l'autre le statut napolitain, un dernier la république ou quelque chose de semblable. Les actes et les décrets se contredisaient, et des fonctionnaires envoyés par le gouvernement étaient mis en prison dans les provinces. C'était une anarchie gigantesque,

fantasque et quelquefois burlesque, dont les bourgeois de Naples commençaient à murmurer, redemandant l'ordre, la tranquillité, l'industrie, le commerce. Garibaldi s'y perdait, et quand il était à bout, il partait pour Caserte, où il avait placé ses bandes en face des troupes royales défendant encore le Volturne. Pour lui, tout était là; le reste, la désorganisation d'un royaume, n'était rien, et s'il redevenait naturellement l'homme de la guerre, ce n'était pas seulement pour jeter le roi François II hors du sol napolitain, c'était pour aller plus loin, pour voler où l'emportait sa passion, vers Rome et vers Venise.

Or, à mesure que la question grandissait par l'extension du mouvement et par cette suite incroyable d'événements qui pouvaient amener Garibaldi vers l'Italie centrale à la tête de ses volontaires, le Piémont se trouvait nécessairement conduit à prendre un parti. Cette nécessité naissait de la situation même du midi de l'Italie, de l'anarchie entretenue par l'incertitude dans les États napolitains, de l'attitude du dictateur, du travail des partis, et ici, on peut le voir, ce qui s'était passé en Sicile se reproduisait dans des proportions plus larges, dans des conditions de péril plus imminent. La révolution italienne apparaissait dans sa double tendance, dans ses deux politiques personnifiées en deux hommes : — l'un, nature spontanée et généreuse, mais emportée, inculte et violente, allant droit à son but avec la fixité d'une passion irréfléchie, méprisant toutes les formes de la politique, bravant la diplomatie, puissant d'impulsion et risquant souvent de

tout compromettre par ses faiblesses, par ses intempérances irritées; — l'autre, hardi dans sa modération, maniant depuis longtemps d'une main souple et ferme tous les intérêts de son pays, mettant toutes les ressources d'un esprit habile à faire reconnaître graduellement par l'Europe la révolution italienne dans toutes ses conséquences, ne craignant pas d'agir ni même d'accepter toutes les chances et tous les moyens, mais choisissant son heure, représentant merveilleusement, en un mot, le plus diplomate des révolutionnaires et le plus révolutionnaire des diplomates. Entre Garibaldi et M. de Cavour, le débat était engagé.

Ce n'était plus une question locale qui s'agitait à Naples entre ceux qui demandaient l'annexion immédiate et ceux qui voulaient attendre que l'unité de l'Italie pût être proclamée au Quirinal : c'était une lutte entre Naples et Turin. Garibaldi était intraitable; il s'emportait en violentes sorties contre M. de Cavour. Plus d'une fois on crut le tenir par ce ressentiment contre le chef du cabinet piémontais, et on essaya de l'attirer dans quelque piége tendu par les sectes; mais c'est là encore un des caractères de cet homme singulier : il a une sorte de loyauté naturelle qui le garde contre toutes les faiblesses de l'esprit. Le premier mot qu'il dit à Mazzini à Naples, ce fut pour le féliciter de s'être rallié au roi Victor-Emmanuel. Un jour une députation qui s'intitulait *le pays* vint le haranguer pour lui demander un changement de ministres, et, allant plus loin, elle ajouta : « Puisque le Piémont ne veut pas faire de l'Italie entière un seul pays,

nous vous nommerons dictateur à vie... » Garibaldi avec la facilité d'un homme qui croit tout, livra les ministres, mais sur le reste il arrêta les harangueurs par son mot d'ordre : « Italie et Victor-Emmanuel. »

C'était donc l'antipathie de deux politiques dans le développement de l'idée nationale, ce n'était pas une connivence révolutionnaire. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que dans ces deux politiques il n'y a rien d'inconciliable : elles se complètent, au contraire, sous le sceau de cette finesse italienne qui a conduit tant d'événements récents. C'est ainsi que les deux politiques, en paraissant toujours en guerre, marchent au même but et se rejoignent sans cesse.

Au moment où Garibaldi entrait à Naples, le Piémont, dis-je, était dans une de ces situations décisives où une politique est sommée en quelque sorte de se dévoiler et de se dessiner : ce n'est pas seulement parce que le nom de Victor-Emmanuel et la croix de Savoie flottaient sur le drapeau des volontaires du midi; c'était une condition du rôle même du Piémont dans les transformations contemporaines de l'Italie. Abdiquer ce rôle de guide et de modérateur des mouvements italiens, en abandonnant la révolution de Naples à elle-même, c'était livrer cette contrée à une immense anarchie, qui pouvait se propager dans toute la Péninsule et préparer peut-être aux idées monarchiques une défaite qui serait devenue contagieuse, qui aurait pu n'être pas sans influence sur l'ordre européen lui-même. Laisser le dictateur des Deux-Siciles seul à Naples maître d'un mouvement qu'il avait commencé et

qu'il était impuissant à diriger, c'était donner une importance nouvelle à Mazzini et à tous les sectaires accourus avec lui pour faire du royaume napolitain le centre et le foyer d'une action perturbatrice. Le dictateur eût été sauvé encore sans doute, comme il l'était au premier moment, par la fidélité de son attachement au roi Victor-Emmanuel : l'eût-il été longtemps, et sa popularité ne serait-elle pas devenue le drapeau de tous les factieux de la Péninsule? Laisser Garibaldi, dans son imprévoyante témérité, aller se heurter avec ses bandes contre notre armée qui est à Rome, ce n'était pas bien grave pour nous certainement, et nos soldats, je pense, n'en ont jamais frémi; mais c'était exposer la cause italienne au désastre d'un choc avec l'allié qui a le plus contribué à son triomphe. Pour le Piémont, il s'agissait bien moins d'épargner à nos soldats le désagrément d'une rencontre avec les volontaires, de les couvrir, que de se couvrir lui-même et de couvrir l'Italie.

En un mot, dans cette révolution qui s'agitait à Naples, il y avait à dégager l'idée nationale italienne de tous les éléments de sédition et de perturbation qui pouvaient la compromettre ou la conduire à de ruineuses entreprises. Et voilà comment le Piémont se trouvait entraîné à une de ces audacieuses violations de droit public que l'Europe ne pouvait sanctionner assurément, que toutes les puissances régulières désavouaient hormis l'Angleterre, et qui ne s'expliquent, ne se justifient que par les conditions exceptionnelles d'un pays qui aspire de toute la force d'un sentiment national à une vie nouvelle.

Voilà comment dans la pensée de sauver Naples de l'anarchie, Rome d'une attaque folle, l'Italie d'une précipitation de patriotisme vers Venise, le Piémont entrait au mois de septembre dans les Marches et dans l'Ombrie pour entrer bientôt dans le royaume de Naples. Le conflit des deux politiques italiennes se dénouait en réalité par un vote du parlement de Turin qui rendait à M. de Cavour la direction du mouvement national, par une marche en avant de l'armée piémontaise et par l'annexion immédiate des Deux-Siciles. C'était la fin de la campagne des volontaires et de la dictature de Garibaldi, qui rentrait dans son île de Caprera, morose et triste, tandis que le roi Victor-Emmanuel arrivait à Naples et nommait un lieutenant chargé de gouverner les nouvelles provinces. Dès lors la révolution de Naples sans être finie, prenait un caractère nouveau et l'unité de l'Italie était à moitié accomplie.

XI

Ainsi se déroule et grandit, à travers une multitude de prodigieuses péripéties, cette situation qui commence par une décomposition de pouvoir pour arriver à ce double fait : la crise de l'assimilation laborieuse du midi de l'Italie sous les auspices du Piémont et la défense suprême d'un roi qui d'étape en étape, de Naples à Capoue, de Capoue à Gaëte, va s'enfermer dans le dernier coin de terre de son royaume, dans une forteresse de la Méditer-

rannée assiégée par les Piémontais, à demi protégée par les vaisseaux de la France : campagne inutile si l'on veut, feu perdu pour une cause compromise par la politique avant d'être trahie par les armes, et qui n'est pas moins un des plus singuliers, un des plus dramatiques épisodes dans cette succession d'événements! Je ne veux rien dire pour diminuer ce qu'il y a d'émouvant dans ce spectacle d'un prince qui croit devoir à son honheur et à l'honneur de son armée de soutenir le choc jusqu'au bout, qu'une jeune et courageuse reine anime dans ses résolutions en s'associant à ses dangers. Tout ce qu'on peut dire, c'est que si François II eût porté dans la politique, s'il eût trouvé à l'heure opportune cette simple et virile netteté d'action qui était désormais tardive comme toutes les résolutions de ce prince, il eût tout changé sans doute.

Résister après avoir quitté Naples sans combat, en présence d'une population compromise dans une autre cause, d'un pays détaché, d'une révolution adoptée par l'Italie et servie par le Piémont, en présence du principe de non-intervention maintenu et d'un abandon de l'Europe que ce gouvernement fugitif avait constaté lui-même avec amertume, ce n'était plus que l'acte d'un pouvoir se raidissant contre la fortune, sans espoir de conjurer ses rigueurs, et ne pouvant arriver qu'à se relever dans l'esprit des hommes par la dignité de la chute. Chose étrange, le seul appui qu'ait trouvé François II dans l'extrémité où il s'est vu réduit est venu de la France qui faisait plus que tous les autres gouvernements.

L'erreur était de croire que cet appui, acte tout d'huma-

nité, marque de sympathie, témoignage d'égards pour une infortune royale, pouvait à un moment donné se transformer en une intervention décidée pour faire revivre une royauté qu'on avait laissé périr; mieux eût valu en ce cas la soutenir quand elle était debout. Non-seulement il était trop tard, mais de plus, dans l'état de l'Europe, la défense prolongée de Gaëte ne pouvait avoir qu'un sens, celui de gagner du temps, de ménager à l'extrémiié de la Péninsule un centre d'action, un allié à l'Autriche, un embarras à l'Italie dans une guerre nouvelle, si elle éclatait. Ce ne pouvait être la politique de la France. La France avait prodigué les conseils au roi de Naples pendant son règne d'un an; elle le soutenait moralement pendant trois mois, et le préservait par la présence de ses vaisseaux devant Gaëte. Aller au delà, c'était abriter tout un travail de guerre qui se faisait par les États pontificaux et débordait dans les Abruzzes. Si François II ne voulait que sauver son honneur, c'était assez; si sa défense avait un sens politique, c'était trop. De là la retraite de notre escadre partant de Gaëte au mois de janvier 1861 après avoir ménagé entre les deux camps un armistice resté sans résultat, et laissant le dernier asile de la royauté napolitaine cerné tout à la fois par l'armée piémontaise et par l'escadre italienne, qui se montrait à l'horizon au moment même où nos vaisseaux quittaient leur mouillage.

C'était le 19 janvier 1861, après quelques jours passés en négociations inutiles. Nul d'ailleurs ne se faisait moins d'illusion que François II sur la valeur des moyens de résis-

tance dont il disposait; il ne se méprenait nullement sur l'incapacité militaire de bien des hommes qu'il avait autour de lui, sur la faiblesse de quelques-uns, sur l'état de ses troupes, affaiblies par la misère, les maladies et une nourriture insuffisante ou mauvaise. Il n'ignorait pas que toute sa force était dans un petit nombre d'hommes décidés, Napolitains ou étrangers, animés à ce seul cri : « l'Europe nous regarde! » il savait enfin quels moyens de destruction les Piémontais amassaient contre cette malheureuse ville vouée à la destruction et désertée par ses habitants. Lui-même, dans ces derniers instants, il était souffrant et fatigué. Il ne persistait pas moins, après quelque hésitation, à repousser les propositions que le général Menabrea, chef du génie piémontais devant Gaëte, était chargé de lui porter. François II cédait peut-être à son propre mouvement intérieur ; mais par une circonstance imprévue il recevait aussi en ce moment suprême des conseils de résistance du corps diplomatique qui s'était retiré à Rome depuis quelque temps, et qui revenait à Gaëte le 16 janvier pour complimenter le roi, le jour anniversaire de sa naissance. Lé corps diplomatique lui laissait entendre qu'il ne ferait pas tout son devoir s'il ne résistait pas jusqu'à la dernière extrémité, que son honneur pourrait être entaché, aux yeux de l'Europe, d'un acte de faiblesse, et il est certain qu'une telle pensée devait émouvoir un cœur simple et religieux.

Malheureusement le corps diplomatique, prodigue de conseils, était moins disposé à appuyer ses paroles de l'autorité de ses actions, et alors une scène curieuse se

passa. Le roi écouta ce qu'on lui disait, exposa à son tour les raisons qui rendaient la résistance désormais impossible, et il finit par dire aux ministres étrangers qui persistaient à lui conseiller de rester à Gaëte que, puisqu'il cédait, lui le roi, à leur avis, ils lui devaient, de leur côté, de le soutenir de leur présence, de partager les dangers que, pour répondre à l'opinion de leurs gouvernements, il allait braver avec sa jeune femme et ses frères. Ce fut, qu'on me passe le terme, une vraie débandade dans le corps diplomatique : l'un partait pour revenir bientôt avec une flotte, un autre était accrédité à Rome et devait y revenir au plus tôt, celui-ci était trop atteint dans sa santé. Il ne resta, dit-on, à Gaëte le 19 janvier, au moment du départ de la flotte française, que le nonce du pape, les ministres d'Autriche, de Saxe et l'ambassadeur d'Espagne, M. Bermudez de Castro, aujourd'hui marquis de Lema, qui jouait un rôle actif dans toutes les crises de la royauté napolitaine en ces derniers moments et qui même était le rédacteur du manifeste adressé, quelque temps auparavant, à l'Europe par François II. La dernière illusion du roi tombait; il restait seul ou à peu près en face des Piémontais, dans une ville dont les tristes murailles n'avaient pas même reçu, du côté de la mer, les réparations nécessaires pour soutenir le feu.

Cette résistance du roi François II à Gaëte, épilogue d'un règne que la politique a perdu, n'était pas au surplus la difficulté la plus sérieuse dans cette œuvre de transformation du midi de l'Italie. L'unité a pu devenir promptement et facilement une réalité dans le reste de la Pénin-

sule. On peut dire que sous la pression d'un sentiment national tenu en éveil par le péril, par la nécessité, tout s'accomplissait rapidement de Suze à Spolète, quelles que fussent les nuances d'esprit local toujours survivantes. La difficulté réelle commençait aux frontières de Naples, car ici il y avait une situation que le vote d'annexion du 21 octobre 1860 pouvait voiler un instant par une apparente unanimité, mais qu'il n'avait pas supprimée, — une situation qui ne se compliquait pas seulement de différences plus vives d'esprit, d'antagonismes entre Napolitains et Piémontais, de vagues regrets d'une autonomie disparue, qui tirait surtout sa gravité d'un fonds rebelle et anarchique, d'habitudes invétérées de désordre, d'une incohérence, en un mot, qui n'est après tout que l'héritage d'une longue compression, et qu'une révolution venait de faire éclater au grand jour. C'est ce qui rendait plus difficile cette œuvre d'assimilation qui s'imposait en quelque sorte au Piémont.

Au fond cependant, ces difficultés étaient faciles à prévoir; elles résultent de la nature des choses, et elles ont même cela d'utile, de salutaire pour les Italiens, qu'en rendant l'unification plus lente et plus laborieuse, elles la rendent aussi plus forte : elles lui donnent ce caractère de réalité sans lequel les idées politiques ne sont souvent que des abstractions et des chimères. L'unité italienne a la fortune pour elle aujourd'hui; elle ne pourrait être mise en question que par une guerre mal engagée qui appellerait peut-être l'Europe tout entière sous les armes. Et c'est ainsi que les Italiens sont ramenés à une

certaine circonspection par la nécessité même de consolider leur œuvre. Lorsque, jetant un regard vers le passé, ils se souviennent, — car ce n'est plus qu'un souvenir, — de ce qui existait il y a quelques années, de ce qui existait encore au lendemain de Villafranca, ils ont quelque droit de ne point perdre confiance, et de leur part ne rien précipiter est un patriotisme facile dans une situation où désormais l'avenir est à eux, s'ils savent s'y préparer, où le sentiment d'une nationalité obstinée à renaître a vaincu déjà tant d'obstacles qu'on croyait invincibles.

IV

LE CARDINAL ALBERONI

ET

UNE EXPÉDITION DE SICILE

Plus d'une fois, voyant comme tout arrive au delà des Alpes, comme tout est livré aux brusques et soudaines initiatives, et surtout comme on s'étonne de ce pêle-mêle tourbillonnant de souverainetés en détresse et de territoires disputés par les armes, je me suis dit : Ce qui se passe aujourd'hui est-il donc si nouveau sous le soleil? Est-il vrai que le droit ou ce qu'on nomme de ce nom, ce qui s'appelle la loi des nations dans la langue des diplomates n'ait jamais été rudoyé par quelque main hardie, fût-ce la main d'un prince ou d'un cardinal? Est-il vrai que notre temps seul ait le privilége de ces coups d'audace et de ces entreprises aventureuses qui effarouchent notre amour bien connu des choses correctement accomplies?

Hélas! non, rien n'est nouveau dans l'histoire; les personnages varient et les scènes aussi peut-être; il y a quelques acteurs de plus, comme seraient par exemple les peuples qui demandent à jouer leur rôle. Le fond du drame est le même. Ce sont des provinces qui se détachent, des États qui se forment, s'agrandissent ou se défont, des souverainetés qui se déplacent ou qu'on aide à disparaître, si peu qu'on y ait intérêt. Il ne s'agit, bien entendu, que de l'Italie, la grande agitatrice des temps récents, car pour le reste de l'Europe, où les Italiens ont été un objet de scandale, il est bien clair qu'on n'y vit à aucune époque rien de semblable, qu'il n'y eut jamais ni brusques invasions, ni conquêtes en pleine paix, ni provinces enlevées par surprise ou par révolution, ni rapts de peuples concertés dans le mystère des chancelleries. C'est donc de l'Italie seule que je parle et de ce qui s'y est fait à peu près de tout temps, puisque c'est le pays sur lequel la conquête a roulé dans toutes les directions et sous toutes les formes, puisque c'est l'éternelle arène où l'on est toujours allé se battre pour toute chose hormis pour l'Italie elle-même.

Un jour Naples, un jour la Toscane, tantôt le Milanais, tantôt le Mantouan ou Parme, chaque fraction de cette contrée fatiguée de dominations a eu son heure et a été à son tour le prix de quelque conflit soudain allumé au choc des ambitions contraires. Combien de fois la Sicile, cette vieille nourricière de Rome, a-t-elle changé de maître! Une de ses fortunes singulières est d'avoir appartenu un instant, après la paix d'Utrecht, à la maison de Savoie, et d'avoir été, au sein même du XVIII^e^ siècle, l'objet d'une

de ces entreprises que nous avons quelquefois la naïveté de croire filles de l'esprit de révolution. Garibaldi cette fois s'appelait Alberoni; il était cardinal, premier ministre d'Espagne, et il fit contre le roi Victor-Amédée ce que Garibaldi vient de faire pour le roi Victor-Emmanuel. Je ne sais si notre hardi contemporain a été très-respectueux pour le droit diplomatique : le cardinal Alberoni ne le fut guère plus.

Je ne sais si l'Europe sait bien aujourd'hui où elle en est, ce qu'elle sera demain, où est sa règle, sa loi, son appui et sa force : elle ne le savait guère mieux au lendemain de la paix d'Utrecht, dans cet inextricable chaos d'où sortirent deux ou trois guerres. Et enfin de tous les ministres à l'esprit audacieux, à la carrière aventureuse, Alberoni est assurément un des plus originaux. Il remua tout, il agita tout; il se jeta en pleine paix sur la Sardaigne, qui était à l'empereur, sur la Sicile, qui était à la maison de Savoie. Il fut sur le point de recommencer pour l'Espagne l'ère des conquêtes, et il disparut tout à coup devant la coalition des inimitiés qu'il avait provoquées en Europe, non sans avoir rouvert toutefois les portes de l'Italie à la politique espagnole, à la maison de Bourbon, aux enfants de la seconde femme de Philippe V, cette Elisabeth Farnèse, son impétueuse complice. Le roi Victor-Amédée avait alors à Madrid des ministres qui suivaient d'un œil clairvoyant ce fourmillement d'intrigues et qui lui adressaient de ces rapports copieux et substantiels semblables aux relations de la diplomatie vénitienne. Ce sont ces rapports que M. Carutti publiait récemment à Turin : simple et vive

révélation d'un épisode où l'Italie est en jeu comme toujours, et dont les principaux acteurs sont deux Italiens transportés en Espagne, Alberoni et Elisabeth Farnèse, unis dans une même pensée agitatrice.

Je n'ai pas à redire ce que fut la paix d'Utrecht, par quels efforts elle fut achetée, de combien d'actes successifs, distincts elle se composa : vraie toile de Pénélope qu'on mit quatre ou cinq ans à ourdir. C'est cette paix qui fit le duc de Savoie roi de Sicile. Victor-Amédée fut couronné le 22 septembre 1713; il alla à Palerme, où il fit une entrée magnifique, organisa le nouveau royaume, assembla un parlement, car il s'était engagé à respecter les coutumes et les libertés de la Sicile; puis il revint en Piémont, laissant pour vice-roi le comte Maffei. Cette royauté avait pourtant en sa faveur le droit diplomatique : elle ne dura que cinq ans, et elle finit de la plus singulière façon, après avoir assez heureusement commencé. Les Siciliens, que Victor-Amédée avait d'abord charmés, s'aigrirent bientôt et ne cachèrent plus leur mécontentement. Ils eussent été flattés peut-être d'avoir un roi demeurant à Palerme : dès qu'ils étaient réduits à la condition d'appartenir à quelqu'un, ils aimaient mieux encore dépendre d'une puissante monarchie que d'un petit souverain de la veille; ils aimaient mieux avoir pour vice-roi un grand d'Espagne qu'un petit noble piémontais.

Ce n'est pas tout : Victor-Amédée, en ceignant la couronne des rois de Sicile de toutes les dynasties, recueillait l'héritage embrouillé d'une ancienne et épineuse querelle avec le saint-siége. Le pape d'abord revendiquait un

droit de suzeraineté sur la Sicile et refusait de reconnaître le nouveau roi; de plus, il poursuivait d'une guerre acharnée une institution sicilienne vieille de sept siècles, qui a survécu jusqu'à notre temps, qui s'appelait le *tribunal de la monarchie*, et qui avait été autrefois investie par les papes des pouvoirs les plus étendus dans le domaine religieux, au point de juger toutes les causes ecclésiastiques, de prononcer sur les censures et même de relever des excommunications. Rien ne prescrit en semblable matière, et cette querelle s'est plus d'une fois réveillée sous le dernier roi de Naples Ferdinand II. J'ai même lu quelque part que les malheurs récents de la dynastie napolitaine n'étaient que le juste châtiment de son aveugle persistance dans la violation des droits du saint-siége : voilà pourquoi François II est aujourd'hui réduit à une si cruelle extrémité! Victor-Amédée en son temps fit ce qu'il put pour s'arranger avec le saint-siége sans abandonner les droits de la couronne; le pape Clément XI batailla, fulmina des excommunications, mit l'île en interdit, força les évêques à quitter la Sicile, et ce fut un élément de trouble de plus dans un pays où les grands refusaient les subsides, où le peuple s'ameutait contre les soldats piémontais. Ce n'est pas là cependant qu'eût été le péril sérieux, si la royauté nouvelle n'eût été environnée à sa naissance de bien autres difficultés inhérentes à la situation même faite à l'Italie et à l'Europe par la paix d'Utrecht.

On n'a jamais mieux vu peut-être à quel point le destin de l'Italie était suspendu aux vicissitudes de la politique européenne. On sortait d'une guerre acharnée et san-

glante de treize années, et la paix laissait l'incertitude partout. Il y avait au centre de l'Italie, à Florence, le dernier des Médicis, Jean-Gaston, dont la succession, avant d'être ouverte, était convoitée par tout le monde. A Parme, la maison régnante, celle des Farnèse, était aussi près de s'éteindre faute d'un héritier mâle, et le duché était revendiqué par l'empereur comme fief impérial, par le pape comme fief pontifical. L'empereur était dans l'île de Sardaigne, à Milan, à Naples, et protestait avec âpreté contre une paix qui lui avait arraché la Sicile, objet de son ardente convoitise. L'Espagne n'avait plus rien en Italie, et elle regrettait tout; elle tournait avec envie ses regards vers ses belles vice-royautés perdues, et d'ailleurs la nouvelle reine, Elisabeth Farnèse, qui allait en 1714 partager la couronne de Philippe V, lui portait pour ainsi dire en dot, avec sa passion, un moyen, un prétexte de reparaître dans la mêlée des affaires italiennes. Maître de la Sicile et du Piémont, Victor-Amédée était, entre l'Espagne et l'empereur, exposé au premier choc des ambitions contraires.

Une guerre nouvelle ne pouvait être loin assurément. Ce fut pour l'empêcher ou la détourner un moment que se forma ce qu'on nomma la triple alliance de La Haye, entre l'Angleterre, la France et l'Autriche. Les tories, qui avaient fait le traité d'Utrecht, n'étaient plus au pouvoir en Angleterre, et une réaction d'impopularité se déclarait contre leur œuvre. Le régent, qui gouvernait la France, tenait avant tout à vivre en bonne amitié avec l'Angleterre et à maintenir la paix. L'empereur n'était pas opposé à la paix, pourvu qu'il eût ce qu'il voulait. La tri-

ple alliance n'avait pas un objet bien précis et bien défini; mais elle visait à préparer une combinaison propre à tout arranger, difficile à réaliser sans nul doute, et qui eût donné Parme et la Toscane à un fils de la reine d'Espagne, la Sicile à l'empereur, et à Victor-Amédée la Sardaigne, en échange de la Sicile. Victor-Amédée n'était pas le mieux traité. Quant à l'Espagne, elle entrait déjà dans une voie où ce qu'on lui offrait ne suffisait peut-être plus, et où elle allait en tous les cas se charger de mettre la main à l'œuvre.

C'est alors qu'apparaissent ces deux figures italiennes, Elisabeth Farnèse et Alberoni, au milieu de cette cour espagnole amortie dans l'étiquette après les agitations de la guerre, assombrie encore par l'hypocondrie d'un roi qui n'avait plus rien de l'humeur française, qui n'avait eu qu'un éclair dans le combat dont sa couronne était le prix, et qui était fait réellement pour être subjugué. Blême de visage, terne d'esprit et indécis de volonté, mangeant énormément, chassant beaucoup, doué d'un tempérament effréné et chaste par timidité autant que par scrupule, Philippe V avait tout ce qu'il faut pour être conduit par une femme et par un ministre. La première femme de Philippe était une princesse de Savoie, Marie-Louise-Gabrielle, fille de Victor-Amédée, sœur de cette spirituelle et piquante duchesse de Bourgogne qui savait dérider la vieillesse chagrine de Louis XIV. Elle n'avait que quatorze ans quand elle arriva en Espagne en 1701.

C'était une princesse à la taille svelte et élancée, aux yeux grands et doux, pâle de teint, avec une bouche petite, des dents blanches et irrégulières, ayant dans toute

sa personne, comme sa sœur, plus de séduction que de beauté. Elle traversa ce temps de guerre et cette cour maussade comme une vision fière et charmante. Deux fois régente, pendant que le roi était en Italie ou au siége de Barcelone, conseillée par la princesse des Ursins, elle animait tout autour d'elle, elle popularisait la dynastie nouvelle par sa grâce et même quelquefois par son héroïsme, témoin le jour où, menacée dans Madrid par l'approche des armées alliées et pressée de partir, elle répondait à ses conseillers pusillanimes : « Attendons l'ennemi! Si nous sommes vaincus, j'irai dans les Asturies, je prendrai l'infant dans mes bras, et je relèverai la monarchie là où elle eut son berceau. » Cette aimable et courageuse princesse régna treize ans sur les sens et sur l'esprit du roi, à qui elle donna trois enfants, et elle mourut en couches en 1714, dans toute sa jeunesse, lorsque les cruelles épreuves étaient passées. Si elle ne fût pas morte, si la duchesse de Bourgogne eût vécu en France, et surtout si elle eût régné, la politique eût changé peut-être; un lien plus étroit aurait pu réunir la France, l'Espagne et le Piémont.

La seconde femme qu'on se hâta de donner au roi Philippe, pour calmer les exigences ou les scrupules de sa chasteté tourmentée, était d'un tempérament plus solide. Élisabeth Farnèse n'était pas tout à fait cette bonne Lombarde, nourrie de fromage, que la princesse des Ursins croyait avoir choisie à merveille pour la diriger. Le premier usage qu'elle fit de son autorité de reine en entrant en Espagne fut, on le sait, de chasser de la cour madame des Ursins elle-même. Dès ce moment, elle n'eut plus qu'une

pensée, celle de s'emparer de Philippe, de le dominer, et elle y réussit entièrement. C'était une femme de nature robuste, suivant le roi à la chasse, médiocre d'intelligence, passionnée, violente et altière, détestant à peu près les Espagnols, qui le lui rendaient bien. L'ambition était peut-être dans sa nature, et elle était aussi dans sa position. Elle ne pouvait songer pour ses enfants à la couronne d'Espagne, assurée pour le moment aux enfants de la reine Louise-Gabrielle. Italienne, elle tournait tous ses rêves, tous ses désirs vers l'Italie. C'est là qu'elle voulait à tout prix chercher des trônes, prête à dévouer toutes les forces de l'Espagne à la réalisation de ce dessein. Seule, elle ne l'aurait pu; elle trouva auprès d'elle un merveilleux auxiliaire dans un homme qui n'était rien et qui voulait être tout: c'était Giulio Alberoni, Italien comme elle, et qui avait sa fortune à faire avec celle de sa terrible et impétueuse compatriote.

Ce qu'a été Alberoni, on l'a dit quelquefois, et nulle part on ne le voit mieux peut-être que dans les *relations* de deux ministres intelligents et avisés placés auprès de lui à l'heure la plus décisive (1). C'est, à vrai dire, un personnage curieux de l'histoire, qui eût été le Mazarin de l'Espagne, si la fin eût répondu au commencement. Giulio Alberoni, était le fils d'un petit jardinier de Plaisance, et il était déjà abbé lorsque sa fortune voulut que son évêque l'employât à quelque négociation auprès du duc de Vendôme pendant

(1) ***Relazioni sulla corte di Spagna, dell'abate Doria del Maro del conte Lascaris di Castellar ministri di Savoia;*** publiées par **M. Domenico Carutti; 1 vol. in-4°. Turin, 1860**

les guerres d'Italie. Par son assurance, il plut au duc, qui le prit avec lui et en fit une sorte d'aumônier, — aumônier fort libre, je me hâte de le dire, gai, souple et hardi, ne s'étonnant de rien et peu embarrassé de scrupules. Alberoni accompagna M. de Vendôme en France, puis en Espagne, se servant habilement des bonnes grâces de son protecteur, qui lui fit donner une grosse pension sur l'archevêché de Valence. A la mort du duc de Vendôme, le remuant abbé n'était point d'humeur à s'arrêter sur le chemin de la fortune; il s'en alla à Madrid chez le ministre de Parme, le comte de Casali, et là encore, sur ce théâtre nouveau, il attira bientôt l'attention par son esprit autant que par ses façons dégagées. Le comte Casali ne tarda pas à quitter Madrid, et le laissa chargé des petits intérêts que le duc de Parme avait en Espagne.

Le jeune et brillant abbé fit bien autrement qu'on ne pensait les affaires de la maison de Farnèse, et ce fut la mort de la reine Louise-Gabrielle qui lui en fournit l'occasion. Déjà fort goûté et écouté de la princesse des Ursins elle-même, il aida singulièrement au choix de la seconde femme de Philippe V. Il ne chercha pas à vaincre de haute lutte; il représenta négligemment sa princesse parmesane telle qu'il la fallait à madame des Ursins, c'est-à-dire jeune, inexpérimentée, de mœurs simples et de peu d'esprit. Madame des Ursins se laissa prendre à ce portrait, qui promettait si bien une souveraine docile, et Elisabeth Farnèse fut choisie. Peu après, le coup de théâtre était complet et foudroyant : Elisabeth était reine d'Espagne, l'impérieuse *camarera-mayor* était bannie, Alberoni était

comte, ministre en titre de Parme et, de plus, naturellement désigné pour servir de guide à cette jeune princesse italienne, transformée tout à coup en souveraine espagnole.

C'était tout au plus de quoi exciter le désir de grandeur et de fortune de l'abbé de Plaisance. Ministre d'une petite cour italienne, mais conseiller intime et actif d'une princesse devenue presque à l'improviste la souveraine d'une puissante monarchie, Alberoni ne songea plus qu'à tirer parti d'une position si merveilleuse. L'ambition croissait chez lui avec le succès. Tout lui souriait. Il se garda bien cependant de prendre trop promptement l'attitude d'un maître, et même quand il était déjà visible que tout se faisait par son conseil, lorsque les courtisans, toujours fidèles au souffle de la faveur, se tournaient vers lui comme vers le soleil levant, il rusait avec les flatteurs et plaisantait habilement de ce qu'on appelait son crédit. Il patientait, attirant les hommes par cette supériorité de séduction qu'ont tous les Italiens éminents, étudiant l'administration et les ressorts de la puissance de l'Espagne, car il était laborieux autant qu'ambitieux, conseillant invariablement à la reine d'envelopper le roi de sa tendresse, de ne laisser aucune influence arriver jusqu'à lui, et attendant le moment où, les circonstances aidant, il pourrait se saisir de la réalité d'un pouvoir dont il déclinait encore les apparences.

Ce n'était point facile, il est vrai : il y réussit par un mélange de hardiesse et de ruse qui fit de son élévation à la dictature ministérielle de l'Espagne une merveilleuse comédie. Le premier poste dans le conseil à Madrid était

alors occupé par le cardinal del Giudice, qui avait tout à la fois les fonctions d'inquisiteur-général, de gouverneur du prince des Asturies et de ministre d'État. Alberoni mit tout en œuvre pour le perdre en paraissant le servir, et pour se substituer réellement à lui dans la direction des principales affaires où se trouvait en ce moment engagée la politique de l'Espagne, Dans trois circonstances, il joua le même jeu, — dans l'affaire du traité de commerce avec la Hollande, dans la négociation du fameux traité de l'*asiento*, par lequel l'Angleterre s'assurait des avantages commerciaux en Amérique, et dans le règlement des difficultés fort épineuses qui divisaient depuis quelques années l'Espagne et la cour de Rome.

C'était le baron de Riperda qui négociait pour les Hollandais; le ministre Bubb représentait l'Angleterre, et le nonce Aldovrandi défendait les intérêts du saint-siége. On s'épuisait en négociations avec le cardinal del Giudice, et on n'arrivait à rien, si bien que les ministres étrangers finissaient par croire à un mauvais vouloir systématique du cardinal. Ce fut Riperda qui le premier vit clair dans la situation et qui, rompant brusquement avec del Giudice, alla droit à Alberoni comme au médiateur tout-puissant. Alberoni se fit prier, puis il eut l'air de céder à une importunité, promettant d'en parler à la reine et au roi, et peu après Riperda avait son traité; il fut condamné seulement à renouer pour l'apparence avec le cardinal et à continuer avec lui une comédie de négociations lorsque le traité était déjà signé en secret avec Alberoni muni des pouvoirs du roi. Le secret ne fut pas si bien gardé que le

ministre anglais Bubb ne le pressentît : il prit la même voie et il réussit de même, non sans avoir payé, dit-on, une assez forte somme.

Restait l'affaire avec Rome, qui n'était pas la moins grave, la moins compliquée, et qui traînait en longueur depuis plusieurs années ; mais comme Alberoni était un habile homme, en même temps qu'il attirait à lui peu à peu le pouvoir, il pensa qu'une négociation avec le saint-siége valait bien un chapeau de cardinal. Aussi, en paraissant prendre à cœur la réconciliation de l'Espagne et de Rome, se montra-t-il d'abord assez réservé avec le nonce Aldovrandi. Il ne le désespérait pas, mais il éludait ; il exagérait les difficultés, lorsqu'un jour le père Daubenton, confesseur du roi, guéri par une première disgrâce de la dangereuse pensée de se mettre en lutte avec un favori, alla trouver Aldovrandi, et lui dit en grand secret qu'à ses yeux il n'y avait d'autre moyen d'arriver à un dénoûment que de donner la pourpre à Alberoni ; que pour lui, s'il était à Rome, il n'hésiterait pas à se jeter aux pieds du saint-père, et qu'il était impossible qu'un homme ainsi honoré ne répondît pas aux vœux de l'Église. Aldovrandi était déjà convaincu, et il fit même le voyage de Rome. Aux premières ouvertures, le pape refusa nettement. On ne se découragea pas pour si peu ; on fit valoir les armements maritimes que l'Espagne faisait en ce moment pour défendre, disait-on, le nom chrétien contre les Turcs. Le pape commença de se laisser toucher ; il se défiait pourtant encore, et, ne fût-ce que pour garder sa dignité, il voulait, avant de donner le chapeau, qu'un traité fût signé

entre Rome et l'Espagne et que la démonstration militaire contre les Turcs fût accomplie. Alberoni, qui n'était pas moins défiant, et qui d'ailleurs avait de tout autres pensées, ne l'entendait point ainsi. Ce fut le pape qui céda dans cette lutte singulière, si bien qu'à l'issue de toutes ces négociations, Alberoni se trouvait tout à la fois initié aux secrets d'État de l'Espagne, poussé à la direction des affaires et cardinal.

La reine dominait le roi, Alberoni dominait la reine ; il avait réussi à se rendre nécessaire, et dès lors il prenait hardiment le pouvoir. N'ayant plus rien à ménager, il concentrait en lui le gouvernement, réduisant les autres ministres à un rôle subalterne, maître du sceau royal, disposant du trésor, ayant seul le secret de la politique et de la diplomatie, mettant en mouvement les armées et les flottes, marchant à son but, et impénétrable pour tous. L'homme qui en si peu de temps était devenu, de simple abbé à la suite du duc de Vendôme, premier ministre d'Espagne et cardinal, cet homme, à tout prendre, n'avait rien de vulgaire. Il avait cinquante-quatre ans à cette époque, et il était robuste, actif, de visage coloré. Il avait l'intelligence pénétrante et vive, avec l'audace imperturbable de toutes les entreprises. Impétueux et fin, altier et dissimulé, agitateur par tempérament, diplomate d'imagination aventureuse, il ne reculait devant rien, ni devant le péril, ni devant l'intrigue. Il était absolument dénué de scrupules, et pourvu qu'il réussît, tout lui paraissait bon. « Monsieur le cardinal, je ne vous croyais pas capable de cela, lui disait un jour le père Daubenton en se

plaignant de quelque mesure équivoque. — Mon père, reprit le cardinal en regardant fixement le confesseur du roi, je suis capable de cela et de tout. »

Le pouvoir, au reste, n'était pas pour lui seulement une vaine et fastueuse dignité; il ne l'ambitionnait que pour s'en servir. Aussi dès son avénement mit-il tout en œuvre pour reconstituer la force militaire de l'Espagne et pour étendre sur l'Europe le réseau de sa diplomatie. Il arrivait à cette sorte de dictature l'esprit bouillant de projets, faisant luire aux yeux de Philippe V la couronne de France, que le roi d'Espagne enviait après la mort de Louis XIV, laissant entrevoir aux Espagnols la possibilité de reconquérir leurs vice-royautés perdues, promettant à la reine Elisabeth des trônes pour ses enfants. Au fond, sa pensée était tout entière pour l'Italie, et c'est là qu'il dominait la reine en la servant, en la flattant dans son ambition la plus vive. Albéroni avait réellement la passion tout italienne de chasser les Allemands de la Péninsule; ce fut le mobile de sa politique. Seulement, au dernier siècle, cette idée prenait naturellement la forme d'une substitution de souveraineté au profit des enfants à demi italiens d'Elisabeth Farnèse.

L'essentiel était de remettre le pied en Italie, et c'est là qu'il visa sans dévoiler sa pensée, sans laisser pressentir où tendait sa politique. On était en 1717; l'Europe, je l'ai dit, était dans cet état d'indécision où toutes les rivalités s'agitaient, et où la diplomatie multipliait les combinaisons pacificatrices; elle cherchait des palliatifs par des traités comme celui de la triple alliance. C'est à

travers ce jeu d'antagonismes et de négociations confuses que le rusé et audacieux Alberoni comptait se faire jour, appelant à son aide le mystère et l'imprévu, ne négligeant rien d'ailleurs pour ajouter au trouble universel. De là ces tentatives curieuses et extraordinaires si habilement ourdies pour mettre l'Europe en mouvement et créer des embarras à toutes les politiques. Il avait des intelligences partout, au nord et au midi. En France, il nouait des cabales contre le régent, et préparait la conspiration de Cellamare. En Angleterre, il fomentait des entreprises en faveur du prétendant. Au nord, il aidait à la paix entre Pierre le Grand de Russie et Charles XII de Suède, pour pousser les deux princes contre les Anglais. La guerre que l'empereur poursuivait contre les Turcs était, d'un autre côté, une diversion puissante, et assurait une certaine liberté. Le mouvement et l'intrigue étaient partout, et pendant ce temps Alberoni agissait avec une singulière vigueur. Les armements se multipliaient dans tous les ports de l'Espagne ; des troupes se rassemblaient à Barcelone. Tous les préparatifs d'une vaste expédition se poursuivaient simultanément et aussi secrètement que possible. En un mot, une force s'organisait pour une destination inconnue.

Alberoni, au reste, avait un prétexte tout trouvé pour dissiper les premiers soupçons : il armait contre les Turcs ; il l'avait promis au pape, qui l'avait fait cardinal. Il trompa si bien son monde, que le nonce Aldovrandi et l'ambassadeur vénitien Mocenigo, d'abord fort inquiets, vivaient dans la plus complète illusion. Les ministres de

France et d'Angleterre n'étaient pas si crédules. Ils demandèrent une audience au roi, qui les renvoya au cardinal, et Alberoni répondit dans un langage hautain et énigmatique que le roi était maître chez lui, que les armements de l'Espagne au surplus n'avaient d'autre objet que le maintien d'une paix conforme au juste équilibre de l'Europe aussi bien qu'à l'honneur des souverains catholiques. L'explication n'avait pas de quoi rassurer les diplomates, d'autant plus que les armements continuaient plus que jamais. Alberoni avait gagné un peu de temps. Bientôt pressé de nouveau par les agents étrangers et ne pouvant plus dissimuler ce qui était trop visible, il dit tout bas et en confidence qu'il s'agissait de la conquête d'Oran : après quoi les ministres de France et d'Angleterre ne doutèrent plus que le fourbe cardinal ne méditât un dessein tout différent et ne préparât quelque surprise à l'Europe.

Amuser la diplomatie jusqu'au bout n'était pas la seule difficulté pour Alberoni : il avait à vaincre les scrupules du roi, intimidé de l'audace aventureuse de son esprit. L'âme simple et inquiète de Philippe répugnait, à ce qu'il semble, à cette campagne qu'on lui proposait, et que personne ne soupçonnait encore. Il fallut que la reine usât de toute son influence et attendrît le pauvre prince par ses larmes. Le père Daubenton lui-même fut employé à rassurer la conscience du roi, qui, une fois tranquillisé, laissa libre carrière à l'impétuosité du cardinal, Dès lors les ordres furent lancés de toutes parts avec une rapidité foudroyante, et en quelques jours tout fut prêt.

Et quelle était cette entreprise méditée dans le mystère, et dont Alberoni avait su dérober au moins le but à la diplomatie? On le sut bientôt. A la fin de juillet 1717, une escadre espagnole partait de Barcelone; elle se composait de douze vaisseaux de guerre et de cent bâtiments de transport, près de dix mille hommes d'infanterie et six cents chevaux étaient à bord sous les ordres du marquis de Leyde, qui commandait l'expédition. Ces forces allaient tout simplement conquérir la Sardaigne, qui était à l'empereur depuis la paix d'Utrecht.

L'expédition une fois lancée, Alberoni répandit en Europe un manifeste où il énumérait tous les griefs de la cour de Madrid contre l'empereur, ajoutant que d'ailleurs la guerre n'avait jamais cessé entre l'Espagne et l'empire. Au mois d'août, quelques jours après que l'escadre avait quitté Barcelone, la conquête de l'île de Sardaigne était achevée. L'Europe fut dans un grand étonnement et dans une exaspération singulière quand elle apprit que les Espagnols avaient débarqué en Sardaigne. Le roi d'Espagne était un impie, et son ministre un vrai brigand pour avoir assailli sans déclaration de guerre les possessions d'un souverain dont les armées étaient en ce moment à se battre contre les Turcs. Le pape Clément XI se plaignit fort d'avoir été pris pour dupe lorsqu'il s'était laissé persuader que l'Espagne armait contre les Turcs, et il regrettait le chapeau de cardinal qu'il avait donné. L'empereur Charles VI jurait de se venger. Alberoni riait, voyant déjà le succès venir à lui. « Aujourd'hui ils me maudissent parce que l'île n'est pas tout à fait mienne, disait-il avec

son accommodant scepticisme, ils me loueront quand tout sera fini. » En peu de jours, on l'a vu, tout était fini, du moins pour le moment, et le drapeau de l'Espagne flottait de nouveau sur cette île, où il avait flotté si longtemps, où la domination espagnole a laissé des traces qui vivent encore aujourd'hui.

Ce fut le premier coup de l'entreprenante audace d'Alberoni, ce ne fut pas le dernier. L'Europe revenait à peine de son étonnement que l'Espagne armait de nouveau, et cette fois dans de plus grandes proportions. L'impétueux Italien ne s'était pas jeté à travers les combinaisons des cabinets et n'avait pas enlevé la Sardaigne d'un coup de main pour s'arrêter en route. Ce n'était que le commencement d'une campagne qui réservait d'autres surprises. Les ministres de France et d'Angleterre voulurent faire des remontrances; le cardinal répondit lestement que l'Espagne n'avait d'autre idée que de tenir en respect la cour de Vienne au cas où celle-ci voudrait lui faire des querelles d'Allemand . C'est alors qu'éclata la triple alliance qui semblait destinée à intimider toutes les velléités belliqueuses par une puissante démonstration diplomatique, et qui faisait d'ailleurs une certaine part à l'ambition de la reine d'Espagne en promettant à ses enfans Parme et la Toscane.

Tout autre qu'Alberoni se fût arrêté peut-être devant cette sorte de coalition qui voulait lui imposer la paix, et qui était en même temps un appui pour l'Autriche. Le cardinal, quant à lui, montra un visage imperturbable. Il prit un ton hautain, et fit même faire des menaces à

Paris et à Londres, comme si l'Espagne était prête à accepter une guerre tout à la fois avec la France, l'Angleterre et l'empereur. Alberoni ne recula pas devant cette partie où il jouait sa fortune et son crédit, et se réservant peut-être en secret quelque possibilité de négociation, comptant, dans tous les cas, qu'il ne pouvait manquer d'avoir Parme et la Toscane, que la triple alliance assurait à la reine d'Espagne, il marcha toujours en avant. Il redoubla d'intrigues en Europe, d'activité dans ses armements, et se tint prêt à une plus brillante conquête avec la fougue d'un homme excité par un premier succès, enivré de sa propre aventure.

Il y avait cependant en Italie un prince que les projets d'Alberoni, les conséquences qu'ils pouvaient avoir, intéressaient singulièrement, que cette bizarre partie mettait dans une cruelle perplexité, car il était plus exposé à perdre qu'à gagner : c'était Victor-Amédée. Résigné à voir un infant d'Espagne aller à Parme, mais ambitieux pour lui de l'insaisissable Milanais, maître de la Sicile, que la triple alliance promettait à l'empereur, et sur laquelle on supposait, non sans raison, qu'Alberoni avait des vues, Victor-Amédée avait de l'humeur contre l'Europe, qui prenait sur elle de disposer de son bien, de lui enlever diplomatiquement la Sicile pour lui donner l'inégale compensation de l'île de Sardaigne, qui était d'ailleurs à reconquérir désormais sur l'Espagne. Il hésitait pourtant à se démasquer et à braver une coalition à laquelle il ne pouvait songer à résister. Il sentait, d'un autre côté, qu'il aurait plus à gagner à se lier avec l'Espagne, si les vues

du cardinal n'étaient pas trop démesurées, si ses velléités belliqueuses s'appuyaient sur des forces militaires réelles; mais il ne savait ni ce que voulait le rusé cardinal, ni même s'il était sérieusement résolu à la guerre ou s'il ne se déroberait pas tout à coup par quelque arrangement imprévu avec l'Europe, qui le laisserait seul, pris au piége d'une démonstration compromettante et inutile. Victor-Amédée, se défiait d'Alberoni et Alberoni ne se défiait pas moins de Victor-Amédée, au point qu'il rompait brusquement, à peu près sans motif, avec le ministre piémontais dont la gênante clairvoyance l'impatientait. C'est justement ce ministre fin et pénétrant, l'abbé Doria del Maro, dont la vive et curieuse *relation* est divulguée aujourd'hui.

Victor-Amédée n'était point pour le moment en position de montrer trop de susceptibilité, et il envoya un autre ambassadeur, le comte Lascaris de Castellar, qui était chargé d'une mission apparente et d'une mission réelle. La mission apparente avait trait à quelques affaires de peu d'importance; la mission réelle et secrète consistait à sonder le cardinal, à découvrir ce qu'il voulait, à pressentir ses dispositions pour la guerre ou pour la paix, à voir en un mot ce qu'il y aurait à faire avec lui, en lui prodiguant les marques de l'estime et de la confiance du roi. Le comte de Castellar n'avait point là vraiment une mission facile. Un peu adouci par les déférences de Victor-Amédée, le cardinal n'échappait pas moins à son envoyé par une incessante ambiguïté. Aux ouvertures qu'on lui faisait, il répondait d'abord par des soupçons, accusant le prince piémontais d'être en négociation avec

l'empereur pour s'arranger directement. Les premiers ombrages se dissipèrent un peu cependant, et les confidences prirent en apparence un caractère plus intime.

On était d'accord sur la nécessité de chasser les Allemands de l'Italie, sur l'identité des intérêts du Piémont et de l'Espagne, et on en vint à des propositions que le cardinal résumait ainsi : alliance offensive et défensive des deux cours de Madrid et de Turin, conquête du Milanais au profit de Victor-Amédée, contingent de vingt mille hommes d'infanterie et de trois mille hommes de cavalerie fourni par l'Espagne pour la guerre de Lombardie ; d'un autre côté, l'Espagne recevrait à titre de dépôt la Sicile comme point de départ de la conquête de Naples. Si la guerre était heureuse, Victor-Amédée garderait Milan en échange de la Sicile ; si elle était malheureuse, la Sicile lui serait rendue.

La pensée secrète paraissait trop bien, et le plus clair était que Victor-Amédée risquait fort de n'avoir ni Milan ni la Sicile. Le prince piémontais s'en tira comme il put, refusant de mettre son royaume en gage entre les mains de l'Espagne. Au fond, le cardinal lui-même n'attachait peut-être pas une extrême importance à sa demande et ne s'en occupait guère, en homme plus pressé de pousser à bout son aventure et d'agir seul que d'attendre une réponse. Aussi, lorsque bientôt après le comte de Castellar se présentait de nouveau avec le projet de traité modifié à Turin, Alberoni s'en émut peu ; il fut évasif, disant qu'il était bien tard, que l'Espagne avait pris seule ses dispositions, et que la flotte était déjà loin. Le cardinal

était d'autant plus pressé qu'il avait à gagner de vitesse l'intervention de l'Europe. L'empereur venait en ce moment de faire la paix avec les Turcs. Une flotte anglaise entrait dans la Méditerranée. L'amiral Byng, touchant à Alicante, avait expédié un courrier à Madrid pour notifier sa mission, qui était de maintenir la neutralité de l'Italie et de travailler, disait-on, à un accommodement entre l'empereur et le roi catholique. Alberoni répondit fièrement à l'amiral qu'il pouvait exécuter ses instructions. Quant au Piémont, le cardinal ne s'inquiétait nullement de se faire donner par un traité une permission qu'il saurait bien prendre.

Le fait est que le 18 juin 1718 l'escadre espagnole avait pris la mer. Elle était bien plus considérable que celle qui avait quitté Barcelone l'année précédente pour aller enlever la Sardaigne. Elle se composait de vingt-deux vaisseaux de ligne, trois bâtiments marchands armés en guerre, quatre galères et trois cent quarante bâtiments de transport. Elle portait trente-six bataillons d'infanterie, quatre régiments de dragons, six de cavalerie, cent pièces de canon de batterie, quarante mortiers, six cents canonniers, quinze cents mulets pour le service de l'artillerie, enfin une armée de trente mille hommes et un immense attirail de guerre. Le marquis de Leyde avait le commandement militaire de ces forces. On n'avait jamais vu une flotte mieux équipée et mieux munie. Celui qui avait conçu cette expédition était Alberoni ; celui qui avait exécuté cette audacieuse pensée avec un zèle de détail minutieux était l'intendant-général Patino, qui seul avait

le secret du cardinal. Tout avait été préparé avec soin; le reste, Alberoni le laissait à la fortune, songeant seulement à précipiter les coups pour déconcerter les oppositions. Où allait maintenant cette escadre? On soupçonnait vaguement qu'elle devait assaillir Naples par les Calabres. Le 2 juillet 1718, l'armée débarquait à quelques milles de Palerme dans l'île de Sicile, dont le marquis de Leyde se proclamait vice-roi au nom du souverain de l'Espagne reprenant possession d'un ancien domaine.

On devine quel fut le déchaînement de l'Europe contre cette entreprise nouvelle. Alberoni fit face à tout au premier moment avec son audace et sa souplesse accoutumées. Aux Siciliens, il faisait annoncer qu'il venait leur rendre leurs libertés anciennes violées et leur franchises abolies par le prince savoyard; aux ambassadeurs des puissances alliées, il répondait que Victor-Amédée négociait à Vienne l'échange de la Sicile pour la Sardaigne, et que l'Espagne, maîtresse de cette dernière île, ne pouvait le souffrir; au ministre de Victor-Amédée lui-même, au comte de Castellar, qui en était toujours à son traité et qui appelait l'invasion un acte « d'injustice, de violence, de mauvaise foi et de scandale, » il disait que la flotte anglaise, qui venait d'entrer dans la Méditerranée, était chargée de s'emparer de la Sicile pour la donner à l'empereur, et qu'il n'avait fait que la devancer. Le plus embarrassé et le plus malheureux assurément était le ministre du prince piémontais, qui fut appelé en grande hâte à l'Escurial pour recevoir le premier communication de l'événement. Je me figure que l'envoyé du roi Fran-

çois II, qui, vers 1860 au moment de l'expédition de Garibaldi, se trouvait à Turin les mains pleines de traités, n'était pas moins perplexe. Le ministre de Victor-Amédée se révolta, s'indigna. « Je dis au cardinal, rapporte-t-il dans sa relation, que Votre Majesté n'aurait jamais dû s'attendre à un coup de cette sorte en temps de paix et sans déclaration de guerre, surtout de la part du roi d'Espagne, son gendre, son allié, et tellement son ami que non-seulement Votre Majesté lui avait fait confidence des projets les plus essentiels touchant les intérêts communs des deux couronnes, mais encore qu'elle avait déclaré être prête à courir la fortune de Sa Majesté Catholique elle-même... »

Le cardinal laissa dire le comte de Castellar, accepta une rupture devenue inévitable et en attendant l'invasion de l'île s'accomplissait. L'armée débarquée somma Palerme, qui se rendit, sauf la citadelle. La plus grande partie de la noblesse, les députés de la ville accoururent au camp du marquis de Leyde, et offrirent de se soumettre au roi catholique à la condition que leurs priviléges seraient confirmés. De Palerme, on marcha sur Messine : une force d'infanterie alla aborder par mer entre le Phare et Milazzo, tandis que la cavalerie allait au même but par terre. Alors comme en 1860, Messine était le point le plus difficile à emporter. Il y avait dans la ville une garnison piémontaise de plus de deux mille hommes. La vue de la flotte espagnole suffit pour provoquer un soulèvement dans le peuple et contraindre les Piémontais à se réfugier dans la citadelle, où ils se disposèrent à sou-

tenir un siége. En réalité, les Siciliens étaient favorables à l'entreprise et regrettaient leurs anciens maîtres. La ville de Catane proclama le roi Philippe, s'empara du château et retint la garnison prisonnière. Des Siciliens se joignaient aux Espagnols et poursuivaient les Piémontais, qu'on n'aimait pas. En peu de temps, il ne restait que les places principales, Messine, Milazzo, Syracuse, au pouvoir des soldats de Victor-Amédée ou plutôt des impériaux, accourus bientôt de Naples pour prendre part à une guerre dont ils devaient en définitive recueillir l'avantage.

De telles entreprises ont besoin du succès et même souvent d'un prompt succès. Le malheur d'Alberoni fut que cette guerre se prolongea plus qu'il ne l'avait espéré, ce qui laissait tout en suspens, et que ce coup de politique audacieuse était une violence trop ouvertement faite au système délibéré et fixé par les trois principaux cabinets européens. Les Espagnols eurent encore de brillantes journées en Sicile, ils battirent vaillament les impériaux, mais ils gagnaient des victoires stériles, ils avançaient lentement, et les avantages mêmes qu'ils avaient sur terre étaient balancés par un cruel revers maritime. l'Angleterre, en effet, n'avait garde de laisser échapper cette occasion de frapper la puissance navale renaissante de l'Espagne. L'amiral Byng, errant toujours dans les eaux de Naples et prétextant la neutralité de l'Italie violée par l'invasion de la Sicile, fondit, le 11 août 1718, sur la flotte espagnole et lui infligea un irrémédiable désastre. D'un autre côté, les nuages s'amassaient en Europe au point de former bientôt un formidable orage contre l'Espagne.

La triple alliance dont on avait signé les préliminaires au commencement de 1718 s'achevait au mois d'août, et devenait la quadruple alliance par l'accession de la Hollande.

Ce qui n'avait été jusque-là qu'une idée discutée et agitée par la diplomatie devenait un système arrêté, qui consistait, je l'ai dit, à donner la Sicile à l'empereur, la Sardaigne à Victor-Amédée de Savoie, Parme et la succession éventuelle de la Toscane à un fils de la reine Élisabeth d'Espagne. Cette combinaison fut notifiée à la cour de Madrid, qui eut trois mois pour l'accepter. Ce n'était plus une négociation qu'on offrait à l'Espagne, c'était une sommation qu'on lui adressait l'épée tendue : le cardinal la reçut avec une dédaigneuse hauteur, s'acharnant à une lutte désormais inégale. En peu de temps, Alberoni vit s'évanouir tous ses songes d'ambition et de gloire; il vit se briser entre ses mains tous les fils de ce réseau d'agitations et d'intrigues dans lequel il croyait avoir enveloppé l'Europe pour se donner toute liberté. Il avait préparé une descente en Écosse au nom du prétendant anglais, cette descente ne réussit pas. Il avait rêvé d'attirer Charles XII de Suède contre l'Allemagne, et ce prince était tué dans les tranchées d'une place de Norvége. Tout manquait à la fois.

Le réveil était terrible pour l'Espagne; la guerre était partout. Les Espagnols continuaient à se battre en Sicile, et commençaient à compter plus de revers que de succès. Les Anglais tenaient la mer, débarquaient de vive force à Vigo, et s'emparaient de Saint-Sébastien. Une armée

française paraissait sur les Pyrénées. La coalition se resserrait de tous côtés autour de l'Espagne. Alors Alberoni, sans cesser de faire face à l'orage, se trouva dans une de ces situations extrêmes où sont quelquefois les favoris de la fortune, réduits à vaincre ou à périr, et exposés à payer dans tous les cas d'une chute éclatante une grandeur éphémère. Le cardinal d'ailleurs avait amassé contre lui des haines implacables. Il avait profondément offensé les Anglais par ses réclamations injurieuses et hautaines au sujet de l'action navale de l'amiral Byng. Il s'était fait un ennemi irréconciliable du régent de France, dont il avait cherché à ébranler le pouvoir. Pour le pape, c'était l'agresseur d'un prince chrétien occupé à combattre les Turcs; pour l'empereur, c'était l'envahisseur de la Sardaigne et de la Sicile; pour tous, c'était le perturbateur public, le seul obstacle à la paix.

Le dernier coup lui fut porté par un envoyé du duc de Parme qui arriva à Madrid, et qui était chargé de voir le roi et la reine, de leur faire sentir le péril de la lutte où ils étaient engagés. Assurément Alberoni n'avait pas tout fait, mais il paya pour tous. Un matin le 5 décembre 1719, — il y avait déjà plus d'un an que cette guerre continuait, — le roi Philippe partit pour le Prado, laissant au cardinal l'ordre de quitter Madrid dans huit jours, les terres d'Espagne dans trois semaines, et de n'y plus reparaître. Irrité et surpris, Alberoni essaya encore de voir la reine et le roi : il n'y put réussir, et après avoir tout remué, tout agité en Europe pendant trois ans, après avoir communiqué à l'Espagne un élan fiévreux d'activité, il fut

obligé de partir pour l'Italie, détesté de tout le monde, même du roi Philippe, qui s'apercevait un peu tard que cet abbé parvenu était son maître. Le régent lui donna à son passage en France une ironique escorte d'honneur qui le conduisit à Antibes, où il s'embarqua pour Gênes.

Je n'ai pas à suivre les aventures de ce singulier prince de l'Église, qui tomba dans l'obscurité après sa chute, sans échapper encore aux inimitiés qu'il avait suscitées. Le pape le menaça d'un procès canonique, le roi Philippe d'un procès d'État. Alberoni fut réduit à se cacher un peu partout, même à demander asile à l'empereur, qui toléra son séjour dans quelque maison de campagne du Milanais. Il ne commença à reparaître qu'à la mort du pape ; il fut du conclave, et le nouveau pontife le laissa vivre tranquillement à Rome dans une douce retraite. La disparition d'Alberoni, subitement jeté hors de la politique, avait suffi pour ramener la paix. Dès lors l'Espagne fit ce qu'on voulut ; elle accéda à la quadruple alliance, elle se soumit à cette combinaison, qui n'avait rien de trop dur, puisqu'elle laissait encore la succession de Parme et de la Toscane à un enfant de la reine Elisabeth Farnèse.

Et maintenant de quel côté était le droit dans cette mêlée d'intrigues et de passions où un homme seul, avec son ambition de gloire et sa témérité agitatrice, avait entrepris, au nom de l'Espagne, de faire des choses désagréables à l'Europe, sans même s'être ménagé des alliances ou des connivences, tenant tête à l'empereur, bravant la France et l'Angleterre, rusant avec le pape, dépouil-

lant en pleine paix le roi Victor-Amédée? Cet abbé plaisantin, ce familier du duc de Vendôme, ce cardinal d'aventure était, direz-vous, un grand violateur des traités et de la loi des nations; je le veux bien, mais ses adversaires l'étaient-ils moins? Alberoni manquait-il au droit parce qu'il était seul? Les alliés n'y manquaient-ils plus dès qu'ils étaient quatre pour transférer la couronne de Sicile, que Victor-Amédée n'avait nulle envie de céder, pour disposer de la Toscane, qui protestait contre ce qu'on voulait faire d'elle? Alberoni sautait par-dessus les arrangements d'Utrecht : les coalisés les respectaient-ils davantage? La justice, je le crains, faisait de tous côtés une petite figure dans cette bagarre de diplomatie et de guerre. Si on demandait, à défaut de droit, quels étaient les intérêts, les convenances, les mobiles des diverses politiques engagées dans l'aventure, je dirais que l'empereur était dans son rôle en voulant avoir la Sicile; le roi George d'Angleterre, plus Allemand qu'Anglais, était porté à favoriser l'empereur, et d'ailleurs l'Angleterre trouvait l'occasion bonne de frapper la marine renaissante de l'Espagne. La France suivait, par goût pour la paix et pour l'alliance anglaise, qui en était la garantie. La France était peut-être celle qui s'inspirait le moins de sa vraie politique. C'est la dernière fois, je crois, qu'elle a paru comme alliée de l'Autriche au delà des Alpes, réalisant une combinaison qui à longtemps été la plus funeste à l'Italie, sans être dans ses propres intérêts. La preuve que les projets d'Alberoni, si ambitieux qu'ils parussent alors, n'étaient pas si absolument chimériques, c'est qu'ils s'ac-

complissaient bientôt dans deux guerres nouvelles, et cette fois avec l'aide de la France. Un infant d'Espagne restait à Parme, un autre fils de la reine Elisabeth allait dans l'Italie méridionale.

Ce fut là l'origine du règne des Bourbons-Farnèse à Naples et en Sicile. Ce règne, qui ne commença que plus tard, était en germe dans les projets d'Alberoni. J'ajouterai que, pour le temps, ces projets de l'audacieux cardinal n'étaient point sans portée, car au fond ils tendaient à faire une réalité du rêve éternel des Italiens, en rejetant les Allemands au delà des Alpes et en groupant les diverses parties de la Péninsule sous des dynasties étrangères, il est vrai, mais unies entre elles en même temps que reliées à la France et à l'Espagne par une intime solidarité de race, d'intérêts, d'influence dans le monde. Le plus maltraité dans ces combinaisons assurément était Victor-Amédée, à qui on prit la Sicile pour lui donner la Sardaigne. Il ne pouvait au reste échapper à la mauvaise chance du moment, et il se résigna. Par un jeu imprévu, ce prince retors et si prompt aux évolutions opportunes se trouvait en ce moment celui qui représentait le plus exactement le droit entre Alberoni, qui voulait son bien, et l'empereur, qui le garda au moins pendant quelques années, jusqu'à une guerre nouvelle.

Chose curieuse, un siècle et demi s'est écoulé, et le chemin qu'Alberoni ouvrait en Sicile par une invasion inattendue en pleine paix, Garibaldi l'a suivi sous nos yeux. Ce que le cardinal faisait dans le dernier siècle au

profit des Bourbons d'Espagne, au détriment de Victor-Amédée, notre hardi contemporain l'a fait au nom de Victor-Emmanuel contre les Bourbons. Dans la fluctuation des choses, tout arrive, tout se reproduit en se transformant. Il n'est pas inutile de rouvrir de temps à autre ces annales d'autrefois, de feuilleter ces pages de l'histoire sur lesquelles tant d'années et tant d'événements ont jeté leur poussière. On y apprend que c'est une puérilité d'attribuer à un siècle ce qui est de toutes les époques, de faire dériver uniquement de l'esprit de révolution ce qui tient au mouvement des passions humaines et de combattre sans cesse le présent par le passé. L'entreprise d'Alberoni ne réussit pas, celle de Garibaldi a réussi; mais succès ou insuccès, peu importe : ce n'est pas cette vulgaire différence du dénoûment que je veux signaler entre ces tentatives nées de la même manière à un siècle et demi d'intervalle, également conçues et exécutées en dehors de toutes les conventions du droit public.

Il y a une différence profonde, qui explique peut-être la diversité de fortune des deux expéditions. Les mêlées du passé étaient le plus souvent des luttes de princes, d'ambitions dynastiques, de maisons rivales ; aujourd'hui une puissance nouvelle est intervenue dans les affaires du monde, une puissance dont les traités s'occupent trop peu : c'est celle des peuples, qui ont aussi leur droit écrit dans leur sang, dans leur génie, dans leurs aspirations légitimes d'indépendance, qui peuvent déconcerter les calculs par l'usage imprévu qu'ils font de ce droit, mais

qui, même en le poussant à l'extrême, n'inventent pas ces procédés qu'on leur reproche comme une scandaleuse nouveauté. A ce tribunal invisible, où tout le monde est jugé selon ses œuvres d'après une justice suprême, les peuples ne sont pas les plus grands coupables, et dans ce conclave qu'une providentielle imprévoyance plaçait vers 1860 à Varsovie, si l'Italie a comparu en accusée parce qu'elle veut vivre, je me figure que les princes présents purent voir passer, non sans émotion, une ombre accusatrice, l'ombre d'un peuple partagé, supprimé, aboli dans son indépendance et sa souveraineté, — et cependant Garibaldi ne vivait pas en ce temps!

V

LA FRANCE ET L'ITALIE

AU XVIII^e SIÈCLE.

I

L'histoire est une de ces œuvres qui recommencent en quelque sorte avec chaque siècle, avec chaque génération. On ne se lasse pas de contempler le passé pour lui-même pour les enseignements dont il est l'inépuisable source, pour toutes les lumières dont il éclaire la suite des choses, et dans cette étude incessante de tout ce qui n'est plus il y a toujours de la nouveauté. Les faits n'ont pas changé de nature, les hommes sont restés les mêmes; les catastrophes les plus mémorables aussi bien que les événements les plus futiles n'ont pas cessé d'être ce qu'ils étaient, mais les lumières se multiplient, les divulgations se succèdent, les points de vue se modifient quelquefois,

et il s'opère graduellement un travail qui remet tout sous un jour nouveau, qui ravive l'intérêt de ce spectacle de la vie des peuples par l'attrait des découvertes, par la révélation d'un plan inaperçu se déroulant à travers les siècles. N'eût-on rien à découvrir, on interroge une fois de plus les faits, on s'efforce d'en ressaisir l'esprit, l'invincible logique, et chaque génération humaine, poussée par l'irrésistible penchant de tout rapporter à elle-même, a sa manière de concevoir, de juger et de reproduire le passé. Nous venons à peine de dépasser la moitié du siècle, et on pourrait déjà compter deux ou trois manières d'envisager l'histoire, deux ou trois systèmes correspondant aux principales tendances ou aux principales évolutions morales et politiques de l'époque. La philosophie des choses évanouies est devenue une science, en même temps que l'érudition s'étendait, fouillant et embrassant les siècles avec plus de certitude, et cependant le dernier mot de l'histoire n'est point dit assurément, et bien longtemps encore on philosophera sur le passé ou on racontera avant que les éléments d'investigation ne s'épuisent. De là le prix exceptionnel de toutes les savantes recherches poursuivies sans interruption dans tous les pays et dans des œuvres où l'attrait littéraire s'allie à un intérêt historique doublé par le spectacle de quelques-uns des événements contemporains.

Dans cette œuvre de révision du passé, qui semble, à vrai dire, être la plus haute vocation intellectuelle de notre temps, une des époques les plus fécondes en lumières et en rapprochements est le XVIII[e] siècle qui apparaît toujours

à notre horizon, d'où est sorti toute la société moderne avec ses grandeurs et ses faiblesses, qui va de Louis XIV expirant à l'infortuné Louis XVI et à M. Necker, et que deux historiens de France et d'Italie M. de Carné et M. Carutti étudient au même instant dans l'ensemble de la politique et dans quelques-uns de ses épisodes. Ce que M. de Carné avait commencé déjà dans d'autres études, il le continue dans un essai sur *la Monarchie Française au dix-huitième siècle*. Ce que M. Carutti, lui aussi, avait commencé dans une histoire de Victor-Amédée II, il le continue dans un livre où il fait revivre Charles-Emmanuel III, le premier successeur du premier roi de Sardaigne, un de ces princes de Savoie qui ont le privilége héréditaire de se mêler à tout, d'être des premiers dans toutes les mêlées (1).

Les deux écrivains d'ailleurs ont peu de traits communs, si l'on veut. L'auteur de *la Monarchie Française au dix-huitième siècle* n'est point peut-être un historien proprement dit, si l'on n'applique ce nom qu'à celui qui raconte ou qui peint, qui reproduit les côtés dramatiques et le mouvement spécial d'une époque. C'est avant tout un observateur des courants généraux de l'histoire, un publiciste pénétrant qui, à travers le mouvement des faits, s'efforce de découvrir la marche des idées, et qui étudie la France dans sa formation, dans son développement politique et moral dans ses tendances essentielles et organiques.

(1) *Storia del regno di Carlo-Emmanuelle III* da Domenico Carutti; 2 vol, Turin. 1860. — Voir au sujet du prédécesseur de Charles-Emmanuel III l'étude sur le *premier roi de Sardaigne* dans mon précédent volume *l'Italie moderne*.

M. Carutti est l'habile historien des destinées et des traditions politiques de sa patrie, le Piémont. C'est un esprit net et instruit, qui raconte et expose les événements encore plus qu'il ne songe à dégager la philosophie des choses. Par sa position au centre des affaires d'État, — il a été employé au ministère des relations extérieures à Turin, avant de représenter son pays au dehors, — il a plus d'un secret du passé. Il connaît les mobiles des hommes, les ressorts inaperçus des combinaisons politiques, la marche mystérieuse de ces négociations, dont les contemporains ne savent le plus souvent que ce qu'on veut leur dire et ne voient que les résultats. De là l'intérêt des histoires qu'il a successivement consacrées à l'époque où vécut Victor-Amédée II et au règne de Charles-Emmanuel III. M. Carutti reste avant tout Italien ou Piémontais dans ses jugements et dans ses récits, tandis que M. de Carné est Français et juge avec un esprit tout français. Seulement les deux historiens se rencontrent ici sur le même terrain et se trouvent en face des mêmes personnages, le cardinal de Fleury, Elisabeth Farnèse, Charles-Emmanuel III, l'empereur Charles VI; ils se rejoignent en quelque sorte dans l'étude de ces mêlées diplomatiques ou guerrières du XVIIIe siècle, où les destinées de l'Italie s'agitent déjà comme aujourd'hui. C'est ainsi que l'auteur de *la Monarchie Française au dix-huitième siècle* et l'auteur de l'*Histoire du Règne de Charles-Emmanuel III*, sans suivre le même chemin, éclairent de lumières diverses une même époque, objet d'apologies passionnées ou de haines vengeresses, et qui a eu

la singulière fortune de mériter les unes et les autres.

Qu'est-ce en effet que le XVIII^e siècle pour la France? Le vivace et puissant mouvement des esprits cache ici les débilités de la politique. A la surface apparaît l'irrésistible travail de toutes les idées philosophiques ; au fond, les institutions s'énervent par les vices et par les abus ; les pouvoirs en viennent aux mains dans de petites luttes où ils se discréditent les uns les autres en attendant de disparaître dans le même abîme. Le libertinage règne en souverain ; la mollesse et l'imprévoyance sont partout dans le gouvernement. De ces deux ordres de faits, de l'expansion de plus en plus impérieuse de l'esprit philosophique concordant avec la décadence des choses et des hommes, sort la révolution française en 1789. Ce XVIII^e siècle fut politiquement une pauvre époque. Quelques hommes sensés ou brillants ne changent rien. Le cardinal de Fleury était en ses bons moments un sage ministre, et il ne put avoir une influence heureuse et décisive ; l'esprit d'un nouveau Richelieu n'était point dans cet habile vieillard, qui tenait avant tout au pouvoir. M. de Choiseul, avec son intelligence déliée et hardie, eût été peut-être dans un autre temps et sous une autre direction un habile ministre, et il ne put empêcher le mal ; il y travailla au contraire, heureux de s'aller abriter dans sa triomphale retraite de Chanteloup. A l'intérieur, tout se détraque peu à peu durant le XVIII^e siècle, et au dehors c'est bien pis encore.

Un des traits curieux du temps, en effet, c'est l'incohérence de la politique extérieure. On ne retrouve plus cette

persistance de pensée, cette suite dans les desseins, cet éclat des grandes luttes qu'on avait vus sous Louis XIV et qu'on ne devait revoir que dans le feu de la révolution française. Tout se perd en intrigues et prend une allure fantasque. Les intérêts permanents des peuples semblent disparaître, la règle souveraine de la politique est le caprice d'un prince, d'un ministre, quelquefois d'une favorite.

II

Je ne connais pas de plus bizarre spectacle d'anarchie diplomatique que celui qui se déroule pendant quelques années en Europe à partir de la paix d'Utrecht. Désordre de toutes les alliances, velléités agitatrices de l'Espagne conduites par Alberoni et Élisabeth Farnèse, renvoi de l'infante qui devait épouser Louis XV, rapprochements imprévus ou ruptures subites entre les gouvernements, traités contradictoires, versatilité des politiques, tout se mêle, tout arrive sans qu'une direction supérieure se révèle dans les événements. La paix d'Utrecht est à peine conclue que toutes les ambitions sont aux prises et menacent de rallumer l'incendie. Le traité de la quadruple alliance est signé, en apparence pour raffermir la paix, en réalité pour en modifier les conditions : les congrès se succèdent à Cambrai, à Soissons ; mais bientôt la situation change de face. L'Espagne se rapproche de l'Autriche, et à ce rapprochement la France, l'Angleterre et la Prusse répondent par l'alliance de Hanovre. Le traité de Séville

survient pour conjurer encore un conflit, et ce traité lui-même n'est qu'un palliatif.

Un fait est à remarquer, c'est la place qu'occupe toujours l'Italie dans ces débats confus de la politique Européenne. L'empereur songe à s'étendre jusqu'en Sicile, et l'Espagne songe à reconquérir les positions qu'elle a perdues dans la Péninsule, tandis que le Piémont ne cesse de tourner ses regards vers Milan. Que pensait de tout cela un homme qui était certes un témoin fort intéressé, qui devait être un allié utile dans toutes les guerres et dont tous les cabinets de l'Europe avaient cherché à pressentir les dispositions, — je veux parler de Victor-Amédée II de Savoie? Dans tous ces troubles de la diplomatie européenne, Victor-Amédée voyait moins une pensée politique qu'un grand désordre qui ne devait conduire à rien et voilà pourquoi il se tenait dans la réserve. Peu avant son abdication, vers 1730, il disait au jeune chargé d'affaires de France, au comte de Blondel : « Vous vous trompez en croyant qu'il y aura guerre en Italie ; soyez certain que tout cela finira en paroles. Depuis cinq ans, c'est le système de la France et de l'Angleterre. On m'a tâté, et j'ai répondu qu'en temps utile je ne laisserais pas fuir l'occasion, mais que je savais distinguer l'ombre du corps. Toutes ces conventions ne sont que des moyens termes, des cataplasmes qui ne guérissent pas le mal. Voulez-vous en savoir plus? En France, on vit d'expédients et au jour le jour ; en Angleterre on en fait autant... En France, mon cher, on attend quelque chose de plus sérieux, par exemple la mort de l'empereur. Votre cardinal de Fleury cherche à

gagner du temps et à éviter la guerre : œuvre de bon chrétien et selon son état! Mais vive Dieu! si j'étais à Versailles, au risque de passer pour fou, je dirais au roi mon neveu que ces maximes ne sont pas d'un royaume comme le sien, et que tout cela n'est que faiblesse, qu'il doit se faire respecter en Europe, se montrer ferme et résolu. C'est ainsi qu'on inspire de la crainte à ses ennemis, de la confiance à ses alliés... » Victor-Amédée se trompait en un point : avant la guerre de la succession d'Autriche, il ne voyait pas la guerre de la succession de Pologne, qui était tout près de sortir de cette confusion de l'Europe, et où il allait laisser à son fils Charles-Emmanuel III le soin de représenter les traditions de sa race.

La politique n'est point une abstraction, et jamais vraiment elle ne le fut moins qu'au XVIII^e^ siècle. Ce sont les passions, les humeurs, les caprices qui règnent alors et qui donnent à la politique l'aspect d'un véritable imbroglio. Dans ces premières périodes du XVIII^e^ siècle dont je parle, tout se résume, à vrai dire, en quelques personnages qui occupent le devant de la scène, que M. de Carné et M. Carutti montrent à l'œuvre en découvrant tous leurs mobiles, en ravivant les traits de ces figures un peu effacées derrière les catastrophes de la fin du siècle. En Espagne, c'est Élisabeth Farnèse, la nouvelle reine, cette seconde femme que la princesse des Ursins avait donnée à Philippe V dans l'espoir de la dominer, et qui avait commencé son règne en bannissant celle qui l'appelait au trône. Élisabeth était le vrai roi d'Espagne à côté de Philippe V, ce pauvre prince morose, affolé par une mélancolie noire, et dont la voix

de Farinelli parvenait seule à dissiper par instants les sombres humeurs. La couronne d'Espagne avait un héritier, le fils de la première femme de Philippe V, de cette princesse de Savoie qui n'avait fait que passer sur le trône. Mère à son tour, Élisabeth Farnèse n'avait qu'une pensée, celle de travailler à la fortune de ses propres enfants en conquérant des trônes pour eux, et elle poursuivait son but avec la passion intense et ardente d'une femme, d'une Italienne doublée d'une Espagnole. Le champ de bataille de cette ambition était naturellement l'Italie, où la nouvelle reine d'Espagne avait comme héritière de la maison de Parme et des Médicis des droits qui allaient s'éteindre. Pour arriver à ses fins, Élisabeth Farnèse eût mis le feu au monde; elle briguait toutes les alliances, favorisait le prétendant anglais, attisait les velléités guerrières du roi de Prusse, et allait jusqu'au nord faire appel à l'intervention de Pierre le Grand et de Charles XII de Suède : tout cela pour frayer à ses enfants don Carlos et don Philippe le chemin vers un trône. Élisabeth Farnèse est assurément une des figures curieuses de ce temps. L'empereur Charles VI nourrissait, lui aussi, sa pensée et son ambition. Ce n'était pas un prince d'un ordre supérieur; mais il était singulièrement opiniâtre, et il avait sa grande et unique préoccupation qui était d'assurer par une sorte de concert diplomatique l'hérédité de la couronne à celle qui devait être Marie-Thérèse. Il eût fait la guerre à tout le monde pour imposer la reconnaissance de la pragmatique sanction, et en poursuivant ce but à outrance, il n'oubliait pas d'étendre la domination impériale en Italie, où il rencon-

trait l'ambition agitatrice d'Élisabeth Farnèse, et où il trouvait un autre adversaire à Turin.

Là vivait un des personnages importants de l'époque. Ce n'était plus Victor-Amédée II, qui disparaissait bientôt de la scène par son abdication; c'était son fils, Charles-Emmanuel III, le héros même de M. Carutti. Victor-Amédée se défiait beaucoup de ce fils, qui paraissait tout d'abord peu fait pour continuer la politique paternelle. Charles-Emmanuel était dans sa jeunesse faible de santé, lent d'intelligence, dépourvu de tout attrait extérieur, timide, sérieux; il ne parlait que par monosyllabes. C'était en tout l'opposé de son père. Cette nature finissait par se débrouiller cependant, et ce jeune homme, qui semblait devoir laisser dépérir entre ses mains la fortune de la maison de Savoie, arrivait bientôt à être un des princes les plus remarquables de cette vigoureuse race de soldats et de diplomates. Autant que tous les princes de sa famille, il avait l'instinct militaire, et il n'avait pas moins qu'eux ce grand art politique qui consiste à saisir les occasions. Quant à la souplesse d'évolution dans les alliances, il l'avait en quelque sorte dans le sang, non sans conserver toutefois une secrète prédilection pour la France.

Dès son avénement, Charles-Emmanuel III trouvait d'ailleurs dans son conseil un de ces serviteurs comme la maison de Savoie en eut quelquefois, un de ces hommes qui, par leurs facultés, semblent faits pour une scène plus vaste : c'était le marquis d'Ormea, un des politiques les plus éminents du Piémont. Le marquis d'Ormea, qui de son nom de famille s'appelait Vincenzo Ferrero, avait

occupé dans sa jeunesse une place obscure de juge à Carmagnola. Un jour, pendant la guerre de la succession d'Espagne, à l'époque du siége de Turin, Victor-Amédée, passant par Carmagnola, avait remarqué ce jeune homme, dont la fortune fut faite dès ce moment. Le marquis d'Ormea avait été chargé des plus grandes affaires, des plus délicates négociations avec Rome, puis il avait été appelé au ministère. C'était un homme de formes séduisantes, d'un extérieur plein de grâce, d'un esprit aussi prompt que fertile en expédients, menant avec aisance les plus laborieuses affaires, et résolu dans l'action. Il connaissait merveilleusement la situation de l'Europe et du Piémont en particulier. Rien ne le prouvait mieux que les instructions qu'il donnait au comte Maffei, ambassadeur du roi à Vienne, et où il dépeignait cette situation avec une sagacité surprenante, mettant à nu ce qu'il y avait d'inneflicace et d'éphémère dans tous les traités qui s'étaient succédé depuis la paix d'Utrecht. Dans ces instructions, que M. Carutti divulgue pour la première fois, le marquis d'Ormea montre l'empereur poursuivant sans se lasser le triomphe de la pragmatique sanction, la reine d'Espagne ne songeant qu'à établir ses enfants en Italie, la France à peine contenue par une politique pacifique dont la durée ne tient qu'au crédit du cardinal de Fleury, d'un vieillard qui peut disparaître d'un instant à l'autre.

III

Ce que disait le ministre piémontais de la France n'était

point sans exactitude. Le cardinal de Fleury était en effet le grand défenseur de la paix, autant peut-être par tempérament et par inclination de vieillard que par sagesse politique; lui-même, cependant, il commençait à se sentir débordé, ayant contre lui les vieux demeurants des guerres de Louis XIV, tels que Berwick et Villars, et les jeunes courtisans de Versailles, qui n'aspiraient qu'à la guerre. C'est entre ces quelques personnages qui se nouait le drame européen; c'est dans ces conditions qu'allait éclater la guerre de 1733, causée en apparence par la succession de Pologne, née en réalité de cette confusion où se trouvait l'Europe, au milieu de ces ambitions irritées et impatientes que décrivait le marquis d'Ormea. Cette guerre de 1733 n'était après tout que le premier acte de ce drame fantasque qui devait se continuer, après de courtes trêves, par la guerre de la succession d'Autriche, puis par la guerre de Sept ans.

Je n'ai point le dessein de suivre pas à pas la politique tout entière du XVIII^e siècle. Un côté de ces événements touche essentiellement à l'Italie. Dès que la succession de Pologne s'ouvre et que la guerre devient inévitable par l'antagonisme déclaré des politiques entre la France et l'Autriche, quelle est la première pensée du cardinal de Fleury entraîné malgré lui à prendre les armes? Cette pensée est pour la Péninsule. On ne parlait point alors de l'indépendance de l'Italie, on parlait de l'équilibre italien, d'une plus équitable répartition de forces et des influences au delà des Alpes. Pour me servir d'un terme de guerre, l'*objectif* de la politique française n'était point difficile à définir : c'était la diminution, si ce n'est la

destruction, de la puissance impériale, qui, depuis la paix d'Utrecht, était à Milan, à Naples, et avait même envahi la Sicile, enlevée en 1718 à la maison de Savoie par un de ces traités qui ne laissent aux faibles que le droit de se taire et d'attendre une revanche de la fortune. La vraie difficulté était de mener au combat, contre l'ennemi commun, des ambitions contradictoires comme celles du Piémont et de la reine d'Espagne. Le cardinal de Fleury fit des prodiges de diplomatie, multipliant les promesses sans ménager les réticences, excitant le Piémont sans décourager la souveraine espagnole dans ses ambitions. De là le traité de Turin, placé sous les auspices de cette déclaration qui aurait pu aussi bien servir de prologue aux combinaisons d'où est sortie la dernière guerre : « L'univers entier sait comment la maison d'Autriche abuse depuis longtemps de l'excessive puissance à laquelle elle est parvenue et comment elle cherche sans cesse à s'agrandir aux dépens d'autrui. Non contente d'agir secrètement, elle ne connaît plus de mesure, allant jusqu'à vouloir disposer, selon son bon plaisir, d'États sur lesquels elles n'a pas le moindre droit... » Ainsi parlaient la France et le Piémont en 1733.

Cela dit, l'exclusion de la maison d'Autriche de toute l'Italie devenait l'objet secret et définitif de l'alliance. Le Milanais tout entier reviendrait au roi de Sardaigne ; Naples et la Sicile appartiendraient à l'infant don Carlos fils d'Elisabeth Farnèse, de cette reine, à l'infatigable ambition, qui déjà songeait à un autre établissement pour le second de ses fils, l'infant don Philippe. C'était une distribution complète de tous les États italiens, sauf le

duché de Mantoue, dont on ne parlait pas, et qui restait disponible. En entrant dans cette alliance, conclue le 26 septembre 1733, Charles-Emmanuel III cédait sans doute à la tentation héréditaire du Milanais; il voyait qu'il avait tout à gagner à se lier avec la France en ce moment, mais en outre il était entraîné par cet instinct d'un prince jeune, né d'une race toute militaire et agité du désir de se populariser à son tour. Il voulait s'essayer à son métier de roi et de soldat, et puis peut-être au fond sentait-il le besoin inavoué de chasser par la guerre un souvenir importun qui lui revenait comme un remords, le souvenir de ce duel intime et sombre qu'il avait eu à soutenir contre son père Victor-Amédée II, au moment où celui-ci avait voulu rétracter son abdication. Le marquis d'Ormea lui-même, le premier ministre de Charles-Emmanuel III, avec son habileté hardie, voulait illustrer son passage au pouvoir par quelque grande entreprise.

Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que cette négociation se suivait en quelque sorte sous les yeux de l'Autriche, représentée à Turin par le comte Filippi, homme honnête, au dire du Vénitien Foscarini, mais d'une médiocre portée d'esprit, et plus accoutumé à vivre dans les armées qu'au milieu des affaires d'État. Le comte Filippi avait parfois des craintes, et il courait aussitôt vers le marquis d'Ormea, qui dissipait tous ses doutes et lui rendait la tranquillité. Un jour le représentant impérial alla droit au ministre piémontais, et, sans plus de diplomatie, il lui demanda ce qu'il y avait de fondé dans le bruit d'une alliance contre l'Autriche. Le marquis d'Ormea le pria négligem-

ment de mettre par écrit sa question, et le comte Filippi écrivit en effet ces mots : « Est-il vrai que le roi de Sardaigne ait contracté une alliance avec la France et l'Espagne? » Le ministre piémontais répondit également par écrit et d'une main ferme : « *Cette alliance* n'existe pas. » Et le marquis d'Ormea disait vrai dans une certaine mesure diplomatique. Le traité avec l'Espagne n'existait pas; le cardinal de Fleury n'avait pu que promettre l'accession de la cour de Madrid, mais le traité avec la France existait déjà. L'Autriche avait été si habilement endormie que le gouverneur du Milanais, le comte Daun, voyant les mouvements de l'armée piémontaise et les supposant dirigés contre la France, fournissait au roi Charles-Emmanuel des vivres pour ses troupes et lui offrait dix mille soldats. Un mois n'était point écoulé que les armées alliées de la France et du Piémont prenaient position à Vercelli, à Mortara et à Vigevano, et la campagne s'ouvrait contre l'Autriche. On était aux derniers jours d'octobre 1733.

Le vieux maréchal de Villars, avant de quitter Versailles pour aller prendre le commandement de l'armée française d'Italie, sous les ordres supérieurs de Charles-Emmanuel III, avait dit qu'il voulait donner l'opéra à Milan avant le carnaval. S'il ne donna pas l'opéra à Milan, il aurait pu le donner. La conquête de la Lombardie fut accomplie en 1733 presque aussi rapidement qu'elle l'a été sous nos yeux en 1859, avec une différence toutefois : c'est qu'en 1733, l'Autriche se trouvait surprise et peu préparée à se défendre, tandis qu'aujourd'hui elle était formidablement armée pour la lutte, — ce qui tendrait

d'ailleurs à rendre l'expérience plus complète, et a dû conduire l'Autriche à reconnaître que, surprise ou préparée, faible ou puissamment armée, elle ne peut sauver la Lombardie toutes les fois qu'elle ne parvient pas à faire disparaître la question de sa prépondérance en Italie dans une plus vaste conflagration européenne. En deux mois, le Milanais tout entier restait aux mains des alliés; les places fortes tombaient l'une après l'autre. Le jour où le roi de Sardaigne passait le Tessin, des députés de Milan, accompagnés de l'archevêque et du clergé, arrivaient au camp piémontais pour présenter à Charles-Emmanuel III les clefs de la ville, abandonnée par les Autrichiens, en le suppliant d'épargner au pays les rigueurs de la conquête, de maintenir les lois et les institutions de l'État. Charles-Emmanuel les reçut gracieusement, en roi qui veut se faire aimer, non en vainqueur qui dispose d'une province conquise, et le 10 décembre il entrait à Milan à la tête de ses gardes, au milieu d'une foule immense accourue pour voir son nouveau maître.

Lorsque Victor-Emmanuel II, il y a si peu de temps encore, faisait son entrée solennelle dans la capitale lombarde, il semblait renouer ces traditions et suivre, cent vingt-cinq ans après, le chemin tracé par Charles-Emmanuel III, — et chose plus curieuse encore, la France semblait tenir les promesses de 1733. Quelques mois plus tard, la conquête du royaume de Naples s'accomplissait avec une égale rapidité; l'armée espagnole chassait les impériaux du midi de l'Italie, et l'infant don Carlos, celui qui allait être Charles III, gagnait ce royaume, qui depuis ce moment est resté à la maison de Bourbon d'Es-

pagne. Ainsi, en deux campagnes l'Autriche avait perdu toutes ses belles possessions d'Italie ; les impériaux n'avaient éprouvé que des désastres. Charles de Bourbon régnait à Naples et Charles-Emmanuel de Savoie était à Milan. L'empereur ne possédait plus que Mantoue, dernier asile de sa puissance.

Charles-Emmanuel III était à Milan, ai-je dit; il y régna deux ans. A ne juger qu'à travers le mirage des choses contemporaines, il semblerait que les Lombards dussent être heureux de se trouver tout à coup délivrés de la domination allemande et placés sous le sceptre d'un roi italien. Ce ne fut point absolument ainsi. A cette époque le sentiment d'indépendance, l'instinct de nationalité, n'agitaient point les âmes. Pour les Milanais, appartenir au Piémont après avoir été à l'Autriche, ce n'était pas redevenir Italiens, c'était changer de maître, et même il y avait une sorte d'humiliation à dépendre d'un petit prince de Savoie au lieu de relever de la couronne impériale. La cour de Vienne était loin et laissait une grande liberté aux seigneurs lombards, qui restaient tout-puissants dans leurs terres; la cour de Turin était rapprochée, au contraire, et elle était renommée pour son administration sévère et économe. « La noblesse milanaise avait une grande aversion pour la maison de Savoie, sous laquelle elle n'aurait voulu vivre à aucun prix, » dit le Vénitien Foscarini dans son *Histoire secrète,* et c'est là justement la différence entre les événements de 1733 et l'époque actuelle, où la noblesse milanaise s'est jetée presque tout entière dans le mouvement national, où on

a vu les Arconati, les Borromeo, les Casati, les Arese, faire du Piémont leur patrie d'adoption avant que la guerre ne fît de Turin et de Milan les deux capitales sœurs d'un même royaume. Ce n'est pas là cependant ce qui fit de cette royauté de Lombardie une royauté si éphémère pour Charles-Emmanuel III, en 1733.

La vérité est que cette conquête de la Lombardie était un fait consenti provisoirement par la France, mais qui n'était point reconnu par l'Europe et qui restait dès lors entièrement livré aux chances d'une guerre d'une issue toujours incertaine. Or, à mesure que les événements se déroulaient et se compliquaient, le cardinal de Fleury se lassait de la guerre. Le ministre de Louis XV avait plusieurs motifs pour désirer la paix : d'abord il était vieux, il était étranger aux choses militaires, et il voyait dans la guerre, surtout dans une guerre prolongée, une sorte de contradiction de son système politique. Il y avait d'autres raisons moins personnelles. Les puissances neutres, l'Angleterre et la Hollande, avaient laissé voir déjà des velléités de médiation; elles proposaient un plan de pacification qui eût consisté à laisser Naples et la Sicile à l'infant don Carlos, à donner Novare, Tortone et Vigevano au roi Charles-Emmanuel, et à rendre à l'empereur tous ses autres États italiens, — la France et la Sardaigne reconnaissant définitivement la pragmatique sanction qui réglait la succession d'Autriche. « Toute la France est généralement si outrée du plan de pacification, écrivait le chargé d'affaires piémontais à Paris, qu'il n'y a point de femme qui ne dise qu'on aurait fait la guerre pour

avoir l'honneur de garantir la succession de l'empereur. » Sans décliner absolument cette médiation, le cardinal de Fleury ne pouvait l'accepter, mais il y vit surtout un trait de lumière, la menace d'une intervention prochaine de l'Europe.

D'un autre côté, si l'on voulait pousser la guerre plus loin, il fallait en venir enfin à faire le siége de Mantoue, dernier asile de la puissance impériale au delà des Alpes, — et tenter d'enlever Mantoue, c'était peut-être exaspérer l'empereur, le réduire à une lutte désespérée qui agrandissait la guerre au lieu de la terminer. Enfin il restait toujours un embarras pour le cardinal de Fleury, c'était de concilier les prétentions contraires de ses alliés, de l'Espagne et du Piémont. La reine Élisabeth voulait tout : elle voulait Mantoue, et même elle ambitionnait secrètement le Milanais tout entier. Sentiment de vieillard amoureux du repos, répugnance secrète contre les velléités de médiation de l'Europe, crainte de pousser l'Autriche au désespoir par une victoire plus complète, difficulté de satisfaire à la fois l'Espagne et le Piémont, ce fut la multiple origine d'une négociation directe à laquelle l'empereur consentit d'autant mieux qu'il était lui-même singulièrement irrité contre les puissances neutres, dont l'alliance lui avait manqué, et les préliminaires de Vienne furent signés en 1735.

Que devenait l'objet primitif de la guerre, de l'alliance de la France et du Piémont? Il disparaissait un peu à vrai dire dans les préliminaires de Vienne. Charles-Emmanuel III n'avait plus le Milanais tout entier, il avait

seulement Novare et Tortone. L'empereur se désistait, il est vrai, de ses prétentions sur Naples et la Sicile, qui restaient à l'infant don Carlos ; mais il retrouvait la Lombardie, et le duc de Lorraine, qui allait être l'époux de Marie-Thérèse, devait avoir le grand duché de Toscane à la mort du dernier des Médicis. La France enfin gagnait la Lorraine, momentanément laissée au roi Stanislas de Pologne, et arrivait à garantir la fameuse pragmatique sanction de l'empereur Charles VI. Le cardinal de Fleury ne laissa point d'éprouver quelque embarras pour communiquer ces arrangements au roi de Sardaigne : il lui découvrit peu à peu son secret, lui renouvelant l'assurance de ses bons offices pour améliorer les conditions de la paix, exprimant la plus vive douleur de ce qui arrivait, et en rejetant la faute sur l'Europe, sur l'Espagne, sur tout le monde. Charles-Emmanuel III ne fut point trompé par ces protestations, et il ne laissa pas ignorer au vieux cardinal qu'il savait ce que valaient ses promesses.

Le marquis d'Ormea avait eu connaissance, par quelque moyen secret, d'une lettre par laquelle le cardinal pressait son agent à Vienne de signer au plus vite les préliminaires, afin de soustraire la négociation à l'autorité d'un congrès, et il montra cette lettre. Ainsi piqué au vif, Fleury jeta le masque et somma le Piémont de se prononcer, le menaçant de rappeler l'armée française d'Italie et de laisser le roi de Sardaigne régler seul ses affaires avec l'empereur. La meilleure raison, c'est que la France désirant en finir, le Piémont ne pouvait seul continuer une lutte impossible et devait dès lors se résigner. Le car-

dinal de Fleury triomphait et avait la paix ; mais le roi de Sardaigne se retirait de la lutte avec une blessure profonde. La reine d'Espagne elle-même, malgré les magnifiques avantages qu'elle recueillait pour un de ses fils, était froissée dans ses ambitions. Le dernier des Médicis, Jean-Gaston, avait protesté d'avance contre ces combinaisons de la diplomatie, qui disposaient arbitrairement de la Toscane.

Tels étaient les auspices sous lesquels apparaissaient les préliminaires de Vienne, qui ne devenaient un traité définitif que trois ans plus tard, en 1738, et ce traité n'est point sans importance pour l'Italie, puisque c'est là le principe de l'avénement de la maison de Bourbon à Naples et de l'établissement de la maison de Lorraine à Florence. Quant à Charles-Emmanuel III, sa royauté à Milan n'avait été qu'un beau rêve : elle finissait avec la lutte pour revivre près d'un siècle et demi plus tard dans sa maison; mais ces événements avaient été pour lui une école singulièrement féconde. Il s'était formé à l'art de gouverner, de manier les hommes et de faire la guerre, se montrant souvent intrépide soldat et répondant au vieux Villars, qui voulait l'éloigner du feu, que ses pareils ne fuyaient pas devant le péril. Le duc de Noailles dit de lui dans ses *mémoires* que « dans ses premières conférences avec le. roi il fut étonné du jugement, de la pénétration et du sang-froid de ce prince, admirant qu'une seule année d'expérience l'eût déjà rendu si habile en science militaire. » Victor-Amédée n'avait pas seulement un successeur, il avait un continuateur.

Digitized by Google

IV

Il y eut dans le cours du XVIIIe siècle une autre crise qui suivit de près la paix de 1738, et où les destinées de l'Italie étaient également en jeu : c'est la crise de la succession d'Autriche. Les mêmes personnages reparaissaient encore, le cardinal de Fleury, Elisabeth Farnèse, Charles-Emmanuel de Savoie; ils étaient tous là, sauf l'empereur Charles VI qui était remplacé sur la scène par cette jeune femme héroïque, Marie-Thérèse. Charles VI mourut le 20 octobre 1740; tout le monde avait reconnu la pragmatique sanction, et tout le monde aussitôt aspira à recueillir un lambeau de ce vaste héritage, ceux-ci en Allemagne, ceux-là en Italie. Frédéric II de Prusse voulait la Silésie; la reine d'Espagne sentait renaître toutes ses convoitises; Charles-Emmanuel III faisait revivre au sujet du Milanais de vieux droits qu'il tenait de son aïeule, l'infante Catherine, fille de Philippe II. La France hésitait avant d'oublier la garantie dont elle avait couvert la pragmatique sanction, et de prendre parti contre Marie-Thérèse : situation singulière, brusquée tout à coup par Frédéric II, qui avait le plus à gagner dans cette guerre! Quant à Charles-Emmanuel III, il se trouvait une fois encore placé entre toutes les alliances qui venaient le tenter. La France et l'Espagne lui offraient de nouveau le Milanais, tandis que le second fils de la reine Élisabeth Farnèse, l'infant don Philippe, aurait Parme et Plaisance. Marie-Thérèse,

de son côté, consentait à lui céder des provinces nouvelles de la Lombardie.

Cette fois ce ne fut pas vers la France que Charles-Emmanuel se tourna; après avoir flotté quelque temps et masqué ses desseins sous le voile de multiples négociations, il inclina définitivement vers l'Autriche; et ici on dira peut-être ce qui a été dit bien souvent, que ces princes de Savoie sont mobiles dans leurs alliances, qu'ils surprennent toujours par la brusquerie de leurs volte-faces, qu'on les voit passer alternativement dans tous les camps et prêts à entrer dans toutes les négociations. C'est là un des traits de la politique piémontaise, qui a été souvent changeante et s'est rarement attardée dans la fidélité; mais n'est-ce point vraiment une nécessité traditionnelle de situation?

Le Piémont est peut-être dans l'histoire l'image la plus curieuse d'un petit peuple faible de ressources, mais vigoureux de caractère, et placé entre des voisins puissants qui se servent de lui en l'abandonnant quelquefois. La ruse est l'arme des faibles qui veulent se faire compter : ils suppléent à la force par la dextérité et la hardiesse des évolutions; ils se tournent vers qui les menace le moins et peut leur offrir le plus d'avantages. C'est ainsi qu'en 1742 Charles-Emmanuel de Savoie se tournait vers Marie-Thérèse; il avait moins à craindre pour le moment d'une souveraine attaquée de toutes parts et réduite à chercher des alliés que de la maison de Bourbon, déjà en possession de Naples et poursuivant encore de nouveaux établissements à Parme, à Plaisance et jusqu'en Lombardie;

mais il se lia tout d'abord avec Marie-Thérèse d'une étrange façon, par ce traité qui a reçu le nom de *convention provisoire* et qui est resté sans doute le plus bizarre modèle d'engagement diplomatique. Le roi de Sardaigne consentait à oublier momentanément ses prétentions sur le Milanais, sauf à les faire revivre quand il le jugerait à propos ; il contractait une alliance militaire avec la reine de Hongrie pour la défense commune contre l'Espagne, et en même temps il se réservait la pleine liberté de passer dans un autre camp et de choisir d'autres alliés, en prévenant seulement le général autrichien. Ce fut le chef-d'œuvre de la politique piémontaise et du marquis d'Ormea, et M. Carutti a bien quelque raison de considérer la convention du 1er février 1742 comme un traité unique en son genre, si ce n'est comme un monument de dextérité et de sagacité diplomatiques.

Ce n'était point une alliance définitive; elle laissait la place, au contraire, à toutes les négociations que Charles-Emmanuel suivait plus activement que jamais et simultanément avec l'Autriche en même temps qu'avec la France et avec l'Espagne. Ce ne fut qu'après une année de fluctuations et d'incessants échanges de propositions que le roi de Sardaigne se décida définitivement pour la cause de Marie-Thérèse, et que la *convention provisoire* devint le traité de Worms, qui réunissait dans une même alliance l'Angleterre, l'Autriche et le Piémont. La France, il est vrai, à la veille de ce traité, offrait de nouveau le Milanais à Charles-Emmanuel III ; mais celui-ci se souvenait trop de la guerre de 1733 : il préféra des cessions plus

modestes, plus sûres, et qui avaient à ses yeux le mérite de ne point démembrer tellement la puissance impériale qu'elle ne pût balancer encore la prépondérance menaçante de la maison de Bourbon en Italie. Le roi de Sardaigne se contenta donc d'obtenir cette fois de Marie-Thérèse Vigevano, le haut Novarais, une partie du pays de Pavie et du pays de Plaisance. Au traité de Worms, la France et l'Espagne répondirent par le traité de Fontainebleau, qui promettait à l'infant don Philippe le Milanais avec Parme et Plaisance. Dès lors les camps étaient nettement tranchés.

Cette guerre de la succession d'Autriche fut, on le sait, une guerre longue et acharnée qui embrassait à la fois l'Allemagne et l'Italie; elle dura près de huit années. Charles-Emmanuel III, quant à lui, eut à subir de redoutables crises, attaqué de tous côtés, par l'armée espagnole en Italie, par l'infant don Philippe et par l'armée française sur les Alpes. Ses forteresses finissaient par lui échapper l'une après l'autre. Il ne cessait pourtant de combattre vaillamment. Le soir de la bataille de la Madonna dell' Olmo, qu'il venait de perdre, le roi soutint le dernier la retraite au milieu de la pluie et du feu; il passa la nuit dans une grange, se reposant à peine sur un peu de paille, et répétant toujours : « Mes pauvres soldats! mes pauvres soldats! » Il n'était nullement abattu du reste, et par sa fierté il ranimait son armée. L'évêque de Fossano, tout consterné, vint lui porter ses doléances, et il lui répondit : « Nous pouvons être vaincus, — avilis jamais! » Vers cette époque, Charles-Emmanuel III perdait aussi l'homme

qui avait le plus énergiquement secondé sa politique, le marquis d'Ormea, subitement frappé d'apoplexie le 24 mai 1742. Le marquis d'Ormea avait été le serviteur de deux règnes : il avait trop retenu de son premier maître Victor-Amédée le goût des expédients et des duplicités; il était de plus vain et altier, dit M. Carutti, mais c'était un esprit fécond et hardi, qui avait donné une vigoureuse impulsion à son pays, et qui, dans cette guerre même, avait été le principal promoteur des combinaisons qui devaient assurer au Piémont cinq de ses plus belles provinces.

La difficulté était de sortir de cette guerre indéfiniment prolongée à travers des alternatives dont on finissait par ne plus prévoir l'issue. C'est alors que surgissait un projet auquel les événements contemporains ont donné une sorte d'intérêt actuel, et que M. Carutti éclaire de nouvelles lumières. Le cardinal de Fleury n'était plus de ce monde. Les affaires étrangères venaient de passer aux mains d'un homme qui alliait une imagination quelquefois chimérique à un certain sens vigoureux et à une singulière pénétration d'esprit : c'était le marquis d'Argenson, qui se mit dans la tête de pacifier l'Europe et de régler les affaires d'Italie en renouant avec le Piémont. M. d'Argenson partait de cette idée que la grande erreur de la France avait été de se brouiller avec le roi de Sardaigne, qui était le plus utile allié au delà des Alpes, et qu'on ne s'était aliéné qu'en cédant à l'insatiable ambition de la reine d'Espagne. « Plaçons-nous au conseil de Turin, disait-il; le Piémont n'a-t-il pas

tout à craindre de la maison de Bourbon maîtresse de la France, de l'Espagne, du royaume de Naples et de Sicile?... Si on établit un second infant en Italie, combien ses justes craintes ne doivent-elles pas être augmentées? Ainsi je tenais pour principe qu'on ne pouvait donner pour ainsi dire *un* à don Philippe qu'on ne donnât *trois* au roi de Sardaigne... » Ce fut là l'origine d'une négociation que le marquis d'Argenson ouvrait d'abord à Paris par l'intermédiaire de la princesse de Carignan et du comte de Mongardin. « Nous commencerons la symphonie, disait-il, et si le concert marche mal, nous jetterons la musique au feu, et on n'en parlera plus. » La symphonie n'alla pas tout à fait mal au premier instant, et la négociation fut transportée à Turin, où le résident de France à Genève, M. Champeaux, fut chargé d'aller la suivre sous le nom de l'abbé Rousset.

L'arrangement imaginé par M. d'Argenson consistait en plusieurs traités, dont le dernier mot était l'expulsion des Allemands de toute l'Italie. Par l'un de ces traités, la France devait prendre l'engagement d'assurer la conquête du Milanais au roi de Sardaigne, à la condition que celui-ci aiderait à procurer à l'infant don Philippe un établissement princier composé de Parme, Plaisance et quelques autres territoires. Mantoue serait donnée aux Vénitiens; la Toscane resterait à la maison de Lorraine, mais sans pouvoir être rattachée à la couronne impériale. Un dernier projet de traité avait une bien autre importance et exprimait l'idée vraiment neuve du marquis d'Argenson. L'Italie, une fois affranchie de la domination impériale

formerait une confédération. Il y aurait une armée fédérale de quatre-vingt mille hommes, divisée en deux corps, dont l'un serait commandé par le roi de Sardaigne, l'autre par le roi de Naples. Des assemblées de ministres des divers États délibéreraient sur les intérêts communs. Les princes confédérés se garantiraient mutuellement leurs possessions. Enfin le saint-siége serait invité à accéder à la confédération. Tel était le plan du marquis d'Argenson en 1745.

On a pensé généralement et on a dit que le roi Charles-Emmanuel s'était hâté de saisir cette idée, dont la réalisation n'avait trouvé d'obstacle que dans la violente opposition de la cour de Madrid, et la vérité est cependant que le projet du marquis d'Argenson, antipathique sans doute à la reine d'Espagne, à qui il enlevait l'espoir du Milanais, souriait aussi peu au Piémont, qui y voyait une combinaison désastreuse pour ses intérêts. Chasser les Allemands de l'Italie, c'était une idée qui pouvait répondre aux plus secrets désirs de la maison de Savoie, mais non pour les causes qu'on imaginerait aujourd'hui, et dans tous les cas c'était à la condition que la puissance impériale ne serait point remplacée indirectement par une autre prépondérance.

Les raisons de toutes les répugnances de la cour de Turin contre le projet du ministre français ont dormi longtemps dans les archives. M. Carutti les révèle aujourd'hui et les résume avec clarté dans son *Histoire de Charles-Emmanuel III*. « La fédération italienne imaginée par Louis XV et par le marquis d'Argenson, dit-il, — à quoi

se réduisait-elle en substance? Elle faisait disparaître de l'Italie la bannière germanique, elle mettait fin aux dépendances plus ou moins nominales qui unissaient quelques États à l'empire, et elle substituait l'autorité et la prédominance de la maison de Bourbon. Le seul pays qui eût une vie propre, le Piémont, était annulé par cette puissance, qui lui fermait toute communication avec les grands États de l'Europe. Qui pouvait s'opposer à Louis XV et à Philippe V, régnant à Naples et à Parme comme à Versailles et à Madrid? Était-ce le faible pontife, ou le Toscan amolli, ou Gênes, espagnole depuis deux cents ans, ou Venise, enfermée dans ses lagunes, ou les petits duchés de Modène et de Guastalla? Et dans l'assemblée fédérale, qui dominerait par le nombre des suffrages, par les clientèles ou les influences sur les petits princes? Le roi de Sardaigne, placé entre la France et l'Autriche, tenait la balance des affaires d'Italie selon qu'il se jetait d'un côté ou de l'autre; il était recherché de tous les côtés, au premier éclat de toutes les guerres; l'Angleterre lui donnait des subsides, le défendait, l'agrandissait par des raisons d'équilibre européen. Mais, les Bourbons étant à la fois sur les Alpes et sur le Pô, vers qui le roi de Sardaigne pourrait-il se tourner? D'où attendrait-il des secours et le salut?... » Toutes les communications de la cour de Turin s'inspiraient de ces idées. Ce n'est pas sans doute par un sentiment chevaleresque de fidélité à ses alliés que Charles-Emmanuel III refusa de signer une paix séparée avec la France, c'est parce qu'il ne voyait pas son intérêt dans les projets qu'on lui offrait. Et voilà comment la

guerre, un moment suspendue par ces négociations secrètes, recommença de nouveau.

Ce que la France poursuivait d'ailleurs dans cette guerre, considérée au point de vue des intérêts de sa propre politique, on ne saurait le dire. Elle n'avait aucun motif sérieux de s'obstiner dans une lutte inutilement sanglante qui, même en étant heureuse, ne pouvait rien donner au pays. Le stimulant des conquêtes lui manquait entièrement, car elle savait que tout ce qu'elle prendrait dans les Pays-Bas, elle le rendrait à la paix. Elle n'avait plus à soutenir ce fantôme d'empereur qu'elle avait un moment opposé à Marie-Thérèse : cet empereur était mort. Était-ce pour assurer l'établissement du second fils d'Élisabeth Farnèse, de don Philippe, à Parme et à Plaisance. qu'elle continuait à combattre? Le motif eût été trop léger. La France, à vrai dire, subissait toutes les conséquences de la situation fausse qu'elle s'était faite en entrant dans cette guerre par un futile et imprévoyant caprice dont le roi de Prusse avait seul profité habilement, et par le fait, après plus de six ans de combats, la guerre finissait de lassitude, d'épuisement et sans résultat, par ce traité d'Aix-la-Chapelle qu'on peut appeler un traité utile, mais peu brillant, et qui n'excita nullement l'enthousiasme de la nation.

La cour pallia le résultat en vantant la modération du monarque qui rendait la paix au monde. On faisait, disait-on, la paix « en roi, point en marchand. » Les poëtes chantèrent la renaissance de l'âge d'or, les disciples de Quesnay prophétisèrent l'élévation du *produit net*, et de ses belles mains qui chiffonnaient la politique de la

France, madame de Pompadour gravait sur l'onyx l'image de Louis XV répudiant du haut d'un char de triomphe les attributs de Mars pour saisir ceux de Thémis. Ainsi marchaient les choses. Dans la guerre de la succession d'Autriche, on s'alliait avec Frédéric II de Prusse contre Marie-Thérèse; quelques années plus tard, on s'alliait avec l'Autriche pour combattre le roi de Prusse, et la guerre finissait d'une façon bien plus désastreuse encore.

Je m'arrête. C'est là le XVIIIe siècle dont M. de Carné et M. Carutti ravivent le souvenir, l'un en montrant ce que fut la France, l'autre en montrant ce que furent le Piémont et l'Italie dans ces mêlées européennes. Et, au bout de tout cela, qu'arrivait-il? On avait rêvé toute sorte de projets pour neutraliser la prépondérance de l'Autriche en Italie, et cette prépondérance s'établissait plus que jamais. On avait voulu ruiner le roi de Prusse et la Prusse grandissait sous la main vigoureuse de son roi. Charles-Emmanuel III lui-même donnait au Piémont quelques-unes de ses plus belles provinces. Quant à la France, sauf l'annexion de la Lorraine, fruit de la guerre de 1733, elle laissait démembrer la Pologne; elle perdait ses possessions de l'Inde, et elle suivait au hasard une politique incohérente qui ne conduisait à aucun but, — cette politique que M. de Carné résume avec justesse quand il dit que « pour un État il y a un malheur plus grand que de persévérer dans un mauvais système, c'est de n'en avoir aucun. »

Un siècle et un amas de révolutions nous séparent de cette époque évanouie. Aujourd'hui, comme autrefois l'Italie a sa place dans les querelles du monde; mais les

temps sont changés. On ne fait plus évidemment la guerre ou la paix par fantaisie; on ne dispose plus des peuples et des couronnes dans des négociations secrètes qui échappent au contrôle de l'opinion; on ne met plus l'Europe en feu pour établir des princes : les peuples ont leur tour et veulent être entendus. On a dit bien souvent à l'Italie de vivre par elle-même, de ne pas toujours tout attendre de l'étranger, et cette Italie qu'on disait morte s'est mise à marcher; elle s'organise avec ordre et dit ce qu'elle veut.

Chose étrange! il y a un siècle, on l'a vu, le dernier des Médicis, Jean Gaston, protestait avant de mourir contre le verdict des puissances qui « violaient le droit des gens en disposant du peuple toscan sans l'avoir consulté. » Il disait « qu'il serait absurde, d'après les règles communes de la justice, que, pour le bien de l'Europe, la Toscane dût endurer des dommages en échange desquels l'Europe ne lui donnerait ni compensation ni indemnité. » Ces paroles se perdirent dans l'air, et au milieu de toutes les révolutions de l'histoire, qui se reproduit souvent elle-même en se rectifiant, on a vu aujourd'hui, par une lointaine et singulière réparation, cette protestation du dernier des Médicis contre l'avénement de la maison de Lorraine à Florence retrouver sa valeur et arriver à son échéance. Car enfin ces Italiens sont de grands révolutionnaires : ils veulent être indépendants, et ils n'ont qu'à ouvrir leurs archives pour qu'il s'en échappe aussitôt une protestation séculaire et traditionnelle de nationalité!

V

LES SOUFFRANCES D'UN PENSEUR ITALIEN

— GIACOMO LEOPARDI. —

Parce que l'Italie est livrée aujourd'hui à toutes les ardeurs de la lutte, parce qu'elle est plongée tout entière dans cette fournaise d'où ses membres, depuis si longtemps dispersés et mutilés, doivent sortir unis et vivant d'une vie nouvelle, parce qu'enfin l'action tourbillonnante éclipse la pensée dans cette résurrection d'une nationalité, que bien des personnes aimaient tant qu'elles croyaient pouvoir s'y attacher sans péril comme à une chimère généreuse, et qu'on n'aime plus depuis qu'elle devient une réalité qui s'impose, ce n'est pas une raison de croire que la force et l'habileté soient les improvisatrices d'un si merveilleux mouvement. Le jour de l'action s'est levé pour la Péninsule; l'intelligence, elle aussi, a eu son

heure, et pendant que la politique était morte ou dormait des Alpes au Phare, il y avait à Florence comme à Milan, à Naples comme à Turin, des poëtes, des écrivains, des historiens, des philosophes, qui, à travers ce réseau de compression si habilement tissé, travaillaient à la même œuvre de rajeunissement par la méditation solitaire, par la sérieuse et forte activité de l'esprit. C'était le temps où se formait ce qu'on pourrait appeler la pensée italienne moderne. Ceux qui ont personnifié cette pensée à un moment de ce siècle n'allaient point sans doute directement au but qui se dérobait devant eux, ou qu'ils ne pouvaient laisser entrevoir que sous le voile des fictions. Ils faisaient mieux. Cette Italie, que de frivoles et myopes calculs croyaient avoir réduite à n'être plus pour jamais qu'une expression géographique, ils la faisaient revivre de la vie intellectuelle et morale; ils la faisaient reparaître dans l'unité de son génie, dans l'indivisibilité de son âme, au milieu des divisions artificiellement tracées par la politique.

Lorsque le Milanais Manzoni écrivait ses drames et son roman des *Promessi sposi*, lorsque Silvio Pellico, l'échappé du Spielberg, écrivait ce livre des *Prisons,* qui a fait peut-être plus de mal à l'Autriche que la plus amère invective, en démontrant l'impossibilité de la domination étrangère par la candeur et l'innocence de la victime; lorsque Niccolini et Giusti à Florence lançaient, l'un ses tragédies, l'autre ses mordantes satires et son *Brindisi de don Girella;* lorsque le digne comte Balbo à Turin et Carlo Troya à Naples, deux guelfes du temps présent, cherchaient à

éclaircir les problèmes de l'histoire; lorsque enfin Leopardi, un petit noble perdu dans une montagne de la Marche d'Ancône, s'élevait jusqu'à l'une des plus pathétiques expressions de la douleur humaine, ni les uns ni les autres ne s'inspiraient de leur petite nationalité originelle. Ils n'étaient ni Lombards, ni Piémontais, ni Toscans, ni citoyens de l'État de l'Église : ils étaient Italiens, et ils parlaient pour l'Italie. C'étaient tous de grands et dangereux conspirateurs de l'ordre spirituel. On ne les surveilla pas assez. Par l'esprit, par l'imagination, ils conspiraient pour la résurrection nationale, même pour l'unité, et quand au lendemain de l'affranchissement de Milan les hommes d'action, maîtres de la scène à leur tour, allaient chercher dans sa retraite le vieux Manzoni pour lui donner une place dans le sénat italien, ils ne faisaient que reconnaître en lui un de ces précurseurs de la pensée dont les œuvres ont fait briller l'image idéale de la patrie commune avant que l'Italie politique fût une réalité.

C'est de cette légion de citoyens d'une Italie idéale que fut un jour Leopardi, avec sa figure de philologue inventif, de moraliste inexorable et de poëte passionnément triste (1). Dans cette littérature, qui est le lien moral de la Péninsule avec le monde moderne, et qui disparaît aujourd'hui à l'horizon derrière tant d'événements accumulés d'où sort une nation nouvelle, dans cette littérature, dis-je, il y a certes plus d'une physionomie expressive; nulle n'est peut-être d'une plus saisissante originalité que cet infortuné

(1) Voir les œuvres principales de Leopardi : *Canti*. — *Operette morali*. — *Epistolario*.

de génie, si jeune par les années, si rompu à toutes les luttes de l'esprit, si éprouvé dans son âme, et devenu, à l'âge où tout sourit, un de ces amants irrités de la douleur, un de ces êtres visités par la déception, qui ont écrit pour des générations encore vivantes le poëme de la mélancolie et du deuil intérieur. Le temps est passé, je le sais bien, où ce poëme émouvant parlait à tous les cœurs. Il y a des saisons dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, et ce n'est plus maintenant la saison de la mélancolie. Notre siècle s'est guéri de ce mal; il ne s'ennuie plus, il ne se perd plus dans les nuages de la rêverie ou dans les subtiles inquiétudes de la passion. Il est devenu positif, et ce n'est pas lui qui se laisserait bercer à l'éternelle histoire des tourments intérieurs. Si le brave Werther était encore de ce monde, il ne serait pas dévoré par ce ver rongeur qui le rendit impropre à la vie; il ne se tuerait pas, ou s'il se tuait et si ses aventures nous étaient contées, on le tiendrait pour un lamentable et pointilleux insensé qui ne sait pas prendre l'existence et qui est fort morose dans ses discours. René ne se complairait plus à dépeindre les orages désirés qui devaient l'emporter. Ce sont des personnages de l'autre monde, et cependant ils ont vécu, et pour bien des hommes de leur génération ils ont été des frères. Il y eut un jour où ce poëme tout pénétré de la tristesse moderne, et dont les héros s'appellent René, Werther, Child-Harold, Obermann, Ortis, faisait frissonner tous les cœurs. Ce n'était pas la conception chimérique et maladive de quelques imaginations jetées en dehors de toute réalité; c'était l'expression vivante et fidèle de ce qui se

passait au plus profond de l'être moderne remué par l'effroyable tempête des événements humains. C'est là, à vrai dire, la littérature, la poésie de la révolution française, vue, non en quelques dates précises et en quelques faits, mais dans son ensemble moral et dans ses mystérieux retentissements. Le jeune héros de Goëthe est comme le pressentiment vivant de cette révolution, il l'aspire avant qu'elle n'éclate; Child-Harold la reflète dans son violent scepticisme, et Rolla lui-même, Rolla que nous avons connu, avec ses imprécations étincelantes et passionnées, n'est que le dernier enfant de cette race.

Ce que Goëthe fut à un moment de sa carrière en Allemagne par ce petit livre de *Werther*, ce que Byron fut en Angleterre, ce que furent bien d'autres personnages de l'esprit portant en eux-mêmes ce sentiment invincible de la tristesse des choses, Leopardi l'a été en Italie; il a été le poëte, le théoricien enflammé, dirai-je, du désespoir et du doute. Et quel homme fut réellement plus prédisposé par le malheur d'une destinée exceptionnelle, par les souffrances d'une nature individuelle violemment comprimée, à devenir un de ces types douloureux de la pensée moderne? Quel homme eut à se mesurer plus obstinément et plus obscurément avec toutes les contradictions et tous les insupportables ennuis de la vie? Né noble et dans une aisance relative, il vécut le plus souvent dans une sorte de dénûment, réduit à calculer avec ses amis à quel prix on pouvait strictement ne pas mourir de misère, obligé de travailler pour des libraires, de faire des éditions de Pétrarque et de Cicéron. Avec un cœur fier, il rencontra plus d'une

fois ces humiliations inévitables qui s'attachent à une condition précaire. Nourrisant un amour élevé et presque superbe de la gloire, il se voyait enchaîné dans un petit village des Marches, ayant pour tout horizon le Monte Morello, et se débattant pour prendre son vol. Il embrassait l'Italie dans sa pensée, et pour ceux qui l'entouraient l'Italie tout entière était enfermée à Recanati. Agité de tous les instincts d'activité, il était prématurément condamné à une mortelle inaction par une maladie organique qui envahissait tout son corps. Sentant en lui la puissance d'aimer, il ne pouvait ni aimer, ni être aimé, ou, si son cœur s'agitait, c'était pour lui infliger le supplice des aspirations inassouvies. C'est là le drame dont les *canzoni* de Leopardi sont la flamme ardente et sombre, dont ses *œuvres morales* résument, sous une forme souvent ironique, la philosophie amère, et que ses *lettres* révèlent dans les détails navrants d'une vie qui se brise à chaque pas contre toutes les impossibilités.

Né le 29 juin 1798, mort à Naples le 14 juin 1837, flétri dans son corps, arrivant à peine à être un homme après avoir été à peine un enfant, ne vivant que par l'esprit, violenté dans tous ses instincts, Leopardi, dès les premiers jours de sa jeunesse, ne songe plus qu'à attendre sa dernière heure, l'accusant d'être trop lente à venir, l'invoquant sans cesse comme l'heure de la délivrance. Pendant vingt-cinq ans, il ne vit pas autrement qu'en disputant un soufle vacillant et en répétant sous toutes les formes le mot d'un des personnages de ses dialogues : « Je suis mûr pour la mort! » Je ne sais pas pourquoi,

lorsque son nom commençait à se dégager de l'obscurité, vers 1832, Leopardi a tenu un jour à se défendre d'avoir subi dans sa pensée, dans son imagination, dans ce qu'il appelle lui-même « ses sentiments envers la destinée, » l'influence de ses tortures individuelles, comme si les hommes étaient de pures abstractions, de froides idéalités passant à travers le monde, comme si leur intelligence devait être insensible aux douleurs et aux joies terrestres, et enfin comme si ce qu'il y a de meilleur dans leurs écrits n'était pas cette vivante et transparante personnalité humaine perçant dans sa sincérité. Leopardi s'enveloppait dans une sorte de stoïcisme qui plaisait à son âme fière, et qui n'était peut-être après tout qu'une noble pudeur, comme un refus de laisser pénétrer le vulgaire dans l'intimité de ses souffrances. Ce qu'il ne voulait pas qu'on sût ou ce qu'il voulait du moins laisser sous le voile de la forme poétique et philosophique, ses *lettres* le disent après lui avec une ingénuité austère. Il écrivait à son père, à son frère, à sa sœur, à l'avocat Brighenti, au libraire Stella, l'éditeur du *Spectateur Milanais*, surtout à Giordani, et il se peint tout entier sans songer que ces fragments dispersés, intimes, se rassembleront un jour sous la main d'un divulgateur zélé qui les rendra à la lumière. N'a-t-on pas livré à une curiosité frivole trop de détails familiers et pénibles? Je l'ignore, je ne le recherche pas : toujours est-il que dans ces lettres on peut suivre la trace de ce supplice permanent et obscur, à travers lequel se dévoile un esprit toujours viril sans doute, mais assurément assombri par l'habitude de la douleur.

Le mal de Leopardi est le mal du temps certainement, c'est le mal du temps arrivé par un prodige d'électricité morale jusqu'à un lieu perdu de la Marche d'Ancône, jusqu'à l'âme d'un enfant inconnu; mais comment se développe-t-il ? Il vient d'une jeunesse fatalement comprimée et altérée dans sa source. Cette jeunesse de Leopardi fut un vrai duel contre des obstacles qui n'eussent été rien pour d'autres peut-être, qui étaient tout pour lui, parce qu'il les ressentait violemment, parce qu'il s'épuisait à les vaincre et ne réussissait qu'à les aggraver. Il était né à Recanati, entre Macerata et Loreto, dans ce pays qui a été, il y a trois ans, ensanglanté par la guerre. Recanati était assurément une honnête petite ville de province, qui de loin, du haut de sa montagne, avait assisté à ce grand drame du commencement du siècle où l'Italie avait un rôle, et qui n'en était pas restée moins paisible, moins endormie. Ce fut le premier supplice de Leopardi. Quand il commença à se sentir vivre, cette paix opaque lui pesa horriblement. Il n'en était pas de cette partie de la Marche comme de la Romagne, de Bologne, du nord de l'Italie, où il y avait du moins un certain mouvement d'esprit, même après la Restauration. Dans la Marche, tout était mort. On ne parlait pas plus de littérature que de politique à Recanati, et peu s'en faut, je pense, que Leopardi, dans son amertume refoulée, ne vît dans tous ses compatriotes des sauvages vivant de la vie de nature. Il prit en haine cette indifférence pour toutes les choses de l'esprit, cette existence monotone dans une solitude sans écho, et il n'aspira qu'à secouer

sa captivité. « Ne me parlez pas de Recanati, disait-il; elle m'est si chère, qu'elle me fournirait de belles idées pour un traité de la haine de la patrie! » Et un jour que Giordani cherchait à le réconcilier un peu avec sa ville natale, ou tout au moins à calmer son impatience, il lui répondait : « Qui aurait jamais pensé qu'un Giordani dût prendre la défense de Recanati? Oh! *carissimo*, cela me fait souvenir du *si Pergama dextra;* la cause est si désespérée qu'il ne lui suffit pas d'un bon avocat, et cent ne lui suffiraient pas. C'est bon à dire que Plutarque et Alfieri aimaient Chéronée et Asti. Ils aimaient leur pays, et ils n'y restaient pas. De cette manière j'aimerai encore ma patrie quand j'en serai loin. C'est une bonne et douce chose que de se rappeler les lieux où s'est passée l'enfance. Il fait beau dire : « Là tu es né, là te veut la Providence. » Dites à un malade : « Si tu cherches à guérir, tu troubles la Providence; dites à un pauvre : « Si tu cherches à t'enrichir, tu te mets en lutte avec la Providence... » Qu'y a-t-il donc à Recanati? Aujourd'hui Dieu a fait le monde si beau, et les hommes ont fait tant de grandes choses, et il y a tant d'hommes, que celui-là n'est pas un insensé qui aspire à voir et à connaître. La terre est pleine de merveilles, et moi, à dix-huit ans, devrai-je dire que je vivrai dans cette caverne, que je mourrai où je suis né? Croyez-vous que ce soient là des désirs injustes, extravagants?... »

Léopardi avait le malheur de vivre dans un monde où ses instincts d'enfant supérieur étaient peu compris, où tout était piqûre pour lui, et où, lorsqu'on le voyait s'enfermer dans la bibliothèque de son père, on le regardait

en riant. Alors il s'irritait de se voir traité en enfant, de n'avoir pas même un compagnon de tous les jours à qui confier ses rêves : il se sentait étouffer dans cette atmosphère, et il se disait à lui-même, il écrivait à Giordani, oubliant Recanati : « Ma patrie est l'Italie, pour laquelle je brûle d'amour, et je rends grâce au ciel de m'avoir fait Italien; » cri étrange, presque prophétique, retentissant dans une âme solitaire d'enfant, au milieu de l'Italie muette et divisée de 1817, au sein d'une petite ville inconnue de l'État de l'Église!

L'air et l'espace, un horizon plus étendu, une atmosphère plus vivifiante, c'était là ce que demandait la nature élevée, délicate et ardente de Leopardi. Il s'agissait seulement pour lui de savoir comment se frayer une issue, quel moyen trouver, et ici commençait une lutte pleine de froissements intimes, où la sévérité paternelle était la complice involontaire de cette œuvre de compression morale. Le père, le comte Monaldo Leopardi, n'était ni un cœur dur ni un esprit vulgaire et inculte; il avait quelque littérature, il a même fait quelques ouvrages dans sa vie de gentilhomme de campagne. Il a illustré Recanati d'une histoire, sa bibliothèque était une des plus riches du pays; mais c'était l'homme des vieilles opinions et des vieilles mœurs, naïvement imbu de son autorité de chef de famille, ingénument despote, n'ayant nulle idée du caractère de son fils et ne comprenant pas qu'on pût désirer autre chose que de vivre à Recanati, à moins d'être employé du gouvernement ou prélat. Le comte Monaldo Leopardi fit sans y songer un

grand mal en laissant peser sur cet enfant, d'une timidité farouche, d'une ardeur contenue, un joug qui le tuait, en le retenant enchaîné sur son rocher, en lui refusant enfin les plus petites ressources matérielles pour aller se familiariser un peu avec la vie et prendre au moins l'air du monde. Leopardi l'écrit à chaque page de sa correspondance ; il l'écrit à Giordani : « Mon père est décidé à ne pas me donner un demi-baïoque hors de la maison. Il me permet bien de chercher une manière de sortir d'ici, et je dis qu'il me permet, quoiqu'il ne remue pas un doigt pour m'aider; il le remuerait plutôt pour m'empêcher. Vous voyez donc ce que je puis faire, inconnu de tous, ayant toujours vécu dans un lieu dont vous ne connaîtriez pas la situation sans le dictionnaire, méprisé comme un enfant... » Il le dit à Brighenti : « Vous n'avez pas une idée de mon père. Il ne veut pas m'entretenir hors d'ici, et il ne remuerait pas une paille pour me procurer un moyen de subsistance qui pût m'arracher à ce désespoir. Il serait plus facile de remuer une montagne que de l'amener à faire quelque chose pour moi... » Leopardi cherche sans doute par lui-même, il essaie de s'affranchir, il voit luire un espoir, quelque petit moyen de vivre à Bologne ou à Milan ; puis aussitôt il retombe dans la déception, voyant l'horizon se fermer de nouveau. Il ne manque jamais de respect à son père dans ses lettres les plus intimes : on sent pourtant percer l'amertume de ce jeune cœur froissé et agité d'un précoce instinct d'indépendance. « Entre ne rien avoir et demander, finit-il par dire, mon choix est fait ; je ne demande rien... » avec

une autre nature, cette lutte aurait été peut-être un stimulant et eût fécondé sa virilité. Pour Leopardi, il s'enfermait en lui-même, il se dévorait, il s'isolait dans l'étude, dans un travail étrange, incroyable, qui de sa dixième à sa vingtième année faisait de lui un helléniste des plus éminents, un esprit qui abordait tout, qui sondait tout, et qui par malheur aussi allait au bout de tout.

Ce fut là pour Leopardi la source d'une double et désastreuse altération dans son être moral et dans son être physique. Son premier malheur, c'est le développement prématuré de l'intelligence aux dépens de toutes les autres facultés. Qu'on imagine un jeune homme, un enfant, qui, par un travail obstiné aidé d'un puissant instinct de divination, sans avoir eu d'autre maître que lui-même après les premiers maîtres de son enfance, arrivait à pénétrer les secrets de l'antiquité hellénique au point de faire illusion aux érudits étonnés. De son obscure solitude de Recanati, il envoyait à un journal de Milan un *hymne à Neptune* qu'il attribuait à Callimaque, et on crut un instant à cette innocente supercherie. A seize ans à peine, il traduisait et annotait la *Vie de Plotin* par Porphyre ; il recueillait et commentait les *Fragments des pères grecs du second siècle,* il écrivait un *Essai sur les erreurs populaires des anciens*. Que sais-je! ce jeune critique de moins de dix-huit ans allait de Virgile à Hésiode, de Jules Africain à Horace. Sur tous ces points obscurs de l'antiquité, il multipliait les dissertations, les notes, les commentaires, et partout il portait un mélange singulier de hardiesse, de pénétration et de sûreté. Ce n'était là encore qu'une pré-

paration, car avec le philologue naissait le poëte, le penseur, qui faisait les *canzoni* sur *l'Italie*, sur *le monument de Dante,* qui émettait dans ses lettres les vues les plus lumineuses sur les conditions d'une littérature italienne moderne.

Étranger au monde extérieur, traité comme un enfant bizarre, froissé de tout ce qui l'entourait à Recanati, frémissant sous la discipline paternelle, Leopardi ne se sauvait de l'ennui qu'en se livrant à ce travail dévorant, en s'absorbant avec la plus étrange passion dans l'étude. On ne passe pas impunément par ces crises de violente tension intellectuelle qui rompent à jamais l'équilibre dans une existence humaine, et ne font grandir l'esprit qu'en donnant à cette croissance le caractère d'un douloureux effort, en altérant toutes les autres sources, tous les autres éléments d'activité. Leopardi y trouva cette souffrance qui naît de la fixité prématurée de l'intelligence, de l'abus de la contemplation solitaire. « Ce qui me rend malheureux, c'est la pensée, écrivait-il à Giordani. Je crois que vous savez, mais j'espère que vous n'avez jamais éprouvé de quelle façon la pensée peut crucifier et martyriser une personne qui pense un peu différemment des autres; quand cette personne n'a d'autre distraction que l'étude... Pour moi, la pensée m'a donné et me donne de tels martyres par cela seul qu'elle me tient entièrement en son pouvoir, qu'elle m'a nui évidemment, et elle me tuera si je ne change de condition... La solitude n'est point faite pour ceux qui se brûlent et se consument eux-mêmes... »

Ce n'est pas tout. Une si frêle nature ne pouvait tenir longtemps à cette dévorante activité intérieure, à cette vie de claustration et de surexcitation d'esprit, à « cette furie de pensée et d'étude, » pour parler son énergique langage. La santé de Leopardi y périt bientôt, la maladie envahit son organisation tout entière et la laissa sous le coup d'irrémédiables atteintes. Ses nerfs s'irritèrent, sa vue s'affaiblit, et ses forces s'épuisèrent. Il était obligé parfois d'interrompre tout travail, ne pouvant pas même lire, passant les jours à se promener lentement sans parler à personne et sans trouver le repos dans l'inaction.

Leopardi n'y succomba pas, mais il se vit dès lors condamné à n'être qu'une ombre d'homme, à vivre comme s'il devait mourir à tout instant. Chacune de ses lettres porte la trace de cette préoccupation douloureuse ; à chaque page, il parle de son mal, de tous les maux dont il est assailli. Il n'avait aucune illusion, et, au sortir de cette crise de croissance comprimée qui dura plus d'une année, il écrivait lui-même à son ami Giordani : « J'ai cru longtemps que je devais mourir au plus tard d'ici à deux ou trois ans. Depuis huit mois, c'est-à-dire depuis que j'ai touché à ma vingtième année, j'ai pu m'apercevoir, sans me flatter et sans me rien dissimuler, ce qui serait impossible, qu'il n'y a point réellement en moi de raison nécessaire de mourir si vite, et qu'avec des soins infinis je pourrai vivre. Je pourrai vivre en traînant la vie par les dents, en me refusant la moitié de ce que peuvent faire les autres hommes, et toujours exposé au plus petit accident, au plus léger abus qui peut me tuer, parce qu'en-

fin je me suis ruiné par sept années d'étude insensée et désespérée à l'âge où la complexion se forme et s'affermit. Je me suis ruiné misérablement et sans remède pour toute la vie ; je me suis fait une apparence misérable dans toute cette grande partie de l'homme que le plus grand nombre considère seule et qui nous met en rapport avec le monde... » Leopardi n'aspirait qu'à sortir de Recanati, et il ne le pouvait; il cherchait dans l'étude, et l'étude était ce qui le tuait, et dans l'oisiveté forcée comme dans le travail mortel, il buvait à longs traits « cette noire, horrible et barbare mélancolie » qui le lime et le dévore, bien différente de cette « douce mélancolie qui enfante les belles choses, plus douce que l'allégresse, qui est comme un crépuscule, tandis que l'autre est une nuit épaisse, un poison destructeur... » Et c'est ainsi que de cette crise obscure et poignante d'une enfance tourmentée il sortait viril par l'esprit, philologue éminent par instinct et par l'effort de l'étude, poëte par l'imagination, penseur par la puissance de la réflexion solitaire, mais prématurément usé, dévoué à toutes les souffrances du corps, assombri par tous les dégoûts et jetant sur le monde un long regard désespéré.

Ainsi s'avançait dans la vie ce jeune homme, qu'un de ses plus fidèles amis, celui qui a vu sa dernière heure, Antonio Ranieri, peint en quelques traits. « Il était de taille moyenne, courbée et frêle, dit-il, d'un teint blanc tournant au pâle ; il avait la tête grosse, le front carré et large, les yeux bleus et languissants, le nez fin, les traits extrêmement délicats, la parole modeste et voilée, le sourire

image

not

available

dans le monde, le sentiment et l'enthousiasme; mais ce jour, qui brilla en effet pour Leopardi, et qui était pour lui dans ses douleurs une amertume de plus, selon la parole de Dante, ce jour fut sans lendemain. Il y eut sans doute aussi un moment où cet esprit fatalement précoce subissait moins le tourment de la pensée et se reposait doucement dans une atmosphère de religion domestique et de croyances traditionnelles. Il avait commencé, comme on commence toujours, par croire naïvement et simplement : il avait même, encore enfant, conçu tout un plan d'hymnes chrétiennes; mais ce moment fut court, et une circonstance servit peut-être à accélérer le déclin de la foi religieuse chez Leopardi, à le précipiter dans le plus amer scepticisme : je veux parler d'une de ces amitiés que, du fond de sa retraite, il noua avec quelques-uns des personnages célèbres de l'Italie. L'obscur enfant de Recanati, impatient de se répandre et subissant la fascination de l'esprit s'était adressé à Pietro Giordani, comme à l'un des écrivains les plus renommés de la Péninsule.

Giordani avait été frappé de tant de génie et d'une si précoce science chez un enfant. Ce fut l'origine d'une amitié nouée par le hasard, suivie d'abord de loin, et resserrée bientôt par une connaissance mutuelle dans un voyage que Giordani fit à Recanati. Malheureusement Giordani était l'homme le moins propre à ce rôle de père spirituel qui s'offrait à lui. C'était un des écrivains les plus éloquents de l'Italie, un des plus habiles artistes de la langue. Il ne pouvait voir en Leopardi qu'un esprit à cultiver, une grande promesse pour l'Italie; il ne voyait

pas une âme à soutenir. Moine émancipé, il avait recueilli les idées du XVIIIe siècle, et sa pensée n'allait pas au delà d'un scepticisme peu profond. Il ne pouvait entretenir chez un autre cette flamme de croyance qu'il n'avait pas en lui-même. Ce fut une influence négative. Giordani prodigua à Leopardi les encouragements, les conseils, et même les marques d'un dévouement sincère, d'une sollicitude attentive; mais il le laissa moralement dans cette solitude qui était son danger, et où, livré à lui-même, sous la pression de ses malheurs, entraîné aussi par l'étude à s'absorber dans les conceptions de l'esprit antique, il se détachait insensiblement d'une forte croyance religieuse qui aurait pu le relever ou adoucir ses amertumes.

Pour tous ceux qui ont passé par ces luttes de l'esprit et de l'âme, il y a en quelque sorte un moment précis où la crise éclate dans toute son intensité et finit par se dénouer, où l'on s'aperçoit tout à coup, le cœur serré d'effroi, qu'on vient de franchir la redoutable limite entre la foi et le doute, qu'une révolution intérieure vient de s'accomplir, et ce moment a un caractère singulièrement dramatique. Vous souvenez-vous de ces pages émouvantes et pleines d'une tristesse infinie où l'un de nos penseurs, Jouffroy, raconte qu'une nuit, à la clarté de la lune, à la lueur vacillante des étoiles, contemplant vaguement la grande ville endormie, il sentit soudain défaillir dans son âme la croyance de sa mère, et fit cette cruelle découverte qu'un homme malheureux de plus venait de naître à la vie morale? Ce fut une crise de ce genre qu'éprouva le

jeune Italien de Recanati, et cette crise a, elle aussi, son moment unique, précis, que Leopardi marque lui-même dans une lettre du 6 mars 1820 à Giordani. « Un de ces soirs, écrit-il, la fenêtre de ma chambre étant ouverte, voyant le ciel pur, un beau rayon de lune, respirant un air tiède, et entendant les chiens qui aboyaient au loin, je crus voir m'apparaître d'anciennes images, et je sentis une secousse dans mon cœur. Je poussai un cri comme un forcené, demandant miséricorde à la nature dont il me semblait entendre la voix. En ce moment, jetant un regard sur ma condition passée, je restai glacé d'épouvante, ne pouvant comprendre comment on peut supporter la vie sans illusions et sans affections, sans imagination et sans enthousiasme, enfin sans tout ce qui un an auparavant remplissait mon existence et me rendait encore heureux malgré mes épreuves. Aujourd'hui je suis désséché comme un roseau; aucune passion ne trouve plus l'entrée de cette pauvre âme, et la puissance éternelle et souveraine de l'amour est elle-même annulée en moi à l'âge où je me trouve... » Ce qu'éprouvait Leopardi en ce moment, ce que Jouffroy éprouva après lui, c'était tout le contraire de ce qu'avait éprouvé Pascal dans cette nuit fameuse, où lui aussi, avant tous les héros de l'inquiétude moderne, il subit les angoisses de la passion spirituelle, et d'où il sortait en s'écriant comme un triomphateur effaré, comme s'il eût craint que quelque génie invisible ne lui disputât sa victoire : « Certitude, certitude, sentiment, joie, paix ! » Le souvenir de cette nuit funèbre était resté vivant dans l'âme de eopardi. Plus tard, ayant lié

amitié avec Gioberti à Florence et allant avec lui à Recanati, il aimait à revenir vers ce temps avec son compagnon; il lui marquait pour ainsi dire l'heure de la première atteinte du scepticisme, des premières impressions de tristesse inspirées à son adolescence par le spectacle ironique des beautés de la nature, et il me semble retrouver comme un écho lointain de ces impressions, un écho transformé par la poésie et idéalisé, dans un fragment, *le Coucher de la Lune*, qui est le chant large et ému de la jeunesse éclipsée, des illusions à jamais évanouies.

« Ainsi, dit-il, dans la nuit solitaire, au-dessus des campagnes argentées et des eaux où un souffle se joue, où les ombres lointaines prennent mille vagues aspects et des formes trompeuses, entre les ondes tranquilles, les feuillages, les haies, les collines et les maisons des champs, la lune, arrivée aux confins du ciel, descend derrière l'Apennin ou les Alpes, ou dans le sein infini de la mer Tyrrhénienne, tandis que le monde se décolore, que les ombres disparaissent, qu'une même obscurité remplit la vallée et la montagne, que la nuit reste seule et que le charretier en chantant salue d'une triste mélodie le dernier reflet de cette lumière fuyante qui fut son guide; ainsi la jeunesse s'en va et laisse la vie mortelle : les ombres et les apparences des délicieuses chimères s'enfuient, et s'en vont aussi les lointaines espérances où s'appuie l'humaine nature. La vie reste abandonnée, obscure, et en promenant son regard, le voyageur égaré cherche en vain le terme ou la direction qu'il parcourt... — Vous, collines et plages, à la chute de la lumière qui à l'occident argentait le

voile de la nuit, vous ne resterez pas longtemps orphelines : à l'autre extrémité, vous verrez bientôt le ciel blanchir de nouveau et surgir l'aube suivie du soleil dont les flammes puissantes vous inonderont de torrents lumineux ; mais la vie mortelle, après que la belle jeunesse a disparu, ne se colore plus jamais d'aucune autre lumière et d'aucune autre aurore. Elle est veuve jusqu'à la fin, et à la nuit qui obscurcit les autres âges les dieux ont mis pour terme le tombeau! »

C'est la même pensée de deuil étendue à la vie entière et marquée à la fin du sceau antique. C'est la traduction élargie et généralisée de l'impression première qui éclatait dans cette nuit fatale de 1820.

Leopardi cependant réussit enfin à secouer ses liens sans avoir épuisé tous les déboires. La sévérité paternelle céda un peu, il put quitter Recanati en 1822 et partir pour Rome. Deux ans après, il allait à Bologne et de là à Milan, puis à Florence, puis à Naples, ne revenant plus que par intervalle à Recanati ; mais il était trop tard. Le théâtre de la vie était changé, l'homme ne l'était pas. C'était du moins la liberté tant rêvée, le mouvement, la connaissance faite avec le monde et avec les hommes, la possibilité de l'indépendance par le travail et du retentissement d'un nom par les œuvres de l'esprit. Leopardi commença donc par Rome son pèlerinage hors de Recanati. Pour la première fois il semblait entrer dans la région des vivants. Malheureusement l'ennui le suivait; il ne subit pas le charme de la ville éternelle, ce charme intime et mystérieux qu'on ne ressent, dit-on, qu'avec le temps, et qui

alors devient souverain et irrésistible. Ce qui le frappe au contraire dès le premier moment, c'est le vide universel, le vide de la cité même, colossale, spacieuse et inanimée, le vide des esprits, le vide de la société et des mœurs. Ce sentiment du vide est son tourment. La Rome de 1822, cette Rome du pape Chiaramonti et du cardinal Consalvi, apparaît à travers ses impressions comme la ville des prélats et des archéologues. « La frivolité passe toutes les limites du croyable, écrit-il. Si je voulais te raconter tout ce qui sert de matière aux conversations et ce qui en est le thème favori, je n'en finirais pas. Ce matin, j'ai entendu discourir gravement et longuement sur la belle voix d'un prélat qui a chanté la messe avant-hier. On lui demandait comment il avait fait pour acquérir ce beau maintien, si au commencement il ne s'était pas trouvé embarrassé, et autres choses semblables. Le prélat répondait qu'il s'était formé en suivant les chapelles, que c'était une école nécessaire à ses pareils, qu'il n'avait pas été du tout embarrassé, et mille choses aussi spirituelles. Des cardinaux et d'autres personnages se sont réjouis avec lui de l'heureuse issue de sa messe. Et songe bien que tous les discours romains sont de ce goût !... — Quant aux littérateurs, je n'en ai véritablement connu qu'un petit nombre, et ceux-là m'ont ôté le désir de connaître les autres. Tous prétendent arriver à l'immortalité en carrosse, comme les mauvais chrétiens en paradis. Suivant eux, le dernier mot du savoir humain, la seule et vraie science, est la science de l'antiquaire. Je n'ai pu voir encore un littérateur romain qui entende sous le nom de littérature autre chose que l'archéologie. Philosophie, mo-

rale, politique, science du cœur humain, éloquence, poésie, philologie, tout cela est étranger à Rome et est tenu pour jeu d'enfant auprès de la question de savoir si un morceau de pierre appartient à Marc-Antoine ou à Marc-Agrippa. Tout le jour ils bavardent, ils se disputent, ils se houspillent dans les journaux, et font des cabales et des partis. Ainsi vit et progresse la littérature romaine! » Mettez à côté la visite bien autrement féconde en émotions de Leopardi au petit tombeau du Tasse, dont l'humidité et la nudité contrastent avec la grandeur du poëte, avec la magnificence des autres monuments romains; il a, comme il le dit, un tressaillement de consolation en songeant que cette pauvreté suffit à intéresser les hommes là où tant d'édifices magnifiques sont vus d'un œil indifférent.

Ce qui charme Leopardi à Rome, ce n'est pas Rome même avec ses souvenirs et ses magnificences, c'est une société choisie d'hommes représentant en quelque sorte l'esprit de l'Europe ou la vraie science, et pour lesquels il était autre chose qu'un petit helléniste, — le savant Niebuhr, alors ministre de Prusse à la cour pontificale, M. Bunsen, le ministre de Hollande, M. Reinhold, l'aimable et érudit bibliothécaire Angelo Maï. Le malheur est que, fêté, accueilli dans ce monde d'élite où il entre aussitôt comme un égal, Leopardi ne trouve pas ce qu'il cherche, une situation fixe et à demi indépendante par un emploi ou par le travail. Il a voulu la liberté; mais cette liberté, il faut qu'il l'achète au prix de nouvelles épreuves, en trouvant au moins un moyen de subvenir à ses premiers besoins sans recourir à son père, qui consent bien à le

laisser partir, pourvu qu'il se suffise à lui-même et ne demande rien. Son ambition n'est pas grande, elle se borne au strict nécessaire; telle qu'elle est pourtant, elle n'est pas facile à satisfaire. Un emploi, il l'aurait eu peut-être, s'il avait voulu entrer dans la prélature; il le pouvait comme noble, le cardinal Consalvi donnait quelque espérance. On lui aurait facilité un emprunt pour son début, et il y a un moment où il rit presque lui-même de sa figure de délégat de province. Au fond, il répugne visiblement à ce parti « Ici tout est pour les prêtres et les *frati*, » dit-il découragé, et au bout du compte il épuise inutilement toutes les combinaisons. Il songe un instant à suivre quelque riche Allemand ou un Russe; il fait en passant le catalogue des manuscrits grecs de la bibliothèque Barberine; il écrit quelque morceau de philologie dans les *Éphémérides* de Rome; il s'engage presque à traduire pour le libraire de Romanis les œuvres de Platon, et s'il eût accompli son projet, l'Italie aurait eu une traduction du philosophe grec rivale de celles d'Allemagne et de France. Le pauvre Leopardi n'a point de chance vraiment. Il ne voit pas qu'il est à la fois trop faible et trop fier pour jouer avec la fortune. S'il ne veut aller s'enfouir de nouveau et pour toujours à Recanati, il n'a plus d'autre ressource que de chercher une demi-indépendance dans des travaux ingrats sinon vulgaires, placé entre la nécessité qui le presse et la maladie qui ne lui laisse de temps à autre quelque intervalle de repos que pour ressaisir sa victime. Il fait des éditions de Cicéron, de Pétrarque, des chrestomathies.

C'est là sa vie désormais, à dater de son premier séjour à Rome, vie incertaine et occupée, partagée pendant quelques années entre Bologne, Florence et Recanati, entre le travail de ses éditions et le travail libre d'une imagination ardente, d'une pensée obstinée. A Bologne, il fut presque heureux un moment, vers 1820. Ce n'est pas qu'il fût dans l'abondance; il avait une petite somme mensuelle que lui assurait le libraire Stella, de Milan, et il y ajoutait deux leçons qui lui donnaient dix écus par mois. Il vit ainsi très-pauvre, nullement aimé des dieux, comme dit le poëte grec, mais aimé des hommes et déjà recherché, dans un pays où le goût des choses de l'esprit est plus vif et plus répandu qu'à Rome ou dans la Marche d'Ancône. A Florence, il se trouve bientôt mêlé à ce mouvement de l'intelligence italienne qui faisait alors de la Toscane un rayonnant et paisible foyer, et qui avait en quelque sorte son expression dans l'*Anthologie*. Là se rencontraient, réunis par les liens du monde et de l'esprit, le libéral Gino Capponi; Niccolini, l'auteur de *Jean de Procida;* le vigoureux publiciste Forti, des réfugiés d'élite comme l'historien napolitain Colletta; Manzoni paraissait dans ce monde brillant, et Giordani y venait souvent. C'est là que Leopardi connut Gioberti, qui n'était alors qu'un jeune prêtre inconnu. La vie du poëte de Recanati n'est pas plus heureuse et surtout plus à l'abri des nécessités à Florence qu'à Bologne; mais elle commence à sortir de l'obscurité, et elle correspond à l'essor viril de son talent comme au premier retentissement de son nom.

C'était le moment en effet où commençaient à se révé-

ler en Italie les *Canzoni* et les *Opuscules moraux* de Leopardi, ces fragments poétiques et ces dialogues où éclate la pensée ardente et sombre de l'homme, qui sont comme l'essence amère de son être, et qu'on ne comprendrait pas entièrement sans ces *lettres* où l'idéalité s'éclaire de tous les détails de la vie réelle. Ce qu'a dit, ce qu'a pensé Leopardi, a en quelque façon sa racine dans cette vie, dans ces *lettres* où il se dévoile, où il se peint et s'analyse lui-même avec une ingénuité inquiétante; et, par le fait, il ne dit rien dans ses dialogues moraux qu'il n'ait cent fois remué dans son esprit et commenté dans ses plus intimes confidences à ses amis, arrivant sans cesse au même résultat, au bord du même abîme. Quel est donc le dernier mot de cette pensée, qui prend à la fois la poésie et la philosophie pour complices? On le sait presque déjà : le mystère de la vie humaine est l'obsession de Leopardi; partout il voit le malheur et le désespoir maîtres du monde. L'homme est sous le poids d'une inexorable fatalité qui l'opprime et ne le laisse pas respirer. Il se crée à lui-même, pour se donner le change, de nobles et séduisantes chimères qu'il décore de noms magnifiques qu'il appelle la vertu, la justice, la gloire, le bonheur, l'amour, et même quelquefois le progrès; mais ce ne sont que des chimères. Il n'y a qu'une réalité, c'est le malheur, sous le joug duquel l'homme s'agite vainement en présence de l'indifférente et ironique sérénité du ciel et de la nature tranquillement impassible, — un malheur sans remède et sans autre consolation possible que le repos souverain et éternel de la mort.

Aux deux extrémités de la vie de Leopardi, on peut voir ce même sentiment de la fatalité du malheur, de l'irrémédiable impuissance humaine, dans la funèbre *canzone* de *Bruto minore* et dans le chant sur *l'Amour et la Mort*. A chaque page, on sent l'amertume des illusions trompées, la vanité de toute chose, l'attrait suprême et irrésistible de la mort. C'est la pensée dominante qui est partout, qui tantôt se revêt de la plus éclatante poésie, comme dans les *Ricordanze* et *la Ginestra*, tantôt prend la forme de l'ironie socratique, comme dans quelques-uns des *Opuscules moraux*, et même devient quelquefois un jeu, comme dans le dialogue du *passant* et du *marchand d'almanachs*. Il y a d'ailleurs dans cette éloquente révolte contre le destin, dans ce scepticisme douloureux de Leopardi, un caractère particulier. Quand l'âge vient, le doute naît aussi quelquefois dans l'âme, il est le fruit amer de la vie. La multiplicité des spectacles humains, la mobilité des passions, les insolences de la fortune, le caprice des événements, produisent je ne sais quel désabusement, aiguisé d'observation et mêlé d'indulgence, qui se tourne moins contre les choses et contre le monde lui-même que contre les hommes. Il y a, dans le scepticisme de Leopardi, toute l'âpreté, toute la verdeur de la jeunesse trompée avant d'avoir vécu, et prenant à partie le destin. C'est avec une candeur redoutable que le jeune infortuné savoure ce désespoir, qu'il croit être une déception, et qui n'est qu'une espérance inassouvie.

Cette fixité de tristesse finit sans doute par ressembler à une mélopée lugubre, d'une monotonie oppressive. A ne

considérer que les apparences, à ne saisir la nature d'un homme que dans le sentiment et pour ainsi dire dans le cri dominant, Leopardi serait le type italien de ce héros de M. de Sénancourt, de ce triste Obermann, dont le désespoir se perd dans un stoïcisme morne et finit par prendre je ne sais quelle teinte grise et uniforme. Ce serait une négation vivante et sombre se promenant dans un monde vide et désolé. A considérer la réalité de plus près, l'histoire intérieure de cette âme apparaît sous un bien autre jour, et ce scepticisme même s'éclaire de singulières lueurs. Leopardi doute il est vrai, il met une inexorable puissance à dépouiller la vie de tout ce qui l'ennoblit ou en fait l'attrait; mais, si profond que soit ce doute, il est combattu encore par un instinct qui s'élève incessamment sans arriver à triompher, et c'est ce qui donne un caractère si tragique au scepticisme désespéré de ce pauvre grand esprit. Il proclame éteintes en lui toutes les facultés d'aimer, de sentir et de s'exalter, et au même instant il écrit à son frère en suppliant : « Aime-moi pour Dieu; j'ai besoin d'amour, amour, amour, feu, enthousiasme, vie! » Il a beau souffler sur les illusions comme sur un songe de la nuit, les illusions se réveillent dans son cœur endolori. Il a beau vouloir déraciner les espérances, il les invoque encore et en subit le charme. Vainement il proclame le néant de la gloire, il croit à la gloire d'un instinct fier et élevé. Il parle fort mal quelque part, j'en conviens, des dames de Florence et de Rome, et même il dit un jour qu'il n'est plus bon qu'à être un eunuque dans un sérail; nul cependant n'a parlé de l'amour d'un accent plus vi-

brant : il fait de lui un dernier messager de bonheur envoyé par les dieux auprès des hommes. « Quand il vient sur la terre, dit-il, il choisit parmi les personnes les plus généreuses et les plus magnanimes les cœurs les plus tendres et les plus délicats, et là il se repose, et il répand en eux une douceur si étrange, si merveilleuse, qu'ils éprouvent une chose toute nouvelle pour le genre humain, plutôt la vérité que l'apparence du bonheur. » Celui qui parle ainsi n'est point un sceptique vulgaire, c'est un souffrant dont la poésie est un combat permanent entre les instincts de son cœur et les désabusements prématurés de son esprit. Il est de cette race des lutteurs de la vie pour qui tout est sérieux, tout est passion.

Les hommes de cette race ne peuvent trouver le bonheur dans le repos et n'ont jamais connu cet heureux équilibre de sentiments ou de pensées qui se résout quelquefois en indifférence ou en calme superbe. Ce que d'autres prennent légèrement en restant maîtres d'eux-mêmes, ils le prennent avec une inextinguible ardeur, en y engagant leur âme tout entière; leur vie morale est un drame permanent plein de péripéties et de crises. L'un sort victorieux de la lutte, comme Pascal, et garde son trouble jusque dans sa victoire; l'autre plie sous la défaite comme Leopardi, et justifie merveilleusement ce mot de l'auteur des *Pensées* : « La misère persuade le désespoir. » L'issue du combat est différente; la nature des deux hommes est la même. Leopardi était de cette famille; il était le frère dernier né de Pascal, à qui il ressemblait par les anxiétés de son âme, par les souffrances de sa jeu-

nesse et jusque par les crises caractéristiques de l'existence; il a été pour l'Italie de ce temps la pathétique expression de l'un de ces drames de la vie morale qui se dénouent par la foi victorieuse ou par le scepticisme désespéré. L'indifférence, je ne sais où elle est, elle n'est pas dans ces âmes éternellement agitées d'un sentiment que Leopardi appelle « le plus sublime des sentiments humains, » celui qui est « le signe le plus éclatant de grandeur et de noblesse dans la nature mortelle, » l'ennui, pour l'appeler par son nom, — l'ennui qui naît du sein des choses, l'ennui tourment des esprits supérieurs que rien ne peut satisfaire, et qui, au spectacle des mondes, de l'espace infini et de l'univers, sentent le poids du vide et aspirent encore. C'est là pourtant ce que représentait un petit être souffreteux en Italie, à Florence, vers 1830; il personnifiait l'inquiétude moderne. Il se faisait illusion à lui-même; il croyait être un ancien, il l'était par la précision, par la beauté de la forme et par un certain goût de stoïcisme en face du malheur : il était au fond plus chrétien qu'il ne le croyait, justement parce qu'il souffrait.

C'est là ce que disent les lettres de Leopardi, où apparaissent les traits de l'homme, à côté de ses œuvres, où apparaît le penseur. Il se proposait, dit-il, d'écrire l'histoire d'une âme, un roman qui n'aurait point d'aventures ou qui n'aurait que des aventures ordinaires, et qui raconterait les révolutions intérieures d'une âme née noble et tendre depuis ses premiers souvenirs jusqu'à la mort. C'est là son histoire. Toujours livré à ce travail intérieur d'un cœur solitaire et replié sur lui-même par

la douleur, Leopardi n'a-t-il jamais touché à la politique? Ne fait-il jamais une trouée dans cette réalité des faits extérieurs qu'il voit autour de lui? Il semble s'inquiéter peu des événements, et même à Rome, quand il voit se fermer devant lui toute carrière parce qu'il ne veut pas être prélat, il ne parle pas contre le gouvernement exclusif des prêtres : il sait sous quels pouvoirs ombrageux il vit. Ce qu'il pense, on le sent bien ; il ne le dit pas directement, et tout au plus laisse-t-il entrevoir son secret dans quelque saillie à demi ironique, comme le jour où son père avait écrit un ouvrage pour la défense des plus purs principes conservateurs et n'en avait pas été mieux récompensé par les gouvernements, « Il m'est pénible d'apprendre, écrit-il à son père, que la légitimité se montre si peu reconnaissante de ce que votre plume a fait pour sa cause. C'est pénible, dis-je, mais non étrange, parce que c'est la coutume des hommes de tous les partis, parce que les *légitimes*, permettez-moi de dire cela, n'aiment pas que leur cause soit défendue par la plume, attendu qu'avouer que sur le globe terrestre il y a quelqu'un qui mette en doute la plénitude de leurs droits est chose qui excède de beaucoup la liberté concédée à la plume des mortels, sans compter qu'ils préfèrent sagement aux raisons, auxquelles on peut toujours répliquer bien ou mal, les arguments du canon et du *carcere duro*, auxquels leurs adversaires, pour le moment, n'ont rien à répondre. » Leopardi n'est point un homme fait pour la politique et pour l'action, il y serait arrêté dès le premier pas ; il a bien assez d'ailleurs de sa

fièvre intérieure. Sa politique, elle est dans le sentiment qu'il a de la patrie italienne, dans ses appels à une résurrection morale, dans cette nécessité de résurrection qu'il fait jaillir du sein des ruines, lorsque, dans sa *canzone à l'Italie*, il montre les arcs, les colonnes, les statues des aïeux, la gloire ancienne partout, et partout aussi la misère présente. La politique de Leopardi, elle est dans l'idée qu'il se fait d'une littérature nouvelle pour l'Italie, d'une littérature adaptée à notre âge, reflet des sentiments et des idées de ce siècle, expression originale d'une nationalité transformée. « Tout est à créer, dit-il dès sa jeunesse; il est vain de prétendre édifier, si on ne commence par les fondements. Quiconque voudra faire du bien à l'Italie devra lui enseigner avant tout une langue philosophique sans laquelle elle n'aura jamais une littérature moderne propre, et n'ayant point une littérature moderne à elle, elle ne sera jamais une nation... » Sa politique enfin, il l'exprime lorsqu'il dit, en élevant son esprit et en étendant son horizon : « Ne me parlez pas de Recanati; je suis citoyen de l'Italie, et je ne connais qu'elle. » Voilà la politique, non de l'action, puisque l'heure de l'action n'était point venue et que Leopardi eût certes reculé devant elle, mais la pensée indépendante cherchant à refaire l'âme et l'intelligence d'une nation appelée à revivre.

La vie fut jusqu'au bout ingrate et amère pour Leopardi. Elle ne lui donnait pas la satisfaction de lui-même, elle lui refusait un rôle brillant; ne lui réserva-t-elle pas du moins quelqu'un de ces sentiments intimes, profonds,

mystérieux, qui élèvent le cœur en le troublant et lui rendent la force de croire avec la puissance d'aimer? C'est assurément l'un des points les plus délicats dans l'existence d'un homme, dont son fidèle ami Ranieri a dit « qu'il porta intacte au tombeau la fleur de la virginité. »

Il n'est pas de spectacle plus triste que celui d'un cœur jeune et chaud se débattant dans une nature défaillante. Quoi qu'il en dît, Leopardi avait dans toute son intégrité la puissance morale d'aimer, et, s'il n'en était ainsi, comment ressentirait-il une émotion si vive, à Bologne, auprès d'une dame « qui n'était plus jeune, mais avait une grâce et un esprit qui suppléaient à la jeunesse et créaient une illusion merveilleuse? » Comment écrirait-il à son frère : « Dans les premiers jours que je l'ai connue, j'ai vécu dans une espèce de délire et de fièvre. Nous n'avons jamais parlé d'amour, si ce n'est en badinant, mais nous vivions dans une amitié tendre et sensible, avec un abandon qui est l'amour sans inquiétude... Cette connaissance forme et formera une époque bien marquée de ma vie, parce qu'elle m'a *désenchanté* du désenchantement; elle m'a convaincu qu'il y a vraiment au monde des joies que je croyais impossibles, que je suis encore capable d'illusions, et que mon cœur est ressuscité après un sommeil semblable à une mort complète de tant d'années... » Comment écrirait-il encore à son frère plus tard, un jour où il quittait précipitamment Florence et faisait une échappée à Rome : « Dispense-moi, je te prie, de te raconter un long roman, beaucoup de douleurs et beaucoup de larmes. Si un jour nous nous revoyons,

j'aurai peut-être la force de te raconter tout. Pour aujourd'hui, sache que mon séjour à Rome est comme un exil amer... » Malheureusement c'étaient des éclairs ou des illusions de l'amour. Leopardi reçut deux de ces visites mystérieuses de la passion, et il est certain que la dernière l'agita profondément. L'illusion avait beau être chère, la réalité reparaissait, et la réalité, c'était l'infirmité croissante. Le mal de Leopardi était indéfinissable, il était aux sources de la vie. Ses os se ramollissaient et se déformaient, ses chairs macilentes laissaient entrevoir le trouble profond des organes. Il ne digérait plus, respirait avec peine, et sentait dans ses veines se promener lentement un sang froid et appauvri. Il en vint à ce point qu'il ne pouvait plus travailler, et que le ciel de la Toscane n'était plus assez doux pour lui; mais ici il retombait en face de la nécessité, du dénuement. C'était le problème de vivre ou de ne pas vivre.

Une chose remarquable, c'est la délicatesse morale et la fierté de Leopardi dans ces épreuves obscures, la dignité avec laquelle il supportait son malheur. Il voulait bien subir les rigueurs de la fortune, il ne voulait pas abaisser son âme devant elle. Un jour ses amis, pour lui créer des ressources, lui avaient proposé je ne sais quel moyen, je ne sais quel recours au public, et il répondait à Colletta : « Je vous confesse que je ne me résoudrai jamais à publier ainsi ma mendicité. Ne croyez pas que cette répugnance naisse de mon orgueil; mais d'abord cela m'avilirait à mes propres yeux et me priverait de toutes les facultés de mon esprit, puis cela ne me con-

duirait pas à mon but, parce que, restant dans une grande ville, je n'oserais paraître dans aucune compagnie, regardé que je serais et montré au doigt par tous avec compassion. » A toute extrémité, Leopardi préféra encore essayer de fléchir son père, et on ne peut s'empêcher d'être ému de cet appel navrant qu'il lui adressait avec une sorte de honte, avec une humilité fière. « Je crois, écrivait-il, que vous êtes persuadé de tous les efforts que j'ai faits pendant sept années pour me procurer les moyens de subsister par moi-même. Vous savez que la destruction totale de ma santé est venue des fatigues de ces quatre ans de travaux pour Stella. Réduit à ne plus pouvoir ni lire, ni écrire, ni penser, je n'ai point perdu courage, et j'ai essayé encore de trouver quelque autre moyen... Aujourd'hui tout est fini... Je ne sais si la situation de la famille vous permettra de m'assigner une petite somme de douze écus par mois. Avec douze écus, on ne vit pas humainement; mais je ne cherche pas à vivre humainement. Je m'imposerai de telles privations que douze écus me suffiront. Mieux vaudrait la mort; mais la mort, il faut l'attendre de Dieu... Si elle était dans ma main, je prends Dieu à témoin que je ne vous aurais pas fait cette demande... »

Ce triste appel fut heureusement entendu, et Leopardi put aller essayer de revivre sous un climat plus doux. Il partit pour Naples en 1833 avec son ami Ranieri, et il y passa trois ans. Ce fut la dernière période de cette existence, période à demi voilée, où l'esprit seul survivait dans la plénitude de sa puissance, et s'exhalait de temps à autre dans des fragments comme *la Ginestra* (*le Genêt*).

Leopardi prenait le pauvre arbuste des flancs du Vésuve pour confident de ses hautes pensées et de ses plaintes amères. « Et toi aussi, lui disait-il, tu céderas à la cruelle puissance du feu souterrain, tu plieras sous le fardeau mortel, sans que ta tête innocente résiste ; mais tu ne te courberas pas en lâche suppliant devant l'oppresseur, et tu ne te tourneras pas contre le ciel avec un orgueil insensé... » Ce n'est pas que le ciel de Naples fût inclément pour cette organisation débile ; il la ravivait au contraire un instant de sa chaleur féconde, de sa sereine et gracieuse lumière. Leopardi passait quelques mois de l'année à Capodimonte et quelques mois dans un petit casino sur la pente du Vésuve. Il se promenait lentement dans ce beau paysage, à la Mergellina, à Pausilippe, à Pozzuoli ; mais ce n'était qu'une trêve, il le sentait lui-même, et il laissait échapper de son âme une de ses dernières et plus puissantes inspirations, *l'Amour et la Mort.* Le choléra s'abattit sur Naples. Ce n'est pas de cela qu'il mourut cependant. Et de quoi mourut-il donc ? D'une multitude d'impossibilités de vivre aggravées au dernier moment par une crainte superstitieuse du fléau. Le 14 juin 1837, Leopardi s'éteignit sans se plaindre, en souriant à son ami Ranieri, qui l'assistait à cette dernière heure. Son corps est resté à Naples, dans la petite église de San-Vitale, sur la route de Pozzuoli, renfermé sous une humble pierre où une simple croix est gravée au-dessus de son nom.

Je ne sais comment il faudra appeler cette vie. Ce fut bien aussi une passion dans le sens élevé du mot, — la

passion d'un homme qui portait en lui le drame non-seulement de ses souffrances personnelles, mais encore des anxiétés morales de son temps et des luttes intimes de son pays. Là est le triple nœud de cette existence. Leopardi souffre du mal de sa propre nature, il souffre du mal de son siècle, il souffre du mal de son pays, toujours agité entre ses souvenirs et ses espérances, entre sa condition contrainte et fausse et ses aspirations idéales; mais dans ces angoisses mêmes et dans cette attitude de douleur où il apparaît, n'est-il pas comme une image de l'Italie obscure et travaillée d'il y a trente ans, envoyant un fier et triste sourire à ceux qui, plus heureux, voient se dégager et se former cette autre Italie, qu'il ne connut que par ses pressentiments et ses rêves?

VI

L'UNITÉ DE L'ITALIE

LA PAPAUTÉ ET LA FRANCE

I

Ce n'est pas sans un sentiment d'invincible et oppressive perplexité que des esprits sincères ont pu voir depuis quelque temps cette redoutable question des destinées de l'Italie et de Rome se compliquer, s'obscurcir, se perdre dans les fatalités et les contradictions, et en venir à ce point où, à n'observer que l'extérieur des choses, elle n'aurait plus d'issue. Elle en a une pourtant, il faut le croire, car ce n'est pas pour rien que la France a combattu et que tout un peuple s'est levé au retentissement de ses armes, secouru ou suscité par elle; mais cette issue, où donc est-elle? Sous quel amas de passions et d'intérêts ou d'opinions contraires semble-t-elle disparaître un instant? A travers quels obstacles cette question italienne, vrai

drame interrompu, a-t-elle a se frayer une route? — Va-t-elle continuer à se développer dans le sens national et aller jusqu'au bout de cette transformation qui est un des grands faits de l'histoire contemporaine? Une force indéclinable, souveraine et impassible l'arrête au passage. — Va-t-elle rebrousser chemin jusqu'à la restauration de tous ces pouvoirs qui ont disparu d'eux-mêmes encore plus qu'ils n'ont été renversés? Une force bien plus irrésistible la retient, la force des choses, ce guide tout-puissant et invisible des événements. Elle ne peut ainsi ni reculer ni avancer.

Autre problème qui s'élève ici parallèlement : quelle est la direction définitive de la politique française? La France, après avoir eu son épée enfoncée jusqu'à la garde dans les affaires italiennes, peut-elle laisser retomber tout ce qu'elle a aidé à vivre dans la décomposition par l'impossibilité d'aller plus loin? N'est-elle pas engagée, bien plus que par une garantie diplomatique, par cette liberté même dont elle a entouré l'œuvre qui s'accomplissait devant elle, à côté d'elle, après avoir été commencée par elle? Est-il donc vrai que ses traditions soient dans un camp et ses principes dans l'autre, qu'il y ait guerre entre ses intérêts et ses sympathies, entre ses instincts d'émancipation et sa politique religieuse à cause de Rome? Est-il vrai enfin, comme on le dit quelquefois avec une légèreté tranchante et prétentieuse, qu'accepter l'unité de l'Italie pour ce qu'elle est et pour ce qu'elle peut être, ce soit sacrifier la France et les conditions permanentes de sa grandeur à une cause étrangère par un caprice de di-

lettantisme révolutionnaire? C'est là le doute émouvant et complexe qui retentit dans le secret des consciences comme dans les discussions publiques, et le malheur, le grand malheur, c'est que, dans ce doute prolongé, les esprits indécis et flottants s'étourdissent eux-mêmes. Le trouble des imaginations s'ajoute au trouble des faits en l'aggravant, et produit cette confusion, ces équivoques, ces combinaisons bizarres que nous voyons : M. Proudhon, qui soutient le pape et la fédération, — des prêtres, des jésuites qui sont pour l'unité de l'Italie, des hommes qui sont libéraux à Paris, et ne le sont plus à Rome en compensation de ceux qui réservent tout leur libéralisme pour Rome et n'en gardent rien pour Paris, des publicistes qui passent leur vie à renier la nationalité italienne et sont pleins de feu pour la nationalité napolitaine ou modenaise. C'est le choc de toutes les contradictions et de toutes les passions servant à épaissir une obscurité au sein de laquelle la politique s'arrête immobile et comme embarrassée de son œuvre.

Il y a eu un jour, à l'origine, où elle était simple, cette question italienne, elle le paraissait du moins. On ne voyait en elle qu'une revendication légitime d'indépendance, une manifestation de nationalité en face de la domination étrangère. Toutes les questions d'organisation intérieure, de formes, de combinaisons futures, disparaissaient dans ce premier et énergique mouvement. Ceux mêmes qui pressentaient avec alarmes les conséquences irrésistiblement libérales de cette entreprise de délivrance, ceux qui étaient instinctivement plus sensibles aux dangers qu'on

allait courir à Rome et à Naples qu'aux souffrances qu'on supportait à Milan, ceux qui auraient empêché la guerre s'ils avaient pu et qui la suivaient avec un redoublement d'anxiété quand elle avait commencé, ceux-là mêmes osaient à peine avouer leurs craintes, moins encore une hostilité, devant ce droit éclatant d'un peuple appelé aux armes et à l'affranchissement des Alpes à l'Adriatique. Puis le combat était engagé, et sous les plis de ce drapeau couvrant la renaissance ou l'avénement d'une nation, les dissentiments se taisaient un instant. A mesure cependant que ce grand et généreux rêve d'une Italie indépendante devenait une réalité, et qu'à la guerre succédait ce mouvement en quelque sorte méthodique que M. l'évêque d'Orléans a un jour appelé, dans un excès de langage, « une suite misérable de nos victoires, » la question s'est étrangement compliquée, je l'avoue ; elle s'est aggravée par le progrès même de cette émancipation intérieure et spontanée qui, envahissant l'Italie entière, est devenue toute une révolution.

Au premier souffle de la guerre, des ducs grands et petits sont tombés sans gloire pour ne plus se relever, et ces ducs ont laissé sans doute des clients, des serviteurs attachés à leur fortune. Des autonomies revêtues du lustre des souvenirs et des traditions, répondant au vieil instinct municipal, ont abdiqué devant la pensée supérieure d'une concentration des forces nationales, et ces autonomies, images de tout un passé, n'ont pu disparaître sans laisser des traces dans plus d'une intelligence. L'intégrité de la domination temporelle du saint-siége a été entamée, et

l'instinct religieux du monde catholique est venu se jeter dans la mêlée : la question de la souveraineté pontificale a surgi. Le droit populaire, triomphant partout, a partout provoqué au combat le droit dynastique, historique et traditionnel, et c'est ainsi que s'est dessiné ce double courant : d'un côté, la transformation de l'Italie précipitant sa marche ou paraissant s'arrêter quelquefois, mais toujours fixe dans son but; de l'autre, tous ces intérêts lésés, froissés, se relevant pour tenter un dernier effort et se liguant instinctivement partout pour une défense désespérée. C'est ainsi que des victoires mêmes de la nationalité italienne est née cette coalition, dangereuse sans doute par la nature de ses éléments et par les auxiliaires qu'elle rencontre, assez forte pour susciter des obstacles, assez habile pour se faire une arme des hésitations ou des défaillances, mais assez aveugle pour ne point voir que, par des résistances plus bruyantes qu'efficaces, elle ne fait qu'aider à une destinée qui s'accomplit ; c'est ainsi enfin que ce qui n'a été d'abord que le duel du sentiment national d'un peuple et d'une domination étrangère est devenu sous les noms du pape, du roi de Naples, de l'Italie, une lutte de tous les intérêts politiques et religieux dépassant les Alpes et embrassant le monde.

Ce que veut l'Italie dans cette lutte, ce qu'elle poursuit à travers les hasards d'une vie singulièrement agitée, c'est écrit en traits de feu dans son histoire depuis cinq ans, dans les actes de son parlement, dans les manifestations de sa diplomatie comme dans les témérités de ses chefs populaires, dans toute cette carrière si diverse qui

va des retentissantes proclamations de Milan au dernier combat d'Aspromonte, où est tombé Garibaldi en expiation d'une impétuosité irréfléchie de patriotisme, d'un défi jeté à notre puissance. Ce qui est dans les traditions, dans les intérêts et dans la politique de la France, à part bien entendu les vaines sommations de la force, je le dirai aussi ; mais que veulent ceux qui, interprètes éplorés ou irrités de toutes les choses plus qu'à demi vaincues, assiégent l'Italie de leurs protestations stériles, tournent en impossibilités contre elles les obstacles qu'ils lui suscitent, et s'épuisent en solutions pour éluder la seule vraie et inévitable, la seule qui s'impose désormais comme le moyen libéral de dénouer une question de liberté et d'indépendance? A quelle date et à quel ordre de combinaisons s'arrêtent-ils? — à la restauration du passé, à Villafranca, à Zurich, aux annexions restreintes, à l'Italie du nord, à la sanction de ce qui existe moins ce qui reste à faire, à l'unité moins ce qui l'affermit et la couronne, à une organisation fédérative moins les conditions qui auraient pu la faire vivre? Je cherche la vérité au milieu de toutes les contradictions qui survivent encore dans une sorte de trêve passagère laissée aux événements et aux passions.

De quelque façon qu'on juge tout ce qui s'est accompli depuis quelques années au delà des Alpes, il est un fait éclatant comme le jour, c'est qu'une situation nouvelle a été créée. La guerre a donné la Lombardie au Piémont, la paix a valu à l'Italie une conquête bien plus précieuse encore, la liberté intérieure sous la sauvegarde du principe de non-intervention proclamé par la France ; c'est le mouvement

propagé avec une rapidité merveilleuse dans ces conditions d'une liberté nouvelle, c'est ce mouvement qui a fait l'unité par la dissolution de tous les pouvoirs en mésintelligence avec leur temps et avec leur pays, par la fusion ou l'étreinte de toutes les parties de la Péninsule, — moins Venise, où l'Autriche est restée au nom d'un droit désormais précaire, réduit à vivre armé entre quatre forteresses, — moins Rome, où la France, par sa parole encore plus que par ses armes, reste la gardienne d'un grand problème religieux.

II

Cette situation, telle qu'elle est sortie des dernières crises italiennes, avec ce qu'elle a d'irrévocable et d'incomplet, ne s'appuie pas seulement sur un acte de souveraineté nationale qui lui imprime le caractère du droit; elle se corrobore des combinaisons territoriales qui sont venues s'y mêler, de la reconnaissance de presque toute l'Europe, qui en est la légalisation diplomatique, de tout ce qui fait de ce mot d'Italie le signe d'une puissance régulière assez forte pour en imposer à beaucoup d'ennemis, et même pour contenir de trop ardents amis. Cette puissance nouvelle, l'unité, l'Italie, on peut la contester, lui faire la guerre directement ou indirectement, par une attitude passivement menaçante, comme l'Autriche, par une mauvaise humeur tenace et vaine, comme l'Espagne,

par toutes ces velléités de réaction qui s'unissent dans un même effort; elle n'existe pas moins, elle a sa dynastie, son gouvernement, son armée, sa diplomatie, ses lois, ses hommes d'État. Quelles sont donc les difficultés qu'elle rencontre, difficultés réelles et grandes encore, il est vrai, mais que l'esprit de parti grossit pour en faire des impossibilités? Elles sont tout à la fois intérieures, diplomatiques, religieuses, et si je voulais les résumer dans une expression plus sensible, je dirais qu'elles sont, quoique d'une façon inégale, à Naples, de ce côté des Alpes et à Rome, sans compter Venise, dont la délivrance à l'heure voulue eût été peut-être la grande et souveraine solution. C'est bien là, si je ne me trompe, la question dans toute sa complexité. Raisonnons donc.

Quand on parle légèrement de cette révolution d'Italie conduite avec un mélange d'audace et d'habile sagacité, quand on affecte de la représenter comme une œuvre de bouleversement, d'ambition et de conquête, lorsqu'on accumule les injustices contre le Piémont parce qu'il a été le nerf de cette transformation, et lorsqu'enfin on cherche à passionner la France, par des motifs de politique ou de religion, contre quelques-unes des conséquences de son propre ouvrage, que veut-on dire? On oublie trois ou quatre choses de premier ordre, la nature et l'origine de ce mouvement, la manière dont il s'est accompli, ce que la France représente dans le monde, ce que peut être l'action religieuse dans notre temps, au sein des sociétés modernes. Si l'unité, à son apparition récente en Italie, n'eût été que l'utopie ambitieuse, le rêve en-

flammé de quelques conspirateurs, elle serait déjà morte, ou, pour mieux dire, elle n'aurait pas vécu; elle serait restée dans les limbes des méditations confuses des sectaires. Ce qui fait, au contraire, son originalité contemporaine et sa force, c'est qu'elle est l'expression naturelle et pratique d'une situation irrésistible, c'est qu'elle apparaît avec ce caractère rigoureux des combinaisons qui sont le produit des événements encore plus que des théories, c'est qu'en un mot elle a éclaté comme une nécessité imprévue, précipitée peut-être, mais impérieuse.

A dire vrai même, c'est peut-être un abus de l'histoire, une illusion rétrospective, de chercher dans le passé la trace, l'ébauche de cette unité, comme pour la revêtir du prestige de l'ancienneté. Que cette pensée ait voyagé dans le moyen âge italien, qu'elle ait hanté les imaginations les plus puissantes, que la Péninsule ait été le théâtre séculaire d'une lutte entre l'unité rêvée sous des formes diverses et les traditions municipales finissant par se fixer dans une multitude de principautés rivales, rien n'est plus certain; mais ici éclate la différence. Autrefois c'était l'unité par l'idée impériale ou par l'idée papale, c'est-à-dire toujours la subordination de l'Italie à une pensée plus universelle que nationale et en quelque sorte la négation de sa personnalité, de même que l'indépendance par des principautés multiples n'était d'un autre côté qu'une conception toute locale, assez vivace pour s'élever sans cesse entre le pape et l'empereur, trop faible pour rien organiser par elle-même, et n'aboutissant en fin de compte qu'à introduire périodiquement l'étranger dans les démêlés italiens.

Ce qu'on n'a vu jamais, ce qu'on ne voit, ce qui n'a été possible qu'aujourd'hui, c'est l'unité par un acte de souveraineté populaire et par la liberté, par la fusion spontanée des lois, des intérêts et des autonomies, par la substitution de l'idée d'une indépendance collective et nationale à l'idée plus restreinte et toute locale d'une indépendance morcelée, précaire, toujours flottante entre toutes les influences, enfin par l'affirmation d'une personnalité italienne. C'est là ce qu'il y a de nouveau, d'essentiellement moderne dans ce mouvement où viennent se résoudre, comme dans une donnée supérieure, toutes les traditions de luttes et d'antagonismes qui ont agité l'Italie, dans ce mouvement qui descend en droite ligne de la révolution française, mère de ce double principe de l'indépendance des nations et de l'émancipation des peuples dans leur vie politique et civile.

Comment cependant la réalisation de ce principe a-t-elle été si impétueuse et si prompte au delà des Alpes, et comment en si peu d'années, presque en si peu de jours, cet ordre nouveau a-t-il pris corps à ce point qu'il faudrait une révolution pour le détruire? Comment à une certaine heure l'Italie, placée entre l'unité, qui était un rêve encore, et la confédération, qui semblait la forme d'indépendance la plus rapprochée, la plus naturelle, a-t-elle hardiment choisi la première? Est-ce qu'une organisation fédérative n'assurait pas à la nationalité italienne des garanties suffisantes, conformes à son génie et à ses traditions, en lui épargnant les problèmes devant lesquels elle se débat aujourd'hui? Il y a eu des moments, cela est

certain, où une confédération eût été possible, et il y en a eu même où elle eût été saluée comme une faveur de la fortune. On peut tout dire sur ce point. Je veux bien refaire avec M. Proudhon un cours de géographie politique et apprendre de lui que l'Italie est une botte, qu'elle a la taille longue et fine, qu'elle est coupée dans son étendue par la chaîne de l'Apennin, partagée en zones du nord et du midi, en bassins du Pô et du Tibre, sans compter les îles, et que ce sont là des conditions merveilleusement favorables à un système de fédération. D'autres parleront des bienfaits de l'autonomie, de tous ces foyers distincts et brillants de civilisation, de toutes ces villes en rivalité permanente, même des droits des princes liés à un certain ordre européen. L'unité s'est fait jour cependant; qu'elle a été sa raison d'être? Elle en a surtout une qui résume toutes les autres, la nécessité de concentrer les éléments nationaux, de créer une force compacte et homogène en présence de l'œuvre de l'indépendance restée inachevée.

Reportez-vous au lendemain de Villafranca : il était déjà tard alors pour la confédération, et il est encore bien plus tard aujourd'hui. L'Italie, au lendemain de cette paix qui venait clore à l'improviste une éclatante campagne, avait deux voies devant elle : l'une, périlleuse, il est vrai, mais où, avec la liberté qui lui était assurée, elle pouvait arriver à prendre possession de ses destinées par le débordement en quelque sorte régulier du droit national sur des souverainetés dont quelques-unes n'existaient même plus; l'autre, plus diplomatique et plus sûre sans doute,

mais où en acceptant une fédération avec l'Autriche à Venise, avec les ducs restaurés, avec le pape dans la plénitude du pouvoir temporel, avec Naples en défiance et des princes rattachés à la protection autrichienne par la solidarité de la crainte, elle courait le danger de rester divisée et impuissante devant un problème plutôt suspendu que résolu.

III

Situation assurément dramatique et pleine de perplexité! Ce qui a poussé l'Italie à se jeter en avant, ce n'est point une fantaisie perturbatrice et révolutionnaire, c'est un sentiment national plus profond, plus réfléchi, plus complexe qu'on ne le dit; et, à ce moment, celui qui exprimait le mieux ce sentiment, ce n'était peut-être ni M. de Cavour, ni Garibaldi : c'était un homme d'une physionomie originale et d'une vigoureuse trempe de caractère, fier, obstiné et passionné avec une sorte de froideur, d'idées peu étendues, d'une intelligence peu souple, mais d'une énergique fixité de résolution, d'une dignité sévère et simple, n'ayant nul goût pour le désordre tout en étant le plus révolutionnaire des aristocrates, vrai type de gentilhomme d'autrefois transporté dans notre temps; c'était le dictateur temporaire de Florence, le baron Bettino Ricasoli, personnage étrange, qui plongeait par sa race dans le passé de la Toscane et qui semblait ne représenter

la tradition florentine dans toute sa hauteur que pour donner un sens plus décisif à l'abdication qu'il en faisait, qui a pu depuis se montrer trop homme d'État d'une ville dans le gouvernement de l'Italie, mais qui était alors à Florence le plus Italien des Italiens par le coup d'œil et par l'action.

Le baron Ricasoli se faisait le théoricien intrépide de cette unité qui ne s'appelait encore que l'annexiou, et c'est par lui peut-être qu'elle a triomphé; c'est lui qui en précisait la signification lorsqu'il disait à ceux qui cherchaient à l'ébranler : « Le caractère principal ou pour mieux dire unique et exclusif du mouvement italien de 1859 est le sentiment de la nationalité. Cela est si vrai qu'aucune question de forme gouvernementale intérieure n'est venue cette fois, comme cela est malheureusement arrivé en 1848, troubler l'élan des Italiens dans la conquête de l'indépendance nationale... Tant que la guerre durait encore, tant qu'on avait l'espérance que le royaume de la haute Italie, les Autrichiens étant chassés de toute la Péninsule, verrait sa force accrue de la Vénétie, l'autonomie toscane avait ses défenseurs. maintenant ils ont disparu. Pourquoi? Parce qu'en Toscane la pensée italienne domine toutes les autres... » Et ailleurs : « Assurément la Toscane répugnerait à se laisser absorber par un pays étranger, hétérogène, qui voudrait la mettre à son niveau dans une condition de barbarie relative; mais plus on la considère comme avancée dans la civilisation et fière de ce privilége, plus on doit lui supposer l'intelligence des conditions propres à garder et à faire valoir ce don qu'elle possède. Aujourd'hui la Tos-

cane, comme les autres États de l'Italie, a fait la douloureuse expérience du peu de sécurité et de la stérilité des bonnes institutions dans les petits États : elle a vu dans sa petitesse une menace perpétuelle contre sa civilisation, et ce qui s'appelait amour de l'autonomie est devenu en fait désir de s'agrandir et de se fortifier pour sa propre défense... » On ne voit ici nulle trace d'une passion purement révolutionnaire ; tout procède de l'idée de nationalité. Voilà l'origine ! Et si, à part la logique et la force des choses, l'Italie, dans sa marche vers l'unité, a eu des auxiliaires efficaces, quoique involontaires, ce sont ceux qui, arrivant toujours tardivement toujours en arrière d'une révolution, préconisaient l'immobilité quand de simples réformes intérieures eussent été un bienfait, se rattachaient aux réformes quand le mouvement avait pris déjà un caractère national, invoquaient la confédération lorsque la confédération était déjà dépassée, et ne cessent de combattre avec l'expédient de la veille l'événement du lendemain.

Il y a d'ailleurs un fait qu'on oublie aujourd'hui après cinq ans, et qui est comme l'expression de la toute-puissance de ce mouvement national dans son origine. Qu'a-t-il donc fallu pour faire disparaître ces autonomies, ces souverainetés, ces pouvoirs qui se sont fondus dans l'unité, et dont la résurrection est restée le mot d'ordre de toutes les velléités de réaction ? Rien n'est en vérité plus simple : ils se sont évanouis encore plus qu'ils n'ont été renversés ; ils sont tombés sans lutte, sans débats, sous le poids de leur propre faiblesse, bien plus que devant la

sédition et la violence. Un souffle s'est élevé, et tout a été emporté. Qu'on se souvienne un instant : où était le duc de Modène lorsque la guerre éclatait ? Il avait déjà passé dans le camp autrichien. A Florence, qu'arrive-t-il ? Un jour, le 29 avril 1859, l'émotion remplit la ville à l'approche de la lutte qui va s'ouvrir en Lombardie, le grand-duc hésite, consulte tardivement quelques hommes libéraux, interroge sa petite armée, voit qu'il ne peut se défendre contre le mouvement universel, et peuple, bourgeoisie, soldats, tout se réunit pour voir passer sans outrage et sans regret cette famille de princes qui s'en va, laissant la Toscane à elle-même. Je n'ignore pas que cette maison de Lorraine a longtemps gouverné avec modération cette paisible Toscane au brillant passé, aux mœurs douces, où la peine de mort n'était pas même connue; mais elle s'était trop accoutumée à vivre de la protection étrangère, à peine déguisée sous une fiction d'indépendance.

Il y a pourtant dans ces événements accomplis comme une justice secrète et une moralité supérieure qui se révèle. Voulez-vous savoir comment ces princes sont tombés pour ne plus se relever ? C'est parce qu'en 1849, dans le feu des révolutions, rappelés spontanément par le peuple toscan à la condition de ne point invoquer l'Autriche et de maintenir le régime constitutionnel qui était leur œuvre, ils oubliaient, le lendemain de leur entrée, ce qu'ils avaient promis, appelaient ou subissaient l'intervention autrichienne, et se hâtaient de supprimer toute constitution; c'est parce que dix ans après, en 1859, ils

étaient dans le camp autrichien, attendant l'issue de Magenta et de Solferino pour rentrer en Toscane. C'est ce qui a fait leur chute si prompte et si irrévocable; c'est ce souvenir qui a fait l'annexion et l'unité. Et à Bologne en était-il autrement qu'à Florence? C'était peut-être encore plus soudain et plus significatif. L'occupation étrangère cessant le 14 juin 1859 dans des vues de stratégie, l'autorité pontificale n'avait pas même l'idée qu'elle pût tenir un instant, et c'est un ministre des affaires étrangères de France qui a porté ce jugement. « Les Autrichiens repassant le Pô, le pays s'appartenait entièrement à lui-même... Les populations de la Romagne se sont trouvées plutôt encore qu'elles ne se sont rendues indépendantes... » A Naples même, où la question devient pourtant plus grave, où il y avait une armée, un royaume de huit millions d'hommes, une autonomie ancienne, et réunissant toutes les conditions de vie, que s'est-il passé? Rappelez-vous cette aventure étrange, Garibaldi entrant avec quatre hommes dans Naples et trouvant une armée décomposée, un jeune roi en fuite qui allait s'enfermer effaré dans une forteresse.

Je ne veux ici que remettre en lumière quelques-uns des traits de cette révolution jaillissant en quelque sorte du sol, précipitée sur certains points, j'en conviens, par des moyens hasardeux, mais ne trouvant nulle part une résistance sérieuse, et partout moralement accomplie avant de se manifester par des votes. Ainsi s'est déroulé ce mouvement, un jour la Romagne, un autre jour les Marches et l'Ombrie, hier la Toscane, demain la Sicile et Naples. Ainsi s'est réalisée cette unité où les autonomies

locales ont disparu, et d'où est sortie l'Italie dans sa soudaine croissance.

Voilà ce qu'on oublie lorsqu'on s'efforce de déconsidérer, d'affaiblir le travail de ces dernières années en le représentant comme une usurpation révolutionnaire, comme un artifice d'ambition, en se faisant des susceptibilités locales survivantes une arme contre ce qu'on appelle d'une façon assez barbare le *piémontisme,* en dépeignant l'Italie comme une terre ravagée et conquise, que le Piémont gouverne, administre, pressure à son profit, et qu'il marque à son effigie du pommeau de son épée. Le Piémont a fait beaucoup sans doute pour l'Italie; il lui a donné une armée, une dynastie ancienne et rajeunie par la popularité, l'ordre, la discipline, un drapeau. L'œuvre achevée cependant, que reste-t-il? Le Piémont n'est plus qu'une des grandes provinces de la Péninsule; l'armée d'autrefois est devenue l'armée italienne, où les anciens États du roi Victor-Emmanuel ne comptent que pour moins de quatre-vingt mille hommes sur plus de trois cent mille. Les lois, c'est le parlement qui les fait, et dans ce parlement la représentation piémontaise n'est qu'une minorité. Le président du sénat est un Sicilien, le président de la chambre des députés est un Vénitien. Les cours de magistrature sont pleines d'Italiens de toutes les contrées. Dans le ministère même qui est aujourd'hui au pouvoir, le président du conseil, M. Farini, est des États romains, aussi bien que le ministre des affaires étrangères, le comte Pasolini; le ministre des finances, M. Minghetti, est de Bologne; le ministre de

l'intérieur, M. Peruzzi, est de Florence. Tout se mêle.

Or ceux qui, en France, se font les adversaires passionnés de ces transformations et les accusateurs du Piémont, ceux-là savent-ils quel jour cette Italie nouvelle a fait le plus de chemin! C'est le jour où la cession de la Savoie et de Nice s'est accomplie. M. de Cavour, en signant l'abandon de ces anciennes provinces, n'ignorait pas qu'il rompait avec une tradition pour entrer à pleines voiles dans un ordre nouveau; le parlement en avait l'instinct, et un orateur piémontais, alors secrétaire général du ministère des affaires étrangères, M. Carutti, laissait éclater le mot de cette situation en disant dans un mouvement d'éloquence émue : « C'en est fait! sans Nice, sans la Savoie, il n'y a plus de Piémont; *finis Piedimonti!* Mais après lui avoir accordé un juste tribut de regrets, je me relève et je salue l'Italie à sa naissance. » Ce jour-là marquait le terme d'une évolution politique qui se poursuit depuis trois siècles, depuis Emmanuel-Philibert, et faisait de la couronne des ducs de Savoie une couronne exclusivement italienne; ce jour-là, la question des frontières, cette question des Alpes, si souvent débattue, était tranchée, et la fin du vieux Piémont laissait peut-être entrevoir dès lors le moment où Turin, la ville placée au pied des monts, la ville garde-frontières, cesserait d'être la capitale de cette Italie dont on saluait la naissance.

IV

Que cette révolution si rapide et si profonde, si facile en même temps dans certaines parties de la Péninsule, ait été sur d'autres points mêlée de violences partielles, de coups de fortune, de réactions de l'esprit municipal, qu'elle rencontre encore des difficultés d'organisation, d'affermissement, qu'elle ait à lutter tout à la fois avec des souvenirs, avec les espérances qu'entretient une œuvre inachevée, avec tous les embarras d'une crise d'assimilation, ce n'est point assurément ce qui peut étonner. Au fond cependant, où sont ces difficultés ? Elles ne sont ni dans la Lombardie, annexée par la guerre, ni dans la Romagne et la Toscane annexées par la volonté des populations, ni à Modène et à Parme, ni même dans l'Ombrie et dans les Marches, enlevées par un de ces actes d'audàce qui déconcertent la diplomatie. Dans ces provinces, dans les dernières conquises surtout, c'est à peine si la nécessité d'une force militaire se fait sentir, et au lendemain même de l'annexion il y a eu des moments où il n'y avait pas un soldat régulier dans les Marches. Les gardes nationales des diverses parties de la Péninsule ont été appelées à concourir à l'œuvre commune, et se sont mêlées dans l'action. La loi la plus rigoureuse, quoique la plus inévitable du régime nouveau, la conscription, a été appliquée partout sans trouver de résistance.

En un mot, on a vu s'accomplir dans le nord de l'Italie une révolution contre laquelle ne se sont élevées du sein du pays que quelques protestations isolées, sans écho, et qui n'a été signalée que par un excès populaire dont l'opinion universelle s'est émue, un meurtre à Parme. Les difficultés ne sont donc réelles et sérieuses que sur un point, à Naples, où elles se manifestent à la fois dans ce qu'elles ont de plus obscur et de plus criant; mais ici, qu'on ne s'y trompe pas, le problème est d'un ordre exceptionnel : il ne tient pas au regret du passé, à la vitalité de ce qui est tombé dans un jour d'orage, à une passion invincible d'autonomie; il tient à un ensemble de phénomènes que l'unité n'a point créés, qu'elle a fait simplement éclater comme une éruption redoutable du corps humain.

Il est facile sans doute de noter des méprises, des erreurs, des fautes de gouvernement, des malentendus dégénérant en impatiences et en querelles entre le Nord et le Midi. Au fond, ces accidents étaient inévitables. J'ai toujours admiré ceux qui, depuis le premier moment, voyant les dictateurs, les *vicaires* royaux, les lieutenants, se succéder, — M. Farini après Garibaldi, et après M. Farini le prince de Carignan avec M. Nigra, le général Cialdini après M. de San-Martino, et après Cialdini le général La Marmora, se sont dit, toutes les fois qu'ils ont vu paraître un homme nouveau, que tout allait finir. Ce n'est ni par la main d'un seul homme, ni en quelques mois, ni même en quelques années, que tout peut finir : c'est l'œuvre de bien des années encore, parce que la question qui s'agite à Naples est bien moins politique que sociale.

La question napolitaine, elle est vraiment dans l'anarchie morale et organique d'un pays où des contrées entières sont soustraites à toute vie civilisée faute d'un chemin, d'un sentier, où la vie agricole se réduit sur certains points au vagabondage des pâtres qui campent l'été dans les montagnes, où la religion, si pittoresque qu'elle puisse être, n'est qu'une superstition dont l'unique mobile est la peur de l'inconnu, de l'enfer, comme toute la politique était la peur du roi, du gendarme, où le brigandage est un phénomène naturel, traditionnel, et trouve d'autant plus de facilité qu'il peut échapper à la répression par la fuite sur les hauteurs ou dans la profondeur des forêts, où l'absence de toute sécurité enfin crée une sorte de connivence par crainte ou par habitude entre la population et les bandits.

La question napolitaine, elle est dans cette situation que dépeignait un agent consulaire français placé dans les Abruzzes. « Ce qui se passe aujourd'hui, écrivait-il en 1861, est la conséquence obligée du système démoralisateur appliqué par Ferdinand II. Depuis 1848, il n'avait eu qu'une pensée, qu'un but, rendre le retour au régime constitutionnel impossible par l'asservissement complet de la classe moyenne. L'avilissement calculé de la bourgeoisie, la licence autorisée et encouragée de la basse classe devaient priver la première de toute confiance, de toute force... Pendant que Ferdinand II laissait à la basse classe une liberté presque illimitée, il adoptait pour la bourgeoisie un système qui devait infailliblement lui faire perdre toute son énergie. Chacun était impitoya-

blement interné dans sa localité. Les magistrats communaux étaient pour la plupart choisis en dehors de la bourgeoisie... La lecture du journal officiel avait fini par être interdite dans les cafés. On refusait aux pères de famille l'autorisation d'envoyer leurs fils dans les grands centres pour terminer leur éducation. Les familles de chaque localité avaient fini par ne plus se voir, pour ne pas exciter les soupçons d'une police toujours prête à s'alarmer... »

Un des produits assurément les plus curieux de cette anarchie qui date de loin, que la configuration du pays favorise, que l'incurie des gouvernements a entretenue, qu'un calcul politique a même aggravée, c'est cette association étrange qu'on ne s'est décidé à attaquer de front qu'assez récemment, la *Camorra*, sorte de franc-maçonnerie populaire organisée entre les hommes de violence et d'énergie pour opprimer les faibles et les timides, et assez puissante pour que les régimes précédents, ne pouvant la supprimer, aient tenu souvent à ne pas l'avoir pour ennemie. Elle a été en effet une puissance originale, cette *Camorra* qu'un des plus spirituels chroniqueurs des révolutions italiennes décrit dans un livre sur *le brigandage dans les provinces napolitaines*. « Tous ceux qui osaient manier un poignard, dit-il, étaient fiers de lui appartenir ; ils passaient par deux degrés d'initiation et finissaient par être enrôlés. Ils avaient des chefs dans les douze quartiers de Naples, dans toutes les villes du royaume, dans tous les bataillons de l'armée. Ils régnaient partout où le peuple était réuni ; ils prélevaient un impôt sur l'argent que vous donniez au cocher de votre voiture,

ils assistaient aux marchés et s'attribuaient une part du prix des ventes ; ils veillaient aux parties de cartes entre gens du peuple, et du gagnant ils recevaient un tribut. Ils dominaient enfin dans les prisons, et la police ne s'y opposait pas ; à l'occasion, au contraire, elle les appelait à son aide... Quelquefois le gouvernement arrêtait les camorristes et les envoyait aux galères ; mais même de là ils épouvantaient les hommes honnêtes qui vivaient en pleine liberté... Cette société avait des lieux où elle se réunissait, une forte organisation, des lois inflexibles. Les chefs s'attribuaient des droits effrayants sur les affiliés. Si un assassinat était imposé à ceux-ci, ils étaient contraints d'obéir sous peine de mort. Le poignard punissait toute infraction et tranchait toute dispute... (1) »

Qu'on imagine un pays ainsi organisé, avec de telles mœurs, avec l'oppression en haut, la licence en bas, la démoralisation et le culte ou la crainte de la force partout ; qu'on ajoute encore quelques autres causes nées de la révolution ou coïncidant avec elle, l'ébranlement des esprits, une pénurie de récoltes survenant en ce moment dans les campagnes : il est arrivé ce qui devait arriver, ce qu'on a vu à d'autres époques, en 1799 et en 1808. Le brigandage a éclaté, non comme une protestation d'opinion, mais comme l'explosion de tous ces éléments anarchiques trouvant par malheur une force, un prétexte politique, une excitation dans la présence du

(1) Voir *la Camorra* et l'*Histoire du brigandage en Italie*, par Marc-Monnier. 2 vol. in-18 (distincts), chez Michel Lévy frères.

roi François II à Rome, ou dans quelques mesures peu prévoyantes, telles que le congé accordé par le gouvernement nouveau aux soldats de l'armée régulière napolitaine après la prise de Gaëte et l'application de la loi sur la suppression des ordres religieux, qui, en blessant le clergé, le rejetait dans l'hostilité. Je ne veux pas dire qu'il n'y ait eu des hommes passionnés et sincères qui se sont jetés dans ces troubles en croyant défendre un principe; mais le brigandage napolitain à été visiblement du brigandage dans son ensemble, la ligue de tous les éléments déclassés, galériens évadés, malfaiteurs, vagabonds en guerre avec la justice et la société civilisée. Qu'étaient, en effet, ces chefs de bandes? L'un était un ancien forçat en fuite coupable de trente délits ou crimes, et il se faisait général; l'autre n'avait commis que quinze vols et n'avait été que quatre fois assassin, il se faisait colonel; un troisième, plus modeste, n'avait sur la conscience que quatre vols et deux homicides : il se contentait du grade de major. Le drapeau du roi François II s'est trouvé, il faut le dire, confié à d'étranges mains.

Je ne sais s'il est un témoignage plus éloquent dans sa simplicité de la nature de ces bandes et de leurs chefs, des déceptions réservées aux étrangers jetés dans ces aventures, et même au fond des vrais sentiments du pays, que le *journal* laissé par ce malheureux officier espagnol don José Borjès, qu'une mort tragique surprit au moment où il cherchait à s'évader de cette galère. Celui-là était un vrai soldat, un chef énergique de partisans, ayant servi la cause de don Carlos en Espagne et cherchant les

occasions de servir encore la légitimité. Il avait cru trouver une de ces occasions à Naples, et il était parti avec des instructions du général Clary, qui était à Rome auprès de François II. Il débarqua dans les Calabres, sur la plage de Brancaleone, avec quelques hommes et des armes, croyant sans doute trouver des éléments de guerre civile; mais il ne tarda pas à voir qu'il s'était trompé. Les chefs qu'il rencontre se défient de lui et se moquent de ses instructions. Mittica le retient presque prisonnier pendant qu'il s'en va dormir avec sa concubine dans un bois voisin. Et voilà Borjès obligé de marcher avec quelques hommes dans un pays inconnu, à travers les forêts et les montagnes, ne voyant venir que peu de partisans, avouant que le peuple est bon, mais que « les riches, à peu d'exceptions près, sont partout mauvais, » harcelé d'ailleurs par les gardes urbaines. — « J'ai fait halte dit-il, sur la montagne appelée le *Feudo*. Des gens armés, à coups de fusil, nous ont contraints à déloger. Nous avons fini par trouver un lieu écarté pour nous reposer. Le jour suivant nous sommes arrivés à Cerri, à cinq heures du matin, nous avons fait halte à Serra di Cucco. Un ancien soldat du 3ᵉ chasseurs s'est présenté en demandant de m'accompagner. C'est le seul partisan que j'aie trouvé jusqu'ici... »

Il en est ainsi à chaque page. « Nous avons rencontré un paysan de Taverna qui partait avec deux mules chargées de bois de construction. Après l'avoir interrogé, je lui ai donné de l'argent pour qu'il nous portât des provisions. Nous l'avons attendu inutilement : au lieu du pain et du vin que je lui avais payés très-cher, il nous a

envoyé une colonne de Piémontais... — On me dit qu'un détachement des nôtres est débarqué à Bossano : c'est une illusion. » Borjès, en pénétrant dans la Basilicate, rencontre un autre chef de bande, Crocco, et il n'est pas plus heureux avec lui qu'avec Mittica. Crocco ne veut d'aucune organisation, parce que s'il y en avait une et si on faisait une vraie campagne, il ne serait plus rien, tandis qu'il est tout-puissant dans les bois que personne ne connait mieux que lui. Le partisan espagnol note en passant : « Scène dégoûtante! Crocco réunit ses anciens compagnons de vol; les autres soldats sont désarmés violemment. On leur prend leurs fusils. Quelques soldats fuient, d'autres se plaignent : ils demandent à servir pour un peu de pain, même sans solde, disent-ils; mais ces assassins sont inexorables... »

De guerre lasse, il ne reste plus à Borjès qu'à se frayer un chemin jusqu'à la frontière des États du pape pour revenir à Rome, et il marche, désillusionné, ayant à supporter la misère, le dénûment, la faim, trop heureux quand il a un peu de pain. Il avait encore avec lui vingt-quatre hommes partageant ses privations. Il touchait au but après avoir traversé les Calabres et les Abruzzes, après avoir dormi la nuit dans la neige, enduré toutes les souffrances, lorsqu'il fut pris et fusillé. Il mourut intrépidement, louant en vrai soldat la belle attitude des *bersaglieri* qui étaient chargés de lui donner la mort et répétant : « J'allais dire au roi François II qu'il n'y a que des misérables et des scélérats pour le défendre, et que Crocco est un sacripant. » Un autre officier napolitain, qui avait

accompagné Borjès à son débarquement en Calabre et qui l'avait quitté dès les premiers jours, avait déjà déclaré de son côté qu'il avait espéré rencontrer une armée royaliste, qu'il n'avait trouvé qu'une bande de brigands, et que de dégoût il était parti.

Que veux-je conclure de ces aveux d'hommes sincères dont l'un a expié de sa vie une entreprise aventureuse? C'est que le brigandage napolitain, tout dangereux qu'il soit, n'est point en réalité une guerre civile soutenue au nom d'un principe politique, qu'il n'est que le fruit amer et sanglant de cet état social que je dépeignais, que la masse du pays est restée sensée après tout, accessible peut-être au malaise, au mécontentement quand on ne ménage pas assez ses susceptibilités, son amour-propre, mais se refusant au fond à tout parti extrême, et que les difficultés qui existent à Naples sont de celles qui se guérissent par un bon gouvernement, par une action libérale et intelligente bien plus que par un retour au passé.

V

Admettons un moment néanmoins que l'œuvre périt au milieu de ces difficultés, que la question renaît tout entière, et que l'Italie, faute de pouvoir aller plus loin, ou même de pouvoir s'affermir dans les conditions actuelles, revient où on veut la ramener. A quelle combinaison va-t-on s'arrêter dans cette organisation fédérative qu'on essaierait de faire sortir d'une crise nouvelle? Sera-ce à la vraie et primitive confédération de tous les anciens États recon-

posés? Voilà donc une restauration complète naissant de je ne sais quelle circonstance mystérieuse et bien imprévue pour le moment. Quelque général d'aventure a renouvelé la scène de la rentrée à Naples du cardinal Ruffo, à la tête de ses Calabrais, en 1799; le grand duc de Toscane, fugitif volontaire du 29 avril 1859, hôte du camp autrichien à Solferino, a repris le chemin de Florence. Le duc de Modène ceint de nouveau sa microscopique couronne. L'Ombrie et les Marches se replacent sous l'autorité politique du saint-siége, et Bologne elle-même voit reparaître le légat qui, le 14 juin 1859, suivait dans sa retraite le corps d'occupation autrichien, laissant la Romagne indépendante. Le Piémont rentre dans ses frontières agrandies jusqu'au Mincio, et le roi d'Italie redevient le roi de Sardaigne. Tout est pour le mieux On revient à la situation qui existait avant la guerre, plus la réunion de la Lombardie. Tout ce qui est œuvre de la souveraineté nationale au delà des Alpes disparaît; il ne reste que le prix de la conquête. C'est la victoire du droit des princes et du droit public de 1815 ébréché tout au plus d'une province.

Il y a des esprits qui croient cette résurrection possible, puisqu'ils la proposent ou la rêvent, puisqu'elle est le dernier mot de leur hostilité contre l'Italie actuelle, et ils n'ont pas tort en suivant la logique de leurs idées. D'abord il y a une conséquence qu'on ne semble pas soupçonner, et qui nous touche cependant, qui se lie intimement à cette restauration universelle des pouvoirs et des autonomies au delà des Alpes : c'est la restitution de Nice et de la Savoie, puisque ces deux provinces n'ont été revendiquées par

la France qu'en compensation de l'agrandissement territorial qu'assurait au royaume de la haute Italie la réunion de la Toscane et de la Romagne. Les deux annexions se lient diplomatiquement et encore plus moralement. Ceux qui demandent que l'une cesse demandent la fin de l'autre, ou font à la France un rôle qui n'est pas digne d'elle; mais en outre est-ce donc l'ordre qui rentre dans cette Italie remaniée, scindée de nouveau, parquée dans ses souverainetés restaurées, fût-elle liée par une confédération apparente? C'est bien plutôt assurément l'anarchie organisée sous la forme fédérative, avec des pouvoirs craintifs, effarés, pleins des souvenirs de leur défaite, toujours placés entre l'entraînement des populations et l'instinct de leur propre sûreté. Ce serait l'antagonisme de tous les intérêts, de toutes les situations, de tous les sentiments en défiance. Qui se chargerait des exécutions fédérales au sein de ces antagonismes d'idées, de principes? Qui contraindrait la Romagne, si elle résistait au pape? Comment, en un mot, faire vivre ensemble des pouvoirs séparés par tant d'événements, par tant de passions, — les uns peut-être encore entraînés vers Venise, les autres invinciblement portés à s'appuyer encore d'une influence étrangère?

Il est vrai, diront les grands médiateurs d'idées qui n'acceptent ni l'unité ni l'ancienne confédération, il est vrai, l'Italie ne peut être rejetée dans un moule désormais brisé. On ne peut faire revivre toutes ces petites nationalités qui ont disparu au premier coup de vent de l'indépendance, avec toutes ces petites capitales, Modène, Parme, Florence, qui n'étaient que des postes avancés de l'Autriche; mais

pourquoi ne formerait-on pas une confédération nouvelle avec deux royaumes considérables, — l'un au nord, composé du Piémont, de la Lombardie, de Parme, de Modène, de la Toscane, des Romagnes, des Marches, de l'Ombrie, — l'autre au midi, composé de Naples et de la Sicile, et au milieu le pape s'élevant comme une grande puissance morale unissant, conciliant les deux royaumes? On ne remarque pas que ce n'est tout au plus que déplacer la question, qu'on ne crée pas ainsi par un artifice de volonté une confédération avec un tête-à-tête de deux États surveillés par un vieux pontife. Quel souverain d'ailleurs irait régner à Naples? Serait-ce l'ancien roi François II? Serait-ce un prince nouveau, et quel prince? Est-ce que le pape admettrait plus aisément une diminution de souveraineté temporelle avec une fédération ainsi organisée? Et quelle serait sa situation entre deux royaumes toujours en contact et séparés par des souvenirs, par des animosités, par des questions d'intérêt, de voisinage, de politique, qui deviendraient une source éternelle de conflits? L'Italie ne serait plus qu'un champ clos où, à la place de souverainetés multiples formant du moins une sorte d'équilibre, il n'y aurait que deux ennemis en présence.

Qu'arriverait-il de toutes ces combinaisons fédératives trop vieilles au moins de cinq ans? Un des hommes les plus sensés de Naples, qui ne dissimule nullement les difficultés actuelles, qui a même travaillé à une alliance avec le Piémont à la veille de la chute de François II, M. Manna, le dit : « La solution unitaire aurait peut-être pu être différée en principe; mais puisque le problème est posé, puis-

que l'unité a été solennellement proclamée et mise en pratique, on ne peut plus revenir en arrière. L'Italie a goûté le fruit défendu, et plus jamais elle ne l'oubliera. Il n'est plus possible de se contenter d'une solution plus modeste; il n'est plus possible de se plier à un système de division et de séparation. Si par malheur cela arrivait un jour, vous pouvez être certain que le jour suivant les mêmes aspirations se réveilleraient plus impétueuses. Ces années d'union laisseraient des regrets inexprimables. Les souffrances, les difficultés, les désordres survenus seraient entièrement oubliés. Dans toutes les parties de l'Italie, on ne ferait que célébrer comme une ère de gloire et de grandeur cette époque où les deux portions de la Péninsule furent unies sous un même sceptre. Bien vite les regrets prendraient la forme de l'agitation. Toutes les imaginations travailleraient sur ce thème unique; toute l'activité nationale serait tournée vers ce but, et le pays se débattrait dans des convulsions pour retrouver son intégrité comme les membres coupés et palpitants d'un corps animé qui se cherchent pour se rejoindre. Que celui qui travaille à diviser l'Italie pense à ces tourments; qu'il pense que l'unité est cette fois l'acheminement à l'indépendance nationale, que cette indépendance n'est point encore atteinte, et que toute division morale ou matérielle rendrait l'entreprise impossible... » De telle sorte qu'à n'observer que les éléments politiques qui s'agitent au delà des Alpes, l'unité, par l'impossibilité de toute autre combinaison aussi bien que par un entraînement mêlé de réflexion, est devenue aujourd'hui la forme inévitable de l'indépen-

dance italienne, et il y a mieux même, selon la remarque d'un homme qui a dirigé la politique française, M. Thouvenel, elle est devenue, en se personnifiant dans une monarchie populaire, la seule condition d'ordre possible en Italie.

VI

Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que dans cette carrière où se forme une nationalité qui a eu la France pour premier et tout-puissant auxiliaire, dont la France a été à chaque pas la gardienne, la protectrice, et dont elle reste l'alliée, ce soit la politique de la France elle-même qu'on représente comme l'obstacle immuable contre lequel vient se briser l'unité de l'Italie. — C'est l'indépendance italienne, disent magistralement ceux qui ne suivent les événements que pour les combattre, c'est l'indépendance italienne que la France est allée faire vivre par les armes et par l'appui de son influence, ce n'est point l'unité qu'elle est allée créer. L'indépendance de l'Italie est un intérêt français, l'unité est une contradiction des idées que nous avons portées au delà des Alpes, de nos desseins et de notre histoire; c'est une diminution de puissance pour la France, et par les perspectives que laissent entrevoir ses aspirations vers Rome, c'est une menace de crise religieuse; c'est une nouveauté périlleuse pour l'Italie elle-même, dupe d'une illusion de grandeur, aussi bien que pour la France et l'Europe, et peu s'en faut que

M. Proudhon, en bon serviteur du pape et de l'ordre public européen, n'ensevelisse sous les flots de son ironie ces pauvres libéraux français qu'il dépeint si gaillardement comme « enchaînés au *caroccio* de l'Italie une et indivisible. »

La vérité qui éclate dans ces contradictions d'opinions excitées autour du nom de l'Italie, c'est qu'il y a en présence deux politiques : l'une qui n'eût point fait la guerre de 1859, et qui, depuis qu'elle est finie, est occupée à en combattre les conséquences en s'armant de toutes les difficultés nées d'une situation si prodigieusement nouvelle ; l'autre qui a fait la guerre, et qui, après l'avoir faite, se sent évidemment liée à la renaissance d'une nation sans subordonner ses sympathies aux procédés de cette renaissance et à la forme définitive sous laquelle elle apparaît. La vérité est encore que tous ces esprits rassemblés par un lien d'hostilité contre l'unité de l'Italie, théoriciens plus ou moins déguisés de réactions, démocrates d'humeur goguenarde et rêveurs de combinaisons impossibles, qui se posent modestement en interprètes souverains de la pensée française, sont peut-être ceux qui se méprennent le plus sur le caractère de la politique de la France, sur les principes de son action et sur ses intérêts. Au fond, qu'a donc fait la France, qu'a-t-elle voulu et qu'a-t-elle pu vouloir ou permettre sans être infidèle à elle-même?

Il y a, si je ne me trompe, ici une question de responsabilité à préciser. Non sans doute, et il est bien facile de se retrancher dans ces réserves de diplomatie, la France n'a

point pris sur elle, en allant au delà des Alpes, la responsabilité directe d'une transformation de l'Italie. Elle a fait la guerre par un sentiment énergique de son intérêt propre et par un mouvement de sympathie supérieure pour une cause nationale et libérale. Elle s'est arrêtée dans la guerre là où elle a cru voir que son intérêt le plus direct s'arrêtait, et que sa sympathie allait s'engager trop avant dans une révolution de pouvoirs intérieurs déjà visible. En un mot, elle s'est retirée de la lutte, elle s'est dégagée à l'heure voulue par elle, laissant le Piémont agrandi d'une province sous sa garantie, l'Italie libre pour tout le reste, proposant ses idées sans les imposer, rentrant en quelque sorte dans le rôle d'une médiatrice en face d'un mouvement dont elle déclinait la direction, et depuis, à mesure que les événements se sont déroulés, elle a suivi le même système, caractérisant sa situation et limitant sa responsabilité par des réserves, se dégageant diplomatiquement tantôt vis-à-vis de l'Autriche, tantôt vis-à-vis de l'Italie.

Lorsque la question de l'annexion de l'Italie centrale devenait plus pressante, dépassant les vues de Villafranca et de Zurich, la France disait en somme à l'Italie : Voilà ce que je peux permettre, l'annexion de Modène et de Parme, l'autonomie de la Toscane avec un prince élu par le pays, l'administration séparée de la Romagne sous la forme d'un vicariat exercé par le roi Victor-Emmanuel. Dans ces limites, « la Sardaigne est sûre de m'avoir avec elle et derrière elle ; » dans toute autre hypothèse, l'Italie est libre, elle peut courir les hasards ; mais elle ne doit

compter que sur ses forces. La France revendique l'indépendance de sa politique dans des complications qu'elle n'aura pas à dénouer, puisque ses conseils auront été impuissants à les prévenir. — C'est le résumé de la dépêche que M. Thouvenel adressait le 24 février 1860 à Turin, après avoir négocié à Vienne l'inexécution du traité de Zurich.

Lorsque bientôt le royaume du midi était menacé par Garibaldi, la France faisait ce qu'elle pouvait pour détourner cette immense crise, pour sauver Naples après la Sicile perdue, pour étayer un trône qui « se fût infailliblement écroulé tout seul, » sans Garibaldi, selon une remarque récente de M. Thouvenel, — et même après le dénoûment elle asistait de la présence de ses vaisseaux le roi François II jusque dans son dernier asile de Gaëte. A l'invasion soudaine de l'Ombrie et des Marches par le Piémont, elle opposait une protestation, et elle rappelait son ministre de Turin. Avant la guerre enfin, comme pendant la guerre et après la guerre, elle ne cessait de rappeler à l'Italie les engagements et les intérêts qui l'avaient conduite à Rome, et qui l'y retenaient comme la gardienne de la sécurité du saint-siége.

Il est donc vrai que politiquement, diplomatiquement, la France est libre, et qu'à côté de chaque événement il y a une réserve, une manifestation d'irresponsabilité, même quelquefois un désaveu ou une réprobation. Quel est le véritable sens de cette série d'actes? C'est simplement de dégager l'indépendance d'action de notre politique, en faisant la part des responsabilités, en traçant une limite

entre ce qui est notre œuvre, ce que nous garantissons et ce que nous ne garantissons plus; mais ce serait une étrange méprise de croire que, parce que la France est sans engagement envers l'unité de l'Italie, elle n'est point liée moralement à ce travail d'un peuple qui s'efforce de revivre en concentrant tous ses éléments de grandeur; qu'au-dessus de cette solidarité des faits et des procédés, habilement déclinée pas à pas, il n'y a point une solidarité supérieure d'idées et d'intérêts généraux.

Elle existe au contraire, cette solidarité d'un ordre supérieur, dans l'émancipation contemporaine de l'Italie, et elle éclate partout, elle domine tout, je ne dis pas même depuis le jour où nos bataillons se précipitaient à travers les Alpes dans les plaines du Piémont et de la Lombardie, mais surtout assurément depuis l'heure où retentissait à Milan cette proclamation qui ne s'adressait plus ni aux Piémontais ni aux Lombards, qui parlait aux *Italiens* en leur disant : « Je ne viens pas ici avec un système préconçu pour déposséder les souverains ni pour vous imposer ma volonté. Mon armée ne s'occupera que de deux choses : combattre vos ennemis et maintenir l'ordre intérieur; elle ne mettra aucun obstacle à la manifestation de vos vœux légitimes. La Providence favorise quelquefois les peuples en leur donnant l'occasion de grandir tout à coup, mais c'est à la condition qu'ils sachent en profiter. Profitez donc de la fortune qui s'offre à vous!... Unissez-vous dans un seul but, l'affranchissement de votre pays. Organisez-vous militairement, volez sous les drapeaux du roi Victor-Emmanuel. Souvenez-vous que

sans discipline il n'y a pas d'armée, et, animés du feu sacré de la patrie, ne soyez aujourd'hui que soldats ; demain vous serez citoyens libres d'un grand pays ! » Le jour où ce langage était tenu au milieu d'une nation ébranlée par la guerre, en présence de souverainetés déjà tombées ou menacées, l'unité de l'Italie, fût-elle encore imprévue, n'était plus impossible, et la politique française, sans être asservie aux incidents, avait accepté au fond, qu'elle y songeât ou qu'elle n'y songeât point, toutes les formes régulières de l'indépendance italienne.

Ce qui lie la France moralement encore plus que ses réserves diplomatiques ne la dégagent, c'est la liberté intérieure qu'elle a assurée volontairement, avec préméditation, aux Italiens, qu'elle a garantie après la paix ; c'est le principe de non-intervention qu'elle a proclamé en le plaçant sous la sauvegarde de son épée, en traçant la limite que l'Autriche ne pouvait franchir sans se retrouver en présence d'une armée française. M. de Cavour, avec son habile sagacité, ne s'y trompait pas : il entrevoyait bien vite ce qu'il y avait de ressources pour l'Italie dans cette situation ; aussi, lorsqu'on lui demandait si en échange de la Savoie et de Nice il avait du moins obtenu de la France la garantie des annexions de la Toscane et de la Romagne, il répondait aussitôt : « Non-seulement l'annexion n'a pas été garantie par la France, mais je déclare que si cette garantie nous eût été offerte, nous l'eussions refusée. Une garantie eût comporté un contrôle, une domination de la part de la France. Il nous a paru très-suffisant que cette puissance eût déclaré solennelle-

ment à l'Europe qu'elle ferait respecter en Italie le principe de non-intervention. »

Et voilà comment la France est intimement liée par un principe dont elle s'est faite la gardienne, et à l'abri duquel l'Italie a pu se transformer en un royaume unique; voilà comment, en condamnant certains procédés, en se dégageant des solidarités partielles, elle n'en est pas moins venue à reconnaître l'Italie comme une fille émancipée de ses œuvres. Je vais plus loin, et je me demande si cette responsabilité morale n'est pas bien autrement décisive et entraînante que les responsabilités mesurées et définies par la diplomatie. Qu'on admette un instant une conflagration en Italie, fût-elle provoquée par les Italiens eux-mêmes dans un mouvement d'irréflexion : l'Autriche retrouve la victoire et souffle sur ce rêve d'une Italie unie; le roi de Naples rentre dans son royaume, le pape à Bologne, le grand-duc de Toscane à Florence, les ducs dans leurs duchés. La Lombardie seule est habilement respectée pour désintéresser la politique française. Matériellement, diplomatiquement, la parole de la France resterait intacte. Qui oserait dire cependant que ce ne serait pas une défaite pour son ascendant, pour ses idées? Qui pourrait dire que l'instinct public ne souffrirait pas, que dans cette retraite précipitée d'une cause que n'auraient pas suffi à protéger ces ombres de trente mille soldats, dont M. Thouvenel parlait récemment dans le sénat, il n'y aurait pas une atteinte profonde, quoique indirecte, à tous nos intérêts généraux d'influence et de grandeur? Et ici s'élève justement la raison qu'on donne comme la

plus décisive, cette question des intérêts permanents, de la politique traditionnelle de la France.

VII

C'est un thème respectable mis à la mode depuis quelque temps. Il était déjà un peu en usage lorsqu'il ne s'agissait que de l'agrandissement possible du Piémont par l'affranchisement de la Lombardie et de Venise; mais, depuis que l'unité est apparue au delà des Alpes, il est devenu tout à fait souverain. Il a d'ailleurs une teinte diplomatique et historique qui donne de l'importance; c'est tout de suite quelque chose de s'attribuer le privilége exclusif de comprendre la grandeur morale et nationale de son pays, de parler au nom de la vieille politique française. — Quoi donc! la France peut-elle vouloir qu'il s'élève à ses portes une puissance militaire de premier ordre, une Prusse du midi, tandis qu'il y en a une assez embarrassante au nord? Peut-elle prêter la main à cette formation d'un grand État réunissant trente millions d'hommes ayant les lignes stratégiques les plus belles, la formidable défense des quatre forteresses occupées aujourd'hui par l'Autriche, possédant sur trois mers des côtes assez étendues pour avoir bientôt une marine nombreuse et hardie remplissant l'Adriatique et la Méditerranée? Pouvons-nous être allés au delà des Alpes pour nous créer ce danger d'une force qu'un caprice d'ingratitude peut jeter un jour

ou l'autre dans un camp ennemi? L'intérêt permanent et vital de la France s'y oppose; sa vraie politique, c'est celle de Henri IV dans ses projets de fédération, celle qu'on essayait encore un moment au dernier siècle par les négociations du marquis d'Argenson, — politique toujours favorable à l'indépendance italienne, il est vrai, mais toujours soigneuse aussi de maintenir la division des souverainetés. Divisée, l'Italie n'est qu'un État défensif qui nous couvre; unie, elle est une menace par sa puissance offensive, et, au jour des coalitions encore possible, elle devient sur notre flanc l'avant-garde des hostilités contre nous.

Je ne diminue rien, ce me semble. Qu'il y ait pour la France en Italie, comme partout, des intérêts traditionnels et permanents, je ne l'ignore pas; mais il y a une chose qu'on oublie, c'est que le roi Henri IV n'est plus sur le trône, que M. de Choiseul n'est plus ministre, et qu'il s'est passé un événement comme la révolution française, qui a ses conséquences dans la politique extérieure comme dans la politique intérieure, qui modifie étrangement toutes les conditions de puissance morale et nationale.

Une réflexion plus sérieuse conduirait à une conception plus large de l'intérêt traditionnel de la France. C'était tout simple autrefois, au temps de Henri IV comme au XVIII[e] siècle, — qu'il s'agît d'exclure entièrement l'Autriche ou de lutter d'influence avec elle en Italie, — que toute combinaison se fondât sur la subdivision des souverainetés. D'abord ces souverainetés existaient, ayant leur

raison d'être, vigoureuses, multiples. Lorsque Henri IV, dans ses vues grandioses, méditait la fédération, la *ligue*, suivant le vieux mot, d'une Italie indépendante avec le pape pour chef, il y en avait quinze ou seize : c'étaient des royaumes, des duchés, des seigneuries, des républiques, — la Lombardie qu'on devait conquérir pour l'ériger en royaume avec le Piémont, les États du saint-siége, Florence, Mantoue, Plaisance, Venise, Gênes, Lucques, Piombino, Correggio, Final, etc.

Lorsque cette tradition d'une ligue renaissait au dernier siècle dans l'esprit du marquis d'Argenson, les mêmes souverainetés existaient, quoique moins nombreuses, et il y a cent ans pas plus qu'il y a près de trois siècles, on n'avait l'idée qu'il pût y avoir un droit supérieur à tous ces droits de princes, de ducs et de seigneurs. La fédération ou la ligue était la forme nécessaire d'organisation d'une Italie indépendante. A défaut même de cette combinaison, il était naturel encore que la France vît une condition favorable dans la division des souverainetés. C'était un moyen de balancer l'influence de l'Autriche en conquérant des trônes, et c'est ainsi que la maison de Bourbon allait régner à Parme, à Naples. Rien n'était plus simple dans un temps où la puissance d'un pays se confondait et se résumait dans l'intérêt dynastique.

En est-il de même aujourd'hui après la révolution française, qui a jeté dans la politique cet élément nouveau, le droit des peuples, le principe de l'indépendance des nations par leur propre souveraineté ? Ce qui est invariable, ce qui est de tradition pour la France au delà des Alpes,

c'est d'éloigner, d'exclure ou de balancer la domination étrangère; ce qui se mêle désormais à cette pensée fixe, c'est l'idée d'un droit nouveau servant à vaincre cette domination et à la remplacer par un peuple. Je comprends bien qu'une Italie divisée fut un avantage tant que la politique se réduisait à un jeu d'influences qui aurait persisté au sein même d'une fédération. C'était un équilibre recherché bien plus qu'une indépendance réelle. Aujourd'hui c'est cette indépendance existant par elle-même, reposant sur des principes qui sont les nôtres, c'est cette indépendance qu'il faut créer, et c'est ce qu'exprimait M. Thouvenel lorsqu'il disait dans un moment décisif : « L'Italie, pendant des siècles, a été un champ ouvert à une lutte d'influence entre la France et l'Autriche. C'est ce champ qu'il faut à jamais fermer. C'est l'Italie elle-même qu'il s'agit de constituer comme un intermédiaire, comme une sorte de terrain désormais impénétrable à l'action tour à tour prédominante et toujours précaire de l'une ou l'autre de ces deux puissances. » Ce corps *impénétrable*, est-ce en organisant une faiblesse toujours tentatrice qu'on le créera?

N'est-ce point au contraire notre intérêt de voir grandir une vraie nation qui est une force de plus pour nous, parce qu'elle représente à nos côtés les mêmes idées, parce qu'elle est liée à toute notre fortune morale? Et si l'Italie a des côtes étendues, une population maritime nombreuse, tout ce qu'il faut pour former une marine, est-ce donc un si grand mal? N'est-ce pas aussi un intérêt permanent de la France de voir se développer d'autres

marines à côté de la sienne? Un des griefs de certains défenseurs de l'intérêt traditionnel contre la guerre d'Orient, c'était, je me souviens, qu'on allait follement aider l'Angleterre à détruire la marine russe. Est-ce donc un péril que la création d'une marine nouvelle?

Je sais bien qu'on entrevoit les temps de conflits et les coalitions européennes où il y aurait une puissance militaire de plus. Qu'on me permette un souvenir de l'histoire. Reportez-vous un instant à l'époque où l'Europe, provoquée par une immense ambition qui ne laissait debout aucune indépendance, refluait vers nos vieilles frontières et se préparait à pénétrer jusqu'au cœur de la France. Si Napoléon, au lieu d'une Italie rattachée en partie à l'empire et distribuée pour le reste en principautés feudataires de famille, eût trouvé une Italie unie, indépendante, organisée, et liée à la France par l'intérêt évident de sa propre conservation, pensez-vous que c'eût été un danger, et qu'une armée italienne, s'avançant sur ses frontières aux revers des coalisés, n'eût pas été de quelque poids pour la défense commune? Napoléon trouva la faiblesse là où il l'avait mise. Il ne vit pas que, puisqu'il bouleversait tout le système ancien et les souverainetés en Italie, il devait du moins se créer une force, se donner un peuple pour allié, et une des causes de sa catastrophe est dans ce mot, d'une simplicité éloquente, de Balbo : « Il tomba par cette seule erreur de n'avoir pas fondé sa puissance, au dedans sur la liberté, au dehors sur l'indépendance des nations, c'est-à-dire au dedans et au dehors sur l'attachement intéressé des peuples. »

Supposez des conflagrations nouvelles éclatant aujourd'hui : le danger serait-il dans la puissance démesurée de l'Italie résultant de son unité? Ne serait-il pas bien plutôt dans tout ce qui lui manque, dans ce qu'il lui reste à faire, et dans la faiblesse d'une crise de transformation? Le quadrilatère serait-il un plus grand péril entre les mains des Italiens qu'entre les mains des Autrichiens?

Ce qui arrivera de cette création d'une puissance nouvelle dans l'avenir, nul ne peut le dire assurément, et dans tous les cas l'Italie ne serait un danger, même avec son unité, que si la France s'abaissait et s'épuisait dans la décadence; mais ce qui n'est point douteux, c'est que pour le moment, et pour longtemps encore, la France est l'alliée naturelle de l'Italie comme l'Italie, est l'alliée nécessaire de la France, et les Italiens sont trop fins pour ne pas sentir que cette alliance est la condition inévitable des deux pays au milieu de tout ce mouvement qui agite aujourd'hui l'Europe. Qu'on jette donc un regard sur le continent : n'aperçoit-on pas partout l'effort des peuples, des nationalités qui aspirent à vivre, et l'effort des réactions qui luttent, qui se défendent contre la puissance des idées nouvelles? L'Italie a été reconnue diplomatiquement, il est vrai ; mais les principes, en vertu desquels elle existe sont-ils tellement en sûreté qu'il n'y ait qu'à changer de camp, à briguer toutes les alliances! Et pour la France elle-même, qui, par son instinct, par son génie, par une nécessité morale de sa situation, est la première engagée dans ces luttes, est-il indifférent d'avoir avec elle une

puissance de plus, et une puissance efficace, alliée d'idées et de forces, intéressée à la victoire définitive d'une cause qui est celle du droit nouveau?

VIII

Je comprends : ce n'est pas dans une impossibilité intérieure d'organisation que l'Italie trouve le plus grand obstacle; ce n'est pas par une raison d'équilibre de puissance que la France est intéressée à ne pas laisser s'accomplir l'unité. C'est une question religieuse qui s'élève et qui domine la question nationale. Entre les Italiens et le dernier but de leurs aspirations, il y a la souveraineté pontificale, qui ne disparaît pas comme une couronne de grand-duc. L'unité peut presser de toutes parts cette frontière diminuée des États de l'Église et enlacer de ses replis le vieux patrimoine de saint Pierre; elle ne peut aller jusqu'à Rome, parce que le pape y est comme dans un dernier asile dont la France protége l'inviolabilité, et tant que le pape-roi est à Rome, revendiquant l'intégrité de sa domination temporelle, l'unité italienne, privée de son centre, flottant entre des villes rivales qui se disputent la primauté, est à la merci des incertitudes. De là cette alternative audacieusement posée par le moins politique et le plus honnête des agitateurs populaires, et relevée par tous les ennemis de l'Italie comme la condamnation de l'unité : Rome ou la mort!

Et cependant ni l'Italie ne peut être la mort de la papauté, ni la papauté ne peut être la mort de l'Italie aspirant à se concentrer dans son unité. Il y a une logique qui suit son cours, même quand elle semble s'arrêter ou se voiler un instant. Je ne sais ni à quelle heure ni comment les Italiens iront à Rome ; ce qui est certain, c'est qu'il y a désormais dans ce vieux centre du catholicisme et dans le monde un problème inévitable : la fin du pouvoir temporel du saint-siége tel qu'il a existé jusqu'ici et la nécessité de trouver pour la papauté une autre forme, d'autres conditions d'indépendance.

Ce qui vient se placer à Rome entre l'Italie et le couronnement de son unité, ce n'est pas le poids d'une force vivante, c'est le poids de tout un passé et d'un avenir inconnu, et s'il y a une incertitude, elle n'est plus dans la question même, elle n'est que dans la manière de la résoudre. La fin de la vieille autorité politique du saint-siége, elle est écrite dans la situation qui lui est faite, dans l'impossibilité de la reconstituer ou de la raffermir même territorialement réduite, dans toutes les anomalies de son existence contemporaine, — et une chose curieuse, dont semblent ne pas s'apercevoir ceux qui croient avoir tout sauvé quand ils ont obtenu une trêve, c'est qu'au moment même où ils défendent si passionnément cette autorité, ils en constatent la décadence en invoquant la seule condition qui assure un reste de vie précaire à une ombre de pouvoir. N'est-il pas trop évident, en effet, que la souveraineté temporelle du pape n'existe plus par elle-même, que si l'armée française

quittait Rome, la question serait résolue en un quart d'heure, comme elle était tranchée en 1859, à Bologne, au depart des Autrichiens? Depuis longtemps, c'est par la force étrangère que la papauté politique est restaurée, soutenue. Qu'on lui rende, si l'on veut, l'intégrité de ses États, l'occupation devra visiblement s'étendre avec son domaine, et plus l'occupation s'étendra, plus elle constatera l'inefficacité du pouvoir temporel comme garantie d'indépendance.

Qu'on suive encore les conséquences : si la liberté du pontife n'existe pas moins dans de telles conditions, si elle reste spirituellement entière aujourd'hui au milieu d'un camp français, avec un territoire réduit à Rome et à la campagne romaine, c'est donc qu'elle ne tient pas essentiellement à la réalité du pouvoir politique, à l'étendue d'un État, qu'elle a une garantie plus sûre dans la conscience d'un pape. Et c'est ainsi que de cette situation même se dégage le double fait d'une souveraineté temporelle insuffisante à se soutenir par sa propre force, n'existant que comme une ombre autour de laquelle une armée étrangère fait sentinelle, et d'une éclipse réelle d'autorité politique, qui cependant n'empêche pas l'indépendance du pontife.

Sait-on ce qui a contribué le plus à affaiblir l'idée de la souveraineté temporelle du saint-siége et à préparer son irrémédiable chute? C'est cette impossibilité de se réformer qu'on a fait peser sur elle, et qu'elle a semblé accepter en se retranchant dans une sorte d'immobilité transformée en dogme. Il y a un mot, un sentiment et

une pensée qui ont joué un grand rôle dans les affaires contemporaines de la papauté. Ce mot, c'est : « impossible ! pas de transaction ! » Le sentiment est celui de son irresponsabilité même politique devant les hommes. La pensée, c'est de tout attendre moins d'une initiative prévoyante et efficace que des événements. Lorsque le pape Grégoire XVI était près de mourir après un règne qui laissait le saint-siége singulièrement compromis, il disait à un prêtre, M. l'abbé Bernardi, aujourd'hui grand-vicaire de l'évêché de Pignerol : « L'administration des États de l'Église a besoin d'une grande réforme. J'étais trop vieux pour l'entreprendre, car il faut que celui qui commencera une telle œuvre puisse la mener à bonne fin. Après moi, on élira un pape jeune ; ce sera à lui de faire des choses sans lesquelles on ne peut plus marcher. » Ces paroles du vieux pape expirant étaient le programme des premiers jours du pontificat de Pie IX.

L'erreur de la politique romaine, lente d'abord dans cette œuvre de réforme, souvent dépassée par l'opinion et bientôt surprise par les révolutions de 1848, fut de croire que ce qui était nécessaire avant l'orage ne l'était plus après cette douloureuse expérience, qu'on pouvait sans risque revenir à ce que Grégoire XVI avait fait, non à ce qu'il avait dit, et qu'une restauration de la papauté par les armes de la France pouvait couvrir une réaction d'absolutisme et d'immobilité. De là cette double situation du saint-siége et de la politique française, l'un ramené à Rome, perdant le temps le plus précieux et laissant s'accumuler les dangers par l'inaction dans la sécurité,

l'autre réduite à protéger ce qu'elle n'approuvait pas et engagée, dès ce moment, dans cette voie sans issue où elle se débat encore aujourd'hui.

C'est peut-être, dans l'histoire des affaires politiques du saint-siége, le moment le plus décisif de notre temps, non-seulement par la catastrophe visible, extérieure, d'un pouvoir jeté dans l'exil et ramené par une armée étrangère volant au secours du chef du catholicisme, mais encore par le sens moral de ces événements, et parce que c'est l'heure où se noue en quelque sorte le drame des destinées actuelles de la papauté. Ce qui est certain, c'est que dès ce moment, sous le coup même de ce retour de fortune de 1849, la souveraineté temporelle du saint-siége était placée dans cette alternative de chercher dans une énergique tentative de reconstitution et de réforme une force propre, un gage de durée, ou de ne vivre indéfiniment désormais que par l'occupation étrangère, c'est-à-dire par un fait qui était la négation de son existence comme pouvoir politique, le signe sensible de sa mort lente. Je voudrais préciser cette situation de 1849 au point de vue de la France et du sens que prenait dans les esprits cette expédition qui ramenait le pape à Rome.

IX

Il y a eu évidemment dès l'origine deux interprétations et comme deux politiques. Aux yeux des uns, c'était une

restauration pure et simple, sans conditions, du pouvoir temporel dans l'intégrité de ses droits et de son omnipotence; c'était une affirmation à main armée de la souveraineté temporelle dans ce qu'elle avait de plus absolu, indépendamment des circonstances et des nécessités morales du temps. Des esprits ardents et extrêmes, comme M. de Montalembert, tenaient même le saint-père en garde contre un retour de velléités trop réformatrices. « Si on voyait Pie IX profiter si peu de l'expérience douloureuse qu'il a faite, disait M. de Montalembert, et vouloir recommencer à courir les risques de la situation où il s'était déjà trouvé, si on le voyait rétablir, non pas même la garde civique, mais seulement le pouvoir parlementaire que le *motu proprio* refuse, je dis humblement, sincèrement, que la confiance, la profonde et filiale confiance que nous avons en lui, serait alarmée. L'autorité personnelle du pape actuel serait ébranlée dans l'opinion des catholiques. . » Mais, en même temps, que disait la politique française par l'organe même du ministre qui est encore appelé aujourd'hui à conduire nos affaires avec Rome, M. Drouyn de Lhuys, au moment où l'expédition s'engageait? « On se repose sur l'assurance que des forces étrangères ramèneront le pape dans ses États; mais songet-on à l'avenir qu'on lui prépare en le poussant dans ces voies funestes? Les leçons de l'expérience seront-elles donc toujours perdues?... Le respect que nous avons pour le saint-père ne nous permet pas d'admettre que les institutions qu'il avait données à son peuple aient été complétement annulées par les événements... La pensée que le

régime antérieur à 1846 se relèverait à Rome n'est jamais entrée dans nos prévisions ni dans nos calculs. Nous avons agi sous l'influence d'une tout autre conviction... »

Et n'est-ce pas encore un ministre des affaires étrangères, d'un esprit aussi sincère qu'élevé, M. de Tocqueville, qui prononçait devant l'assemblée législative, après la restauration du pape, ces paroles prophétiques : « Je suis convaincu, et je ne crains pas d'apporter cette conviction à la tribune, que si le saint-siége n'apporte pas dans la condition des États romains, dans leurs habitudes judiciaires, administratives, des réformes considérables, s'il n'y joint pas des institutions libérales compatibles avec la condition actuelle des peuples, je suis convaincu, dis-je, que quelle que soit la force qui s'attache à cette vieille institution du pouvoir temporel des papes, quelle que soit la puissance des mains qui s'étendront d'un bout à l'autre de l'Europe pour le soutenir, ce pouvoir sera bientôt en grand péril? »

Dix ans se sont passés, l'œuvre s'est accomplie ; le pouvoir temporel des papes est mort faute d'avoir rien fait, Il a attendu, et pendant ce temps 1849 a conduit à 1856, à ce congrès de Paris où la question en réalité se posait sous le voile d'une question d'occupation étrangère. Le pouvoir temporel est arrivé désarmé à 1859, au moment de la guerre. Alors les événements se précipitent, les conséquences éclatent d'elles-mêmes comme des coups de foudre ; la Romagne indépendante conduit à la séparation des Marches et de l'Ombrie. L'unité de l'Italie se fait, et la question est à Rome resserrée dans ce petit territoire,

grand par les souvenirs, empreint encore de la majesté du passé, mais où ne survit plus qu'un pouvoir incertain, démembré, réduit à se réfugier dans des protestations inutiles et à n'avoir d'espérances que par des catastrophes de réaction universelle.

On a souvent parlé de réformes, il est vrai; on en parle encore aujourd'hui, et il y a eu sans doute des moments où à Rome, plus que partout ailleurs en Italie, des réformes auraient pu tout au moins ajourner ou adoucir la crise; la souveraineté politique du saint-siége aurait pu se sauver notamment par un large système de décentralisation désintéressant le pays en laissant survivre en haut l'autorité morale du pape, réalisant ce mot dans lequel le vieux marquis Gino Capponi voyait l'unique solution d'une difficulté jusqu'ici insoluble : *que le pape règne sans gouverner*. C'était la solution qu'entrevoyait aussi le père Ventura. « Le pape devait être roi, disait-il, pour être indépendant; mais il ne devait pas l'être pour être effacé par la royauté. Il devait dominer tout, mais en laissant tout à sa place; il devait régner et laisser les différentes parties du pays s'administrer elles-mêmes... » Malheureusement, quand on s'est cru un moment assuré contre le péril, les réformes ont été ajournées; quand le péril a éclaté par des diminutions de territoire, on les a de même ajournées en les faisant dépendre de la réalisation de choses impossibles, et toujours au fond les réformes ont été un expédient encore plus qu'une pensée sérieuse. Un ministre napolitain qui était à Rome en 1859, et dont on a divulgué la correspondance, dévoilait ce système en

écrivant à son gouvernement : « Le cardinal ne m'a pas caché sa pensée intime sur la valeur de ces concessions, dont il a toujours été l'adversaire, et auxquelles il ne consentirait, à toute extrémité, que pour raffermir le pouvoir du saint-siége ébranlé sur ses bases, pour assurer l'intégrité de ses États, et prévenir, éviter, par des concessions sans portée, celles que la force des circonstances et la dureté des temps pourraient un jour imposer au saint-siége. »

C'est peut-être encore le système de *réformes utiles* qu'un des derniers *exposés des affaires de l'empire* représente comme en pratique maintenant à Rome. Ce système a conduit aux démembrements, à toutes les défaites matérielles du pouvoir temporel; mais il a eu, en outre, un résultat moral bien autrement grave : il a livré cette question de la souveraineté politique du saint-siége à toutes les discussions, il a provoqué la lumière et l'examen. Il a conduit les esprits à remuer tous ces problèmes de la souveraineté temporelle des papes, de sa nature et de ses origines, des fatalités de sa politique, de son caractère tout humain indépendant du dogme, de cette confusion de pouvoirs qui met la théocratie dans la vie civile, de cette fiction qui subordonne l'existence nationale d'un peuple à une nécessité de religion, et alors ce qui aurait pu vivre encore dans un demi-jour prudemment maintenu par un gouvernement habile à désarmer, à satisfaire l'opinion, est devenu impossible à la lumière de cette enquête, où la papauté politique s'est effondrée, et où il n'est resté que la papauté religieuse.

Que des réformes n'aient point été accomplies à l'heure où elles auraient pu être efficaces, que la cour de Rome, sans y prendre garde, soit allée d'elle-même au-devant du péril en prenant une attitude d'incompatibilité avec l'Italie et avec l'esprit moderne, que l'on ait laissé passer le moment des transactions, oui sans doute ; mais il y a au fond une cause plus générale, supérieure, qui domine toutes les autres, dont les accidents de la crise actuelle ne sont que les faces particulières, et qui a peut-être agi d'autant plus énergiquement que la France a le premier rôle dans ces événements, et que la protection dont elle couvre le saint-siége est limitée par les idées dont elle est la vivante personnification. Cette cause, c'est le principe même sur lequel repose l'autorité temporelle des papes, non telle qu'elle a toujours existé, mais telle qu'elle existe aujourd'hui par l'identification absolue du pouvoir civil et du pouvoir religieux. Il y a une chose, dont on ne semble pas s'apercevoir, c'est que cette crise, qui a éclaté tout à coup, n'est que la conséquence nécessaire, inévitable, de tout un mouvement auquel la révolution française a communiqué une redoutable puissance.

C'est une question grande comme le monde et qui est aujourd'hui concentrée à Rome, c'est la question de la souveraineté politique de l'Église. Un homme, assurément fidèle au saint-siége, de beaucoup de candeur, mais sans illusions, un ambassadeur de France, M. de Rayneval, entrevoyait la situation périlleuse que l'action du temps avait faite à la papauté en l'isolant. « Les dernières traces des anciennes souverainetés ecclésiastiques avaient

disparu de l'Europe, dit-il; nos pères, accoutumés à ce spectacle, n'y voyaient rien de singulier. Aux yeux de la génération nouvelle, un gouvernement de cette espèce, resté seul au monde, devient une anomalie. » Non-seulement les souverainetés ecclésiastiques ont disparu, mais peu à peu, dans la plupart des pays, l'Église a perdu ses propriétés, ses priviléges, ses juridictions, ses immixtions dans la vie civile, tout ce qui faisait d'elle une puissance publique associée en quelque sorte à la souveraineté. Il n'est resté que Rome où a survécu, sous sa forme la plus absolue, le principe de la confusion des deux pouvoirs, la théocratie dans la vie politique et civile, et d'envahissement en envahissement, le flot de l'esprit moderne est monté jusqu'à Rome. Or, s'il est un pays qui représente le principe opposé de la séparation des pouvoirs, de l'indépendance mutuelle de la loi civile et de la loi religieuse, qui ait résisté pour maintenir cette distinction, n'est-ce point la France? Ce principe était l'essence même du gallicanisme; la révolution française est venue lui donner une extension plus grande, plus générale, et c'est ce qui fait que de toutes les révolutions elle est la plus universelle. Elle a été la grande affirmation de l'indépendance de la vie nationale, civile, intellectuelle.

Et c'est à la France, qui a fait la révolution de 1789, qui a proclamé le droit des nations et l'indépendance de la vie civile, c'est à la France, si catholique qu'elle soit restée, que vous voulez demander de protéger ce qu'elle a détruit chez elle-même, de maintenir indéfiniment par les armes ce que ses idées et ses actes désavouent! Je ne

sais en vérité ce que nous pourrions répondre aux Italiens, s'ils nous tenaient comme nation le langage que nous tient l'auteur d'un livre sur le *Pouvoir temporel des papes*, M. Giorgini. « Vous qui prêchez le respect du droit, dit-il, donnez donc l'exemple! Si la France est catholique, si tout ce qui afflige le saint-père l'afflige, donnez au saint-siége, qui se trouve dans des circonstances douloureuses, ces consolations que vous pouvez lui donner tout de suite, facilement, parce que tout dépend de vous. — La France a des lois organiques qui vont contre le droit canonique, qui lèsent la liberté de l'Église. Napoléon les fit approuver par le Corps législatif; mais les protestations de Rome subsistent : abolissez les lois organiques. — La France possède Avignon. Le pape avait à cette possession des titres non moins clairs que ceux qu'il invoque pour les Romagnes. Le cardinal Consalvi a protesté au congrès de Vienne contre l'annexion à la France. Rendez Avignon. Ces réparations seront pour le saint-siége un motif d'allégresse plus grand que tout ce qui pourrait venir de nous. Quand ces actes seront accomplis, venez nous parler de nos devoirs, et nous serons prêts à vous entendre... » C'est ainsi que le pouvoir temporel périt sous l'action d'une loi dont la France elle-même est la personnification la plus éclatante. C'est ainsi que tout conduit à la nécessité d'une solution qui replace la papauté dans des conditions plus normales, où elle puisse, par une autorité religieuse plus libre, reprendre une vie nouvelle.

Et, à vrai dire, ce n'est ni la France ni l'Italie qui sont

les plus intéressées à cette solution. Politiquement, la France peut attendre; elle est à Rome remplissant un rôle d'honneur et de désintéressement qui n'engage point son action définitive. Elle écarte pour le moment les problèmes qui peuvent naître d'une situation nouvelle de l'Église; elle laisse aux passions religieuses le temps de se calmer. L'Italie elle-même peut à la rigueur attendre encore, et en y réfléchissant, à un point de vue plus élevé et plus large, je ne sais même si c'est un intérêt bien clair, bien pressant pour les Italiens que la France quitte immédiatement Rome. N'est-il point évident, en effet, que l'occupation temporaire de Rome n'est qu'un des éléments de la crise actuelle? L'unité eût-elle dès ce moment son centre à Rome, la question italienne ne serait point résolue. Elle est en suspens tant que l'Autriche est à Venise. Tant que la domination étrangère est sur le Mincio, l'Italie est en présence d'un choc toujours possible, et elle se trouve dans cette condition étrange, que tout ce qui est fait est à la merci de ce qui reste à faire. Or, dans une telle condition, la présence de la France à Rome ne peut-elle pas être d'une certaine valeur?

S'il y a donc une difficulté pour l'Italie, elle n'est pas de celles qui sont sans compensation; mais c'est le catholicisme surtout qui est intéressé à voir cesser une situation pénible et sans avenir, où la souveraineté du saint-siége s'affaisse dans les impossibilités, où l'on demande au pape des réformes qu'il aurait pu sans doute accorder d'autres fois avec fruit, qu'il ne peut plus accorder avec dignité, parce qu'il n'est plus temps, parce qu'elles ne

serviraient à rien. C'est le sentiment catholique qui est intéressé désormais à voir cesser ces confusions, qui font de la papauté, de l'autorité religieuse la plus élevée, l'alliée par des considérations terrestres de toutes les réactions, l'antagoniste des nationalités renaissantes et des principes de la civilisation moderne ! Et si l'on répète que, pour que les pouvoirs soient séparés partout, il faut qu'ils soient unis à Rome, c'est le sentiment catholique plus encore que le sentiment libéral qui doit décliner énergiquement cette théorie spécieuse et dangereuse, dont le dernier mot est l'immobilisation d'un peuple dans un intérêt religieux, qui ne tiendrait à rien moins qu'à établir au profit des catholiques une population de mainmorte.

A tout prendre, la puissance morale d'un pape n'est pas dans quelques lieues de terrain. Lorsque Napoléon disait qu'il fallait traiter le saint-père comme s'il avait une armée de deux cent mille hommes, ce n'était pas du souverain de quelques petits territoires qu'il parlait. Lorsque le pape à Savone ou à Fontainebleau inquiétait l'homme le plus puissant de la terre et lui résistait, il n'avait plus de souveraineté temporelle. Je ne veux pas dire assurément que ce soit une condition normale pour un pape d'être à Savone ou à Fontainebleau ; mais cela prouve au moins que la puissance d'un souverain pontife est indépendante de l'étendue de son domaine et de ses droits terrestres. Le pape actuel, je le disais, a perdu la plupart de ses provinces, fondues aujourd'hui dans le royaume italien ; ce qui lui reste de ses États est sous la garde d'une armée d'occupation, le Vatican n'est plus pour lui qu'une tente

qui peut se replier demain : il ne s'est pas montré moins indépendant de parole comme d'action, et je ne sais s'il peut y avoir une image plus expressive des extraordinaires anomalies du moment présent que ce dialogue plusieurs fois renouvelé entre un protecteur, dont la présence est le signe d'une souveraineté illusoire, et un prince temporel qui n'est rien politiquement, qui ne peut rien, et qui répond avec une fermeté calme : « Le souverain pontife est engagé par serment à ne rien céder du territoire de l'Église; le saint-père ne fera donc aucune concession de cette nature, un conclave n'aurait pas le droit d'en faire, un nouveau pontife n'en pourrait pas faire, ses successeurs de siècle en siècle ne seraient pas plus libres d'en faire. »

Réfléchissez bien : ce qui frappe dans ce spectacle caractéristique, ce n'est pas la lutte pour un territoire, ce n'est pas la résistance au nom d'une cause vaincue ; c'est ce sentiment moral qui ne s'appuie sur aucune force matérielle et qui survit à l'autorité temporelle qu'il revendique. Assise sur les ruines d'une souveraineté morte, que des réformes sur les passe-ports ne feront pas assurément revivre, la papauté, pour le bien même du catholicisme, n'a qu'un refuge : c'est la liberté par une séparation des pouvoirs, qui n'est en fin de compte que l'application d'un des premiers principes de l'Évangile; la liberté qui rompt les solidarités funestes en affranchissant le pontificat de cette condition périlleuse où l'on voit tour à tour la subordination de l'intérêt religieux à des considérations politiques et la subordination de la vie politique d'un peuple

à un intérêt religieux, où l'on a pu se demander plus d'une fois si le pape, en se faisant l'allié de l'empereur d'Autriche en Italie, ne cherchait pas à s'assurer une défense.

C'est une nouveauté sans doute, et de telles nouveautés étonnent, inquiètent quelquefois, sont pleines de conséquences qui touchent à tout, dont on n'entrevoit même pas toutes les suites. Un pape moins Italien, sans l'attache d'un pouvoir politique, devient plus universel, plus libre moralement vis-à-vis de toutes les puissances terrestres. C'est tout un ordre de changements possibles dans l'organisation de l'Église, dans les rapports entre le pouvoir religieux et l'État; mais, à n'observer que le monde contemporain, la liberté, là où elle a régné, n'a-t-elle pas été plus favorable au sentiment religieux que tous les despotismes? Le clergé français actuel est né sous la loi de la séparation des pouvoirs, de la situation très-nouvelle qui lui a été faite au commencement de ce siècle : il est probablement aujourd'hui dans son ensemble le plus éclairé, le plus pur, même le plus indépendant. Et puis, si c'est une nécessité qu'on ne peut plus éluder! On pourrait répondre par un mot que Joseph de Maistre disait un jour dans d'autres circonstances, et qui pourrait s'appliquer à tout ce qui s'est fait en Italie : « Si c'est un mal, il aurait fallu y penser plus tôt. »

X

Ainsi donc, qu'on ne s'y trompe pas, quelques trèves qui surviennent momentanément entre les opinions et dans la marche des choses, il y a une loi qui s'accomplit. Ce qu'on nomme l'indépendance de l'Italie, c'est désormais l'unité; c'est la substitution de la nation italienne aux autonomies, dont l'histoire est achevée. Cette unité, dans son application, peut se combiner avec l'élément local, laisser aux anciennes provinces la liberté de leurs intérêts et de leurs traditions, de leur administration par un régime largement décentralisateur, et ce système n'en est plus même à se produire : c'est celui qui tendait à subdiviser le royaume en *régions* formant tout un ensemble de groupes concentriques; mais au-dessus il y a l'unité politique, il y a l'Italie embrassant toutes ces régions et les enlaçant du lien national. C'est cela qui est l'œuvre de ces quelques années et qui s'appelle l'indépendance italienne. — Ce qu'on nomme d'un autre côté l'indépendance du pape, ce n'est plus la souveraineté temporelle telle qu'elle a existé. Cette indépendance, dans sa garantie extérieure, peut prendre telle ou telle forme : ce n'est plus l'État ecclésiastique.

Au fond, le problème est moralement résolu, et si Rome est encore séparée de l'Italie, c'est, comme on l'a dit, par

une suspension du droit des Romains; mais en même temps, entre les résultats accomplis déjà et les conséquences qui restent à réaliser, il y a une question de conduite qui n'échappait pas à M. de Cavour le jour où avec son esprit hardi et prévoyant, il fixait le but et les moyens d'y arriver en se donnant de l'espace. « J'ai affirmé et j'affirme encore, disait-il, que Rome, Rome seule, doit être la capitale de l'Italie; mais ici commencent les difficultés. Il faut que nous allions à Rome, mais à ces deux conditions : que ce soit de concert avec la France, et que la grande masse des catholiques en Italie et ailleurs ne voie pas dans la réunion de Rome au reste de l'Italie le signal de l'asservissement de l'Église. Il faut, en d'autres termes, que nous allions à Rome sans que l'indépendance du souverain pontife en soit diminuée... » Et quand on pressait M. de Cavour, quand on lui demandait une date, il répliquait : « Dites-moi ce que seront l'Italie et l'Europe dans six mois, et je vous répondrai; » c'est-à-dire que, le principe de Rome capitale de l'Italie une fois proclamé, il en subordonnait la réalisation aux circonstances générales, au temps, à l'action morale.

Lorsque Garibaldi et ses partisans tentaient de brusquer la solution par violence, ils ne voyaient pas que non-seulement ils allaient se briser contre une susceptibilité militaire de la France, mais encore qu'ils risquaient les destinées de l'Italie sur un de ces mots de joueur qui veulent dire la ruine plutôt que l'attente, — qu'en faisant de Rome une condition de vie ou de mort pour l'unité, ils encourageaient les espérances des ennemis de cette unité,

et leur montraient le point à défendre à outrance. Il y a pour l'Italie une manière plus sûre, plus infaillible d'aller à Rome, comme le remarque un Italien, c'est d'organiser son administration, de discipliner son armée, de créer ses finances, de relever son crédit, de développer le travail ; c'est de montrer à l'Église que la liberté qu'elle lui promet n'est pas un mot, et d'agir sur l'Europe libérale par le spectacle d'un peuple prouvant sa vie par le mouvement.

L'Italie, sans être à l'abri des crises et des incertitudes, est assez avancée déjà pour que ses malheurs disparaissent un peu dans sa vie nouvelle, et tandis que jour par jour elle se dégage du passé, voici un autre peuple qui se lève avec l'héroïsme d'un désespoir viril, seul, sans armes, n'ayant d'autre bouclier que son patriotisme et son courage, soutenant la lutte la plus émouvante contre une puissance qu'on a crue colossale, et qui semble ne plus l'être que par les barbaries qui se commettent en son nom. Il y a des casuistes subtils qui ont l'œil assez fin pour faire des distinctions et qui changent d'opinion selon qu'ils se tournent au nord ou au midi, vers l'Italie ou vers la Pologne. Dans toute âme vraiment libérale, ces causes se rejoignent, et la plus touchante est toujours celle qui souffre le plus. Elles sont sœurs, et l'Italie, toute jeune encore, serait déjà trop diplomate et trop avisée, si elle oubliait que ce sont ses affaires aussi qui se débattent en Pologne, que l'alliance de la Russie ne vaut pas le principe au nom duquel elle vit, et que la liberté italienne a trop à faire encore pour mettre une sourdine

quand il s'agit de la liberté et de l'indépendance des autres peuples (1).

Pour nous, ce qui nous frappe et ce qui nous touche dans ces causes, c'est d'abord qu'elles sont justes, que ce sont les causes du sang versé, des droits violés, des nations qui veulent vivre; mais en outre c'est qu'à leur succès se lie la cause de la liberté intérieure, de la sécurité morale en Europe. Savez-vous ce qui fait de ces réveils de peuples des causes essentiellement libérales! C'est qu'ils portent le dernier coup à ce faisceau d'absolutisme qui s'est toujours recomposé au nord, qui a vécu d'une complicité d'oppression, et qui a réagi quelquefois sur la France elle-même. Quant à la France, en aidant, selon les moments, de ses sympathies, de ses vœux ou de son action, à cet affranchissement des nations, elle travaille plus qu'on ne pense à sa propre liberté, et elle y trouve sûrement la garantie durable de sa puissance morale.

(1) Cette étude a été écrite en mars 1863. Je me borne à rappeler cette date. Les idées exprimées ici sur le rôle de l'Italie à l'origine de l'insurrection polonaise se relient, on le remarquera, à quelques-unes des idées exprimées dans l'*avant-propos* de ce livre écrit plus récemment.

FIN.

8 JA 66

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .... :
I. UN ITALIEN AU XIX[e] SIÈCLE. — Pellegrino Rossi....... 1
II. L'ITALIE APRÈS VILLAFRANCA — I. La révolution italienne et le saint-siége 67
III. L'ITALIE APRÈS VILLAFRANCA. — II. Le roi François II et la révolution de Naples...................... 128
IV. LE CARDINAL ALBERONI ET UNE EXPÉDITION DE SICILE... 204
V. LA FRANCE ET L'ITALIE AU XVIII[e] SIÈCLE............... 237
VI. LES SOUFFRANCES D'UN PENSEUR ITALIEN. — Giacomo Leopardi 269
VII. L'UNITÉ DE l'ITALIE. — La France et la Papauté...... 306

FIN DE LA TABLE.

CLICHY. — Impr. de M. LOIGNON et C[ie], rue du Bac-d'Asnières, 12

8 JA 66

Digitized by Google

9165

BIBLIOTHÈQUE CONTEMPORAINE

CHARLES DE MAZADE

L'ITALIE
ET
LES ITALIENS

NOUVEAUX RÉCITS

DES GUERRES ET DES RÉVOLUTIONS ITALIENNES

PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15
A LA LIBRAIRIE NOUVELLE
1864

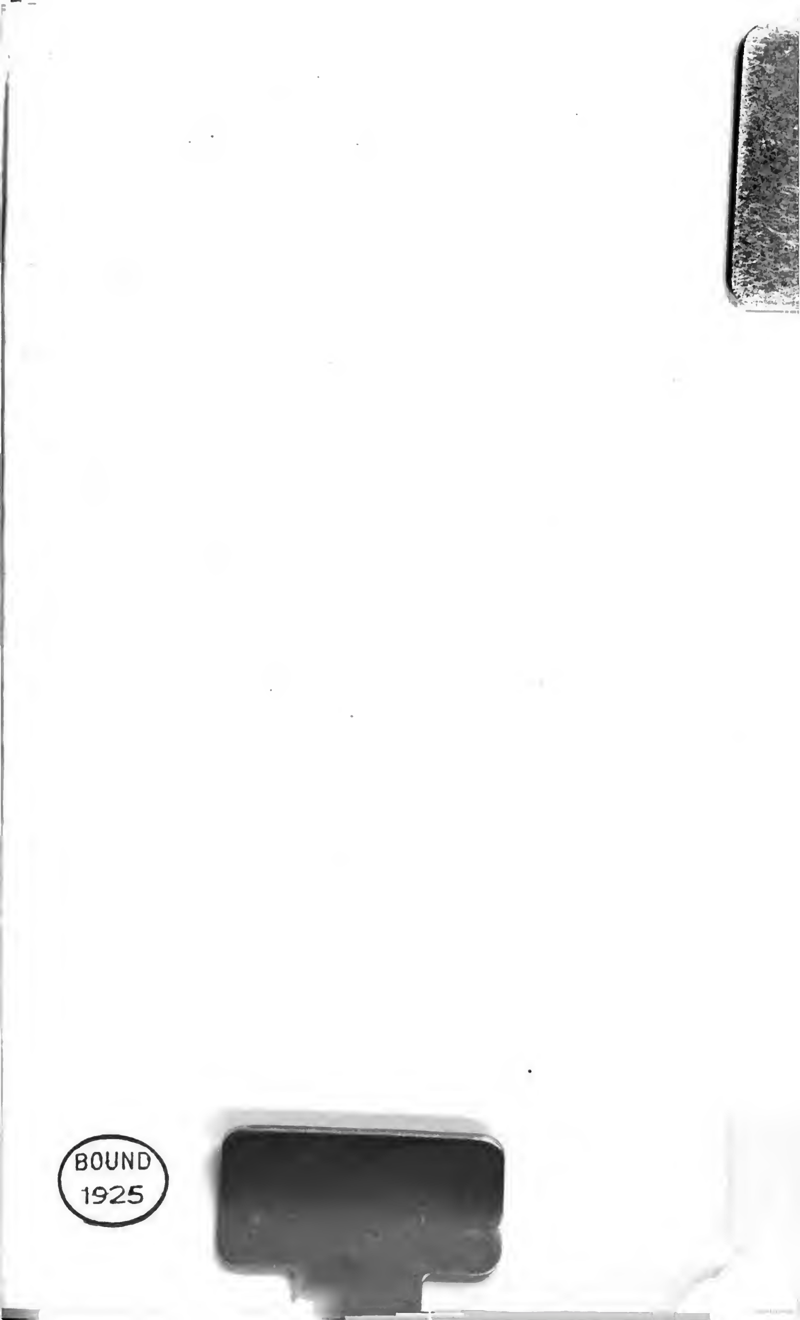
b 35

LIBRAIRIE DE MICHEL LÉVY FRÈRES

OUVRAGES PARUS FORMAT GRAND IN-18,
à 3 francs le volume.

LES UNS ET LES AUTRES
Par Méry. . . . . 1 vol.
NAUFRAGE AU PORT
Par Édouard Gourdon . . . . 1 vol.
VIE DE JEANNE D'ARC
Par l'Auteur de *Madame la duchesse d'Orléans* . . . 1 vol.
LA VIE FANTASTIQUE
Par Méry. . . . . 1 vol.
LA BELLE REBECCA
Par Amédée Pichot. . . . . 1 vol.
LE SECRET DU BONHEUR
Par Ernest Feydeau . . . . 2 vol.
NOUVELLES ÉTUDES D'HISTOIRE
ET DE LITTÉRATURE
Par D. Nisard . . . . 1 vol.
LA COMTESSE FAUSTINE
Par Mme Ida Hahn-Hahn . . . . 1 vol.
DUELS ET DUELLISTES
Par Roger de Beauvoir. . . . . 1 vol.
RYNO
Par Mme Manoel de Grandfort, 2e édition . . . . . 1 vol.
BONJOUR ET BONSOIR
Par Mie d'Aghonne. . . . . 1 vol.
EN CHEMIN DE FER
Par X. Marmier . . . . 1 vol.
THÉATRE DE NOHANT
Par George Sand . . . . 1 vol.
ÉTUDES SUR L'HISTOIRE DE L'ART
Par L. Vitet . . . . 2 vol.
LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ET LA SOCIÉTÉ ANGLAISE
Par Cornélis de Witt . . . . 1 vol.
UN CHEVAL DE PHIDIAS
Par Victor Cherbuliez . . . . 1 vol.
ÉTUDES D'HISTOIRE RELIGIEUSE
Par Ernest Renan (7e édition, revue et corrigée). . . 1 vol.
LES FEMMES QUI FONT DES SCÈNES
Par Ch. Monselet . . . . 1 vol.
LE ROMAN DE DEUX JEUNES FILLES
Par Pascal Doré . . . . 1 vol.
LES CHASSES EN FRANCE ET EN ANGLETERRE
Par Paul Caillard . . . . 1 vol.

IMPRIMERIE L. TOINON ET Ce, A SAINT-GERMAIN.


BOUND
1925